HAL open science

Accessibilité sociale à l'alimentation durable : état des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes

Amadis Guillorel-Obregon

To cite this version:

Amadis Guillorel-Obregon. Accessibilité sociale à l'alimentation durable : état des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes. Sciences du Vivant [q-bio]. 2018. dumas-01961796

HAL Id: dumas-01961796

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01961796

Submitted on 20 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AGROCAMPUS OUEST

☐ **CFR Angers**

☑ **CFR Rennes**

Année universitaire : 2017-2018

Spécialité :

Génie de l'Environnement

Spécialisation (et option éventuelle) :

Agricultures Durables et Développement des Territoires

Mémoire de Fin d'Études

☑ díIngÈnieur de líInstitut SupÈrieur des Sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage

☐ de Master de líInstitut SupÈrieur des Sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage

☐ d'un autre Ètablissement (Ètudiant arrivÈ en M2)

Accessibilité sociale à l'alimentation durable

État des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes

Par : Amadis GUILLOREL-OBREGON

Soutenu à Rennes le 19/09/2018

Devant le jury composé de :

Président : Gilles Maréchal

Maître de stage : Typhaine Herré-Barrailler

Enseignant référent : Catherine Darrot

Autres membres du jury (Nom, Qualité)

Philippe Le Saux, directeur de l'Apras

Les analyses et les conclusions de ce travail d'étudiant n'engagent que la responsabilité de son auteur et non celle d'AGROCAMPUS OUEST

Ce document est soumis aux conditions d'utilisation
«Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 4.0 France»
disponible en ligne http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr

Fiche de confidentialité et de diffusion du mémoire

Confidentialité

☒ Non ☐ Oui si oui : ☐ 1 an ☐ 5 ans ☐ 10 ans

Pendant toute la durée de confidentialité, aucune diffusion du mémoire n'est possible [1].

Date et signature du **maître de stage** [2] : 01/10/18
(ou de l'étudiant-entrepreneur)

A la fin de la période de confidentialité, sa diffusion est soumise aux règles ci-dessous (droits d'auteur et autorisation de diffusion par l'enseignant à renseigner).

Droits d'auteur

L'auteur[3] **Nom Prénom** GUILLOREL - OBREGÓN Amadís
autorise la diffusion de son travail (immédiatement ou à la fin de la période de confidentialité)

☑ Oui ☐ Non

Si oui, il autorise

■ la diffusion papier du mémoire uniquement(4)

■ la diffusion papier du mémoire et la diffusion électronique du résumé

☑ la diffusion papier et électronique du mémoire (joindre dans ce cas la fiche de conformité du mémoire numérique et le contrat de diffusion)

(Facultatif) ■ accepte de placer son mémoire sous licence Creative commons CC-By-Nc-Nd (voir Guide du mémoire Chap 1.4 page 6)

Date et signature de l'**auteur** : 01/10/2018

Autorisation de diffusion par le responsable de spécialisation ou son représentant

L'enseignant juge le mémoire de qualité suffisante pour être diffusé (immédiatement ou à la fin de la période de confidentialité)

☒ Oui ☐ Non

Si non, seul le titre du mémoire apparaîtra dans les bases de données.

Si oui, il autorise

☐ la diffusion papier du mémoire uniquement(4)

☐ la diffusion papier du mémoire et la diffusion électronique du résumé

☒ la diffusion papier et électronique du mémoire

Date et signature de l'**enseignant** : 5/10/2018

(1) L'administration, les enseignants et les différents services de documentation d'AGROCAMPUS OUEST s'engagent à respecter cette confidentialité.
(2) Signature et cachet de l'organisme
(3).Auteur = étudiant qui réalise son mémoire de fin d'études
(4) La référence bibliographique (= Nom de l'auteur, titre du mémoire, année de soutenance, diplôme, spécialité et spécialisation/Option)) sera signalée dans les bases de données documentaires sans le résumé

Dépôt numérique de mémoire
ATTESTATION DE CONFORMITE DE LA VERSION NUMERIQUE

Je, soussigné(e),

Nom : GUILLOREL-PREGON

Prénom : Amandis

Ci-après désigné « l'Auteur »

Atteste que la version numérique de mon mémoire de fin d'études dans sa version définitive (incluant les corrections demandées par le jury de soutenance),

Intitulé :
Accessibilité sociale à l'alimentation durable
Etat des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes

correspond à la version imprimée du document, déposé à la bibliothèque générale d'AGROCAMPUS OUEST (CFR de référence).

A Rennes le 04/10/2018

Signature

Dépôt numérique de mémoire
CONTRAT DE DIFFUSION NUMERIQUE DE MEMOIRE

Entre
AGROCAMPUS OUEST, Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage dont le siège est basé 65 rue de Saint-Brieuc, 35042 RENNES, représenté par son Directeur Général, Grégoire THOMAS
et
L'auteur du mémoire :

Nom : GUILLOREL-PREGON
Prénom : AMANDIS
Adresse personnelle : 10 square de la 55e D, 35700 Rennes :

Intitulé du mémoire :
Accessibilité sociale à l'alimentation durable
Etat des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes

Ci-après désigné auteur,

Article 1
Le présent contrat ne concerne que les mémoires de fin d'études des cursus de formation d'AGROCAMPUS OUEST, déposés suite à la soutenance dans leur version validée par le jury. La diffusion de ces mémoires est conditionnée au visa du responsable de spécialisation/ option, garantissant la prise en compte de l'avis du jury.

Article 2
L'auteur autorise AGROCAMPUS OUEST à diffuser le mémoire sur le site Internet de l'établissement ou sur les plateformes choisies par AGROCAMPUS OUEST en conformité avec la fiche de diffusion correspondante. Le présent contrat a pour objet de permettre à AGROCAMPUS OUEST de diffuser le mémoire dans le respect des droits de propriété intellectuelle de son auteur.
Le présent contrat n'implique pas l'obligation pour AGROCAMPUS OUEST de faire usage de l'autorisation qui lui est donnée. La diffusion effective, tout comme son éventuelle suppression, n'implique en aucun cas une appréciation au bénéfice de l'auteur ou des tiers et n'est pas source de responsabilité à l'égard des tiers.

Article 3
L'auteur demeure responsable du contenu de son œuvre. L'auteur garantit à AGROCAMPUS OUEST qu'il détient tous les droits nécessaires à la diffusion de son œuvre, en particulier les autorisations écrites des titulaires des droits sur les œuvres reproduites, partiellement ou intégralement. En cas de non respect de cette clause, AGROCAMPUS OUEST se réserve le droit de refuser, suspendre ou arrêter la diffusion des parties du mémoire intégrant des documents ou parties de documents pour lesquels les droits de reproduction et de représentation n'auraient pas été acquis.
AGROCAMPUS OUEST ne pourra être tenu responsable de représentations illégales de documents, pour lesquels l'auteur n'aurait pas signalé qu'il n'en avait pas acquis les droits.

Article 4
L'auteur pourra à tout moment retirer l'autorisation de diffusion qu'il accorde par le présent contrat. Pour cela, il devra en aviser formellement AGROCAMPUS OUEST par lettre recommandée avec accusé de réception. AGROCAMPUS OUEST aura alors l'obligation de retirer l'œuvre lors de la plus prochaine actualisation du site de l'établissement et du portail documentaire.

Article 5
L'auteur autorise AGROCAMPUS OUEST à procéder, le cas échéant, au reformatage de son mémoire en vue de l'archivage, de la diffusion ou de la communication dans le respect des autorisations de diffusion définies par lui précédemment.

Article 6
Les autorisations de diffusion données à AGROCAMPUS OUEST n'ont aucun caractère exclusif et l'auteur conserve toutes les autres possibilités de diffusion de son mémoire.

Article 7
L'auteur autorise, à titre gracieux, la cession des droits de diffusion, concernant le mémoire qui lui appartient. Cette autorisation, dans la durée maximale définie par le droit patrimonial, est strictement réservée à la diffusion du mémoire à des fins pédagogiques et de recherche.
Fait à..Rabat.., le ..01.09.2018

Pour AGROCAMPUS OUEST,.....
Pour Le Directeur Général

L'auteur,

AGROCAMPUS OUEST

☐ **CFR Angers**

☑ **CFR Rennes**

Année universitaire : 2017-2018

Spécialité :

Génie de l'Environnement

Spécialisation (et option éventuelle) :

Agricultures Durables et Développement des Territoires

Mémoire de Fin d'Études

☑ díIngÈnieur de líInstitut SupÈrieur des Sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage

☐ de Master de líInstitut SupÈrieur des Sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage

☐ d'un autre Ètablissement (Ètudiant arrivÈ en M2)

Accessibilité sociale à l'alimentation durable

État des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes

Par : Amadis GUILLOREL-OBREGON

Soutenu à Rennes le 19/09/2018

Devant le jury composé de :

Président : Gilles Maréchal

Maître de stage : Typhaine Herré-Barrailler

Enseignant référent : Catherine Darrot

Autres membres du jury (Nom, Qualité)

Philippe Le Saux, directeur de l'Apras

Les analyses et les conclusions de ce travail d'étudiant n'engagent que la responsabilité de son auteur et non celle d'AGROCAMPUS OUEST

Ce document est soumis aux conditions d'utilisation
«Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 4.0 France»
disponible en ligne http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr

Remerciements

Je remercie énormément toutes ces personnes qui m'ont accompagné durant toutes ces années

« Nessa vida sozinho eu não sei andar
Leleô
Ô iaia
Trago a capoeira pra me acompanhar

Ela é arte, é luta, é dança
É historia pra contar
Ela é quem me ensinou
É ela quem vive a me ensinar

Ela é quem me ajudou
Desde de quando eu era escravo
Se não fosse a capoeira
Eu não tinhe me libertado

Da minha vida eu não sei
E nem quero imaginar
Eu sem minha capoeira
E sem berimbau para tocar »

SOMMAIRE

INTRODUCTION p.1

PARTIE 1 – ÉTAT DE L'ART p.5

I. **L'alimentation c'est quoi ?** p.5

I.1• L'alimentation va au-delà d'un simple besoin physiologique. p.5

I.2 • Point sur différents cadres théoriques expliquant le comportement alimentaire p.6

I.2.a° L'approche économique p.6

I.2.b° L'approche sociologique p.7

II.3 • Comportement alimentaire, et accessibilité par le prix p.9

II.4 • L'alimentation dans la consommation des ménages français. p.11

II.4.a° Contexte de la société de consommation p.11

II.4.b° Point sur la place de l'alimentation dans la consommation p.11

II. **L'alimentation des personnes précarisées** p.12

II.1• La précarité c'est quoi ? p.12

II.2• Les paradigmes de l'action sociale en France, et le contexte actuel à Rennes p.14

II.2.a° Les paradigmes de l'action sociale p.14

II.2.b° Le contexte de l'intervention sociale dans les CCAS à Rennes p.15

II.3 • L'alimentation des personnes précarisées connaît-elle des spécificités ? p.16

 # Quelques précisions sur l'aide alimentaire p.19

III. **La montée en puissance du thème de l'accès à l'alimentation durable pour tous** p.20

III.1• Définitions de l'alimentation durable p.20

III.2 • La non-durabilité du système alimentaire actuel p.21

III.3 • Les tentatives de réponses et la mise en place de politique publiques p.22

III.4 • Qui sont les consommateurs d'alimentation bio aujourd'hui en France ? p.25

III.5 • Deux courants complémentaires : la mise en place de politiques alimentaires normatives & l'émancipation du citoyen par la transmission du pouvoir d'agir sur les choix alimentaires. p.27

III.5.a° Les politiques alimentaires normatives. p.27

III.5.b° La démocratie alimentaire et la transmission de pouvoir d'agir p.28

PARTIE 2 – DANS QUELLE MESURE SERAIT-IL JUDICIEUX DE S'INSPIRER DU DISPOSITIF D'ACCÈS À LA CULTURE POUR CONSTRUIRE UN DISPOSITIF D'ACCÈS À L'ALIMENTATION ?

I. **Méthodologie** p.30

I.1 • Méthodologie de collecte des données p.30

I.2• Méthodologie de traitement des données p.31

II. **Résultats** p.31

II.1 • Qui est le public Sortir ! ? p.31

II.2 • La philosophie initiale du dispositif Sortir ! indique un parallèle intéressant avec l'objectif d'accès à l'alimentation durable. p.32

II.2.a° Histoire du dispositif p.32

II.2.b° Philosophie du dispositif p.33

II.2.c ° Fonctionnement pratique du dispositif p.33

II.2.d° Pourquoi le parallèle avec l'accès à l'alimentation durable est-il intéressant ? p.34

II.3 • Le public cible vu à travers le prisme alimentaire. p.35

PARTIE 3 – COMMENT S'ALIMENTE LE PUBLIC CIBLE ?

I. **Méthodologie**

I.1 • Méthodologie de collecte des données p.38

I.2• Méthodologie de traitement des données p.39

I.2.a° Présentation de toutes les variables questionnées p.39

I.2.b° Un codage des réponses à posteriori a été effectué pour l'ACM p.39

I.2.c° L'Analyse en Composantes Multiples est une méthode qui permet de décrire le jeu de données. p.40

I.2.d° La Classification Ascendante Hiérarchique est une méthode qui permet de regrouper des individus qui se ressemblent dans leurs réponses. p.41

II. **Résultats**

II.1• Analyse variable par variable p.42

II.1.a° La plupart des enquêtés ne consomment qu'en GMS et cuisinent très souvent p.42

II.1.b° Le public enquêté est ancré dans la précarité. p.44

II.1.c° Ce n'est pas parce qu'on est en situation de précarité que l'on a pas envie de manger des produits bio. p.45

II.2 • ACM et CAH : décrire le jeu de données, chercher des corrélations entre variables, regrouper des individus qui se ressemblent, identifier des facteurs socio-économiques explicatifs. p.47

II.2.a° Résultats de l'ACM p.47

II.2.b° Résultats de la Classification. p.50

II.2.c° Retour à la question de recherche p.55

PARTIE 4 – QUELLES SONT LES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DES PRATIQUES ALIMENTAIRES VERS UNE ALIMENTATION DURABLE AU SEIN DU PUBLIC CIBLE ?

I. Méthodologie p.58

I.1• Méthodologie de collecte des données. p.58

I.2• Méthodologie de traitement des données. p.58

II. Résultats p.59

II.1• Réponses à l'hypothèse 3.1 p.59

II.1.a° Argument santé p.59

II.1.b° Autres aspects amenant vers l'alimentation de qualité p.60

II.2 Réponses à l'hypothèse 3.2 p.62

II.2.a° L'alimentation entre en concurrence avec d'autres postes de dépenses… p.62

II.2.b° … mais elle peut quand même être une priorité dans certains cas. p.66

II.3 • Réponses à l'hypothèse 3.3 p.67

II.4 • Réponses à l'hypothèse 3.4 p.70

II.4.a° Plusieurs sources de réticences vis à vis de certains aliments bio p.70

II.4.b° Les processus de distinction peuvent aussi donner envie d'aller vers une alimentation de meilleure qualité p.72

II.5 • Autres facteurs explicatifs non abordés dans les hypothèses p.73

II.5.a° Structuration de l'offre p.73

II.5.b° Proximité avec le jardinage et le monde agricole p.74

II.5.c° Structuration du temps p.75

II.5.d° Autres composantes p.75

II.6 Retour à la question de recherche**.** p.76

Présentation des idéaux-types p.79

PARTIE 5 – DISCUSSION

I. **Limites/Pour aller plus loin** p.82

II. **Retour à la problématique** p.83

II.1 • Réponse sur les leviers p.83

II.2 • Prise de recul sur les leviers p.84

II.2.a° Prise de recul sur le choix de l'approche et les limites de la rationalité dans les processus de décisions p.84

II.2.b° La vrai question serait celle de la légitimité des actions influant sur le comportement alimentaire. p.85

II.2.c° Politique normative, marketing social, et démocratie alimentaire p.85

II.3 • Prise de recul sur le niveau d'action p.88

II.4 • Prise de recul sur le sujet p.90

CONCLUSION p.91

POST FACE p.93

BIBLIOGRAPHIE p.94

Liste des figures

Fig 1 : Les grands déterminants du comportement alimentaire (INPES, 2010) p.09
Fig 2 : Les facteurs influençant l'accès à une alimentation de qualité (UNMS, 2014) p.10
Fig. 3 : Évolution des dépenses des ménages en France (Insee in Rastoin et al., 2010) p.12
Fig. 4 : Évolution de la part de l'alimentation dans les dépenses de consommation (INSEE in Ademe, 2017) p.12
Fig 5 : Multi-level perspective on transitions (Geels, 2002 in Simonneaux et al., 2016) p.22
Fig 6 : Chronologie de la gouvernance alimentaire à Rennes (Cormery, 2017) p.24
Fig 7 : Structure de la population de Rennes par rapport à d'autres villes (INSEE, 2013 in Marie, 2018) p.25
Fig 8 : Évolution du nombre d'opérateurs et des surfaces engagées en bio (Agence Bio, 2018a) p.25
Fig 9: Typologie de consommateurs basée sur les consommations en bio et en conventionnel (Kesse-Guyot et al.,2017) p.26
Fig 10 : 5 types de consommateurs bio (Agence Bio, 2018b) p.27
Fig 11: Public Sortir ! de Rennes Métropole vu sous l'angle alimentaire p.36
Fig 12 : Variables illustratives utilisées dans l'ACM p.40
Fig 13 : Variables actives utilisées dans l'ACM p.40
Fig 14 : Lieux d'approvisionnement alimentaire principaux p.42
Fig 15 : Occurrence des facteurs influençant le choix du lieu d'approvisionnement alimentaire p.42
Fig 16 : Modes de déplacement pour l'approvisionnement alimentaire p.43
Fig 17 : Fréquence de la pratique de la cuisine au domicile et le pourquoi p.43
Fig 18 : Fréquence et lieux de la prise de repas hors domicile p.43
Fig 19: Répartition du revenu individuel par mois p.44
Fig 20 : Classification des volontés d'améliorations alimentaires citées par 31 personnes enquêtées p.45
Fig 21 : Fréquence de consommation d'aliments bio chez le public enquêté p.46
Fig 22 : Graphique des individus et des modalités actives p.47
Fig 23 : Graphique des ellipses pour chaque variable p.48
Fig 24 : Factor maps sur les dimensions 1 et 2 p.49

Liste des tableaux

Tableau 1 : Caractéristiques des 5 groupes de consommateurs identifiés par Kesse-Guyot et al., (2017) p.26
Tableau 2 : Quatre types de consommation bio (inspiré de Rémy 2004) p.27
Tableau 3 : Barème du dispositif Sortir! à Rennes Métropole en 2018 (Apras, 2018) p.31
Tableau 4 : Les différentes appropriations du dispositif Sortir ! par le public concerné p.32
Tableau 5 : Les parallèles possibles entre le dispositif d'accès à la culture et l'accès à l'alimentation durable p.34
Tableau 6 : Analyse SWOT - Adapter le dispositif d'accès à la culture pour l'accès à l'alimentation durable p.37
Tableau 7 : Description des classes identifiées et de leurs modalités illustratives associées p.55
Tableau 8 : Résumé des idéaux types et de leurs leviers d'action associés p.80
Tableau 9 : Résumé des trois approches complémentaires pour traiter de la question alimentaire p.88

Liste des Annexes

Annexe I	Place de la commande dans le Plan Alimentaire Durable de la Ville de Rennes et fiche de stage
Annexe II	Compte rendu du 1er comité de pilotage (19 Mars 2018) et réflexions associées
Annexe III	Mode d'emploi du dispositif Sortir !, quel barème et quelles ressources
Annexe IV	Description de la population Sortir !, permettant de re-situer l'échantillon enquêté dans la population globale du public ciblé.
Annexe V	Fonctionnement des CCAS à la Ville de Rennes et description des ESC
Annexe VI	Questionnaire utilisé lors de l'enquête et justification du choix des questions
Annexe VII	Justification des hypothèses testées par les variables illustratives dans l'ACM
Annexe VIII	Détail du choix du codage des variables de l'ACM
Annexe IX	Tableau du jeu de données des 56 individus utilisés pour l'ACM et des 3 supplémentaires
Annexe X	Détail des figures et des sorties de l'ACM
Annexe XI	Tableau résumé des 15 entretiens
Annexe XII	Présentation des 5 idéaux types synthétisant les différents modes d'accès à l'alimentation et les distances à l'alimentation en fonction du profil socio-économique
Annexe XIII	Typologie des différents formes d'engagement des consommateurs (Green Flex, 2016)
Annexe XIV	Évolution des idéologies de l'aide alimentaire de 1500 à nos jours, état des lieux de l'aide alimentaire à Rennes, et paradoxes de l'aide alimentaire
Annexe XV	Typologie de la gestion de la contrainte alimentaire (Brunet et al., 2015)

Liste des abréviations

AB = Agriculture Biologique

ACM = Analyse en Composante Multiple

ALI = Assistante Locale d'Insertion

Apras = Association pour la Promotion de l'Action et de l'Animation Sociale

AS = Assistante Sociale

CAH = Classification Ascendante Hiérarchique

CCAS = Centre Communal d'Action Sociale

CDAS = Centre Départemental d'Action Sociale

CEBR = Collectivité Eau du Bassin Rennais

CIAS = Centre Intercommunal d'Action Social

CNFPT = Centre National de la Fonction Publique Territoriale

ESC = Espace Social Commun

ETP = Equivalent Temps Plein

FNAB = Fédération Nationale des Agriculteurs Biologiques

FORS = Fondation Recherche Sociale

Frugal- Formes urbaines et gouvernance alimentaire. Frugal

GMS = Grandes et Moyennes Surfaces

INPES = Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé

INRA = Institut National de Recherche Agronomique

Inserm = Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

MAA = Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

MCE = Maison de la Consommation et de l'Environnement

MSC = Marine Stewardship Council

OGM = Organisme Génétiquement Modifié

PAD = Plan Alimentaire Durable

PAT = Projets Alimentaires Territoriaux

PSDR = Pour et Sur le Développement Régional

PNA = Plan National de l'Alimentation

PNAA = Plan National d'Acquisition des Aliments (Brésil)

PNNS = Plan National Nutrition Santé

QR = Question de Recherche

RM = Rennes Métropole

RMI = Revenu Minimum d'Insertion

RnPAT = Réseau National pour un Projet Alimentaire Territorial

RSA = Revenu de Solidarité Active

UMR ESO = Unité Mixte de Recherche, Espace et Sociétés

UNMS = Union Nationale de Mutualités Socialistes (Belgique)

VR = Volet de Recherche

INTRODUCTION

Bien qu'une surabondance semble régner dans les sociétés dites développées, celles-ci n'arrivent pas à éradiquer la précarité alimentaire d'une partie de la population (Esnouf et al., 2015 ; Poulain, 2008). En opposition au système alimentaire mondial actuel, considéré non durable, l'alimentation durable se définit comme "un ensemble de pratiques et de choix alimentaires qui respectent une série de critères environnementaux (économie d'énergie, préservation de la biodiversité…), éthiques (accessibilité pour tous à une nourriture de qualité, rémunération équitable des producteurs, respect des animaux…), et de santé (alimentation saine et équilibrée)*"* (Redlingshöfer, 2006). Un engouement pour la consommation de produits alimentaires durables est observé aujourd'hui en France (Agence Bio, 2018a), mais il est aussi observé que cet engouement ne concerne pas l'ensemble de la population (Lairon et al., 2017). Or l'alimentation est une source d'inégalité sociale, comme le montrent les inégalités de santé liées à celle-ci(Poulain, 2008 ; Régnier et al., 2006). C'est probablement par rapport à ce risque de creusement des inégalités que le thème de l'accès à une alimentation durable pour tous prend de la place en France.

En effet, au niveau national, la question de l'accessibilité sociale à l'alimentation prend de l'ampleur. Au niveau de l'État par exemple, la justice sociale apparaît comme le premier axe du Plan National de l'Alimentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (Manzon, 2012). Au niveau des collectivités territoriales, l'organisation du séminaire « Accessibilité sociale et nutrition/santé dans les Projets Alimentaires Territoriaux » en Avril 2018 (par le Réseau National pour un Projet Alimentaire Territorial (RnPAT), en partenariat avec le réseau des Chambres d'Agricultures) témoigne également de la montée en puissance de la question de l'accessibilité sociale à l'alimentation. De même, l'organisation en 2018 du triple séminaire : « *Démocratie alimentaire – Quel périmètre d'un droit à l'alimentation durable ?* » organisé par l'INRA et l'Institut de management de Montpellier, montre la place que peut prendre cette question au sein du monde de la recherche. Le problème de l'accessibilité sociale à l'alimentation durable est déjà présent depuis plusieurs années sur l'aire rennaise à travers le travail d'habitants, d'associations, d'entreprises, de producteurs, de collectivités etc. (Cormery, 2017). Aujourd'hui cette question émerge au sein de la Ville de Rennes, commanditaire principale de l'étude.

En 2017 le Conseil Municipal de la Ville de Rennes vote le Plan Alimentaire Durable (PAD), politique publique concernant principalement la restauration collective. Ce plan comprend trois axes : augmenter la part de produits alimentaires durables dans la restauration

scolaire ; accélérer la transition de la restauration collective vers une offre plus durable ; et sensibiliser les adultes de demain à l'alimentation durable. C'est au sein de ce troisième axe, dans l'ambition d'impliquer et de sensibiliser les familles à l'alimentation durable, qu'il est proposé de réfléchir à "l'accessibilité des produits durables locaux au plus grand nombre". **L'objectif affiché est de <u>mener une réflexion</u> sur l'accès à des produits locaux et durables pour les rennais en situation financière difficile.** (Ville de Rennes, 2017) voir Annexe I. La commande initiale part donc du postulat que les situations financières difficiles sont des barrières importantes dans l'accès à des produits locaux et durables.

L'équipe de recherche de l'UMR ESO 6590 à Rennes est la deuxième commanditaire de l'étude. Celle-ci travaille également sur la question de l'accessibilité sociale à l'alimentation durable à travers le projet de recherche Frugal- Formes urbaines et gouvernance alimentaire. Frugal dépend du PSDR 4 (Pour et Sur le Développement Régional), c'est un projet de recherche-action centré sur l'analyse des enjeux systémiques liés à l'approvisionnement alimentaire des métropoles du Grand Ouest et de Rhône-Alpes, qui comporte 4 volets de recherche (VR). Le VR1 étudie les flux alimentaires métropolitains. Ce mémoire concerne le VR2 qui étudie les acteurs et modalités de la gouvernance alimentaire en y intégrant les enjeux de démocratie alimentaire, c'est-à-dire les "conditions économiques, politiques et sociales permettant l'accès de toutes les catégories de la population à une alimentation saine localisée et de qualité". Le VR3 traite des formes urbaines avec une approche plutôt urbanistique, et le VR4 vise à apporter une lecture systémique des trois axes précédents.

Étant étudiant ingénieur dans la spécialisation Agricultures Durables et Développement Territorial à Agrocampus Ouest, le choix de traiter de ce thème de l'accès à l'alimentation durable se place dans la continuité de mon cursus. En effet, j'avais déjà amorcé une réflexion sur ce thème, mais plutôt du côté des agriculteurs, avec des mouvements paysans au Brésil qui se posaient la question de vendre leurs aliments bio qu'à des riches citadins. Comment faire pour que les brésiliens pauvres aient aussi accès à une nourriture de qualité ? Question à laquelle répondait l'ambitieuse et fameuse politique publique nationale d'acquisition des aliments (PNAA) répondait en facilitant l'approvisionnement des cantines des écoles du pays en aliments provenant de l'agriculture familiale et de l'agroécologie. Le thème de la réappropriation de l'alimentation par les habitants a également été à l'origine d'un projet de service civique auquel j'ai participé. Ce projet d'un an visait à promouvoir la pratique de l'agriculture urbaine citoyenne à Rennes et à lancer un potager collectif, et participatif, comme lieu d'apprentissage et d'émancipation. Lorsque j'ai lu le 30ème point du PAD concernant l'accès pour tous à l'alimentation durable, j'ai vu l'opportunité de prolonger la dynamique dans

laquelle je m'étais déjà engagé, et j'ai engagé des démarches auprès de la Ville de Rennes pour obtenir ce stage. Cela me permettait aussi de compléter ma formation qui avait peu traité de l'alimentation.

D'après le courant d'analyse cognitive des politiques publiques (Muller, 2000), la construction d'une politique publique connaît des phases cognitives, normatives, et instrumentales. Se plaçant dans la phase cognitive, le stage a pour objectif d'enrichir la réflexion sur le sujet de l'accès à l'alimentation durable pour tous : la commande propose de **faire un premier état des lieux de l'accès à l'alimentation des personnes à faibles de revenus sur l'aire rennaise.** En effet, dans la pratique, les phases cognitives, normatives et instrumentales sont souvent entremêlées, et ici, à Rennes, la réflexion autour d'une politique publique d'alimentation durable est pensée au regard d'un instrument potentiel, qui est la transposition d'un dispositif d'accès à la culture, déjà existant, à l'accès à l'alimentation durable. Le stage se place donc dans un paradigme de politique publique fonctionnant sur la démarche projet, où l'on identifie un problème et on établit un diagnostic pour mieux comprendre la situation ; ensuite l'on propose des objectifs et l'on trouve les instruments de mise en place ; puis on mène l'action et on l'évalue avant de se relancer dans un nouveau cycle. Dans ce contexte, chercher à comprendre ce qui détermine le choix alimentaire du public ciblé pourrait aider à construire une politique publique alimentaire. Or l'alimentation est un fait complexe qui mêle de nombreuses dimensions : culturelles, cognitives, sociales, économiques, technologiques, et biologiques (Esnouf et al., 2015). Il serait donc trop ambitieux d'étudier les déterminants du choix alimentaire de manière exhaustive dans le cadre d'un stage étudiant de 6 mois. En effet, même l'expertise collective de l'INRA de 2010 sur les déterminants du comportement alimentaire conclut qu'il n'est pas possible, dans l'état actuel des connaissances, de pondérer l'influence de tel ou tel déterminant sur les choix alimentaires : « l'intégration de ces déterminants se heurte à la multiplicité des objets scientifiques considérés, des niveaux et échelles d'observations et des méthodes utilisées » (INRA, 2010). La commande du stage est bien sûr traitée au sein du mémoire mais fera aussi l'objet d'un rapport spécifique. La problématique du mémoire est plus large que la commande et se formule ainsi : **Quelle forme pourrait prendre une politique d'accès à l'alimentation durable pilotée par la Ville de Rennes ?** On tentera d'y répondre à l'aide de 3 questions de recherche.

QR1 : Dans quelle mesure serait-il judicieux d'inspirer du dispositif d'accès à la culture pour construire un dispositif à l'accès à l'alimentation durable ?
QR2 : Comment s'alimente le public cible ? (commande du stage)
QR3 : Quelles sont les possibilités d'évolution des pratiques alimentaires vers une alimentation durable chez le public cible ?

La stratégie adoptée est la suivante : pour **évaluer la transférabilité du dispositif préexistant** (QR1) il a été fait usage à la fois de la bibliographie et au savoir et interrogations d'un certain nombre d'acteurs clés. Pour permettre **d'améliorer la compréhension de l'accès à l'alimentation du public ciblé** (QR2), il a été donné un 'coup de projecteur' sur les comportements alimentaires grâce à un questionnaire. Pour **comprendre les éventuelles possibilités d'évolution des pratiques alimentaires** (QR3), des entretiens semi-directifs ont été réalisés qui permettent d'aller plus loin dans la compréhension de la complexité du comportement alimentaire. Les réponses à ces trois questions de recherche permettront d'aider à la réflexion d'une éventuelle politique d'alimentation durable sur l'aire rennaise. En effet, comme une politique publique est un espace où certains acteurs sociaux cherchent à se projeter dans l'avenir à partir de l'existant (Muller, 2000), l'étape du diagnostic est essentielle dans son processus de construction : bien connaître l'existant est fondamental pour être en mesure de penser une politique adaptée.

« Avant de chercher à changer les habitudes alimentaires il convient d'abord de comprendre ce que manger veut dire » (Mead et Guth, 1945 in Poulain, 2016)

La première partie fera l'état de l'art sur la question alimentaire, sur l'alimentation des personnes en situation de précarité en France, et sur la montée en puissance du thème de l'accessibilité sociale à l'alimentation durable (i). La deuxième partie se posera la question de savoir dans quelle mesure il est concevable de transposer le dispositif Sortir ![1] déjà existant, à l'alimentation durable (ii). La troisième partie montrera comment s'alimente la population ciblée par la commande (iii). La quatrième partie évaluera les possibilités d'évolutions des pratiques alimentaires chez le public ciblé (iv). Ces trois analyses permettront de répondre à la problématique, dans la discussion de la dernière partie (v).

[1] Le dispositif Sortir ! est un dispositif d'accès au sport, à la culture et aux loisirs sur l'aire rennaise, pour les personnes à bas-revenus, où les bénéficiaires peuvent jouir d'un accompagnement et d'une réduction tarifaire sur des activités à l'année ou des activités ponctuelles.

PARTIE 1 – ÉTAT DE L'ART

I. L'alimentation c'est quoi ?

Bien que l'alimentation réponde à un besoin physiologique de base, le mangeur ingère bien plus que des nutriments (1). Un point sera établi sur les cadres théoriques expliquant le comportement alimentaire (2), ce qui permettra de faire le bilan du comportement alimentaire et de ses leviers de changement (3). On exposera ensuite la place prise par l'alimentation dans les consommations des ménages français (4).

I.1• L'alimentation va au-delà d'un simple besoin physiologique.

L'alimentation humaine est régie par des mécanismes physiologiques et neurologiques. L'hypothalamus est la zone du cerveau impliquée dans le contrôle de la prise alimentaire. Lors de la prise alimentaire les signaux de satiété et les signaux gustatifs sont véhiculés par le nerf vague jusqu'à l'hypothalamus. La prise d'aliments est motivée par la nécessité de rétablir l'homéostasie énergétique mais aussi par la sensation de plaisir liée au goût des aliments, qui activent les réseaux de récompense. La digestion se fait en trois étapes : l'estomac stocke le bol alimentaire et commence à le réduire en particules, les nutriments commencent à être absorbés dans l'intestin grêle, le côlon permet de digérer les fibres alimentaires comme la cellulose grâce aux bactéries présentes dans celui-ci (Esnouf et al., 2015). Au-delà de l'acte vital de se nourrir, l'alimentation met en jeu de multiples interactions entre les systèmes vivants, les systèmes techniques et les sociétés. C'est un processus global et complexe qui mêle les dimensions biologiques, culturelles, cognitives, sociales ou économiques (introduction Houllier, Esnouf et al., 2015). Régnier et al. (2006) indiquent que les pratiques alimentaires touchent à des domaines aussi variés que la culture (gastronomie et patrimoine culinaire), la santé (sécurité sanitaire, prévention nutritionnelle) et l'économie (budgets, marchés alimentaires, production). Jean Pierre Poulain et Claude Fischler insistent sur le statut bio-culturel du mangeur : « si le mangeur humain est soumis à quelques contraintes biologiques (...) le choix des substances, la façon de les cuisiner, de les manger et plus globalement les goûts et dégoûts sont très largement déterminés par des facteurs sociaux. Ainsi s'entremêlent de façon complexe dans l'alimentation humaine des déterminants biologiques, psychologiques et sociaux » (Esnouf et al., 2015 ; Fischler, 2001). Au-delà des assiettes, l'alimentation contribue par exemple à la construction identitaire et agit comme un marqueur social (Régnier et al., 2006 ; Durif-Brucket, 2017 ; Ramel et al., 2016). Se nourrir est un élément fondateur de l'identité individuelle, un support du lien social et un marqueur de l'appartenance sociale (Ramel

et al., 2016). D'après Durif-Bruckert (2017) c'est le mécanisme d'incorporation[1] qui questionne l'importance des aliments dans la formation de l'altérité et de l'image de soi. Cette analyse vient rappeler la complexité du fait alimentaire et pourrait expliquer une distance plus ou moins grande à l'alimentation durable, selon la connaissance ou l'imaginaire liés à l'histoire des aliments. En effet, pour Durif-Bruckert, l'aliment « bon pour le corps est précisément, et bien au-delà des seules questions de santé, celui qu'on choisit avec sécurité parce qu'il est chargé d'une histoire ancrée et parce qu'il est représentable dans ses origines », ce qui est proche de la fameuse formule de Lévi-Strauss « pour qu'un aliment soit bon à manger, encore faut-il qu'il soit bon à penser ». Il y aurait donc dans le fait de se nourrir « quelque chose d'essentiel à défendre, quelque chose de fondamentalement préoccupant qui concerne le lien et les transactions entre soi et son environnement au sens le plus large » (Durif-Bruckert, 2017), ce qui pourrait en partie expliquer le fonctionnement des consommateurs engagés. En effet, certains auteurs expliquent en quoi manger peut constituer un acte éthique et politique (Pelluchon et al., 2017 ; Dubuisson-Quellier, 2009) ; se nourrir c'est aussi manger des valeurs (Coutellec et al., 2017). Ainsi, l'alimentation humaine va bien au-delà du simple besoin physiologique, comme le montre aussi la théorie de la distinction de Bourdieu, qui sera exposée après avoir présenté l'approche économique.

I.2 • Point sur différents cadres théoriques expliquant le comportement alimentaire

I.2.a° L'approche économique

Pendant longtemps la **théorie de l'individu économique rationnel** a dominé. Elle part du principe que le consommateur est libre de ses choix et constitue son choix en fonction des prix des aliments. JR Hicks s'inspire des travaux de Pareto, Marshall et Menger sur la justification des choix des consommateurs par la maximisation de leur contentement personnel et considère que chaque individu se comporte comme un être autonome, rationnel et libre de choisir les biens qu'il achète (Rastoin et al., 2010). Ces économistes expliquent que c'est le prix et les revenus qui expliquent le comportement des consommateurs. Pour sa part Keynes affirme aussi que les revenus sont la variable qui rend le mieux compte des comportements d'achats. Si les revenus augmentent et que les besoins élémentaires sont satisfaits, le consommateur procéderait à des achats plus raffinés. Duesenberry y ajoute l'effet d'imitation sociale, où les individus les plus pauvres ayant des revenus qui augmentent rattraperaient peu à peu les consommations des revenus supérieurs en adoptant leur comportement. Bien que ces théories aient été contestées elles ont quand même été confirmées par de nombreuses enquêtes (Rastoin et al., 2010). D'après Rastoin et al., ce n'est qu'avec Kelvin

[1] Les objets aliments seraient des objets nutritifs mais ils seraient aussi des objets affectifs, symboliques, moraux, techniques, politiques et ils auraient une histoire. Une histoire objective (origine, production, fabrication) ancrée dans le réel ; et une histoire imaginée et représentée par le mangeur empreint de mémoires personnelles et de croyances collectives (Durif-Bruckert 2017).

Lancaster (1966) et Gary Becker (1981) que l'approche classique se renouvèle en intégrant des variables plus subjectives comme l'image, la confiance, la notoriété. On commence à insister sur la composante symbolico-représentative dans le choix des clients. Ce courant a ensuite été renforcé par le courant de l'économie néo-institutionnelle (Rastoin et al., 2010). Cette approche économique de la consommation est incontournable et pourra servir de cadre d'analyse, elle présente néanmoins des limites et il existe d'autres approches.

I.2.b° L'approche sociologique

La sociologie utilise d'autres angles d'attaque pour traiter de la consommation. Les marxistes critiquent l'idée d'une liberté de choix des individus, notamment parmi les plus pauvres. En 1905 G.Simmel met l'accent sur les comportements de rivalité et de différenciation à l'œuvre dans les actes de consommation. P. Lazarsfeld et E.Katz montrent que les choix individuels de consommation seraient en partie guidés par des leaders d'opinion et non pas seulement par les publicités. En France la théorie de la distinction de Bourdieu avance que les comportements sociaux seraient souvent des comportements de différenciation active. (Rastoin et al., 2010). La **théorie Bourdieusienne** indiquerait que l'alimentation est utilisée comme un facteur de distinction sociale. Pour Bourdieu l'identité n'est pas un goût personnel de l'individu, elle est expliquée par sa position dans l'espace social et le type de ressources/capitaux auxquels cette position donne accès. Dans cette approche, l'accès aux capitaux génère un habitus, qui détermine des goûts, qui eux même révèlent notre identité (Rigaux, 2011). Sont distingués les capitaux économiques (facteurs de productions ou revenus, hérités ou acquis) ; culturels (incorporés, comme savoir se tenir, ou objectivés comme l'acquisition de livres, ou institutionnalisé comme recevoir un diplôme) ; sociaux (ressources liées à la possession d'un réseau durable de relations) ; et symboliques (comme la reconnaissance sociale que confère la possession de capitaux, ce qui donne le pouvoir d'accorder de la légitimité à ses actions et de faire douter l'autre de la valeur de ses propres pratiques). La possession de ces capitaux peut, à même volume, avoir des structures différentes, ce qui donnerait des sous-catégories au sein de la même classe sociale : il y a des dominants au sein de la classe dominée, et des dominés au sein de la classe dominante. L'accès aux capitaux peut varier dans le temps de manière individuelle ou de classe, ce qui amène aux notions d'ascension ou de déclassement social (Rigaux, 2011). Dans son article qui résume le livre de *La Distinction*, Pinto indique que « dans une société hiérarchisée, les écarts entre classes s'organisent selon un monde ordinal où chaque position tend à se définir par la distance aux positions supérieures, détentrices de l'excellence. Le goût est d'abord l'expression de la position occupée dans l'espace social » (Pinto, 2013). Pinto précise que le goût des tel qu'il est vécu par ceux occupant des positions inférieures peut être fondé sur « la propension à n'aimer que ce pour

quoi, de toutes façons, on est fait, et tend donc à exclure ce dont on est exclu »[2]. Les personnes occupant des positions inférieures peuvent aussi être attirées par les goûts exprimés par les classes supérieures, dans une logique d'imitation (Duesenberry in Rastoin et al., 2010). Toutes ces analyses peuvent être appliquées aux goûts et choix alimentaires. Beaucoup de controverses entourent cette théorie depuis la parution de *La Distinction* en 1979, jusqu'à aujourd'hui (La Grande Table, 2018). L'état des lieux collectif sur l'apport de *La Distinction* de Bourdieu dirigé par Coulangeon (2013), donne des exemples de recherches qui confirment la théorie bourdieusienne, et d'autres qui la contredisent (Cotelette, 2013). Par une enquête ethnographique à Boston, Tissot (2013) confirme la théorie de la distinction, en montrant qu'une nouvelle classe dominante[3] rejette la haute gastronomie symbole de la bourgeoisie traditionnelle, mais aussi la 'soul-food', nourriture grasse très prisée des classes populaires. Dans une enquête sur la transmission des rythmes alimentaires dans les couches supérieures des classes populaires, Le Pape et al. (2017) montrent qu'inculquer le rythme alimentaire légitime[4] à ses enfants permet de confirmer un statut modeste mais intégré : les trajectoires sociales ascendantes modifieraient leurs habitudes alimentaires, dans le cadre de petites mobilités sociales au sein même des classes populaires. Cet effort qui servirait à affirmer sa position dans la société française -modeste mais intégrée- est analysé en tant qu'une recherche de respectabilité, qui serait une forme de distinction propre au bas de l'échelle sociale. Dans sa thèse, Eve Sihra Colson (2017) a montré qu'en Inde le besoin de reconnaissance sociale mène à des dépenses 'substantielles' eu égard au budget des individus et peut amener au sous-investissement dans d'autres secteurs tels que la nutrition. Cette analyse des choix alimentaires imprégnés de volonté de distinction peut très bien s'appliquer à l'alimentation durable et à l'alimentation bio. Dubuisson-Quellier (2009) rappelle que « consommer bio ou local, voire végétarien, fabriquer ses propres produits d'entretien a été interprété comme le répertoire culturel d'un groupe social très spécifique, qui n'est pas sans rappeler le goût ascétique de la petite bourgeoisi à fort capital culturel identifié par Bourdieu ». Plusieurs critiques relativisent la théorie bourdieusienne, l'une d'entre elles étant que la lecture d'une société de classes n'a aujourd'hui plus de sens, car nous serions plutôt dans une société individuelle de masse. En tout cas, Bourdieu a mis en lumière les propriétés structurales de l'espace social en tant que cadre d'analyse. Il existe d'autres cadres d'analyse de l'alimentation en sociologie, et dans un article à vocation programmatique, Poulain indique d'ailleurs que l'étude de l'alimentation en sociologie n'a pas réussi à trouver de socle commun théorique, et souligne l'importance de mettre en place une méthode et un système permettant l'avancée des recherches sur l'alimentation (Poulain, 2017).

---

[2] C'est ce qu'on appellera dans la partie 4 le 'sentiment de non-légitimité'

[3] Des personnes de gauche, *gayfriendly*, contre le racisme et la ségrégation, portant la diversité comme une valeur forte.

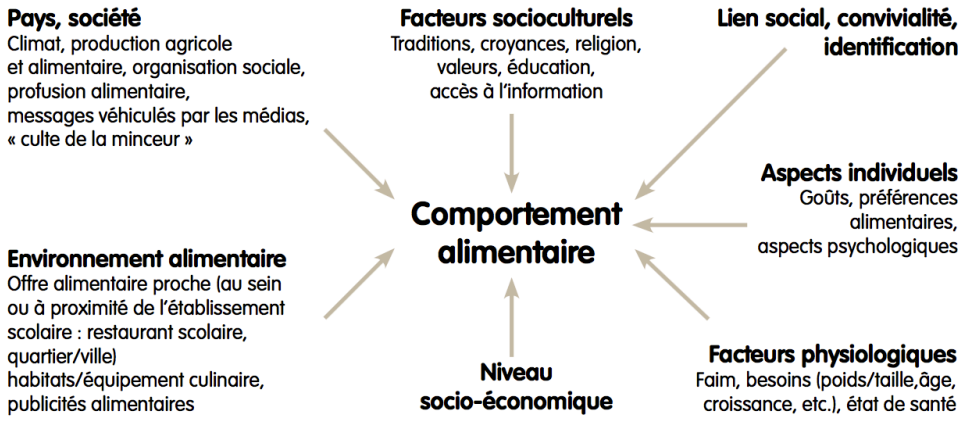
[4] Prendre un petit déjeuner le matin alors que ce n'est pas dans les habitudes.

La **théorie des pratiques** (Plessz et al., 2013) est un courant d'analyse qui s'est développé en Grande-Bretagne dans les années 2000, et s'applique à l'analyse des pratiques de consommation. La théorie des pratiques oblige à déconstruire une consommation au travers d'une série de pratiques sociales, ou à réduire la consommation à un moment d'une pratique sociale : « C'est le fait de s'engager dans une pratique plutôt qu'une quelconque décision personnelle sur la conduite à tenir, qui explique la nature et le processus de la consommation » (Warde, 2005 in Plessz et al., 2013). Dans ce cadre d'analyse on ne se demande plus comment les individus adoptent des pratiques mais comment des pratiques recrutent de nouveaux adeptes. Cela permet de comprendre comment celles-ci se stabilisent, se diffusent et se transforment. Toutefois, les problèmes méthodologiques qui émergent de cette théorie ne sont pas pour l'instant bien résolus : il existe peu de publications pour spécifier les aspects méthodologiques de la démarche. En 2005, Warde -l'auteur de référence- renonce à utiliser 'manger' comme un exemple de pratique et se rabat sur l'analyse des déplacements motorisés qui sont plus simples à analyser. Le fait alimentaire semblerait trop complexe pour être abordé facilement au moyen de ce cadre théorique (Plessz et al., 2013). Cette théorie a quand même le mérite de mettre en avant le rôle du **temps**, des **routines** et des i**nfrastructure**s matérielles dans la structuration des pratiques sociales. Ces trois éléments pourront être mobilisés dans l'analyse de la consommation alimentaire du public cible. Toutes ces théories explicatives du comportement alimentaire permettent de saisir une part de réalité.

II.3 • Comportement alimentaire, et accessibilité par le prix

Le comportement alimentaire d'une personne peut être déterminé par de nombreux facteurs qui sont propres à la personne ou qui la dépassent (Ramel et al., 2016). L'INPES propose une synthèse de 7 facteurs déterminant le comportement alimentaire, figure 1.

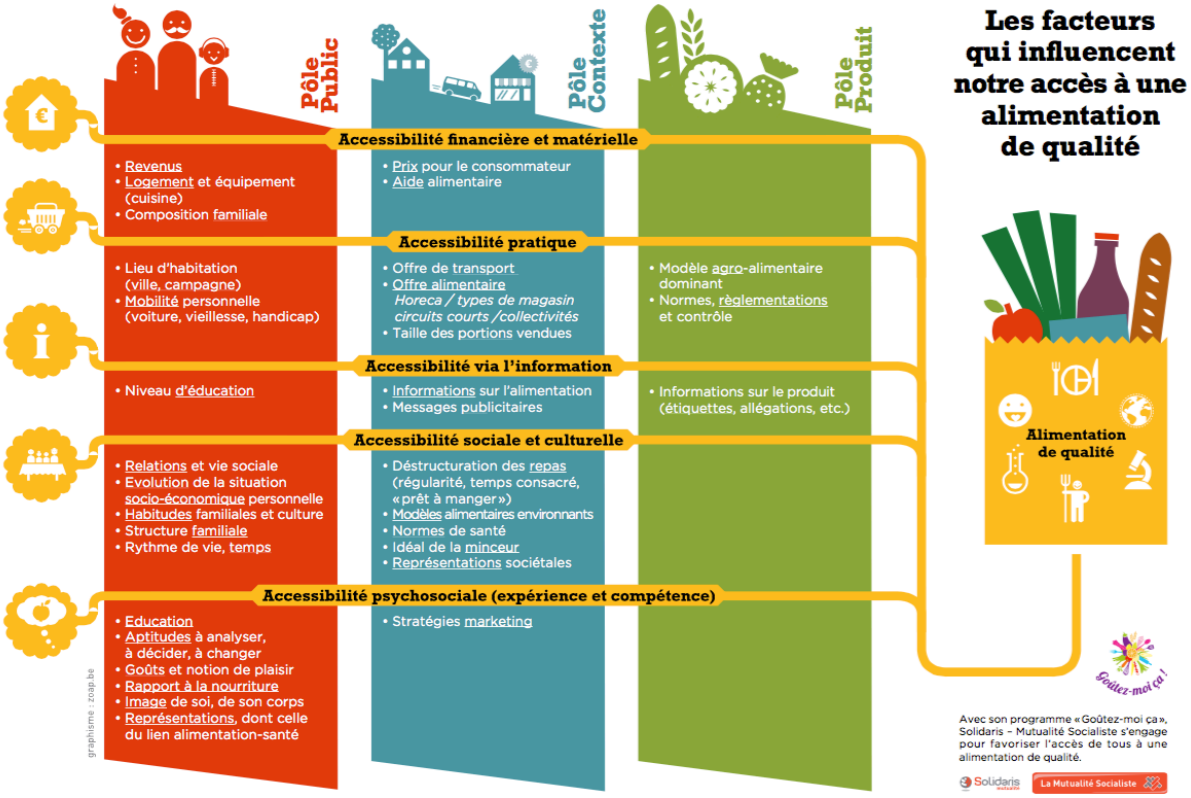
Figure 1 : Les grands déterminants du comportement alimentaire (source INPES, 2010)



En 1995, Steptoe et al. proposaient quant à eux une approche issue de la psychologie sociale avec le 'Food Choice Questionnaire' permettant d'identifier 9 facteurs influençant le choix alimentaire au moment de l'acte d'achat : santé ; humeur ; praticité ; appel sensoriel ; contenu naturel ; prix ; contrôle du poids ; familiarité ; éthique. Poulain indique qu'en France le goût (appel

sensoriel) reste le premier critère de choix pour l'ensemble de la population (Poulain, 2008). Dans le rapport *Livre Blanc pour un accès de tous à une alimentation de qualité*, l'UNMS (2014) propose la figure suivante pour faire état des facteurs influençant l'accès à l'alimentation de qualité.

Fig 2 : Les facteurs influençant l'accès à une alimentation de qualité. (UNMS, 2014)



Chaque facteur peut donc faire l'objet d'une action pour faciliter l'accès à une alimentation de qualité, tant au niveau du public, du contexte, que du produit en lui-même. À partir de cette figure on voit que peuvent être pensées des politiques d'amélioration de la production, de fabrication des aliments par les industriels, des politiques de taxation et de subventions, d'amélioration de l'accès à l'information etc. Comme la commande de départ du stage portait sur l'éventualité d'une politique d'accessibilité par le prix au niveau de l'aire rennaise, quelques précisions seront ci-dessous apportées à ce sujet.

 # Les mécanismes d'accessibilité par les prix à l'alimentation de qualité

Un dispositif d'accessibilité par les prix peut être une subvention ou une taxation des produits par les pouvoirs publics, la distribution de bons alimentaires[5], la mise en place de prix différenciés ou de boucles solidaires entre consommateurs etc. Nicolini et al. (2016) établissent un panorama des dispositifs d'accessibilité par les prix à l'alimentation bio existants en France. L'analyse montre que la plupart de ces dispositifs dépendent du soutien logistique et financier des collectivités ou de

[5] On rappelle qu'aux Etats-Unis, la distribution de bons alimentaires aux familles démunies, est le premier pilier de la politique agricole, où 82milliards de dollars d'aide alimentaire ont été distribués. C'est une véritable politique de subvention agricole qui ne dit pas son nom. Le ticket papier a récemment été remplacé par une carte électronique, l'EBT, où le montant maximum est fixé à 200$ par mois, et est souvent de 115$ en moyenne (Devienne, 2009).

l'État, et posent la question de l'autonomie de ces initiatives. Quelques initiatives réussissent à être autonomes à travers la mise en place de prix différenciés entre consommateurs. Par rapport à la subvention/taxation d'aliments considérés bons pour la santé, la thèse de Thomas Allen (2010) montre qu'il faudrait « intervenir relativement lourdement si l'on souhaitait transformer significativement la composition du panier alimentaire ». Dans leur laboratoire d'économie expérimentale Lacroix et al. (2009) ont montré que des politiques de prix -comme la subvention des fruits et légumes ou la taxe sur les produits gras et sucrés- sont efficaces dans la mesure où elles permettent une amélioration du régime alimentaire pour tous. Cependant, elles conduiraient aussi à renforcer les inégalités sociales puisque la politique de subvention des fruits et légumes fonctionne moins pour les plus pauvres, et que les femmes à faibles revenus sont moins sensibles à la variation de prix que les plus riches. En effet, les populations riches seraient avantagées dans la mesure où elles ont déjà l'habitude de consommer les produits subventionnés. Ce résultat inciterait à la mise en place de politiques d'accès par le prix, ciblées sur les bas-revenus (Darmon et al, 2014). Pour pleinement comprendre le comportement du mangeur actuel, il est nécessaire de comprendre l'environnement dans lequel celui-ci évolue.

II.4 • **L'alimentation dans la consommation des ménages français**.

II.4.a° Contexte de la société de consommation

Bernard Stiegler décrit les mécanismes des sociétés d'abondance et explique que les désirs des individus seraient formatés par un univers marchand piloté par des grandes firmes, dont la prospérité dépend de l'homogénéisation psychique des comportements des clients, puisque celles-ci fonctionnent surtout sur la standardisation des produits (Stiegler, 2004 in par Rastoin et al., 2010). Pour Jean Baudrillard (1970) « la consommation est un mode actif de relation, un mode d'activité systématique et de réponse globale sur lequel se fonde tout notre système culturel ». Dans tous les cas, l'accès actuel à l'alimentation se place dans le contexte plus général d'une société où la consommation connaît une place importante.

II.4.b° Point sur la place de l'alimentation dans la consommation.

Depuis plusieurs années le logement prend de plus en plus de place dans les dépenses des ménages, absorbant aujourd'hui 24% du budget[6] (Clochard, 2013). Les dépenses contraintes représentaient 21% du budget des classes moyennes inférieures en 1979, contre 38% en 2010. Les coûts directs de santé auraient augmenté de 50% entre 2001 et 2009. Les frais de communication et de téléphone prennent aussi de plus en plus de place dans les dépenses. (Clochard, 2013). Les dépenses

[6] Dans les entretiens certaines personnes se plaignent du coût de la vie qui selon elles a beaucoup augmenté à Rennes ces dernières années.

alimentaires ont augmenté en valeur depuis les années 1960 mais elles ne représentent plus que 20% du budget total, contre 35% en 1960. (Insee in Ademe 2017).

Fig. 3 : Évolution des dépenses des ménages en France (Insee in Rastouin et al 2010)

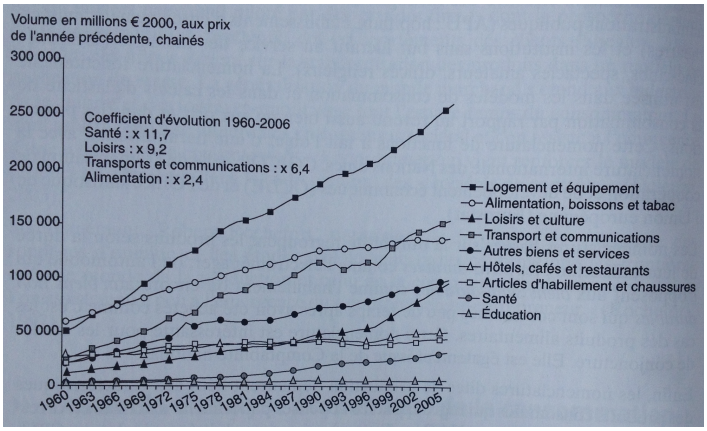
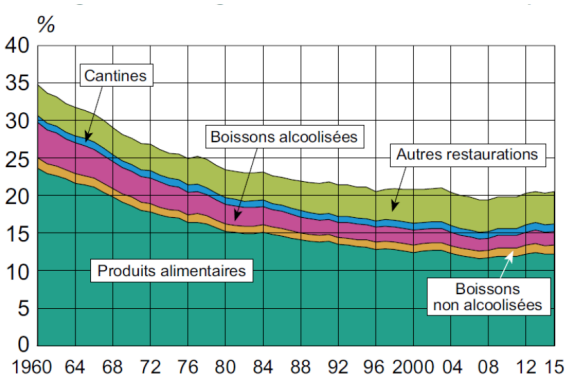


Fig. 4 : Évolution de la part de l'alimentation dans les dépenses de consommation (INSEE in Ademe, 2017)



Le Centre d'observation de la société (2015) indique quant à lui que la part du budget alloué à l'alimentation est de 17% pour les ouvriers, mais de 13% pour les cadres. La part de budget consacré aux biens de base diminuerait quand le revenu augmente. Les cadres dépenseraient plus en valeur, mais moins en pourcentage, dans l'alimentation. L'alimentation des personnes à bas-revenus connaît-elle des spécificités ?

II. L'alimentation des personnes précarisées

Nous définirons dans un premier temps les précarités. Une politique d'alimentation durable pouvant s'apparenter à une politique sociale, il sera effectué un bref état des lieux des paradigmes de l'action sociale en France et du contexte du travail social à Rennes. Nous verrons ensuite en quelle mesure l'alimentation de personnes précaires peut présenter des spécificités.

II.1• La précarité c'est quoi ?

Pour Pierret la pauvreté existait dans les sociétés traditionnelles mais la précarité est spécifique des mutations de la société industrielle (Pierret, 2013). Dans le livre *Sociologie de la précarité* (ed. 2015), Bresson rappelle que la diffusion du terme précarité est récente et que l'expression 'précaire' est très peu utilisée avant les années 1980. La précarité est une catégorie mal définie, sur laquelle les chercheurs ne s'entendent pas, car différents modèles théoriques peuvent fonder les analyses de la précarité. On peut distinguer 4 approches de la précarité. La première considère la précarité comme une catégorie générale qui recouvre toute la diversité des situations sociales 'à problèmes'. Cette première approche ne fait pas de différence entre la précarité, la pauvreté et l'exclusion. La deuxième approche consiste à dire que la précarité, la pauvreté et l'exclusion sont des situations distinctes. La précarité correspondrait à des populations à faibles revenus ; la pauvreté

représenterait un niveau de dénuement supplémentaire ; et l'exclusion renverrait à une situation de pauvreté extrême comme le non-logement par exemple. La troisième approche appréhende la précarité comme le risque de voir sa situation sociale se dégrader. Cette approche rajoute la dimension du statut social dévalorisé. Il s'agirait donc d'un statut lié à la pauvreté mais moins grave que l'exclusion. La quatrième approche définit la précarité comme l'incertitude et l'instabilité de sa situation dans une société toujours en mouvement. (Bresson, 2015). Rappelons que la précarité et la pauvreté[7] sont des 'fausses évidences', et que ce n'est pas un groupe réel et homogène aux frontières bien délimitées. Il n'existe pas de coupure très nette entre les individus précaires et les autres (Poulain, 2008). Poulain cite Paugam (1991), pour expliquer le processus de disqualification qui se déroule en 3 étapes : phase de fragilité liée à des difficultés économiques ; phase de dépendance ou cours de laquelle l'individu fait l'objet d'un suivi social régulier ; phase de rupture qui peut être marquée par un retournement symbolique, à travers la revendication d'une forme de liberté pouvant conduire au refus du système d'assistanat et à la grande marginalisation. De plus, les mots tendent à insinuer que les situations sont immobiles, alors qu'elles sont ancrées dans des processus dynamiques. C'est pour cela que l'on préfère l'expression 'en situation de précarité' plutôt que 'précarité', pour montrer que ces situations peuvent être changeantes, même si elles sont souvent ancrées et durables. Aussi, le terme de 'précarisé' rappele que comme 'les humains naissent libres et égaux en droits' c'est le fonctionnement de la société qui est responsable de ces situations de précarité et non l'individu qui est parfois tenu pour unique responsable des difficultés qu'il traverse. En effet, le processus de précarisation est lié à des causes sociétales et à des facteurs individuels (Bresson, 2015). Dans son article « Qu'est-ce que la précarité ? », Pierret (2013) distingue pour sa part la précarité de la pauvreté ; les 'précarisables' des précarisés ; et la haute, moyenne et basse précarité, pour faire état de la pluralité des situations. Pour Pierret la pauvreté est mesurable avec des données objectives alors que la précarité est éminemment subjective. Elle serait un sentiment qui ne recouvre pas forcément une réalité économique. Selon lui les 'protégés' qui ne se sentent pas concernés par la précarité sont, soit des fonctionnaires, soit des personnes appartenant à un milieu protégé comme la grande bourgeoisie. Les 'précarisables' seraient majoritaires, il s'agirait de ceux qui savent que leur statut peut basculer à tout moment : c'est là où on retrouve la souffrance au travail, la peur de perdre son emploi (Maurin, 2009 cité par Pierret 2013), la dépression (Ehrenberg 2010 cité par Pierret 2013). Ce sont par exemple les travailleuses pauvres comme les 'femmes' de ménages surexploitées (Aubenas 2010, cité par Pierret, 2013) ou

[7] On rappelle également qu'on préfère parler de 'pauvreté financière' au lieu de parler de pauvreté tout court, pour ne pas insinuer que les personnes pauvres financièrement le seraient aussi culturellement. On peut être dans une situation de dénuement totale comme dans certaines favelas au Brésil, mais avoir une richesse culturelle à travers la musique, des savoirs et savoirs faires multiples, etc., comme le montre Conceição Evaristo dans son livre *Banzo, memorias da favela*, 2006.

les travailleurs précaires des agences d'intérim (Beaud et Pialoux, 1999, cité par Pierret, 2013). Les 'précarisés' ont, eux, déjà perdu leur emploi ou n'ont jamais connu l'emploi. Dans la haute précarité la vie est une lutte de tous les instants pour la survie, à l'image des personnes vivant dans la rue. Dans cette lutte perpétuelle pour survivre l'individu trouverait un sens à l'existence. Dans la moyenne précarité, l'individu a un toit mais la vie perdrait sons sens car il n'a aucune existence sociale. Dans la basse précarité l'individu aurait l'impression qu'il peut chuter à tout moment (Pierret, 2013). Pour Pierret la précarité n'est donc pas spécifique à une minorité mais concerne une très grande partie de la population (tous ceux qui ont le sentiment de pouvoir perdre leur travail) il rappelle que les trajectoires de vie ne dépendent plus uniquement de la reproduction sociale et que la précarité peut frapper n'importe quelle classe sociale (sauf les 'protégées'). Ceci étant, qu'elle est la précarité concernée par la commande ? Le public du dispositif Sortir ! ?? est déterminé par un seuil de revenu largement au-delà des minimas sociaux[8]. Le public cible représente un panel d'ayants droits assez large[9], et qui englobe donc une très grande diversité de situations et de précarités. Dans ce cadre on choisira d'incorporer toutes les approches de la précarité citées précédemment : pauvreté, exclusion, manque de ressources culturelles sociales et économiques, sentiment de ne pas avoir le contrôle sur son existence, risque de voir sa situation sociale se dégrader, travailleurs pauvres ou précaires, destruction des liens sociaux. Poulain (2008) décrit aussi des situations très diverses : personnes jeunes au chômage, parfois peu formées, populations des zones dites 'sensibles', sans-abris, personnes divorcées ou veuves, personne au parcours professionnel brusquement brisé etc. Nous garderons en tête cette diversité des situations, et parlerons du 'public Sortir !', ou 'public cible' tout au long de ce mémoire. Une politique d'alimentation durable ciblée sur un public en précarité, peut s'apparenter à une politique sociale. Il est donc important de comprendre le contexte de l'action sociale en France et à Rennes en particulier.

II.2• Les paradigmes de l'action sociale en France, et le contexte actuel à Rennes

II.2.a° Les paradigmes de l'action sociale

Historiquement, les politiques publiques sociales ont problématisé de manière différente la question des personnes en difficulté. En 1950 on parlait d'individus asociaux représentés comme des victimes du progrès car incapables de s'adapter. En 1960 ont été construites des catégories autour de l'inadaptation, notion plutôt descriptive. La loi de 1975 lance un dispositif de gestion à travers le handicap. À la fin des années 1970 apparaît le thème des nouvelles pauvretés puis de la

[8] Le nombre de bénéficiaires concerné par les aides pour lutter contre la pauvreté (minimas sociaux) est de 6,4 millions de personnes, soit 10% de la population française (Birlouez, 2009).
[9] Voir résultats de la partie 2.

précarité et de l'exclusion. De même, le mot précarité a sa propre histoire singulière et mouvante : il a été associé à la pauvreté dans le rapport Oheix de 1981[10], à l'insécurité dans le rapport Wresinski de 1987[11], à une menace amenant à l'exclusion dans les débats sur le RMI, au travail intérimaire dans le code du travail en 1990 (Bresson, 2015). On retient donc que la montée du chômage de masse à partir des années 1980 et l'arrivée des nouveaux pauvres constitue un tournant, puisqu'elle coïncide avec le développement des grande structures d'aide alimentaire (Retière, 2018). Dans les années 1960-1970 a eu lieu un débat autour de la psychologisation de l'intervention sociale : cette approche tend à expliquer les problèmes sociaux comme résultant d'une défaillance individuelle et conduit à proposer des solutions qui interviennent pour transformer les individus. Cette approche a été critiquée en argumentant qu'elle détournait l'attention des vrais problèmes structurels (Bresson, 2012). Étant étudiant ingénieur en agronomie, je découvre les enjeux de l'intervention sociale à Rennes surtout au cours de l'enquête de terrain.

II.2.b° Le contexte de l'intervention sociale dans les CCAS à Rennes

En 2018 la Ville de Rennes connaît une refonte du référentiel des modalités d'intervention des professionnelles[12] des CCAS. Cette refonte du référentiel ne fait pas l'unanimité chez les travailleuses sociales concernées. Ce tiraillement permet de faire ressortir différentes visions de l'intervention sociale qui se côtoient et qu'il est nécessaire de comprendre, dans l'éventualité de la mise en place d'une politique alimentaire (qui peut s'apparenter à une politique sociale). La réforme vise à aller vers plus d'accompagnement collectif afin que les travailleuses aient moins de personnes à accompagner mais certaines d'entre elles pensent qu'il faudrait plutôt créer des emplois dans ce domaine. Un autre point de crispation émerge autour de la carte Sortir !. Certaines travailleuses critiquent une vision libérale de l'action sociale, où l'*empowerment* est synonyme de chacun pour soi-même. Pour l'une, cette logique libérale conduit au fait « *qu'au lieu de mettre un accompagnateur, on met une carte Sortir ! Mais il faut créer des postes d'accompagnateurs. Aujourd'hui on dématérialise tout en ligne. On donne une fiche avec tous les sites internet et on dit 'tient, débrouillez-vous'. Et alors derrière on crér des postes de médiateurs numériques. On est en train de tuer le travail social et à la place on met des médiateurs numériques et des cartes Sortir !* ». On voit donc que l'accueil d'un nouveau dispositif inspiré de la carte Sortir ! mais appliqué à l'alimentation différera selon les visions de ce que devrait être l'action sociale. Le fonctionnement et les missions du Centre Communal d'Action Social sont détaillés en Annexe V. Pour notre enquête, il faut retenir que les Espaces Sociaux Communs peuvent comprendre des CCAS, CDAS, centres sociaux, et autres structures. Les Assistantes Locales d'Insertion (ALI) travaillent dans les CCAS, surtout pour les personnes seules. À Rennes,

[10] La nouvelle pauvreté d'Oheix est surtout composée de travailleurs précaires. Le rapport établit la continuité entre la précarité, la nouvelle pauvreté, et la pauvreté traditionnelle. Le précaire serait un pauvre potentiel. (Pierret, 2013)

[11] Dans le rapport Wresinski la pauvreté traditionnelle et la nouvelle pauvreté sont réunies sous le vocable 'grande pauvreté'. Pour la prévenir, il faudrait alors faire disparaître les précarités : déficit de ressource culturelle, de ressource sociale, de ressource économique.

[12] Je reprends ici la parole des professionnelles elles-mêmes, dans ce milieu les hommes se comptent sur le doigt d'une main.

l'instruction de la demande de RSA[13] est déléguée par le département aux CCAS. Les Assistantes Sociales (AS) travaillent au Centre Départemental d'Action Sociale (CDAS), qui sont chargés de la mission protection de l'enfance. Les foyers avec des enfants seront donc plutôt reçu par le CDAS. Connaissant maintenant ce qu'est la précarité, et le contexte global du travail social en France et à Rennes, demandons-nous désormais : les personnes en situation de précarité ont-elles une alimentation particulière ?

II.3 • L'alimentation des personnes précarisées connaît-elle des spécificités ?

Le rapport *Synthèse des travaux français sur l'alimentation des populations défavorisées*, publié en 2006, fait référence à propos de cette question puisqu'il adopte l'approche des sciences sociales alors que cette question avait presque toujours été traitée sous l'angle nutritionnel. Au niveau budgétaire on observe deux caractéristiques principales de l'alimentation des ménages défavorisés : l'accroissement de la place relative de l'alimentation dans le budget total et le renforcement de la consommation à domicile. En effet, des études empiriques ont montré que les décisions concernant l'alimentation ne sont pas prioritaires en raison d'arbitrages totalement contraints sur d'autres postes (Caillavet et al., 2006). La quantité serait favorisée par rapport à la qualité. L'alimentation ne serait pas intrinsèquement différente du reste de la population (Caillavet, 2004 in Caillavet, 2006). La variété de la consommation serait liée au statut socio-économique (Chambolle et al., 1999 in Caillavet, 2006), mais de faibles variations au niveau de l'équilibre alimentaire global peuvent avoir des conséquences nutritionnelles importantes. Pour Darmon et al. (2005) « les enquêtes épidémiologiques montrent que les personnes défavorisées sont plus exposées que les autres aux risques de déficiences nutritionnelles, d'obésité, de maladie cardiovasculaire et de cancer, qui pourraient être expliqués en partie par l'effet des contraintes budgétaires sur les choix alimentaires ». D'après Poulain (2008) « l'étude méta-analytique de la distribution sociale de l'obésité montre pour les sociétés dites développées une plus grande prévalence sur le bas de l'échelle sociale », et l'impact sur la santé des stratégies d'achats de choix alimentaires serait différent selon les niveaux de précarités (Poulain, 2008). Contrairement aux idées reçues, l'étude de Poulain (2008) montre que le grignotage n'est pas vecteur d'obésité chez les personnes précaires et nuance ainsi le discours classique sur le lien entre obésité et précarité, puisque les personnes vraiment précaires sont peu obèses comparé au groupe en cours de précarisation (Poulain, 2008). Les études montrent que les ménages pauvres mangent moins de fruits et légumes et de poisson que le reste de la population (Caillavet, 2005 in Darmon et al., 2005). Le baromètre santé nutrition

[13] Le Revenu de Solidarité Active (RSA) est un revenu minimum pour ceux qui ne travaillent pas et un dispositif d'accompagnement social et professionnel pour faciliter l'accès à l'emploi, qui s'élève souvent à 480€ par mois et pour une personne seule.

de l'INPES (Baudier et al., 1997 in par Poulain, 2008) pointait également une sous-consommation de fruits et légumes, une surconsommation de féculents, et un recours plus important aux plats préparés. Comme vu précédemment, les ménages défavorisés consacrent une part plus forte de leur budget à leur alimentation : 22% contre 18% en moyenne. Les personnes en dessous du seuil de pauvreté dépensent 4€ par jour pour s'alimenter, contre 6,3€ pour la population globale. Les résultats de Darmon suggèrent qu'une personne pauvre ne pourrait pas respecter l'ensemble des recommandations nutritionnelles même si elle en avait le souhait (situation théorique). Les études quantitatives suggéreraient qu'une personne soumise à de fortes contraintes budgétaires chercherait à avoir une alimentation conforme à ses goûts et donnant priorité à la satisfaction des besoins énergétiques : « les contraintes budgétaires semblent orienter les choix alimentaires vers une alimentation de faible qualité nutritionnelle » (Darmon et al., 2005). Les privations alimentaires concerneraient les adultes mais très peu les enfants (Chauliac et Chateil, 2000 in Caillavet, 2006). D'après Poulain (2008), Chiva et al. (1995) ont montré qu'au sein des populations à bas revenus, ce sont les personnes seules et les familles monoparentales qui étaient les plus concernés par la restriction alimentaire : elles feraient plus souvent un seul repas par jour et diversifieraient moins leurs repas. Dans l'étude sur les besoins et attentes des personnes en situation d'insécurité alimentaire Brunet et al. (2015) proposent une typologie de la gestion de la contrainte alimentaire, qui est détaillée en Annexe XV. Sont différenciés les auto-gestionnaires de la contrainte alimentaire qui rationnalisent leurs dépenses ; ceux qui utilisent l'aide alimentaire comme un levier de gestion indirecte ; les multi-activateurs de l'aide alimentaire qui mobilisent plusieurs dispositifs dans la durée ; les mono-gestionnaires qui ne s'alimentent que par l'aide alimentaire. La restriction au niveau de la sociabilité alimentaire toucherait 9% des ménages en 2001 : « les contraintes qui pèsent sur l'alimentation des personnes défavorisées renforcent leur isolement » (Caillavet et al., 2006). Poulain (2008) confirme cette analyse et associe aussi la précarité à la désocialisation alimentaire : les personnes précaires mangeraient plus souvent seules que les autres. À travers des focus groupes l'étude d'ATD Quart Monde « Se nourrir lorsqu'on est pauvre » (Ramel et al. 2016) relève aussi l'impact de la précarité sur le rôle social de l'alimentation. La précarité interfère avec le rôle de construction individuelle de l'alimentation et avec la possibilité de créer du lien social à travers l'alimentation (Ramel et al 2016). Selon l'étude *Re-Vivre* la restriction alimentaire la plus souvent citée est la viande, sur 49% de 657 individus (Caillavet et al., 2006). L'étude de Poulain montre également que la viande est survalorisée par les personnes précaires. En effet, la viande conserverait un statut symbolique fort, étant associé à l'énergie, la force, au confort, au bien-être (Poulain, 2008). Le rapport de synthèse rappelle que le déterminant de la consommation alimentaire des ménages pauvres n'est pas uniquement lié au revenu. « L'éducation exercerait un

rôle décisif sur la connaissance et l'application de l'information nutritionnelle » (Caillavet et al., 2006). Régnier confirme l'analyse selon laquelle la perception des recommandations nutritionnelles sont ressenties de manière négative et stigmatisante par les classes défavorisées (Régnier, 2013). Le déficit de connaissances serait un obstacle principalement chez les adolescents (De et al., 2009 in INRA, 2010). Ce déficit porte sur les relations entre aliments et santé, mais également sur la capacité à décrypter les informations comme l'étiquetage des produits (Signal et al 2008 in INRA 2010). Une faible estime de soi rendrait les personnes défavorisées moins capables de réaliser les modifications attendues pour aller vers le comportement de santé, qui de ce fait est rejeté. « Cet obstacle trop souvent négligé peut-être un des éléments de la non réponse voire du rejet de ces populations vis-à-vis des campagnes médiatiques qui prônent des comportements trop éloignés de leurs habitudes » (Fahlman et al., 2009 in INRA, 2010). De même, la difficulté à se projeter dans l'avenir. en raison des difficultés immédiates de la vie, pourrait avoir un impact sur la perception du lien alimentation-santé, où la maladie serait plus ressentie comme une fatalité sur laquelle le comportement individuel a peu de prise (Barker et al., 2009 in INRA, 2010). Comme évoqué dans la partie sur les politiques par le prix, les ménages pauvres ont moins tendance à substituer un produit par un autre : « plus le revenu est bas et plus il y a résistance au changement et force de l'effet d'habitude » (Caillavet et Madre, 2003 in Caillavet et al., 2006). L'environnement commercial alimentaire aurait également une grande influence sur les comportements alimentaires (Caillavet et al., 2006). Les populations précaires sont aussi plus exposées aux messages publicitaires favorisant la consommation d'aliments gras et de boissons sucrées : par la télévision, les magazines et les murs des quartiers défavorisés qui affichent le plus de ces publicités (Adam et White, 2009 in INRA, 2010). L'enquête de Poulain (2008) montre également que les individus en précarité regardent beaucoup plus la télévision, résultat qui souligne « la place de la télévision dans le réinvestissement de l'espace domestique », qui devient l'univers de repli, caractéristique des premières étapes de précarisation (Paugam, 1991 cité par Poulain, 2008). Régnier et al. (2006), insistent sur la persistance des différences sociales en matière de consommation alimentaire. Pour les catégories aisées, l'alimentation apparaîtrait plus que jamais comme un élément de distinction permettant de faire preuve de son bon goût et de ses talents, liés à un fort souci pour son corps. Du côté des catégories populaires le panorama évoquerait plutôt la consommation de masse et ses excès, marqués par exemple par la progression de l'obésité. Cette analyse contredit la thèse souvent avancée de l'uniformisation des modes de vies (Régnier et al, 2006). Lhuissier (2017) corrobore cette analyse et montre que les travaux actuels en sociologie de l'alimentation prouvent l'efficacité

des recherches de Maurice Halbwachs[14] qui montrent la persistance des disparités sociales en matière d'alimentation. L'étude de Poulain (2008) montre que les personnes précaires ont plus tendance à consommer des plats simplifiés, avec une seule composante, que la population globale. Pour Poulain, la multiplication des prises hors repas s'inscrit dans une logique compensatoire de l'hyper simplification des principaux repas. Aux USA Fielding-Singh (2017) apporte un regard complémentaire sur l'explication de la différence nutritionnelle due aux disparités socio-économiques, en prenant en compte la dimension symbolique de l'alimentation. Dans son enquête les parents à bas statut socio-économique utilisent l'alimentation peu chère pour compenser d'autres privations matérielles ; alors que les parents à haut statut socio-économique utilisent l'alimentation pour atteindre des valeurs de classe relatives à la santé et à la parentalité. Par exemple, des parents aisés vont s'autoriser à refuser des aliments sucrés à leurs enfants, car ils ont pu répondre à d'autres demandes auparavant. Le refus d'aliments sucrés devient le symbole d'une bonne parentalité. Les parents pauvres ayant déjà refusé beaucoup de sollicitations matérielles à leurs enfants vont dire oui à un paquet de bonbons (prix abordable). L'acceptation d'aliments sucrés est ici aussi un symbole de bonne parentalité (Fielding-Singh 2017). On rappelle que le public ciblé par la commande du stage concerne une précarité beaucoup plus large que celle étudiée dans toute la bibliographie traitant de ce thème.

 # Quelques précisions sur l'aide alimentaire

En 2005-2006 les Restos du Cœur ont accueilli 670.000 personnes et ont servie plus de 75 millions de repas en France (Clément, 2008). Le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire est évalué à 2 millions de personnes en France en 2009 (Birlouez, 2009) et à 4,8 millions en 2015 d'après les chiffres du Conseil National de Lutte contre les Exclusions[15] (Paturel et Ramel, 2017). Cela montre bien l'évolution fulgurante en 10 ans. À titre d'exemple, à Rennes le nombre de bénéficiaires du Secours Populaire a connu une croissance de 15% entre 2007 et 2010 ; il connaît une croissance de 5% par an depuis 2010 et de 10% en 2017. En 2017, 18.000 rendez-vous ont été assurés pour 13.500 personnes. Le panorama des structures d'aide alimentaire à Rennes et l'histoire de l'aide alimentaire sont présentés dans l'Annexe XIV. Paturel (2014) rappelle que bien que l'aide alimentaire soit nécessaire, sa présence acceptée de tous occulte le débat public qui devrait avoir lieu sur l'accès à l'alimentation pour tous, sans dispositifs spécialisés pour les pauvres. Elle souligne également ce paradoxe insoutenable : l'aide alimentaire fonctionne presque

[14] Auteur de l'ouvrage : *La classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, 1912.

[15] Ce chiffre serait bien inférieur au nombre de personnes en insécurité alimentaire pour des raisons financières.

exclusivement sur des circuits longs[16], elle est devenue une filière à part entière soutenant le complexe agro-industriel productiviste, lui-même générateur de pauvreté. Les questionnements qui reviennent le plus souvent sont liés au sentiment de stigmatisation des bénéficiaires provoqué par la distribution de produits en date limite, du non-choix des aliments, du manque de produits frais et par le fait de devoir justifier sa situation de manière répétée, tous les trois mois et auprès de chaque structure (FORS 2014 ; Ramel et al 2016 ; Noel et Darrot, 2016 ; Clément, 2008 ; Caillavet et al., 2006). En France, la volonté d'aller vers l'alimentation durable prend de l'ampleur, mais il semblerait que les personnes en situation de précarité soient moins concernées que les autres.

III. La montée en puissance du thème de l'accès à l'alimentation durable pour tous

III.1• Définitions de l'alimentation durable

Dans le PAD voté en 2017 la Ville de Rennes définit ainsi l'alimentation durable :

> « *la consommation de denrées alimentaires offrant des garanties objectives de respect de l'environnement : denrées labellisées (AB, Label Rouge, MSC ou pêche durable) ; denrées respectant le cahier des charges de la Collectivité des Eaux du Bassin Rennais (pas d'OGM, d'antibiotiques systématiques, d'hormones, d'huile de palme, de produits phytosanitaires tueurs de pollinisateurs) ; viandes tenant compte de spécificités particulières (systèmes herbagers, porc sur paille, alimentation des animaux avec des ressources produites au plus proche des élevages)* »

Dans son article Redlingshöfer (2006) définit l'alimentation durable de la façon suivante :

> « *un ensemble de pratiques et de choix alimentaires qui respectent une série de critères environnementaux (économie d'énergie, préservation de la biodiversité…), éthiques (accessibilité pour tous à une nourriture de qualité, rémunération équitable des producteurs, respect des animaux…), et de santé (alimentation saine et équilibrée*) »

On voit que le questionnement de l'alimentation durable concerne sensiblement la préservation de l'environnement des territoires. D'après Barbara Redlingshöfer (2006), une question importante est celle des politiques publiques. Comment construire une politique alimentaire qui alignerait la politique agricole et la politique nutritionnelle sur le même objectif ? Comment produire une alimentation saine et de bonne qualité, tout en préservant les ressources naturelles et en assurant l'avenir des agriculteurs ? La question de savoir quels modèles alimentaires sont compatibles avec des agricultures durables est donc posée. Dans son scénario *Afterres 2050*, Solagro s'empare de cette question en comparant la durabilité de différents régimes alimentaires[17]. Le travail de l'Inserm avec Lacour et al. (2018) montre que les émissions de gaz à effet de serre, la demande en énergie

[16] L'aide alimentaire telle qu'on la connaît aujourd'hui émerge dans les années 1980 avec le transfert des surplus agricoles européens vers l'aide alimentaire

[17] C'est à l'origine la FAO –organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation- qui alerte sur l'urgence de mener une réflexion sur la possibilité d'avoir des régimes alimentaires correspondants plus aux objectifs de durabilité.

et l'occupation des terres liées à l'alimentation baissent respectivement de 49,6%, 26,9% et 41,5% entre les consommateurs les plus carnivores et les plus végétariens. Mais pourquoi le système agricole actuel est considéré non durable ?

III.2 • La non-durabilité du système alimentaire actuel

Tout d'abord Rouillé d'Orfeuil (2009) rappelle que le système alimentaire mondial actuel n'a pas su répondre aux besoins puisque 850 millions de personnes souffriraient de la faim ou de la sous-alimentation chronique avant la crise alimentaire de 2008, et plus d'un milliard début 2009.

Rastoin et al. (2010) définissent le système alimentaire mondial comme « la manière dont les hommes s'organisent, dans l'espace et dans le temps, pour obtenir et consommer leur nourriture » (Malassis, 1994 in Rastoin et al. 2010). Rastoin et al. qualifient le modèle de l'âge agro-industriel comme « intensif, spécialisé, concentré, financiarisé et en voie de globalisation ». Intensif, car les rendements sont très élevés à l'hectare de terre agricole et au mètre carré d'usine ou de GMS. Spécialisé, car il y a un très petit nombre de plantes et d'animaux utilisées dans les systèmes agricoles contemporains[18]. Concentré, parce qu'en France, par exemple, 66% de la production agricole est assurée par moins d'un quart des agriculteurs ; 66% du chiffre d'affaire de l'industrie est obtenu par moins de 10% des entreprises ; et 90% du commerce alimentaire est détenu par 6 entreprises. Financiarisé, car les firmes de l'agro-industrie et des GMS sont cotées en bourse et donc soumises aux actionnaires. En voie de globalisation, puisqu'il y a croissance du commerce international et diffusion dans ce modèle de consommation occidental par les médias (Rastoin et al., 2010). Bien qu'il y ait des aspects positifs à ce modèle (éloignement des famines, baisse du prix des aliments, une relative innocuité alimentaire, des choix perçus comme variés) il y a aussi plusieurs aspects négatifs qui conduisent à qualifier ce modèle de non durable. Ces externalités négatives seraient : l'épuisement des ressources naturelles, la dégradation des paysages, les pollutions environnementales, la vulnérabilité aux pandémies, la stérilisation des sols, l'émission accrue de gaz à effet de serre, des problèmes de santé publique comme les résidus de pesticides ou l'obésité, la disparition du patrimoine culinaire local, la perte de biodiversité globale et cultivée, la dépendance des agriculteurs aux grandes firmes, la répartition inéquitable de la valeur ajoutée, le dumping[19] de produits agricoles dans les pays du sud détruisant les petits producteurs locaux venant ensuite agrandir les bidonvilles (Rastoin et al., 2010 ; Mazoyer et Roudart, 2002). À Rennes, aller vers l'alimentation durable permettrait donc de répondre en partie à ces enjeux de société. D'après la FNAB (2015), l'intérêt des produits bio tiendrait aussi à leur qualité nutritionnelle, plus

[18] Sur 30 000 végétaux comestibles, 120 sont beaucoup cultivés, et 9 assurent 75% des besoins alimentaires ; dont 60% par le blé, riz et maïs.

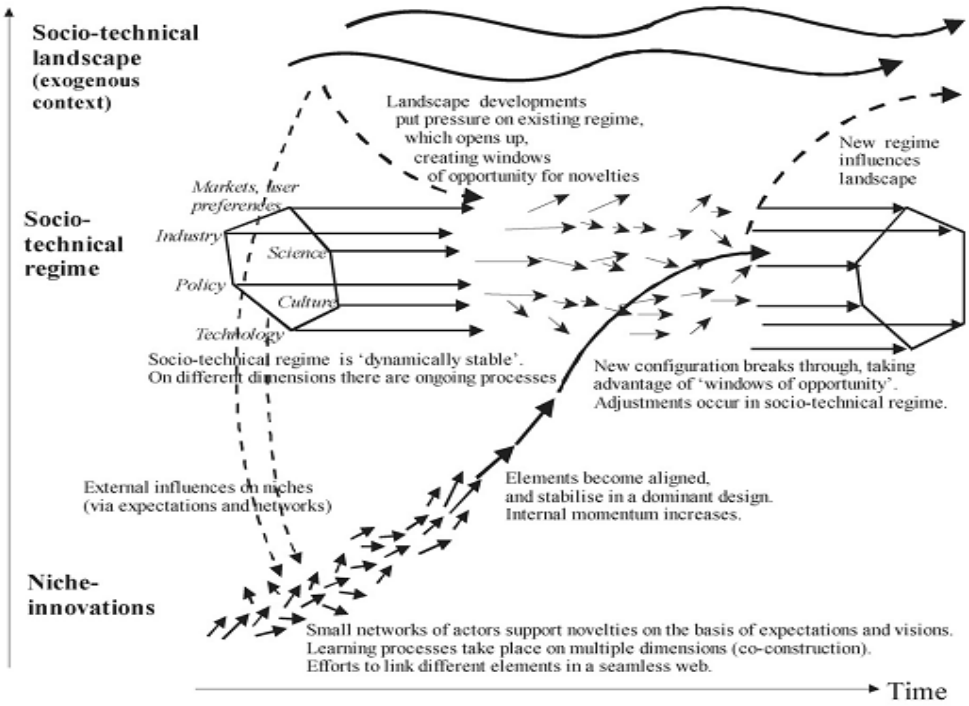
[19] Pratique qui consiste à vendre sur les marchés extérieurs à des prix inférieurs à ceux du marché national, voir inférieur à son prix de revient.

intéressante que celle des produits conventionnels. Kesse-Guyot et al. (2017) montrent que ces différences sont relativement mineures, mais que les améliorations nutritionnelles des consommateurs de bio seraient surtout liées à leur mode de vie. D'autre part, la dangerosité des produits phytosanitaires fait aujourd'hui de plus en plus consensus. La Mutualité Sociale Agricole a récemment accepté d'intégrer des maladies liées aux pesticides en tant que maladies professionnelles. Multigner et al. (2010) ont, par exemple, démontré l'impact de l'insecticide chlordécone sur le cancer de la prostate. L'expertise collective de l'Inserm (2013) fait référence en France sur la question : la dangerosité d'une exposition forte aux pesticides est avérée, et l'exposition chronique par voie orale est difficile à mesurer, surtout par rapport à l'effet cocktail du mélange de plusieurs pesticides : il est donc conseillé de réduire cette exposition (Inserm, 2013). De plus, le système alimentaire actuel est violent : dans son dernier rapport l'association Global Witness (2018) indique que l'industrie agroalimentaire est devenue plus meurtrière que celle des mines, avec 46 meurtres de défenseurs de l'environnement sur un total de 207 pour l'année 2017 (Global Witness, 2018). Le soja venant alimenter les productions animales de l'aire rennaise est le symbole d'une violence que j'ai pu découvrir au Brésil[20]. Face à ce système non durable, les habitants, les structures privées et les pouvoirs publics tentent de trouver des solutions de transition.

III.3 • Les tentatives de réponses et la mise en place de politique publiques

Le cadre d'analyse du 'multi-level perspective' proposé par Geels permet de rendre compte de la transition agro-environnementale dans laquelle nous sommes figure 5.

Fig 5 : Multi-level perspective on transitions (Geels, 2002 in Simonneaux et al., 2016)



[20] Que ce soit par exemple en pulvérisant des produits chimiques pour avion sur les zones indigènes pour polluer les eaux, les faire partir, et pouvoir déforester pour cultiver du soja (GGN, 2016). Méthode pouvant s'apparenter à un ethnocide.

Le paysage socio-technique dominant ne répondrait plus aux besoins de la société (crise socio-écologique) et les innovations (petites flèches) qui avant ne trouvaient pas leur place commencent à se frayer un chemin ; comme c'est le cas avec les techniques de production plus respectueuses de l'environnement. Nous serions dans une phase de recomposition du régime socio-technique dans lequel on ne saurait pas encore quel paysage socio-technique émergerait, sûrement quelque chose d'hybride entre le modèle agro-industriel et les circuits courts pour l'agriculture. En effet, face au modèle alimentaire non durable, de nombreuses initiatives ont été expérimentées depuis plusieurs années : commerce équitable, labellisations, groupements d'achats etc. La vision de l'agriculture bio des années 1980 reposait sur l'idée de fabriquer un maximum de facteurs de production à la ferme et d'utiliser les cycles écologiques (Pernet, 1982). La labellisation bio constitue aujourd'hui un cahier des charges qui mettrait plutôt l'accent sur l'interdiction des produits chimiques et qui aurait mis de côté la protection de la vie du sol[21] (Mulet, 2016). Renting et Wiskerke (2010) montrent que les institutions publiques et la société civile jouent un rôle de plus en plus important dans la transition des systèmes alimentaires territoriaux. Plusieurs villes mettent en place une politique alimentaire transversale, ce qui est une rupture importante avec le passé, où les systèmes agroalimentaires étaient perçus comme faisant partie du marché, où seules les instances agricoles avaient un rôle à jouer. Pour ces auteurs, l'alimentation devient plus qu'un bien marchand contenant des nutriments, mais un produit et un processus qui relie pollution environnementale, qualité de l'environnement, inégalités sociales, santé publique, emploi, éducation etc. ; ceci a des conséquences sur la mise en place de politiques publiques. À Rennes, le mémoire de fin d'étude de Cormery (2017) a pu montrer (figure 6) que ce sont d'abord les collectifs de citoyens et les associations qui se sont emparés de la question alimentaire dans les années 1985 ; puis les collectifs d'agriculteurs et les associations de développement rural dans les années 1990 ; puis les collectivités territoriales, la chambre d'agriculture et les chercheurs dans les années 2000. La figure 7 permet de montrer la structure de la population rennaise par rapport à d'autres villes.

[21] On peut en bio utiliser des plaques chauffantes envoyant de la vapeur à 100 degré pour stériliser le sol afin de gérer les adventices

Fig 6 : Chronologie de la gouvernance alimentaire à Rennes (Cormery, 2017)

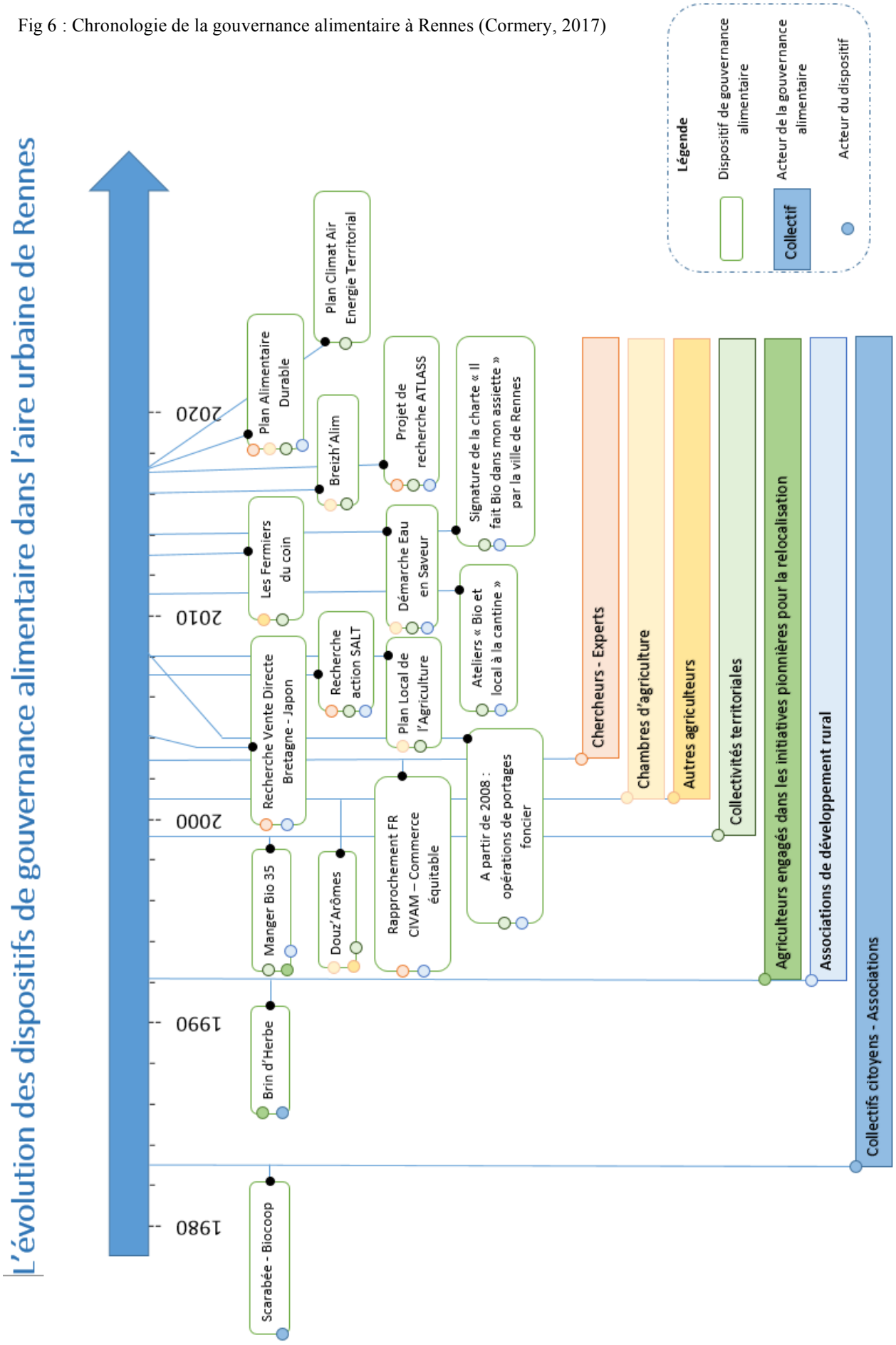
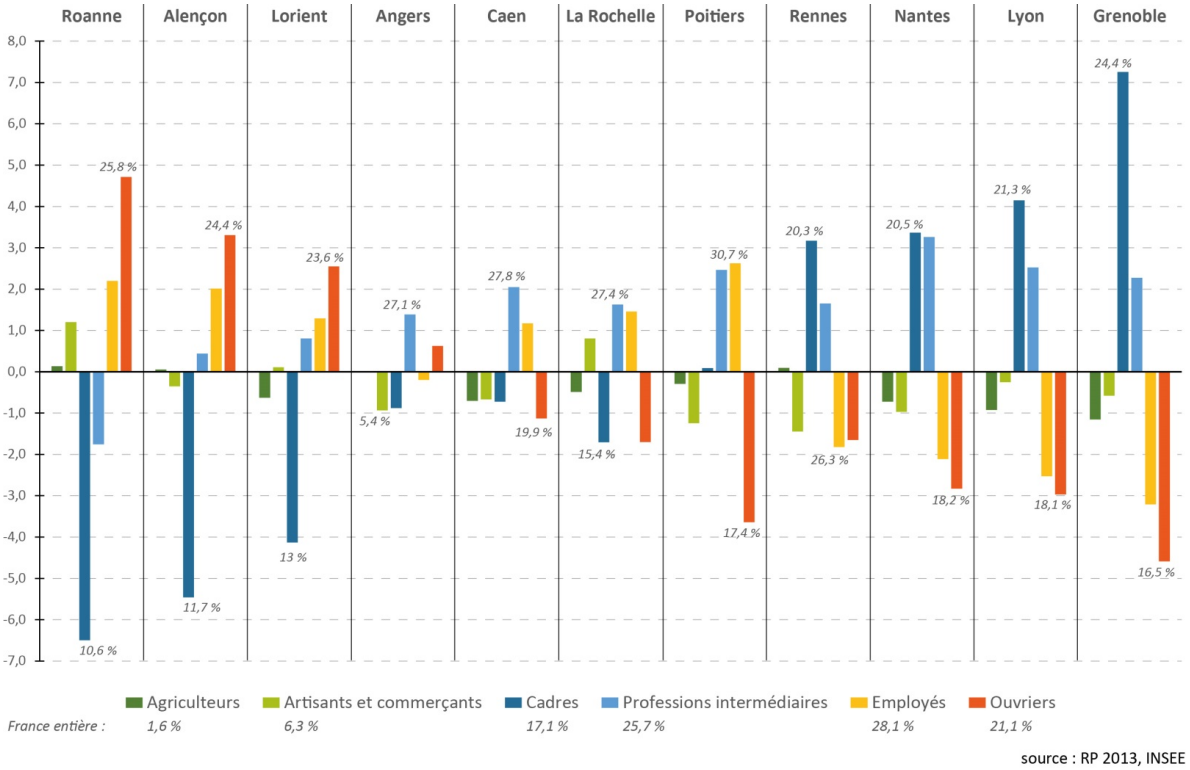


Fig 7 : Structure de la population de Rennes par rapport à d'autres villes (INSEE, 2013 in Marie, 2018)

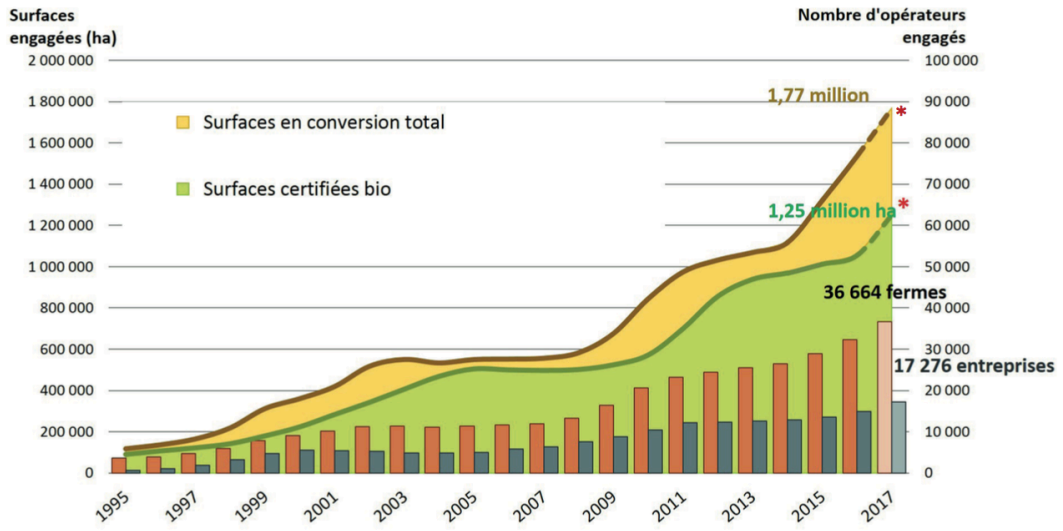


Proportionnellement Rennes a plus de cadres et de professions intermédiaires, et moins d'employés et d'ouvriers, que la moyenne nationale. À l'inverse de Lorient par exemple, qui a plus d'ouvriers et d'employés. Cette présence de cadres et de professions intermédiaires pourrait en partie expliquer la forte demande en produits bio à Rennes. Qui sont les consommateurs d'alimentation durable en France ? Les aliments bio sont utilisés ici comme indicateur de l'alimentation durable.

III.4 • Qui sont les consommateurs d'alimentation bio aujourd'hui en France ?

Dans son rapport annuel, l'Agence Bio (2018a) indique qu'entre 2016 et 2017 en France : le nombre de producteurs bio a augmenté de 13,6%, les surfaces cultivées de 15%, les transformateurs de 15,5%, les distributeurs de 18%. Il y a eu une montée en puissance entre 2011 et 2016 (Fig 8).

Fig 8 : Évolution du nombre d'opérateurs et des surfaces engagées en bio (Agence Bio, 2018)



Dans les résultats du projet *BioNutriNet*, Kesse-Guyot et al. (2017) présentent une typologie apportant de nouveaux éclairages sur la diversité des profils de consommateurs (Fig9 et Tab1).

Fig 9: Typologie de consommateurs basée sur les consommations en bio et en conventionnel (Kesse-Guyot et al.,2017)

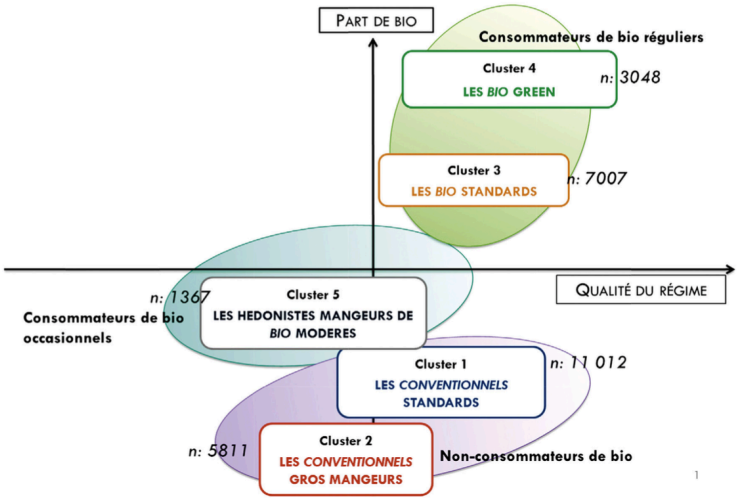


Tableau 1 : Caractéristiques des 5 groupes de consommateurs identifiés par Kesse-Guyot et al. (2017) (Auteur, 2018)

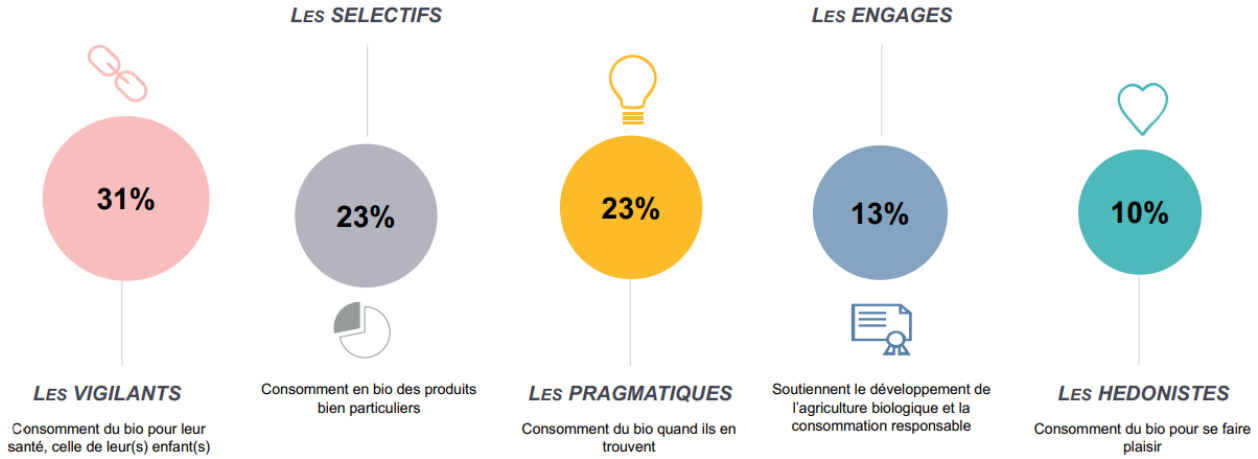
Groupe	Caractéristiques	% bio
1- Conventionnels Standards 39%	Petits mangeurs qui consomment peu bio.Les plus jeunes et plus urbains ; achat surtout dans les supermarchés et un peu dans les commerces de bouche	14%
2- Conventionnels gros mangeurs 20%	Consomme peu bio ; apport énergétique élevé. Groupe avec le plus d'individus à faibles revenus et avec un niveau d'éducation plus faible. Surreprésentation de l'achat en discount	9%
3- Bio standards 25%	Consommateurs de bio classiques. C'est le pendant bio des conventionnels standards. Achat en supermarchés et en magasins bio spécialisés.	50%
4- Bio 'green' 11%	Alimentation très bio et particulièrement végétalisée ; beaucoup de végétariens. Groupe avec la plus grande proportion d'individus à niveau d'éducation élevé et vivant en zone rurale. Favorise surtout les magasins bio et les circuits courts (vont peu en supermarché)	74%
5- Hédonistes mangeurs de bio modérés 5%	'Bons vivants' avec un régime plutôt traditionnel riche en viande et en alcool. Consommation de bio intermédiaire ; proportion importante d'hommes, d'individus avec un niveau élevé, et de fumeurs. Achat surtout en supermarché, et chez les artisans.	26%

Premièrement, l'étude *BioNutriNet* montre la multiplicité des pratiques alimentaires. L'étude a aussi permis de montrer que les 35% non-consommateurs de bio le sont soit par manque d'intérêt, par évitement, ou pour son coût trop cher. Sur les consommateurs de produits bio il y a 51% d'occasionnels et 14% de réguliers. Ils ont globalement un niveau plus élevé d'éducation, sont physiquement actifs, ont un revenu comparable aux non-consommateurs, et ont plus tendance à choisir des végétaux peu raffinés. La santé et les considérations éthiques et environnementales sont des éléments très importants chez les grands consommateurs de bio. Chez les autres c'est plus le prix, l'innovation et la praticité d'usage qui semblent être les facteurs essentiels. Pour Kesse-Guyot et al. il est important de prendre en compte les interactions auto- et hétérocentrées pour promouvoir un comportement alimentaire plus durable. Rémy (2004) considérait déjà que l'imaginaire du bio faisait référence à plusieurs systèmes de valeurs et qu'on arrivait au bio soit par le politique ; soit par la mode et la quête d'esthétique ; soit par l'attachement au terroir lié au sentiment nostalgique ; soit par la recherche de santé. Le tableau 2 résume cette analyse.

Tableau 2 : Quatre types de consommation bio (inspiré de Rémy 2004) (Auteur, 2018)

	Orientation extrinsèque (comme moyen d'une fin)	Orientation intrinsèque (comme une fin en soi)
Motivation orientée vers soi	Consommation Utilitaire 'c'est pour ma santé' se rassurer face aux crises sanitaires	Consommation Hédoniste 'c'est meilleur, les saveurs d'avant' goût/terroir/valorisation du passé
Motivation orientée vers les autres	Consommation Esthétique 'c'est à la mode et ça fait bien' distinction/importance du corps	Consommation Politique 'lutter contre mondialisation' rejet d'un système

Comprendre les diverses motivations d'achat permettrait « d'élaborer des approches ciblées et adaptées au types de profils dans le cadre de la promotion de produits alimentaires durables » (Kesse-Guyot el al 2017). En partenariat avec l'Ademe, Green Flex (2016) propose une typologie des différentes formes d'engagement des consommateurs -non spécifique à l'alimentation- en distinguant 8 groupes qui sont présentés en Annexe XII. L'intérêt de cette typologie est de dégager des moteurs motivant le changement de sa propre consommation (financier, soi-même, engagement global, protéger le futur) et les bénéfices du plaisir d'agir (moins cher, lien humain, sa santé et son plaisir, s'approprier sa consommation) selon chaque groupe identifié. L'Agence Bio (2018b) identifierait de son côté 5 profils de consommateurs bio. Fig 10 : 5 types de consommateurs bio (Agence Bio 2018b)



Enfin, Dubuisson-Quellier (2009) rappelle que « derrière l'apparente dimension individuelle de ces pratiques (de consommation engagée) existent en réalité d'importants mécanismes collectifs ». Quelles mesures pourraient être adoptées pour élargir l'accès à l'alimentation durable ?

III.5 • Deux courants complémentaires : la mise en place de politiques alimentaires normatives & l'émancipation du citoyen par la transmission du pouvoir d'agir sur les choix alimentaires.

III.5.a° Les politiques alimentaires normatives.

Les politiques alimentaires normatives sont par exemple celles mises en place au niveau de l'État Français au titre de l'intérêt général. Il y a des objectifs à atteindre et on met des moyens sont mis pour y parvenir. Dans cette démarche, un diagnostic est souvent établi, pour comprendre les déterminants du comportement alimentaire, afin d'agir dessus par la suite. Le PNNS Plan National Nutrition Santé du Ministère de la Santé transmet par exemple des recommandations nutritionnelles

comme ‘manger 5 fruits et légumes par jours’, ‘viande, poisson, œufs 1 à 2 fois par jour’, ‘3 produits laitiers par jour’ (PNNS 2011-2015) ; qui peuvent ensuite changer dans le temps comme dans le PNSS 2018-2022 : les produits laitiers sont ramenés à 2 par jour, la recommandation sur la viande et le poisson a été revue etc. Les politiques alimentaires normatives peuvent prendre la forme de campagnes de sensibilisation et d’information[22], de taxation/subvention[23], de réglementations, de négociations avec les industries pour améliorer la composition des aliments etc. Plus récemment, les ‘nudges’[24] sont aussi utilisés. Dans la lignée du marketing social, cette méthode vise à inciter les gens à changer leur comportement par la douceur plutôt que par la contrainte, elle est parfois qualifiée de ‘paternalisme libertarien’ (Cappelli, 2014).

III.5.b° La démocratie alimentaire et la transmission de pouvoir d’agir.

Une autre approche concernant l’accès à une alimentation durable est celle de la démocratie alimentaire, qui semble moins centrée sur des injonctions normatives. La démocratie alimentaire part du principe que le citoyen peut se réapproprier la question alimentaire et gagner en liberté sur ses choix concernant celle-ci. Pour Tim Lang (1999) (in Paturel et Ramel, 2017), la démocratie alimentaire désigne « les processus de gouvernance alimentaire, à l’échelle des territoires de vie, au sein desquels des collectifs de citoyens décident de leur choix d’alimentation et mettent en place les filières adaptées à leurs choix ». Ce concept s’inscrit dans des aspirations citoyennes à des nouvelles formes du politique. Pour Paturel et Ramel (2017) « Ces approches ouvrent sur une perspective de nouveaux droits sociaux, appelant à une citoyenneté réelle par la reprise en main de tous, sur les conditions des choix alimentaires, venant soutenir un droit à l’alimentation et non un droit à être nourri ». Des approches comme celle de la MCE à Rennes organisant des ateliers ‘alimentation de qualité’ en partant des souhaits des habitants, ou d’Act’terre solidaire à Caen qui a mené un travail de co-construction d’initiatives locales pour répondre à la précarité alimentaire (Savigny, 2018), peuvent s’apparenter à des actions allant vers la démocratie alimentaire.

Bilan de l’état de l’art :

Comme déjà évoqué, « Avant de chercher à changer les habitudes alimentaires il convient d’abord de comprendre ce que manger veut dire » (Mead et Guth, 1945 in Poulain, 2016), et c’est pour cela que nous avons consacré une partie de la bibliographie à comprendre le fait alimentaire. Des cadres d’analyse explicatifs du comportement de consommation ont été mobilisés pour construire le questionnaire, les entretiens, et traiter les résultats. En effet, Bresson (2015) rappelle que « les

[22] Le lancement du NutriScore mis en place par le Ministère de la Santé, visant à apposer un étiquetage à 5 couleurs sur tous les aliments pour pouvoir comparer leur qualité nutritionnelle, a été bloqué par le lobbying des industries agro-alimentaires au Parlement (Hercberg, 2017)

[23] Voir page11 sur les limites des politiques de taxation/subventions des aliments à promouvoir

[24] La théorie des nudges s’appuie sur les sciences cognitives et comportementales pour induire des changements de comportements avec peu d’argent. Cette méthode est autant utilisée par les pouvoirs publics que par les privés. Le premier ministre anglais a par exemple créé un ‘nudge unit’ dès 2010, ce qui est aussi en discussion au niveau de l’État Français. Le Nutriscore peut par exemple être considéré comme étant un nudge.

différences d'approches ne sont pas neutres et interfèrent avec les enjeux éthiques ou politiques. Le choix des mots, la construction des problèmes, contribuent à légitimer des solutions ». Après avoir défini les précarités nous avons vu que l'alimentation des personnes précarisées pouvait connaître quelques spécificités. L'analyse de la montée en puissance du thème de l'accès à l'alimentation durable, montre qu'il existe déjà plusieurs actions sur ce sujet à Rennes. La problématique choisie pour la rédaction de ce mémoire est donc : **Quelle forme pourrait prendre une politique d'accès à l'alimentation durable pilotée par la Ville de Rennes ?**

QR 1 : Dans quelle mesure serait-il judicieux de s'inspirer du dispositif d'accès à la culture pour construire un dispositif d'accès à l'alimentation durable ?
Hypothèse 1.1 : *La philosophie du dispositif d'accès à la culture* ***semble pouvoir s'appliquer*** *pour répondre à l'objectif d'accès à l'alimentation durable*. Cette hypothèse vient des commanditaires qui connaissaient le dispositif Sortir ! et voyaient son intérêt pour l'accès à l'alimentation durable.
Hypothèse 1.2 : *La délimitation du public Sortir ! ne* ***semble pas embrasser toute la population précaire*** *qui pourrait faire l'objet d'une éventuelle politique alimentaire*. Cette hypothèse vient d'une première connaissance du dispositif Sortir ! et du fonctionnement de l'aide alimentaire.

QR 2 : Comment s'alimente le public cible ? (commande du stage)
Hypothèse 2.1 : *La population précaire ciblée, qui semble très hétérogène (*Bresson, 2015 ; Pierret, 2013 ; Poulain, 2008*), serait assez* ***homogène en terme d'accès à l'alimentation*** *: approvisionnement en GMS, au moins cher avec recherche de promotions, à pied au plus près de chez soi, peu de pratique de cuisine et forte consommation de plats préparés, mange peu à l'extérieur, fait beaucoup recours à l'aide alimentaire (*Caillavet et al, 2006 ; Poulain 2008 ; Clochard 2013 ; Plessz 2013).
Hypothèse 2.2 : *Les différences de mode d'accès à l'alimentation au sein du public cible pourraient* ***s'expliquer par des facteurs socio-économiques*** (Caillavet et al, 2006 ; INRA, 2010 ; Régnier et al, 2006 ; Rigaux, 2011 ; Pinto, 2013)

QR 3 : Quelles sont les possibilités d'évolution des pratiques alimentaires vers une alimentation durable au sein du public cible ?
Hypothèse 3.1 : Le lien entre ***santé*** *et alimentation serait déjà présent chez le public, ce qui constituerait une base intéressante pour faire évoluer les pratiques vers l'alimentation durable.* (Auteur, 2018)
Hypothèse 3.2 : Il serait difficile de faire évoluer les pratiques actuelles car l'alimentation ne serait pas une priorité chez ce public qui aurait ***d'autres préoccupations majeures****. Dans ce sens, l'alimentation durable serait encore moins une priorité.* (Rencontre des acteurs clés du travail social à Rennes, 2018 ; Caillavet et al 2006)
Hypothèse 3.3 : Des évolutions vers l'alimentation durable seraient possibles, mais le ***frein financier*** *serait vraiment prohibitif.* (Darmon et al 2005 ; Caillavet et al 2006)
Hypothèse 3.4 : Le public cible ***ne souhaiterait pas aller vers l'alimentation bio*** *pour plusieurs raisons : le bio c'est le symbole d'une catégorie à laquelle il ne veut pas appartenir (Tissot, 2013 ; Rigaux 2011), sentiment de non légitimité (Pinto, 2013), scepticisme par rapport au label.*

La stratégie adoptée pour répondre aux question de recherche a déjà été décrite dans l'introduction, et sera détaillée plus précisément dans l'onglet méthodologie de chaque partie.

PARTIE 2 – DANS QUELLE MESURE SERAIT-IL JUDICIEUX DE S'INSPIRER DU DISPOSITIF D'ACCÈS À LA CULTURE POUR CONSTRUIRE UN DISPOSITIF D'ACCÈS À L'ALIMENTATION ?

I. Méthodologie

La réflexion de la Ville de Rennes autour de l'accessibilité à des produits alimentaires durables s'est portée sur les bénéficiaires du dispositif Sortir ! Ce dispositif a pour objectif de favoriser l'accès aux loisirs, au sport et à la culture[1], notamment à travers de réductions tarifaires. La commande portait donc sur un public faisant déjà l'objet de politiques sociales, avec l'intuition qu'un dispositif similaire pour l'accès à l'alimentation durable pourrait devenir intéressant. Les hypothèses associées à la question de recherche « **Dans quelle mesure serait-il judicieux de s'inspirer du dispositif d'accès à la culture pour construire un dispositif d'accès à l'alimentation durable ?** » sont les suivantes :

Hypothèse 1.1 : *La philosophie du dispositif d'accès à la culture* ***semble pouvoir s'appliquer*** *pour répondre à l'objectif d'accès à l'alimentation durable*. Cette hypothèse vient des commanditaires qui connaissaient le dispositif Sortir ! et voyaient son intérêt pour l'accès à l'alimentation durable.

Hypothèse 1.2 : *La délimitation du public Sortir ! ne* ***semble pas embrasser toute la population précaire*** *qui pourrait faire l'objet d'une éventuelle politique alimentaire*. Cette hypothèse est issue d'une première connaissance du dispositif Sortir ! et du fonctionnement de l'aide alimentaire.

I.1 • Méthodologie de collecte des données

Pour tester ces hypothèses nous allons faire appel à la bibliographie et à la rencontre d'acteurs clés. La compréhension de la philosophie du dispositif Sortir ! a été acquise notamment à travers : la rencontre du directeur et de la chargée de mission carte Sortir ! de l'Apras[2], la participation à l'événement annuel sur la carte Sortir !, et la lecture du rapport « Évaluation du dispositif Sortir! » réalisé par le laboratoire FORS en 2015. La connaissance du public cible a été acquise par les méthodes citées précédemment, auxquelles se sont ajoutées la rencontre de : 2 assistantes locales d'insertion de CCAS, 2 instructrices de carte Sortir!, 1 assistante sociale de CDAS, 1 responsable de CCAS, 1 animatrice de centre social, 1 stagiaire sur les besoins et attentes des bénéficiaires du RSA ; puis la participation à des temps forts sur l'action sociale à Rennes. La connaissance du recoupement entre les bénéficiaires de l'aide alimentaire et les utilisateurs du dispositif culturel a été acquise par la bibliographie et la rencontre d'acteurs clés.

---

[1] Par praticité le terme de "dispositif d'accès à la culture" sera utilisé pour mentionner ce dispositif englobant à la fois culture, sport et loisirs.

[2] L'Apras, l'Association pour la Promotion de l'Action et de l'Animation Sociale a été mise en place en 1977. Il n'y a que des collectivités et des institutions en tant qu'administrateurs. Siègent aujourd'hui la Ville de Rennes, Rennes Métropole, le Conseil Départemental, Archipel Habitat, Néotoa, Espacil Habitat, Aiguillon Construction, et le CCAS de la Ville de Rennes. L'objectif est « *d'offrir un cadre de coopération et d'interventions communes ou concertées à des collectivités assurant la promotion, la gestion de biens ou de services d'intérêts social, socio-éducatif ou culturel sur le territoire de la ville de Rennes et sa périphérie* ». L'APRAS n'est pas un lieu de décisions des politiques sociales mais se veut un lieu d'échanges, d'interpellations mutuelles et de recherche de meilleurs articulations (source : apras.org). La principale mission de l'APRAS est de produire des études au sein de son volet d'observation sociale, la gestion du dispositif Sortir ! vient quant à elle s'intégrer dans le volet d'animation sociale.

I.2• Méthodologie de traitement des données

Un texte expliquera la philosophie du dispositif Sortir ! et son éventuelle concordance avec une politique d'accès à l'alimentation durable. Un schéma permettra de faire le bilan du public cible vu par le prisme alimentaire. Un tableau fera ressortir les forces et les faiblesses d'une éventuelle adaptation du dispositif Sortir ! à l'accès à l'alimentation durable.

II. Résultats

II.1 • Qui est le public Sortir ! ?

Les seuils d'éligibilité au dispositif Sortir ! sont présentés Tableau 1. L'éligibilité dépend uniquement des ressources financières et de la composition familiale. Les nouveaux barèmes ont récemment été harmonisés avec la tarification solidaire des transports pour faciliter l'instruction et l'accès aux droits.

Tableau 3 : Barème du dispositif Sortir! à Rennes Métropole en 2018 (Apras, 2018)

COMPOSITION FAMILIALE	RESSOURCES MENSUELLES INFÉRIEURES OU ÉGALES À :
Personne seule	1 200 €
Couple	1 800 €
Personne seule + 1 enfant	2 160 €
Personne seule + 2 enfants	2 520 €
Personne seule + 3 enfants	2 880 €
Personne seule + 4 enfants	3 240 €
Personne seule + 5 enfants	3 600 €
Couple + 1 enfant	2 160 €
Couple + 2 enfants	2 520 €
Couple + 3 enfants	2 880 €
Couple + 4 enfants	3 240 €
Couple + 5 enfants	3 600 €
Par enfant supplémentaire	360 €

Le calcul des ressources mensuelles comprend les revenus d'activités ou de substitution, certaines prestations familiales, certaines bourses d'études, les aides au logement, l'allocation adultes handicapés, les pensions et retraites, et autres (voir Annexe III). Les plafonds de ressources ont été choisis pour inclure au-delà des bénéficiaires des minimas sociaux, en touchant aussi les jeunes travailleurs, les travailleurs pauvres et autres situations dépassant les minimas sociaux.

On voit que le public Sortir ! comprend des personnes en haute, moyenne et basse précarité selon la classification de Pierret (2013). Ce public comprend des personnes en phase de fragilité, de dépendance, et de rupture, selon les catégories utilisées dans l'étude de Poulain (2008). Le public cible ne comprend pas les précarités de type 'voir sa situation sociale se dégrader' qui peuvent exister au-delà des barèmes appliqués dans notre cas. Le public cible regrouperait une très grande 'diversité de situations sociales à problèmes' (Bresson, 2015), en dessous du seuil de 1200€ pour une personne seule par exemple. Le public cible comprend donc des précarisés, des précarisables, mais pas de protégés selon la définition de Pierret (2013). Toutes les personnes ayant droit au dispositif Sortir ! sur Rennes Métropole n'en font pas la demande comme le montre le Tableau 4.

Tableau 4 : Les différentes appropriations du dispositif Sortir ! par le public concerné (Auteur, 2018)

Situation	Explication de la situation	Nombre d'individus sur RM
Ayant droit	Niveau de ressource l'autorisant à avoir la carte	>100 000 (estimé)
Détenteur	A fait la demande, détient la carte, mais ne l'utilise pas	33000
Utilisateur	Détient la carte et l'utilise au moins une fois dans l'année	26800

En 2018 il y a environ 26800 utilisateurs de la carte Sortir ! Les ayant droit sont estimés par l'Apras à plus de 100 000 personnes sur Rennes Métropole à partir de données de relevés d'impôts. Les figures de l'Annexe IV présentent la répartition du public selon l'âge, le sexe, le quartier, la ville de résidence ou la situation du foyer. Globalement ce qu'il faut retenir c'est : qu'il y a 14774 femmes et 12081 hommes ; 15273 adultes et 11582 mineurs ; 5848 adultes seuls sans enfants (soit 38% des adultes), 6386 adultes seuls avec des enfants (soit 42% des adultes), 954 en couple sans enfant (soit 6% des adultes), 2083 en couple avec des enfants (soit 14% des adultes). Tous les quartiers de Rennes sont représentés : en 2018 Rennes représente 74% des détenteurs de la carte Sortir ! avec 19903 utilisateurs (soit 9% de la population totale de la ville de Rennes de 218000 habitants). Les trois autres villes qui comportent le plus d'utilisateurs sont : Saint-Jacques avec 1289 utilisateurs (soit 9% des 13920 habitants) ; Chantepie avec 734 utilisateurs (soit 7% des 10445 habitants) et Bruz avec 654 utilisateurs (soit 4% des 17978 habitants). En effet, le dispositif est né en 2010 sur les communes de Rennes et Saint-Jacques de la Lande, et s'est ensuite étendu sur Rennes Métropole. 32 communes sur les 43 de la métropole sont adhérentes au dispositif. L'histoire du dispositif permet de mieux comprendre son fonctionnement et sa philosophie.

II.2 • La philosophie initiale du dispositif Sortir ! indique un parallèle intéressant avec l'objectif d'accès à l'alimentation durable.

II.2.a° Histoire du dispositif

Depuis les années 2000 les chèques culture existaient à Rennes comme politique d'accès à la culture. Ceux-ci étaient distribués par un-e animateur-trice de l'Apras qui passait dans les centres sociaux faire des réunions d'information, où étaient ensuite vendus les chèques culture avec une participation de 50% des habitants[3]. Le problème était que ce mode de fonctionnement exigeait de prévoir ses activités à l'avance[4]. De plus, c'était chronophage pour l'animateur-trice. Aussi, un seuil s'était établit à 3000 utilisateurs-trices. En 2010 le dispositif s'est transformé en carte Sortir !, où l'objectif était aussi de travailler au-delà des minimas sociaux. Ce mode de fonctionnement a permis de dépasser le seuil des 3000 et de ne pas demander aux habitants de tout prévoir à l'avance. Aujourd'hui, en 2018, l'instruction de la carte Sortir ! est déléguée aux CCAS et CIAS de Rennes Métropole.

[3] Source : entretien avec la chargée de mission carte Sortir !

[4] À un public qui avait justement du mal à prévoir

II.2.b° Philosophie du dispositif

L'approche de fond est de réduire les inégalités d'accès à la culture, au sport et aux loisirs. La politique d'accès à la culture va contre l'idée de la hiérarchie des besoins inspirée de la pyramide de Maslow, où les loisirs, le sport et la culture ne seraient pas prioritaires par rapport au logement, à la nourriture etc[5]. Sur ce point, le dispositif s'inspire de l'article 27 des droits de l'humain qui stipule que « Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté de jouir des arts et de participer au progrès scientifiques et aux bienfaits qui en résultent ». (Apras, 2018). Les trois mots clés résumant la philosophie du dispositif sont : accompagnement, mobilisation et réduction tarifaire (Apras, 2018). En effet, au départ l'expérimentation carte Sortir ! naît de l'initiative d'un groupe d'habitants à Maurepas. L'idée était d'aller voir un spectacle en groupe pour transmettre un sentiment de légitimité à participer à des activités culturelles, chez un public qui ne se sentait pas forcément légitime[6]. Comme le prix pouvait être prohibitif, la réduction tarifaire -déjà utilisé dans les chèques culture- s'est ajoutée au dispositif. L'accompagnement et la mobilisation étaient donc bien à la base du projet[7]. Néanmoins, dans la pratique, c'est surtout le volet financier qui est retenu par les utilisateurs. Le dispositif se base aussi sur le libre choix de l'utilisateur : « on peut aussi bien aller voir Shakespeare que *Bienvenue chez les Ch'tis* » dit un acteur clé rencontré.

II.2.c ° Fonctionnement pratique du dispositif

Le dispositif regroupe plus de 800 structures partenaires. Il permet de s'inscrire à une activité régulière en début d'année avec une réduction de 50 à 70% du prix, jusqu'à hauteur de 150€. Le processus d'inscription à une activité est détaillé en Annexe III, il est en cours de simplification et sera bientôt disponible sur la carte Korrigo service. Il permet aussi de pratiquer des activités ponctuelles à prix réduit : cinéma à 3€, piscine à 0,80€, spectacles, expositions, patinoire etc. Les activités ponctuelles les plus fréquentées sont le cinéma et piscine largement en tête. Une page facebook Sortir ! mise en place par et pour les utilisateurs est un des outils permettant d'animer le dispositif. Celui-ci représente 2,3 millions d'euros par an, et il est financé à hauteur de 50% par la contribution des utilisateurs, de 45% par les collectivités, et de 5% par les structures partenaires. La subvention de 1,1 million des collectivités finance les frais de fonctionnement (2,5 ETP ; communication) et la réduction tarifaire. Cette subvention est répartie entre les communes

---

[5] On rappelle que cette approche n'est pas partagée par tous les acteurs du travail social, certains émettent par exemple des réserves quant à la pertinence de subventionner certaines activités comme la musculation en salle de sport etc. Bien qu'utilisé dans des situations bien spécifiques, un outil d'accompagnement social comme l'atelier budget (Perrin-Heredia, 2016), visant à responsabiliser les dépenses des personnes suivies et à hiérarchiser leurs priorités, ne se basent pas sur les mêmes principes que le dispositif Sortir ! par exemple. Évidemment le dispositif ne fait pas non plus l'unanimité chez les élus de la métropole et il est donc régulièrement remis en discussion.

[6] Source : entretien avec la chargée de mission carte Sortir !

[7] Le dispositif connaît encore aujourd'hui son volet "Coup de pouce" qui est une aide à l'organisation d'activités, et propose aussi des sorties et ateliers en groupe pour s'évader (Apras, 2018)

partenaires, Rennes Métropole, le Conseil Départemental, les bailleurs sociaux et la CAF. L'Apras ne démarche pas les communes de la métropole mais c'est elles qui se manifestent si elles sont intéressées. Certaines communes de la métropole n'adhèrent pas au dispositif pour des raisons pratiques ou politiques.

II.2.d° Pourquoi le parallèle avec l'accès à l'alimentation durable est-il intéressant ?

Tableau 5 : Les parallèles possibles entre le dispositif d'accès à la culture et l'accès à l'alimentation durable (Auteur)

	Philosophie carte Sortir	Parallèle accès à l'alimentation durable
Constat de base	Inégalité d'accès à la culture ✓	Inégalité d'accès à l'alimentation durable
Philosophie de fond	Non hiérarchisation des besoins : la culture le sport et les loisirs c'est aussi important que manger ou à dormir ✓	Manger ce n'est pas seulement remplir son ventre, c'est aussi avoir des nutriments, construire son identité, prendre soin de sa santé, avoir accès à des aliments de qualité
Philosophie de réponse	Bien que l'aspect financier puisse être prohibitif, le non accès à la culture/sport/loisirs n'est pas seulement une affaire d'argent, le dispositif promeut donc l'accompagnement et l'organisation d'activités en groupe ✓	Bien que l'aspect financier puisse être prohibitif, le non accès à l'alimentation durable n'est pas qu'une affaire d'argent. L'accompagnement a une place importante dans la réponse à cette problématique.
Philosophie de fonctionnement	"Libre choix" de l'activité au sein des structures partenaires ≈	Libre choix au sein des structures partenaires, sur des aliments à déterminer

Comme le montre le Tableau 5, le parallèle semble intéressant sur plusieurs aspects, l'hypothèse 1.1 serait donc validée : dans l'absolu, la philosophie du dispositif préexistant pourrait s'appliquer à l'accès à l'alimentation durable. En effet, comme l'a montré la bibliographie, bien que l'aspect financier puisse freiner l'accès à l'alimentation durable, l'accompagnement pourrait être tout aussi important (FNAB, 2015 ; Régnier et al., 2006). Nicolini et al. (2016) soulèvent qu'« une grande majorité des initiatives recensées mettent ainsi en avant que l'accessibilité doit porter conjointement sur le niveau financier ainsi que sur le niveau socio-culturel ». À Rennes, nous bénéficions d'avoir déjà des structures qui proposent un accompagnement sur ces thématiques de l'alimentation durable[8]. À l'image des partenariats passés avec les structures culturelles et sportives du dispositif Sortir !, des partenariats pourraient être élaborés avec les structures allant dans le sens de l'alimentation durable. De nouvelles initiatives d'accompagnement pourraient également émerger, comme la visite de nouveaux lieux d'approvisionnement, des serres collectives, des cuisines collectives, des marchés amateurs, à l'image des Quartiers Nourriciers au Québec. D'autre part, au niveau du Ministère de la Santé, le PNNS regroupe le sport et l'alimentation au sein de la nutrition : un triptique Culture, Sport/Loisirs et Alimentation ne semblerait donc pas incohérent. Même si l'adaptation du dispositif existant semble théoriquement cohérent, il existe certaines limites que nous avons relevées au cours de la pré-enquête.

[8] La MCE anime des ateliers autour de l'alimentation, Agrobio35 anime le Défi Famille à Alimentation Positive, les Centres Sociaux organisent des ateliers cuisine, Vert le Jardin accompagne l'émergence de jardins partagés, l'association des Jardins Familiaux organise l'accès à des jardins individuels etc.

- Comme tout projet, les acteurs intermédiaires doivent adhérer à l'objectif, ce qui ne serait pas forcément le cas au niveau des travailleurs sociaux[9]. Comme présenté dans la bibliographie, il y a la refonte du référentiel de l'action des CCAS à Rennes : rajouter un nouveau projet dans ce contexte peut amener un degré de difficulté supplémentaire qu'il ne faut pas négliger.
- Si certains travailleurs sociaux sont déjà critiques par rapport au fait que la carte Sortir ! permette par exemple d'accéder aux salles de musculation de l'Orange Bleu, il est fort probable qu'ils le soient également par rapport à la subvention d'aliments durables. Cela est peut-être une minorité d'entre eux.
- La question du libre choix des activités, pilier de la philosophie du dispositif Sortir ! [10], sera à discuter dans l'éventualité d'un ciblage de produits alimentaires à subventionner.

Il serait donc intéressant de construire une culture commune autour de l'intérêt d'aller vers l'alimentation durable, comme le propose Paturel (2018) dans l'expérimentation d'un module sur l'alimentation durable dans le cursus de formation des futurs travailleurs sociaux.

L'hypothèse 1.1 *La philosophie du dispositif d'accès à la culture semble pouvoir s'appliquer à l'accès à l'alimentation durable* est donc **validée** dans la mesure où la philosophie de réduction des inégalités[11], de réduction tarifaire couplée à un accompagnement permettrait de donner l'opportunité à ceux qui le souhaitent d'aller vers une alimentation plus durable même en ayant des bas revenus. Toutefois elle est aussi partiellement **infirmée** dans la mesure où de nombreuses limites existent encore : tous les acteurs intermédiaires n'adhèrent pas encore au projet, le modèle économique reste à trouver dans un contexte de baisse des dépenses publiques et il reste à savoir avec qui seraient établis les partenariats. Par ailleurs, la discussion sur quels types d'aliments cibler pourraient entrer en désaccord avec la philosophie de libre choix propre au dispositif d'accès à la culture. L'aspect gouvernance multi-acteurs et solidarité territoriale mis en place au fil des années par le dispositif Sortir ! serait aussi très intéressant à transposer dans l'éventualité d'une politique d'accès à l'alimentation durable.

II.3 • Le public cible vu à travers le prisme alimentaire.

Comment se superposent les publics de l'aide alimentaire et du dispositif Sortir !?[12] Y a-t-il des personnes en précarité alimentaire qui n'y sont pas inclus ? Peut-on supposer des différences alimentaires à partir des données sur le public cible ? Sur 26 855 utilisateurs de la carte il y a 15273 personnes majeures. On rappelle que même si ce sont les adultes qui font les courses, ils peuvent

[9] On rappelle que le thème de l'accès à l'alimentation durable pour tous a été reçu avec une certaine défiance chez plusieurs acteurs rencontrés, associant peut-être la volonté de démocratiser l'accès à des produits de qualité à de la condescendance.

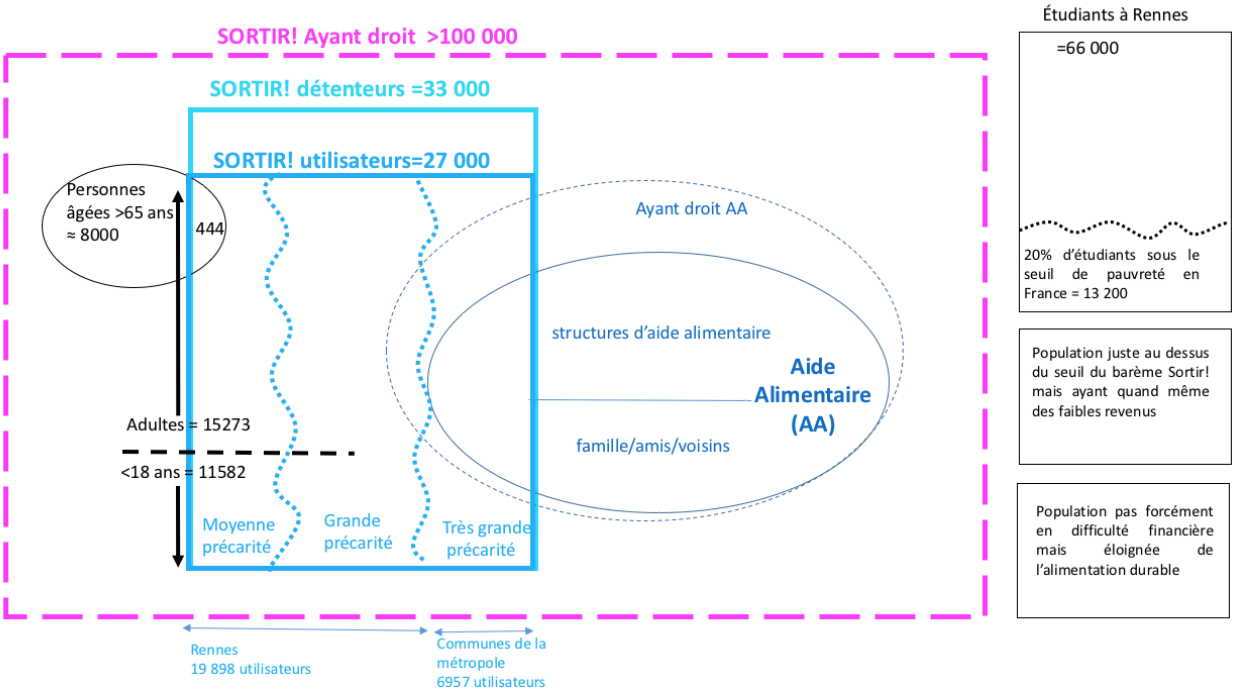
[10] Le libre choix est tout de même relatif, puisqu'on ne subventionne pas l'achat d'une console de jeu en début d'année par exemple

[11] Voir page 16 sur comment les personnes en situation de précarité connaissent des inégalités de santé liées à l'alimentation

[12] La question avait été posée pour savoir si une éventuelle 'carte bien manger' aurait pu répondre aux problèmes identifiés dans l'aide alimentaire que sont la stigmatisation dû à la distribution de produits en date limite, au fait de devoir re-justifier sa situation tous les trois mois à chaque structure d'aide alimentaire, de ne pas avoir le choix de ses aliments, de manquer de produits frais.

être très influencés par les enfants, qui pourraient intervenir sur 80% des décisions d'achat alimentaire de leur famille (De La Ville, 2018). Fielding-Sings (2017) rappelle également l'importance du sentiment de bonne parentalité dans certains achats alimentaires. D'autre part, la somme globale d'argent de poche donnée aux 4-14 ans en France avoisinerait 1,1 milliard d'euros par an (De La Ville, 2018). On fait donc l'hypothèse que les personnes mineures participent indirectement à l'approvisionnement alimentaire du foyer, elles sont donc incluses dans le schéma représentant le public cible vu sous l'angle alimentaire (Figure 11).

Fig 11: Public Sortir ! de Rennes Métropole vu sous l'angle alimentaire (Auteur, 2018)



Avec un public cible aussi large on peut s'attendre à ce que tous types de comportements alimentaires soient représentés. Les personnes âgées sont très peu utilisatrices du dispositif, alors qu'on sait qu'une grande part d'entre elles peut se trouver en précarité, et notamment en précarité alimentaire dû au non déplacement[13]. On peut s'attendre à ce que les personnes seules, les familles nombreuses, les personnes âgées, les jeunes, les gens du voyage etc. aient leurs spécificités alimentaires. Toutes les personnes ayant droit à l'aide alimentaire peuvent demander la carte Sortir ![14]En effet, si la personne ne correspond pas exactement aux critères d'attribution, une dérogation peut être accordée[15]. Choisir les critères Sortir ! existant ferait passer à côté : des étudiants en situation de pauvreté, des personnes juste au-dessus du seuil d'attribution, des

[13] La thématique de l'accès à l'alimentation des personnes âgées mériterait une étude en tant que telle, car c'est un public qui comporte de grandes spécificités

[14] Si elles résident dans les communes partenaires, ce qui n'est pas forcément le cas. On rappelle que 11 communes de la métropole ne sont pas partenaires du dispositif en 2018 : Miniac sous Bécherel, La Chappelle Chaussée, Romillé, Gévezé, Saint Grégoire, Cesson Sévigné, Le Verger, Chartres de Bretagne, Noyal chatillon sur seiche, Saint Armel, Corps Nuds. Des communes proches de Rennes comme Noyal sur Vilaine peuvent aussi ne pas faire partie de Rennes Métropole.

[15] Environ 100 dérogations sont délivrées par an (discussion avec la chargée de mission carte Sortir !).

populations aux revenus corrects mais distantes de l'alimentation durable. Il serait aussi difficile d'atteindre l'éternel public en situation précaire que les politiques sociales n'arrivent pas à toucher, qui sont par exemple les 70 000 ayant-droit de la carte Sortir ! n'en faisant pas la demande. L'hypothèse 1.2 : *La délimitation du public Sortir ! ne semble pas embrasser toute la population précaire qui pourrait faire l'objet d'une éventuelle politique alimentaire* est donc **validée**. Elle est aussi **tempérée** dans la mesure où une très grande partie de la population est déjà potentiellement touchée par le barème mis en place dans le dispositif préexistant, déjà beaucoup plus large que les minimas sociaux d'habitude utilisés pour la mise en place de politiques sociales. La réponse à la question de recherche 1 **-Dans quelle mesure serait-il judicieux de s'inspirer du dispositif d'accès à la culture pour construire un dispositif d'accès à l'alimentation durable ?-** sera donc résumée par l'analyse des forces et faiblesses présentée (Tableau 6)

Tableau 6 : Analyse SWOT - Objectif : Adapter le dispositif d'accès à la culture pour l'accès à l'alimentation durable

FORCES	**FAIBLESSES**
• Même philosophie de fond : réduire des inégalités, déconstruire l'illégitimité, accompagner en plus d'une subvention pour répondre à des prix parfois prohibitifs	• Point de cristallisation sur la notion de 'libre choix'. L'entente sera difficile à trouver sur les produits alimentaires à promouvoir, bio local versus bio GMS
• Praticité de mise en œuvre, grâce à la logistique du dispositif préexistant qui fonctionne déjà	• Quel modèle économique pour financer un tel dispositif dans un contexte de baisse des dépenses publiques ?
• La carte Sortir ! est déjà connue, elle peut être un tremplin pour amorcer le dispositif d'accès à l'alimentation durable	• Certains acteurs intermédiaires comme les travailleurs sociaux ne sont pas réceptifs à ce projet
• Des produits à promouvoir comme le futur label Terre de Source semblent faire l'unanimité	• Le projet ne ferait pas l'unanimité au conseil municipal
• La portée symbolique d'une politique publique, stimulant le sentiment de légitimé d'accès à une alimentation de qualité même quand on est pauvre	• Il est difficile d'évaluer l'impact d'une telle politique publique
• Des structures utilisent déjà la carte Sortir ! de manière volontaire pour stimuler l'accès à l'alimentation durable	• Le passage à la carte korrigo freine la liberté d'initiative des structures qui mettaient en place une ristourne volontaire sur présentation de la carte Sortir !
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
• Les dispositifs d'accompagnement existent déjà sur l'aire rennaise, il suffirait juste d'établir des partenariats	• Que dans la pratique l'accompagnement soit relégué au second plan
• L'alimentation pourrait attirer beaucoup de gens vers le dispositif, et stimuler l'accès aux droits (transports et sortir)	• L'alimentation pourrait attirer beaucoup de gens vers le dispositif culturel, qui ne pourrait pas suivre financièrement si tous les ayant droit se mettait à l'utiliser
• Certaines GMS sont volontaires pour lancer des expérimentations	• Travailler avec les GMS serait intéressant mais difficile dans le fonctionnement classique de celles-ci
• L'accessibilité sociale à l'alimentation durable prend de plus en plus d'ampleur au niveau national, avec des financements associés	• Si le dispositif d'accès à l'alimentation durable est dépendant d'une subvention, c'est le risque d'un retour à la case départ le jour où il n'y en a plus
• Les élections municipales approchent et la Ville de Rennes semble bien aimer communiquer sur les aspects de durabilité	• Les élections municipales approchent et un changement de municipalité pourrait arrêter le projet en cours de route

PARTIE 3 – COMMENT S'ALIMENTE LE PUBLIC CIBLE ?

I. Méthodologie

La commande du stage portait sur l'étude des modes d'accès à l'alimentation du public cible. En effet, bien connaître l'existant est essentiel pour pouvoir penser une politique adaptée. Les hypothèses associées à la question de recherche '**Comment s'alimente le public cible ?'** sont :

Hypothèse 2.1 : *La population précaire ciblée, qui semble très hétérogène (*Bresson, 2015 ; Pierret, 2013 ; Poulain, 2008*), serait assez homogène en terme d'accès à l'alimentation : approvisionnement en GMS, au moins cher avec recherche de promotions, à pied au plus près de chez soi, peu de pratique de cuisine et forte consommation de plats préparés, mange peu à l'extérieur, fait beaucoup recours à l'aide alimentaire (*Caillavet et al., 2006 ; Poulain, 2008 ; Clochard 2013 ; Plessz et al., 2013).

Hypothèse 2.2 : *Les différences de mode d'accès à l'alimentation au sein du public cible pourraient s'expliquer par des facteurs socio-économiques* (Caillavet et al., 2006 ; INRA, 2010 ; Régnier et a.l, 2006 ; Rigaux, 2011 ; Pinto, 2013)

I.1 • Méthodologie de collecte des données

La Ville de Rennes s'est interrogée sur l'accessibilité à l'alimentation durable des personnes en situation économique difficile. L'échantillon de l'étude s'est donc porté sur le public du dispositif Sortir ! car il y avait une bonne connaissance des conditions d'attribution de la carte. Le choix est fait de réaliser un questionnaire pour décrire les modes d'accès à l'alimentation. Comme nous n'avons pas les adresses mails des détenteurs de la carte, il faut les interviewer in-vivo. L'avantage du questionnaire en présentiel est de permettre une certaine ouverture dans les réponses, ce qui répond à l'objectif de capter la plus grande variabilité possible dans les modes d'accès à l'alimentation. Les questions sont posées les unes après les autres, elles sont souvent reformulées pour une meilleure compréhension. Le questionnaire peut ainsi parfois prendre des airs de discussion et capter d'autres informations[1]. Un codage sera effectué par la suite dans l'objectif de réaliser une Analyse en Composantes Multiples (ACM), méthode permettant de décrire le jeu de données avant de faire une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). Pour interviewer, il est choisi de se poster devant les Espaces Sociaux Communs (ESC)[2] : ils regroupent des structures où se rend le public cible comme les CCAS, CDAS, centre social etc[3]. Les personnes sont abordées de la façon suivante : "Bonjour je suis étudiant, est-ce que vous voulez bien répondre à un petit questionnaire ?". Si cette phrase d'accroche ne fonctionnait pas, parfois était ajouté "c'est à propos de la carte Sortir !". Cela veut dire que les personnes qui se sont arrêtées n'ont pas été sélectionnées

[1] Le questionnaire met minimum 10minutes à être réalisé entièrement, et peut parfois durer 30minutes lorsque des discussions s'engagent.

[2] Le choix a été fait de questionner à l'extérieur plutôt que dans les salles d'attente des ESC, notamment car à l'intérieur les conversations s'entendent et que le regard de l'autre peut être un frein, que les personnes sont en attente d'un rendez-vous parfois important et qu'il est préférable de discuter après le rendez-vous avec la tête un peu plus libre.

[3] Voir l'Annexe V sur le fonctionnement des CCAS qui décrit la composition de chaque espace social commun

sur un quelconque intérêt pour le sujet alimentaire[4]. Environ 1 personne sur 8 s'est arrêtée pour répondre[5] ; 1 à 6 questionnaires étaient réalisés par demi-journée.

→ *Construction du questionnaire*

Le questionnaire utilisé est disponible en Annexe VI. On cherche à répondre aux hypothèses 2.1 et 2.2. Le questionnaire doit faire ressortir la variabilité des modes d'accès à l'alimentation et doit être assez court pour pouvoir être réalisé en entier devant les ESC. Les informations prioritaires qu'on cherche à collecter sont : °les modes d'approvisionnement ; °les questions financières liées à l'alimentation ; °le sentiment de privation alimentaire ; °la place de l'alimentation durable ; °des données socio-économiques. L'Annexe VI présente la justification du choix des questions par rapport à l'information recherchée. La structuration du questionnaire est aussi pensée pour réaliser une ACM suivie d'une Classification. L'ACM est un outil qui permet de décrire le jeu de données. La Classification est un outil qui permet de regrouper des individus qui se ressemblent dans leurs réponses. Le fonctionnement de ces deux outils de traitement des données sera détaillé plus loin.

I.2• Méthodologie de traitement des données

I.2.a° Présentation de toutes les variables questionnées

Les réponses au questionnaire sont entrées dans un tableau. Certaines variables seront présentées sous la forme de graphiques, d'autres sous la forme de fréquence d'occurrence de mots, d'autres seront simplement commentées. La présentation de certaines variables sous la forme de pourcentage d'apparition d'une modalité sous-entend que ces chiffres sont représentatifs. Quel est le degré de représentativité de ces chiffres ? Le questionnaire a été réalisé avec 60 personnes, sur les 15273 adultes détenteurs de la carte Sortir ! à Rennes, ce qui indique une marge d'erreur de 12,63% pour un niveau de confiance de 95%. Pour obtenir seulement 5% de marge d'erreur il aurait fallu enquêter 375 personnes[6]. Néanmoins, la structure des enquêtés se superpose à la structure des utilisateurs de la carte Sortir ! : même structure des âges, un peu plus de femmes que d'hommes, beaucoup de personnes seules ou de familles monoparentales[7], des personnes interviewées sur tous les quartiers de Rennes. On peut dire que notre échantillon est stratifié. On conclut que les résultats obtenus sont assez bien représentatifs, et qu'ils permettent de dresser un bon panorama des différents modes d'accès à l'alimentation.

I.2.b° Un codage des réponses à posteriori a été effectué pour l'ACM

---

[4] Ce qui n'est pas le cas pour les gens ayant accepté de me recevoir en entretien

[5] Les personnes qui ne s'arrêtaient pas disaient souvent « j'ai pas le temps », « je suis pressé », « non merci » ou ne donnaient pas de réponse. Les personnes interviewées ont donc peut-être été sélectionnées sur le facteur temps. Peut-être que dans ces 7/8 de personnes, il y en aurait plus ayant un emploi ou ayant un rythme de vie faisant qu'elles consomment plus de plats préparés ?

[6] Calculé à partir d'un calculateur d'échantillon sur checkmarket.com

[7] 40,7% d'adultes seuls dans l'échantillon par rapport à 38% dans le public ciblé ; 27,1% d'adulte seul avec des enfants, par rapport à 42% dans le public ciblé ; 10,2% de couples sans enfants par rapport à 6% dans le public ciblé ; et 22% en couple avec des enfants par rapport à 14%.

Fig 12 : Variables illustratives utilisées dans l'ACM

ID	Sexe	CodeAge	CodeNivEtu	CodeEmploi	EmploiOuiNon	Nenfants	Nfoyer

ID	Autoprod	activites	Privation	CodeRevenuid	CodeBudgetalim-id	CodePourceBudget

Fig 13 : Variables actives utilisées dans l'ACM

ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim

Montrer comment ont été construites les catégories s'avère très important, puisque la construction des catégories va déterminer la variabilité des réponses. Une catégorisation trop large enlève de la variabilité, une catégorisation trop restreinte rend l'étude illisible et perd sa vocation synthétique. En effet, vu le contexte de l'enquête, il avait été choisi de ne pas poser des questions fermées en faisant cocher la feuille, mais de poser des questions plus ouvertes. Certaines réponses comme la fréquence de prise de repas à l'extérieur ont connu plus de 15 modalités qui ont été recodées derrière pour pouvoir les traiter en ACM. Le détail du choix du codage est disponible en Annexe VIII.

I.2.c° L'Analyse en Composantes Multiples est une méthode qui permet de décrire le jeu de données.

→ Fonctionnement général d'une ACM

L'objectif de l'ACM est de résumer un tableau de données où les individus sont décrits par des variables qualitatives. L'ACM permet d'étudier les ressemblances entre individus du point de vue de l'ensemble des variables, et aussi de dégager des profils d'individus. L'ACM permet aussi de faire un bilan des liaisons entre les variables et entre les modalités (Cornillon et al, 2012). Si certaines variables sont quantitatives, on peut les intégrer dans l'analyse en les découpant en classes. Le traitement des données a été effectué sous le logiciel R à l'aide du package FactoMineR.

→ Raisonnement de l'ACM pour répondre aux hypothèses

On rappelle que le questionnaire a été réalisé en présentiel, que 61 réponses ont été recueillies, que 59 sont exploitables. Après des premiers tests d'ACM il a été choisi d'enlever les individus 43, 51 et 60 du jeu de données. Ces individus avaient des profils très particuliers, avec des réponses originales, et qui contribuaient énormément à la construction des axes, de par leurs réponses originales, ce qui empêchait l'analyse de la variabilité du reste des individus. Le profil de chacun de ces individus sera présenté dans les résultats. D'autre part les variables de budget alimentaire, et de pourcentage du budget avaient été mises en 'actives' dans une première ACM avant de choisir de les mettre en 'illustratives'[8]. On cherche donc à voir s'il y a des corrélations entre la pratique de la cuisine, le mode d'approvisionnement et la consommation bio. Comme les 56 individus n'ont

[8] En effet, les modalités "bai_nesaitpas" et "pour_nesaitpas" contribuaient chacune à 21% de la construction de l'axe 1, centrant l'analyse sur ces facteurs, et empêchant d'analyser la variabilité sur le reste

pas répondu de la même façon au 6 questions (Cuisine, CRepasExt, CodeDepla, C2lieuachat,ConsoBio,AideAlim), l'ACM permet d'explorer cette variabilité d'un point de vue multidimensionnel[9] . L'ACM comporte des variables actives et des variables illustratives.

Ici les variables actives servent à dégager différents profils d'individus par rapport à leurs habitudes de consommation alimentaire. Ces variables sont : la fréquence de la pratique de la cuisine, la fréquence de prise de repas hors domicile, le mode de déplacement pour s'approvisionner en aliments, la diversité des lieux d'approvisionnement en alimentation, la fréquence de consommation d'aliments bio et le recours à l'aide alimentaire. Les différentes modalités de réponses à ce jeu de variables feront que des individus se ressemblent plus ou moins. Deux individus qui auront donné un panel de réponses semblables sur ces 6 questions seront proches sur le nuage des individus. Deux individus ayant donné les mêmes réponses sur presque toutes les questions, mais l'un ayant répondu une modalité très rare sur une, se retrouveront éloignés sur le nuage des individus car cette modalité contribuera beaucoup à la construction des axes.

Les variables illustratives ne servent pas à la construction des axes mais permettent éventuellement d'expliquer des ressemblances de réponses entre individus[10]. L'Annexe VII, très importante, présente la justification des hypothèses qu'on cherche à tester par les variables illustratives.

I.2.d° La Classification Ascendante Hiérarchique est une méthode qui permet de regrouper des individus qui se ressemblent dans leurs réponses.

La Classification Ascendante Hiérarchique a pour objectif de construire une hiérarchie sur les individus selon leurs réponses aux variables. Cette classification est possible sur des variables qualitatives grâce à l'ACM qui permet de passer des variables qualitatives (enquête), à des variables quantitatives (résultats de l'ACM) qui sont les coordonnées des individus sur les axes de l'ACM (Cornillon et al., 2012). La classification fournit un arbre hiérarchique qui montre les distances entre individus et groupes d'individus et donne une idée du nombre de classes dans le jeu de données. On peut alors utiliser une méthode de partitionnement qui est le K-Means pour consolider les classes obtenues en coupant l'arbre. Une partition est intéressante quand les individus d'une même classe se ressemblent et que les individus de deux classes différentes sont éloignés. Les classes sont donc construites pour avoir une faible variabilité intra-classes et une forte variabilité inter-classes. Pour interpréter une classification on cherchera à décrire les caractéristiques d'une classe et de son parangon[11]. Une modalité est considérée significativement caractéristique d'une classe lorsque la probabilité critique du test du Khi Deux entre la variable

[9] L'ACM étudie toutes les variables d'un seul coup et non pas les variables deux à deux. Comme le cerveau humain ne peut pas penser au-delà de trois dimensions, l'analyse factorielle permet d'extraire les principales dimensions pour les présenter sur un seul plan, lui interprétable.

[10] Par exemple, peut-être que tous les individus qui ne mangent jamais hors domicile auraient plus de 65 ans et vivraient seuls (ce qui est faux).

[11] Le parangon est l'individu le plus proche du barycentre de la classe, qui décrit au mieux les réponses types de la classe concernant les variables significativement associées à celle-ci

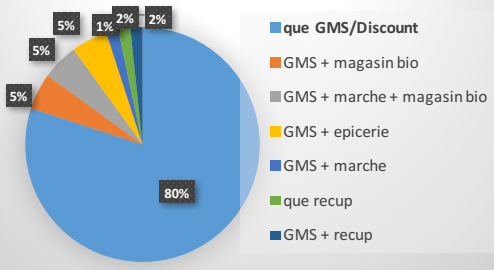
qualitative et la variable est inférieur à 5%. En d'autres termes une modalité caractérise significativement une classe quand p-value<0,05. Ici, la classification est réalisée pour voir s'il y a des groupes de personnes qui ont des réponses qui se ressemblent sur les six variables et, le cas échéant, si ce groupe a des caractéristiques socio-économique ou alimentaires spécifiques.

II. Résultats

II.1• Analyse variable par variable

II.1.a° La plupart des enquêtés ne consomment qu'en GMS et cuisinent très souvent

Fig 14 : Lieux d'approvisionnement alimentaire principaux



Lorsqu'il est demandé de citer les trois lieux d'approvisionnement alimentaires les plus fréquentés, 80% des personnes citent trois noms de supermarchés.

Quelques personnes disent également s'approvisionner par d'autres moyens comme dans des épiceries, des magasins spécialisés, ou des marchés[12]. La figure 15 présente l'occurrence des réponses à la question "en une phrase pouvez-vous me dire pourquoi vous allez à ce lieu" ? Les réponses présentées regroupent tous les lieux d'achat[13].

Fig 15 : Occurrence des facteurs influençant le choix du lieu d'approvisionnement alimentaire

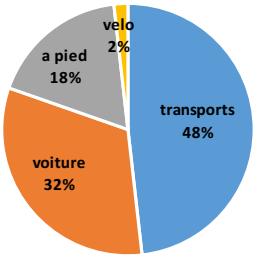
On voit que les deux facteurs justifiant le plus souvent le choix d'un lieu d'approvisionnement sont le prix et la proximité, largement en tête. Arrivent ensuite : la diversité de choix, la recherche de qualité et l'habitude. Est également cité le fait d'aller à un endroit pour un produit précis (couches, aliment spécifique). Certains vont dans un magasin pour des raisons de proximité à un autre endroit où ils se déplacent d'habitude (école, poste, ami-e, travail, activités des enfants). Une personne en fauteuil roulant choisit les endroits selon leur accessibilité en bus. D'autres ciblent un lieu pour

[12] Les entretiens montrent que même chez des personnes ayant cité trois noms de supermarchés, ils utilisent finalement beaucoup de modalités d'approvisionnement qui ne sont pas ressortis lors du questionnaire. Les personnes ne citent pas non plus spontanément l'aide alimentaire. Le recours au "drive" n'apparaît aucune fois dans le public enquêté alors que cette pratique prend de l'ampleur en France (Deprez, 2016). La livraison à domicile ne transparaît pas non plus dans notre enquête.

[13] Tout le monde n'a pas répondu à cette question, certains ont répondus pour certains lieux et pas pour d'autres, car parfois les gens ne savent pas.

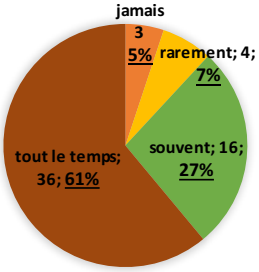
accumuler des points sur la carte fidélité. D'autres lieux sont des lieux de dépannage quand il manque un produit[14].

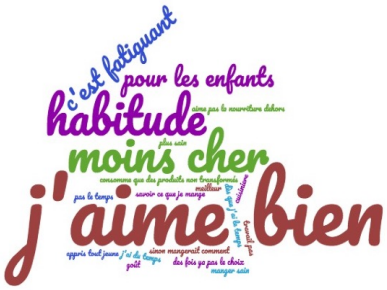
Fig 16 : Modes de déplacement pour l'approvisionnement alimentaire



La plupart des gens (66%) se déplacent à pied ou en transport en commun pour s'approvisionner en aliments. Une seule personne enquêtée se déplace en vélo. Il y a 32% qui y vont en voiture et ce n'est parfois pas leur voiture mais celle d'un proche. 5 personnes ont une voiture mais préfèrent utiliser un autre moyen de transport, car l'essence coûte cher

Fig 17 : Fréquence de la pratique de la cuisine au domicile et le pourquoi.

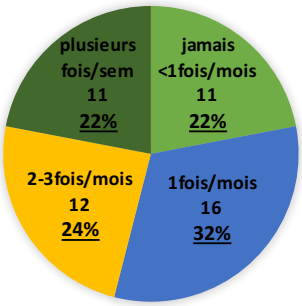




La pratique fréquente de la cuisine au domicile est très majoritaire (88%) parmi le public enquêté. Ici, cela indique que les personnes en situation de précarité ont gardé l'habitude de faire la cuisine. Les réponses à la question de savoir pourquoi la cuisine est pratiquée sont représentées sur un nuage de mots. Sur les 40 réponses données, le facteur qui revient le plus souvent est le fait de bien aimer cuisiner. Il ressort ensuite le fait d'avoir pris l'habitude de cuisiner, et le fait que cela revienne à moins cher. En effet, chez ce public en situation de précarité, cuisiner des produits bruts peut revenir à moins cher que d'acheter des plats préparés.

Les personnes qui cuisinent rarement ou jamais indiquent souvent que c'est parce que c'est fatiguant, et parfois parce qu'ils n'ont pas le temps[15]. D'autre part, 51% des enquêtés ne consomment jamais de plats préparés et 27% qu'une seule fois par semaine. La fréquence de prise de repas hors domicile varie selon les enquêtés, mais elle est globalement faible comparé à la population globale.

Fig 18 : Fréquence et lieux de la prise de repas hors domicile.



Globalement ce public consomme peu hors domicile comparé à la population française où un repas sur cinq serait consommé à l'extérieur (LCA conso, 2018). D'après Statista 2018, 13% de la population française n'irait jamais manger hors domicile, contrairement à 22% ici. Le facteur économique est souvent avancé pour expliquer le fait de ne vraiment jamais manger à l'extérieur.

[14] La question sur l'usage d'une liste de course n'a pas réussi à mesurer le degré d'organisation de l'approvisionnement car il y a des personnes qui répondent oui qui suivent la liste, et d'autres qui ne la suivent pas. Il y a des personnes qui répondent non car elles ne sont pas organisées, et d'autres car elles sont ultra-organisés et n'en ont pas besoin.

[15] Sont aussi ressortis les facteurs santé, gustatif, confiance dans sa nourriture, et occuper son temps libre

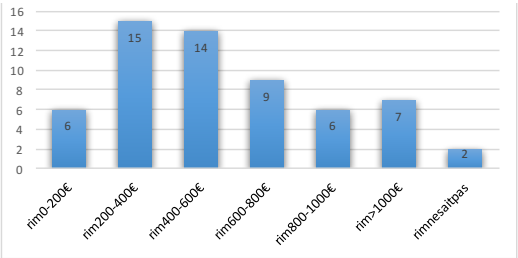
Le public cible connaît également une sur-représentation des personnes mangeant plusieurs fois par semaine à l'extérieur. Avec 22% mangeant à l'extérieur plusieurs fois par semaine, le public enquêté est largement au-dessus de la moyenne nationale de 3%. Cela montre qu'il y a une partie du public enquêté qui mange très souvent au fast-food.

En effet, sur 35 réponses concernant les restaurants fréquentés, c'est presque toujours la restauration rapide qui est citée (sauf pour 3 personnes qui citent le restaurant ou la crêperie).[16]

II.1.b° Le public enquêté est ancré dans la précarité.

Presque la totalité des enquêtés ont la carte Sortir ! depuis plusieurs années, ce qui indique une situation de précarité prolongée. La plupart sont à Rennes depuis longtemps et comptent rester, sauf une poignée d'entre eux qui disent vouloir partir car le coût de la vie n'est plus abordable à Rennes. Sur la figure 19 on constate qu'il y au sein du public enquêté de grandes disparités sur les niveaux de ressources (ramené au nombre de personnes dans le foyer).

Fig 19: Répartition du revenu individuel par mois (rim)



Au sein du barème Sortir ! certains foyers peuvent toucher 1000€ pour 3 personnes, et d'autres 1000€ pour une personne. On rappelle que l'on ne sait pas si les revenus déclarés lors du questionnaire comprennent les APL etc.

D'autre part, seulement 13 personnes sur 59 ont un emploi (22%)[17]. Il y a également 32 personnes qui indiquent ne participer à aucune activité, ce qui pourrait témoigner d'un certain isolement social. Il y a 24 personnes qui vivent seules (40%) ; sur 29 foyers ayant des enfants, 16 sont en situation monoparentale (27%). Dans ce contexte de précarité, une partie importante des enquêtés fait appel à l'aide alimentaire (19%)[18], mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Parmi les 81% qui ne font pas appel à l'aide alimentaire aujourd'hui, 20% disent avoir fait appel à l'aide alimentaire par le passé, ce qui témoigne de situations difficiles par le passé. Parmi le public enquêté, 53% des personnes ont l'impression de se priver en alimentation. C'est largement supérieur à la moyenne si l'on compare à la mesure de 9 critères de satisfaction alimentaire en France, où l'insatisfaction dépasse très rarement 20% (ANIA, 2015). Dans ce contexte d'insatisfaction, quelles sont les volontés d'améliorations évoquées par le public enquêté ?

16 Comme une partie du public enquêté ne travaille pas, il semble assez éloigné de la culture "sandwich en boulangerie le midi"

17 INSEE 2015 indique qu'à Rennes il y a 11% de chômeurs parmi les actifs, et 6,7% d'inactifs qui ne sont ni des étudiants ni des retraités.

18 Contre 7% dans la population globale française

Fig 20 : Classification des volontés d'améliorations alimentaires citées 31 personnes enquêtées

- Je prendrai que des produits bon pour la santé ça c'est clair, je mangerais que bio
- Au 15 de chaque mois je mange des pâtes
- J'achèterais des produits de meilleure qualité, de marque, des produits plus chers comme du crabe, je mangerais plus souvent de poisson
- J'achèterais plus et plus en bio
- J'achèterais un terre pour produire mes propres légumes
- Plus de viande, des produits un peu mieux, et pas en date limite
- De la viande de meilleure qualité, les légumes plus en bio, et tester des recettes avec des nouveaux produits
- Plus de trucs qui font plaisir, plus de marques
- Des produits de meilleure qualité
- Chercher la qualité, à 42 ans on est plus étudiant, on mange pas pareil
- Peut-être aller manger à l'extérieur
- On se prive beaucoup, je paye les factures d'abord
- Je prendrais des choses de meilleure qualité, je mangerais que du bio, ce que je faisais avant quand j'avais un travail
- On se prive beaucoup
- C'est un contexte particulier, je ne peux pas partir loin de chez moi, je dois faire avec ce qu'il y a autour
- Aujourd'hui j'achète vraiment que ce dont ona besoin, si j'avais plus d'argent je me ferais plus souvent plaisir
- Plus de viande et de poisson
- Sur certains produits on se limite comme la viande
- J'achèterais de tout, en fin de mois on se limite, c'est dur
- J'achèterais plus d'ailes de poulet magawa
- Plus de qualité, des choses meilleures, du bio par exemple
- Je prendrais des choses de qualité, certaines sous-marques sont très bien, mais pour d'autres produits pas du tout, donc j'achetèrais des marques de meilleures qualité
- Plus de viande
- Des envies, des choses qui sont plus chères
- Plus de jus, plus de coca, des gateaux, des produits plus chers bons pour la santé
- Manger plus de produits naturels comme des légumes
- Améliorerait dans tout, je ne sais pas moi
- Peut-être manger mieux, equilibré
- Acheter plus de choses que d'habitude on ne peut pas acheter
- Tout est très bien, mais peut-être que si j'avais plus d'argent j'achèterais des supers produits
- J'achète n'importe quoi, j'aimerais apprendre à cuisiner les aliments d'ici

Légende : QUALITE/PLUS/BIO/PLAISIRS/ NUTRITION/VIANDE-POISSON

Sur 31 réponses données par les personnes insatisfaites par leur alimentation, ressortent les volontés de manger plus tout simplement, et aussi d'acheter plus de viande ou de poisson, aliments sur lesquels elles se privent beaucoup. D'après l'étude de Poulain (2008), la viande est survalorisée par les personnes précaires. Ressort également le fait de se faire plus souvent plaisir, il y a par exemple des personnes qui aimeraient bien manger à l'extérieur. Le fait de vouloir manger 'plus équilibré' est moins souvent évoqué. Le fait de vouloir manger des produits de meilleure qualité est très souvent cité. Pouvoir manger plus d'aliments labellisés bio est mentionné par des personnes qui souhaiteraient avoir une alimentation 100%bio. La volonté de consommer des produits bio n'est donc pas incompatible avec certaines situations de précarité. L'étude de Poulain 2008 montrait que les personnes précaires[19] souhaitaient modifier quantitativement leur alimentation, alors que les autres groupes sociaux citaient plutôt des améliorations qualitatives. **Nos résultats montrent des souhaits tant quantitatifs que qualitatifs**, même chez des personnes en grande précarité.

II.1.c° Ce n'est pas parce qu'on est en situation de précarité que l'on a pas envie de manger des produits bio.

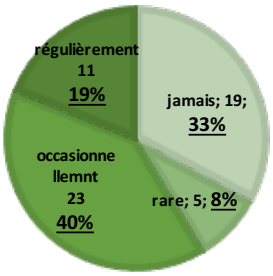
Les produits labellisés bio ont été utilisés comme indicateurs de l'alimentation durable[20]. La figure 21 montre que la consommation de produits bio n'est pas si rare que ça chez le public enquêté, puisque seulement 41% ne consomment rarement ou jamais de produits bio[21]. Un tableau croisé permet d'identifier la consommation de bio chez les personnes faisant appel à l'aide alimentaire.

[19] Le public précaire de l'étude de Poulain (2008) concerne une population plus restreinte avec un seuil des revenus inférieur au notre.

[20] Ce symbole est confirmé puisque seulement 7 enquêtés sur 60 ne connaissent pas les aliments bio avant explication.

[21] 33% qui ne consomme jamais bio c'est quand même beaucoup par rapport à 8% des français qui disent ne jamais avoir consommé bio au cours des 12 derniers mois. 19% en consomme régulièrement ce qui correspond à la moyenne française de 16% consommant bio quotidiennement (Agence Bio, 2018b), mais on ne sait pas si c'est 16% de la population totale, ou 16% des 92% qui ont consommé bio dans les derniers mois.

Fig 21 : Fréquence de consommation d'aliments bio chez le public enquêté



→ Rapport entre aide alimentaire et consommation bio :

• Sur 11 personnes faisant appel à **l'aide alimentaire**

- 1 consomme bio régulièrement
- 5 consomment bio occasionnellement

• Sur 12 personnes ayant fait appel à **l'aide alimentaire par le passé :**

- 6 consomment bio occasionnellement

Cela signifie que même quand on fait appel à l'aide alimentaire on peut être sensible à l'alimentation durable[22].

BILAN : Comme les structures d'âge, de sexe, de composition des foyers et de quartier de résidence se superposent à la population Sortir ! on admet un certain degré de représentativité des réponses. Le public enquêté consomme en très grande majorité uniquement en GMS, et a plutôt tendance à s'y rendre en transport en commun quand il s'agit de sortir de son territoire de résidence, et à pied quand la GMS est en bas de chez lui. C'est surtout le prix et la proximité qui détermine le lieu d'achat, bien que d'autres facteurs comme la diversité de choix, les habitudes, et la recherche d'un produit précis puissent aussi intervenir. Très majoritairement le public pratique fréquemment la cuisine. Une partie importante ne mange jamais hors domicile, souvent pour des raisons économiques. Par rapport à la population française, un autre groupe mange également très souvent hors domicile, et presque exclusivement en fast-food. La répartition des niveaux de revenus confirme qu'il existe une grande variabilité de pauvreté financière au sein même du barème du public Sortir ! Des informations sur la durée de participation au dispositif indiquent également que la plupart est ancré dans la précarité. Le fait qu'au sein du public certains ne vont plus à l'aide alimentaire montre qu'il y a quand même des évolutions possibles entre les différents niveaux de revenus. 53% du public enquêté a l'impression de se priver en alimentation, ce qui paraît énorme par rapport au degré de satisfaction alimentaire de la population française. Les volontés d'amélioration regroupent : le fait d'acheter plus et notamment plus de viande et de poisson ; de se faire plus souvent plaisir ; d'acheter de meilleure qualité et des produits bio. En effet, les chiffres sur la fréquence de consommation d'aliments bio indiquent que la sensibilité à l'alimentation durable n'est pas incompatible avec certaines situations de précarité. La réalisation de seulement trois questionnaires en dehors de Rennes (Mordelles) ne permet pas de conclure sur les spécificités du facteur géographique, mais à première vue il ne semble pas y avoir de grandes différences.

L'analyse en correspondance multiple permettra de voir si certaines modalités d'accès à l'alimentation sont corrélées à d'autres, et si certains types d'accès à l'alimentation peuvent être expliqués par des facteurs socio-économiques spécifiques.

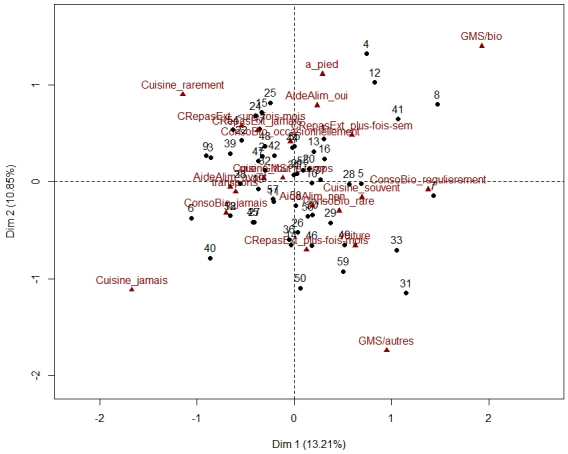
[22] Les entretiens montreront que c'est surtout les aspects santé qui motivent la consommation d'aliments bio, et moins les aspects environnementaux ou développement du territoire/économie locale. Notons tout de même que sur 11 personnes consommant bio régulièrement, une seule fait appel à l'aide alimentaire

II.2 • ACM et CAH : décrire le jeu de données, chercher des corrélations entre variables, regrouper des individus qui se ressemblent, identifier des facteurs socio-économiques explicatifs.

II.2.a° Résultats de l'ACM

Le jeu de données utilisé pour l'ACM est différent du jeu de donnée obtenu par le questionnaire. En effet, seule les variables utiles pour l'ACM ont été conservées, qui ont ensuite été codées comme présenté dans la partie méthodologique. Les trois individus enlevés de l'analyse[23] seront décrits après la classification, comme représentant des classes à part entière. Certaines variables sont-elles liées entre-elles ?

Fig 22 : Graphique des individus et des modalités actives



Le premier plan factoriel comporte 24,06% de l'information. Le premier axe avec une inertie de 13,21% explique plus la répartition des individus que le deuxième avec 10,85%. Étudier les liaisons au carré des variables permet de comprendre quelles variables contribuent à construire les axes et comment sont séparés les individus. L'axe 1 sépare à droite les individus qui vont en magasin bio en plus des supermarchés/qui consomment bio régulièrement/qui cuisinent souvent ; à gauche les individus qui ne vont qu'en GMS/qui ne cuisinent jamais/ qui ne consomment jamais de bio. L'axe 2 place ceux qui se déplacent à pied en haut ; ceux qui prennent la voiture/mangent plus d'une fois par mois hors domicile/ 'GMSautres' en bas.

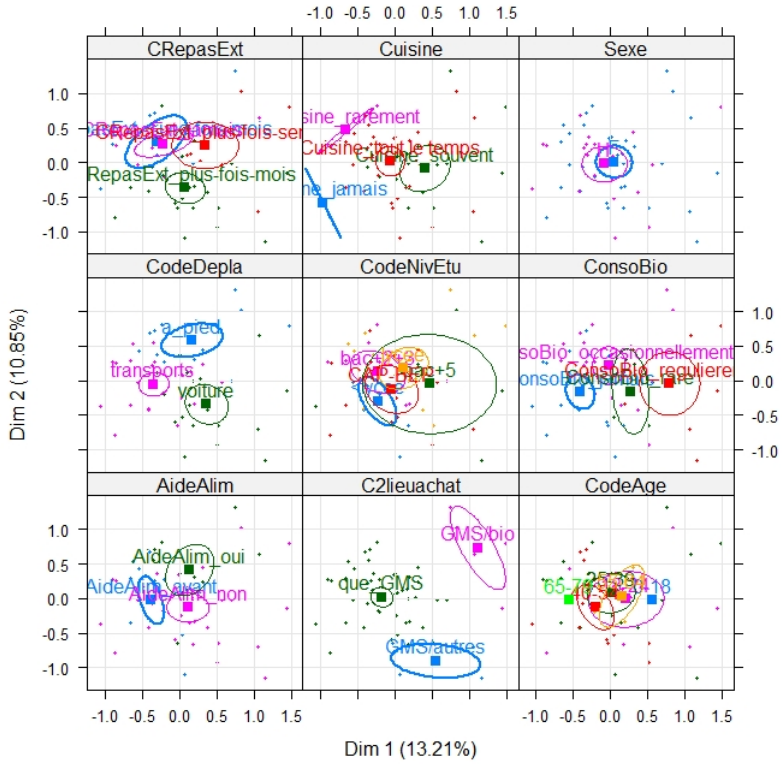
Cette première analyse permet d'avancer que la modalité "GMS/bio" semble corrélée à la modalité "consobio_regulierement", qui pourrait aussi être corrélée à la modalité "cuisine_souvent". Le reste des modalités actives ne semblent pas explicitement corrélées entre elles. **Des modalités illustratives sont-elles corrélées à des modalités actives ? (Hypothèse 2.2).** Le graphique des modalités actives et illustratives semble montrer qu'il n'y a pas de corrélation évidente entre les variables actives et illustratives. Cela montre que la diversité de pratiques alimentaires ne peut pas être expliquée par les critères sociaux testés sur notre échantillon. La consommation de bio régulière n'est corrélée ni à l'âge, ni aux revenus, ni à …etc. Cette analyse vaut pour toutes les modalités, mais on peut quand même la préciser grâce aux graphiques des ellipses, figure 23.

→ Les ellipses ne se chevauchent pas ou peu sur les 6 variables actives, ce qui est normal puisque ce sont celles qui ont servi à séparer les individus sur les axes.

→ On voit que les modalités illustratives de l'âge, du sexe, du nombre d'enfants, du nombre de personnes au foyer, du sentiment de privation alimentaire, du statut de l'emploi, de la participation à des activités, ont des ellipses qui se chevauchent et sont globalement au centre du nuage. Cela veut dire que sur les 56 enquêtés, ces facteurs ne sont pas significativement explicatifs d'un type d'accès à l'alimentation par rapport aux 6 variables étudiées.

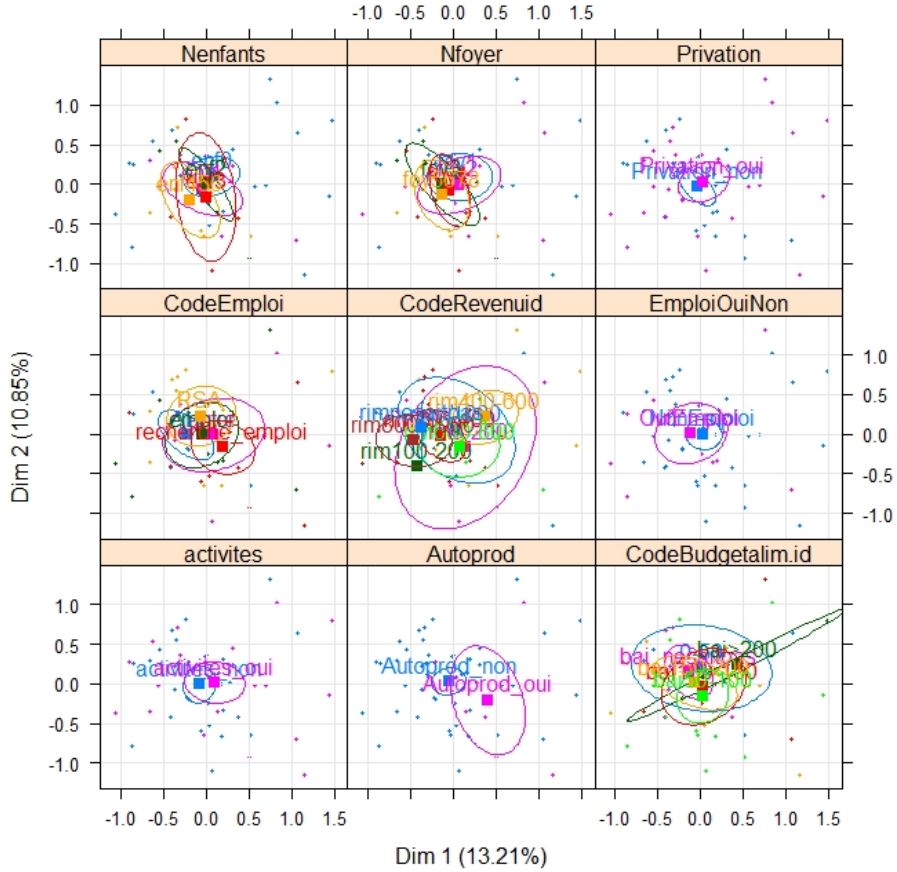
[23] Voir méthodologie page 40

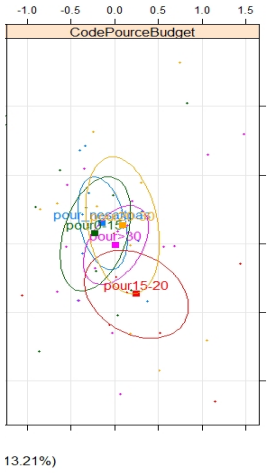
Fig 23 : Graphique des ellipses pour chaque variable.



Des ellipses qui se chevauchent indiquent que la population n'est pas très séparée sur la question donnée.

Des ellipses qui ne se chevauchent pas indiquent que le comportement des enquêtés est significativement différent sur cette question.





Retour aux hypothèses de l'ACM[24] :

Dans notre enquête, le sexe ne semble pas avoir d'influence sur la variabilité des réponses. L'âge ne ressort pas comme étant un facteur explicatif du mode de déplacement et du lieu d'approvisionnement[25]. Les jeunes adultes n'ont pas significativement moins envie de faire la cuisine. Dans notre enquête il n'y a aucune catégorie d'âge davantage consommatrice d'aliments bio. Le niveau d'étude n'est pas non plus un facteur significatif des comportements étudiés, toutes les ellipses étant confondues au centre du nuage. On remarque quand même que la modalité "bac+5" est positivement corrélée à la droite de l'axe 1 (l'ellipse s'étend vers la droite), soit les GMS/bio et consommation de bio régulièrement, mais elle n'est pas significativement différente des autres modalités de niveau d'étude[26]. Le rapport à l'emploi et donc sa temporalité associée ne semble pas, dans notre enquête, expliquer un mode d'accès à l'alimentation plus qu'un autre. Le fait d'avoir des enfants ne semble pas expliquer un type d'accès à l'alimentation spécifique : cela n'explique pas significativement une sensibilité à l'alimentation bio ou une prise de repas hors domicile plus fréquente par exemple. Le fait de cuisiner tout le temps ne semble pas être significativement expliqué par le fait d'être une famille nombreuse. Le fait de vivre seul n'est pas significativement corrélé au fait de ne jamais faire la cuisine. Pour l'autoproduction l'ellipse s'étend vers le bas à droite : autoproduire serait donc positivement associé au fait de consommer bio régulièrement, mais ça n'est pas significatif puisqu'elle se chevauche avec la modalité "non". La participation à des activités n'est pas explicative d'un mode d'accès à l'alimentation en particulier. Les personnes qui ont le sentiment de se priver en alimentation n'ont pas une structure de réponse spécifique par rapport aux six variables. Ceux qui considèrent se priver en alimentation ne sont pas exclusivement ceux qui ont très très peu de revenus. Tous les cas de figures existent chez les personnes qui ont le sentiment de se priver en alimentation : aide alimentaire ou pas, forts ou faibles revenus[27], consommation bio ou pas, différents niveaux d'études et d'âges, etc. Dans notre enquête, le sentiment de privation ne dépend pas plus du pourcentage du revenu alloué à l'alimentation que de son montant réel. Les facteurs liés aux revenus et au budget alimentaire ne sont pas significativement explicatifs d'une structure de réponse aux 6 variables. Le comportement des individus qui consomment bio régulièrement, qui vont en magasin bio en plus des supermarchés, et qui cuisinent souvent (à droite de l'axe1) ne sont pas significativement expliqués par de hauts revenus ou un fort budget alloué à l'alimentation. Toutes les ellipses des 3 variables - revenu, budget, pourcentage du revenu alloué à l'alimentation- se chevauchent au centre du nuage. La diversité des comportements par rapport aux six variables actives regroupe tous les types de situations concernant le revenu, le budget en valeur et en pourcentage. Les six variables actives prise ensemble, ou une par une, ne semblent pas être expliquées par les variables explicatives testées. **Globalement il ne semble pas se dégager de grands facteurs explicatifs de la diversité des réponses concernant le lieu d'approvisionnement et les modes de déplacement, la consommation bio, la pratique de la cuisine, la prise de repas hors domicile et le recours à l'aide alimentaire**. Alors l'**hypothèse 2.2** *Les différences de mode d'accès à l'alimentation au sein du public cible pourraient s'expliquer par des facteurs socio-économiques* **serait réfutée**.

[24] Voir la construction des hypothèses de l'ACM en Annexe VII

[25] Néanmoins une seule personne de plus de 65 ans a été enquêté.

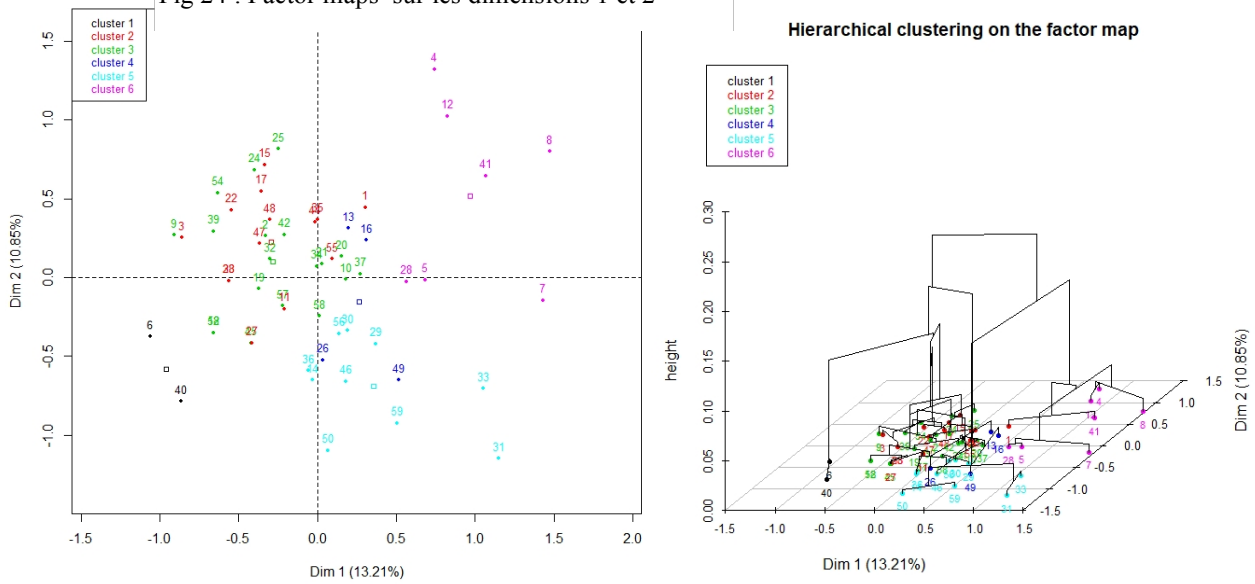
[26] On rappelle également que notre étude porte sur un public à faible niveau de ressources et parfois en situation de précarité, et non sur la population globale, qui aurait pu montrer plus d'importance du facteur de niveau d'étude, comme chez Kesse-Guyot et al. (2017)

[27] Au sein de la gamme de faibles revenus du public enquêté

II.2.b° Résultats de la Classification.

Pour aller plus loin, la Classification Ascendante Hiérarchique a regroupé des individus, qui se ressemblent par rapport à leurs réponses aux six questions[28], et a distingué 6 classes[29] :

Fig 24 : Factor maps sur les dimensions 1 et 2



Chaque classe est désignée par un numéro qu'on utilisera pour les nommer. Nous interprétons les classes grâce aux tableaux des résultats de la partition, qui indiquent les variables significativement associées à chaque classe, et l'individu le plus représentatif de la classe formée (parangon).

Classe 1 : Regroupe deux individus, le 6 et le 40.

```
$`1`
                          Cla/Mod Mod/Cla    Global      p.value   v.test
Cuisine=Cuisine_jamais 100.00000     100  3.571429 0.0006493506 3.410117
CodeEmploi=emploi       16.66667     100 21.428571 0.0428571429 2.025100
```

Il y a 100% d'individus appartenant à la classe 1 parmi la réponse "cuisine_jamais". Seuls les deux individus de la classe 1 ont répondu qu'ils ne cuisinaient jamais. C'est ce qui fait leur originalité et qui a fait que l'algorithme de partitionnement forme une classe en tant que tel.

Ce qui caractérise cette est la réponse 'jamais' à la pratique de la cuisine:

ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
6	jamais	<une-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non
40	jamais	plus-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non

Le retour à la prise de note de l'enquête montre que l'individu 6 ne **cuisine jamais** car c'est sa mère qui cuisine chez lui pour les deux. Id06 pourrait donc être transféré à la classe 2. L'id40 ne cuisine jamais car elle n'aime pas faire la cuisine et ne consomme que des plats préparés et surgelés. Ces deux individus ont un emploi et la **modalité illustrative "emploi" est significativement associée à cette classe**. Cette classe est intéressante puisqu'elle témoigne à travers l'id40, du fait de ne jamais cuisiner et de toujours manger des plats préparés ou surgelés.

[28] On rappelle que la classification n'est effectuée que sur les 5 premières dimensions de l'ACM. Les dimensions 3, 4 et 5 n'ont pas été analysés précédemment mais sont utilisées pour regrouper des individus qui se ressemblent. Il est possible que des individus e soient pas proches sur les dimensions 1 et 2, mais soient très proches sur les dimensions 3, 4 ou 5.

[29] Il a été demandé au logiciel R de choisir le nombre optimal de classes à partir d'un algorithme de partitionnement

Classe 2 : Regroupe 14 individus

```
$`2`
                                      Cla/Mod    Mod/Cla   Global
CRepasExt=CRepasExt_jamais          90.909091  71.428571 19.64286
ConsoBio=ConsoBio_jamais            47.619048  71.428571 37.50000
Cuisine=Cuisine_tout le temps       36.363636  85.714286 58.92857
C2lieuachat=que_GMS                 30.434783 100.000000 82.14286
Cuisine=Cuisine_souvent              5.882353   7.142857 30.35714
CRepasExt=CRepasExt_plus-fois-mois   4.166667   7.142857 42.85714
                                        p.value    v.test
CRepasExt=CRepasExt_jamais          0.0000002872355  5.131635
ConsoBio=ConsoBio_jamais            0.0040397241262  2.875043
Cuisine=Cuisine_tout le temps       0.0202889741222  2.320961
C2lieuachat=que_GMS                 0.0413244824224  2.040260
Cuisine=Cuisine_souvent             0.0289850147068 -2.183690
CRepasExt=CRepasExt_plus-fois-mois  0.0015986677176 -3.156150
```

71% des individus de la classe 2 répondent ne **jamais prendre de repas hors domicile**, comparé à 19% pour la population totale. La classe 2 concentre 90% des gens ayant répondu ne jamais manger à l'extérieur. 71% des individus de la classe 2 répondent ne **jamais consommer bio**, contre 37% dans la population globale. La classe 2 concentre 50% des gens ayant répondu ne jamais consommer bio. 85% des individus de la classe 2 disent **cuisiner tout le temps**. En résumé : la classe 2 regroupe des individus ne prenant jamais de repas hors domicile, ne consommant jamais bioet qui cuisinent tout le temps. Le tableau des sorties indique que le parangon -individu le plus proche du barycentre- est le 47 :

ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
47	tout le temps	jamais	occasionnellement	transports	que_GMS	non

Il n'y a **pas de modalité illustrative significativement associée** à cette classe. On aurait pu imaginer que le fait de ne jamais manger à l'extérieur et de cuisiner tout le temps était associé à un très faible niveau de revenu, ou à un foyer très nombreux, mais on ne peut pas l'affirmer de manière significative à partir de notre enquête.

Classe 3 : Regroupe 19 individus

```
$`3`
                                      Cla/Mod   Mod/Cla   Global      p.value
ConsoBio=ConsoBio_occasionnellement 61.90476  68.42105 37.50000 0.0009696069
AideAlim=AideAlim_avant             69.23077  47.36842 23.21429 0.0040431059
C2lieuachat=que_GMS                 41.30435 100.00000 82.14286 0.0097826167
CodeDepla=transports                52.00000  68.42105 44.64286 0.0131134621
CRepasExt=CRepasExt_<une-fois-mois  70.00000  36.84211 17.85714 0.0140199958
CRepasExt=CRepasExt_jamais           0.00000   0.00000 19.64286 0.0057419707
                                       v.test
ConsoBio=ConsoBio_occasionnellement  3.299200
AideAlim=AideAlim_avant              2.874779
C2lieuachat=que_GMS                  2.583420
CodeDepla=transports                 2.480673
CRepasExt=CRepasExt_<une-fois-mois   2.456751
CRepasExt=CRepasExt_jamais          -2.762164
```

68% des individus de la classe 3 répondent **consommer bio occasionnellement**, ce qui représente 62% des réponses concernant cette modalité dans la population totale des enquêtés. 47% des individus de la classe 3 répondent avoir fait appel à **l'aide alimentaire par le passé**, ce qui représente 69% des réponses concernant cette modalité dans la population totale. Tous **s'approvisionnent exclusivement en GMS**. 68% se déplacent en **transport en commun** : c'est-

à-dire qu'ils ne vont pas juste en bas de chez eux à pied, et font l'effort de prendre le transport en commun pour aller dans les GMS en périphérie de Rennes. Une partie de cette classe peut aussi être caractérisée par le fait qu'elle **ne prend presque jamais de repas hors domicile**. En résumé : la classe 3 regroupe de manière significative des individus consommant bio occasionnellement, donc qui se sentent concernés par ce sujet ; la plupart on fait appel à l'aide alimentaire par le passé ce qui veut dire qu'ils ont pu être dans des situations inconfortables qui peuvent ressurgir ; toutes ces personnes n'achètent qu'en GMS et sont caractérisés par le fait de faire un effort de sortie du territoire de résidences en utilisant le transport en commun pour rejoindre les GMS. Ce couplage de réponses peut être caractérisé par l'individu 57 :

ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlir
57	tout le temps	plus-fois-mois	occasionnellement	transports	que_GMS	non

Il n'y a **pas de modalité illustrative significativement associée** à cette classe. En effet, les individus peuvent avoir des profils très variés quant aux facteurs âge, sexe, niveau d'étude, situation de l'emploi, revenus, budget alimentaire etc.

Classe 4 : Regroupe 4 individus (13, 16, 26, 49)

```
$`4`
                        Cla/Mod Mod/Cla   Global        p.value   v.test
ConsoBio=ConsoBio_rare      100     100 7.142857 0.000002722644 4.690706
```

Tous les individus de cette classe ont répondu qu'ils **consommaient rarement des aliments bio**, ce qui représente 100% des réponses concernant cette modalité. La classe 4 regroupe donc les individus ayant la modalité "rare" à la consommation bio**.** Les autres modalités varient. Il n'y a **pas de variable explicative significativement associée** à cette classe.

Classe 5 : Regroupe 10 individus

```
$`5`
                                    Cla/Mod Mod/Cla    Global       p.value
C2lieuachat=GMS/autres            100.000000      50  8.928571 0.00006597176
CodeDepla=voiture                  44.444444      80 32.142857 0.00097015924
CRepasExt=CRepasExt_plus-fois-mois 37.500000      90 42.857143 0.00128521285
Autoprod=Autoprod_oui              57.142857      40 12.500000 0.01607900054
Nenfants=enf0                       7.142857      20 50.000000 0.04459499577
Autoprod=Autoprod_non              12.244898      60 87.500000 0.01607900054
C2lieuachat=que_GMS                10.869565      50 82.142857 0.01173096234
                                     v.test
C2lieuachat=GMS/autres             3.990365
CodeDepla=voiture                  3.299040
CRepasExt=CRepasExt_plus-fois-mois 3.219261
Autoprod=Autoprod_oui              2.407117
Nenfants=enf0                     -2.008455
Autoprod=Autoprod_non             -2.407117
C2lieuachat=que_GMS               -2.520136
```

50% des individus de la classe 3 répondent ne **pas s'approvisionner uniquement en GMS**, ce qui représente 100% des réponses concernant cette modalité. Les autres 50% ne s'approvisionnent qu'en GMS, modalité qui est significativement non associée à cette classe, la population globale contient 82% de réponse que GMS. 80% des individus de la classe 3 se déplacent en **voiture pour faire leurs courses**. 90% **mangent à l'extérieur plus d'une fois par mois**. En résumé : la classe

5 est caractérisée par le fait d'aller autre part qu'en GMS mais pas en magasin bio, de se déplacer en voiture, de manger à l'extérieur plusieurs fois par mois mais pas plus d'une fois par semaine. Cette classe peut être explicitée par le parangon 56 :

ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
56	tout le temps	plus-fois-mois	occasionnellement	voiture	que_GMS	non

Le fait de ne pas avoir d'enfants est significativement non associé à cette classe, car cela concerne 20% des individus de la classe, contrairement à 50% pour la population enquêtée. Cette classe est donc caractérisée par le fait **d'avoir des enfants.**

Classe 6 : Regroupe 7 individus

```
$`6`
                                        Cla/Mod   Mod/Cla    Global        p.value
C2lieuachat=GMS/bio                   100.000000  71.42857  8.928571 0.000005497647
ConsoBio=ConsoBio_regulierement        50.000000  71.42857 17.857143 0.001208964916
Nenfants=enf0                          25.000000 100.00000 50.000000 0.005105438402
Privation=Privation_oui                22.580645 100.00000 55.357143 0.011338411866
Cuisine=Cuisine_souvent                29.411765  71.42857 30.357143 0.024101391271
CodeRevenuid=rim400-600                30.769231  57.14286 23.214286 0.048720557405
CodeDepla=a_pied                       30.769231  57.14286 23.214286 0.048720557405
ConsoBio=ConsoBio_jamais                0.000000   0.00000 37.500000 0.028995323335
Privation=Privation_non                 0.000000   0.00000 44.642857 0.011338411866
C2lieuachat=que_GMS                     4.347826  28.57143 82.142857 0.001208964916
```

71% d'individus (5/7) de la classe 6 ont répondu qu'ils s'approvisionnaient **autre part qu'en GMS dont en magasin bio**, ce qui représente toutes les réponses "GMS_bio" de l'enquête. Le même nombre d'individus répond **consommer bio régulièrement**, ce qui regroupe 50% de cette modalité de l'enquête. 71% des individus de cette classe pratique **souvent la cuisine.** En résumé : la classe 6 regroupe les individus consommant bio régulièrement, achetant ce bio dans des magasins spécialisés en plus des GMS, et qui cuisinent souvent. En effet, les personnes consommant bio régulièrement ont probablement un profil engagé et n'achètent pas tout leur bio en supermarché. Elles favorisent d'autres points de vente comme les marchés ou les magasins spécialisés. Consommant bio, ces personnes se retrouvent souvent avec des produits bruts qu'ils doivent cuisiner, mais pas "tout le temps", puisque ce sont des personnes qui semblent avoir l'habitude de manger à l'extérieur de temps en temps. L'individu réel représentant le mieux cette classe est le 5 :

ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
5	souvent	plus-fois-mois	regulierement	a_pied	que_GMS	non

Une modalité explicative significativement associée à cette classe est le fait de ne **pas avoir d'enfants** : tous les individus de cette classe n'ont pas d'enfants. Cela pourrait insinuer que ne pas avoir d'enfants pourrait être un facteur facilitant la consommation bio vraiment régulière, et non pas "occasionnellement" ou juste de temps en temps. Il se pourrait qu'avoir des enfants peut initier un intérêt pour l'alimentation de qualité et donc du bio et du durable, mais pas forcément permettre d'en consommer très régulièrement par rapport aux coûts associés par exemple. Avoir un **revenu individuel compris entre 400 et 600 euros par mois** est significativement associé à cette classe

et concerne 4/7 d'entre eux. Sur ces 7 individus, 2 sont étudiantes, 1 est en service civique, 3 touchent le RSA, 1 le chômage, 1 est un jeune mineur non accompagné qui touche donc moins de 400 euros. Notre enquête montre donc que ce ne sont pas forcément les personnes à fort revenu (au sein du public précaire) qui constituent cette classe de consommateurs de bio réguliers. Le fait d'avoir le **sentiment de se priver en alimentation** est aussi significativement associé à cette classe (les 7 individus ont le sentiment de se priver en alimentation). En effet, 6 d'entre eux aimeraient pouvoir consommer tout en bio et ressentent donc une privation. L'individu 43[30] enlevé en début d'analyse pourrait être associé à cette classe 6, car il consomme régulièrement bio, il cuisine souvent. Il correspond aux variables illustratives significativement associées à la classe puisqu'il n'a pas d'enfants, il touche entre 400 et 600 euros par mois. Cependant, il n'a pas le sentiment de se priver en alimentation, car il ne se limite pas sur son budget alimentaire.

Classe 7 : L'individu 51 supprimé en début d'analyse pourrait constituer une classe regroupant les personnes qui réussissent à s'approvisionner en dehors de tout système marchand et de tout système d'aide alimentaire traditionnel. En effet, l'id51 ne s'alimente qu'à travers une association d'aide alimentaire participative (Cœur Résistant), où il est bénévole. Il dépense donc 0€ en alimentation. Avec un long parcours de rue, et un niveau d'étude bac+5, cette personne très politisée qui a des valeurs antisystèmes, porte un intérêt aux aliments bio tant pour leurs composantes santé, environnementale, économie locale et développement territorial, mais n'en consomme qu'en fonction des récupérations dans les supermarchés. Son objectif premier est de ne pas contribuer au système marchand. Cette classe pourrait aussi être illustrée par l'id08, jeune en début de parcours de rue, opposé au système financier et marchand. Il a envie de s'approvisionner en aliments à travers ses propres moyens, en récupérant, en se faisant inviter chez des gens et, idéalement, en obtenant un jour un terrain pour devenir le plus autonome possible en alimentation : « le graal pour moi, c'est d'avoir une terre ».

Classe 8 : L'individu 60 supprimé en début d'analyse pourrait constituer une classe regroupant les personnes ayant très peu de contrôle sur leur alimentation et dépendant exclusivement des systèmes d'aides. C'est le cas de ce jeune mineur non accompagné qui mange chaque jour grâce à deux tickets restaurants d'une valeur de 7€50. Il n'a donc pas besoin d'avoir recours à l'aide alimentaire classique jusqu'à ses 18ans. Son budget alimentaire est énorme, mais il n'a aucun revenu. Étant hébergé à l'hôtel il ne peut pas cuisiner[31]. L'id 28 de la classe 6 pourrait également être assimilé à

[30] Le détail des réponses des individus enlevés est disponible en Annexe IX.

[31] Cette situation de non-possibilité de cuisiner à l'hôtel est bien décrite par certains articles comme "Dépendre de l'aide alimentaire caritative, le cas des sans-papiers" (César, 2008)

la classe 8 car c'est un jeune mineur non accompagné qui reçoit un bon d'achat de 50€ par semaine pour s'alimenter[32]. Il n'a pas d'autre choix que de le dépenser en une seule fois dans les magasins partenaires. En tout cas, son alimentation dépend également exclusivement de système d'aide par bon alimentaire du CDAS. L'individue 63, rencontrée plus tard à Mordelles possède un profil similaire : elle alimente tout son foyer exclusivement par l'aide alimentaire classique[33]. Ce sont les Restos du Cœur tous les jeudis et le Secours Populaire une fois par mois. Elle ne peut pas aller à l'épicerie sociale et solidaire de sa zone (épicerie Eissor au Rheu) car cela tombe aussi le jeudi et qu'en plus il faut une contribution financière que souvent elle n'a pas.

BILAN des classes.

Tableau 7 : Description des classes identifiées, de leurs modalités illustratives associées et de leur proportion parmi le public enquêté

ID classe	Description de la classe par les modalités actives	Modalités illustratives significativement associées	%
Classe 1	Ne cuisinent jamais	Ont un emploi	3%
Classe 2	Achète qu'en GMS, ne consomme jamais bio, cuisine tout le temps, ne mange jamais à l'extérieur	/	24%
Classe 3	Achète qu'en GMS, en transport en commun, consomme bio occasionnellement, a fait appel à l'aide alimentaire par le passé	/	32%
Classe 4	"Rare" à la consommation de produits bio	/	7%
Classe 5	N'achète pas qu'en GMS, se déplace en voiture, mange à l'extérieur plusieurs fois par mois	Ont des enfants	17%
Classe 6	Consomme bio régulièrement et n'achète pas qu'en GMS, cuisine souvent et se déplace à pied	Pas d'enfants, sentiment de se priver en alimentation, revenu intermédiaire 400-600€/id	14%
Classe 7	Approvisionnement alimentaire en dehors de tout système marchand et de tout système d'aide alimentaire traditionnel	/	1,5%
Classe 8	Très peu de contrôle sur son alimentation, très dépendant des systèmes d'aides	/	1,5%

II.2.c° Retour à la question de recherche

→ Réponse à la question **Comment s'alimente le public cible ?** en revenant aux hypothèses :

Hypothèse 2.1 : *La population précaire ciblée, qui semble très hétérogène, serait assez homogène en terme d'accès à l'alimentation* OUI et NON *: approvisionnement en GMS* OUI*, au moins cher avec recherche des promotions* OUI et NON *, à pied au plus près de chez soi* NON *, peu de pratique de cuisine et forte consommation de plats préparés* NON*, mange peu à l'extérieur* OUI et NON*, fait beaucoup recours à l'aide alimentaire* OUI.

Bien que de grands traits ressortent, il existe tout de même une grande variabilité dans les modes d'accès à l'alimentation au sein du public cible. La grande majorité ne s'alimente qu'en GMS, mais certains fréquentent aussi les épiceries, les marchés et les magasins bio spécialisés. La plupart recherche les aliments les moins chers, mais il existe aussi d'autres déterminants du choix. Même si la proximité ressort comme un critère de choix du lieu d'approvisionnement, tous ne vont pas au

[32] L'id28 a été assimilé à la classe 6 car il déclare consommer bio régulièrement, mais l'entretien précisera que ce n'est en fait que pour les fruits

[33] En France depuis 2012, ayant 4 enfants et un mari, sans emploi et avec 480€ par mois, elle bénéficie depuis peu d'un logement gratuit, et leur alimentation ne provient que de l'aide alimentaire classique, et peut-être de la cantine pour les enfants

plus près du lieu de résidence : certains prennent les transports ou leur voiture pour aller faire leurs courses plus loin. La grande majorité pratique très souvent la cuisine et il y a globalement très peu de consommation de plats préparés. Ce public se caractérise par le fait qu'une partie ne mange jamais à l'extérieur, pour des raisons économiques, et qu'une autre mange très souvent à l'extérieur dans les fast-food. Une partie importante du public enquêté fait appel à l'aide alimentaire (19%).

Hypothèse 2.2 : *Les différences de mode d'accès à l'alimentation au sein du public cible pourraient s'expliquer par des facteurs socio-économiques* NON et OUI.

L'ACM montre que la diversité des modes d'accès à l'alimentation ne semble pas clairement expliquée par les facteurs socio-économiques testés. Tous les cas de figures semblent possibles. La volonté de consommer des produits de qualité, ou des produits bio par exemple, peut exister sans différence d'âge, de sexe, de niveau d'étude, de niveau de revenus, de rapport à l'emploi, de composition du foyer. La bibliographie sur un public plus large indique que le niveau d'étude a une influence sur la consommation bio, mais que les grands consommateurs bio n'ont pas plus d'argent que les autres (Kesse-Guyot et al., 2017). L'analyse de la classification a quand même pu faire émerger des facteurs explicatifs associés aux classes 1, 5 et 6. Les personnes qui ne cuisinent jamais sont caractérisés par le fait d'avoir un emploi. Ceux qui n'achètent pas qu'en GMS, qui se déplacent en voiture et mangent à l'extérieur plusieurs fois par mois sont caractérisés par le fait d'avoir des enfants. Ceux qui consomment bio régulièrement, n'achètent pas qu'en GMS, cuisinent souvent et se déplacent à pied sont caractérisés par le fait de ne pas avoir d'enfant, d'avoir un revenu individuel plutôt moyen (entre 400 et 600€), et d'avoir l'impression de se priver en alimentation. D'autre part, des situations très spécifiques comme le fait de s'approvisionner en dehors de tout système marchand, ou de dépendre complètement des systèmes d'aide alimentaire, sont complètement expliquées par des situations sociales bien déterminées.

→ LIMITES et DISCUSSION

Limites de l'échantillon : vu le temps imparti à ce stage, nous n'avons que 60 réponses au questionnaire. Même s'il est difficile d'avoir 375 réponses, il aurait été souhaitable d'en avoir 100, pour produire une étude plus robuste. Peut-être que le 7/8 de personnes qui ne se sont pas arrêtées pour répondre comportent des spécificités de comportement alimentaire : plus de consommation de plats préparés, plus de recours au 'drive'.

Limites du questionnaire : pour mesurer le degré de priorité des personnes dans la vie, au lieu de poser la question "Quelles sont vos priorités", on aurait pu poser la question « si vous disposiez de plus d'argent, à quoi le consacreriez-vous ? » (Poulain, 2008). D'autres questions auraient pu être mieux formulées. On aurait pu décomposer la question de fréquence de consommation de bio en

plusieurs composantes pour être plus précis, mais cela aurait rallongé le questionnaire. Les revenus sont déclarés, et nous n'avons pas osé demander à chaque de fois des précisions sur ce qui composait les revenus déclarés : aides aux logements, allocations familiales, pensions etc. ? Il fallait faire un questionnaire court pour pouvoir le remplir en entier devant les ESC, mais il aurait été intéressant de recueillir d'autres données : nombre d'heures de télé regardé par semaine, chaînes de télé favorites, détail du matériel disponible pour cuisiner, la présence d'ascenseur, représentation de l'espace vécu par un dessin rapide, consommation de boissons sucrés etc.

Limites du traitement des données : Nous aurions pu mettre les Id supprimés en supplémentaire, pour les situer sur le nuage des individus. L'inertie des axes de l'ACM montre que les 2 premiers axes agrègent peu d'informations par rapport à l'information globale du jeu de données. Il y a 6 variables soit 1/n°variables est égal 16,7%. En règle générale on évite d'interpréter les dimensions avec une inertie inférieure à 1/n°variables, or la dimension 1 = 13,21% < 16,7% , idem pour dim2. Cependant la Classification permet de rattraper cet aspect puisqu'elle est faite sur les 5 premiers axes. Pinto (2013) peut quant à lui critiquer l'usage maladroit d'une ACM, en disant que « ce type d'analyse risque de s'en tenir à une vision empiriste très commune qui considère l'espace social comme un agrégat soumis à un nombre indéfini de principes structurants sans cesse fluctuants »

Discussion : En acceptant l'hypothèse qu'il faudrait partir de des pratiques habituelles des personnes pour aller vers l'alimentation durable (Ramel et al., 2016 ; UNMS, 2014), il pourrait être intéressant de promouvoir l'accès à l'alimentation durable au sein des GMS. La partie 2 rappelle néanmoins les limites à l'inclusion des GMS dans une politique d'alimentation durable à l'échelle de la métropole[34]. Dans cette optique, une autre idée consisterait à déposer un 'panier local Terre de Source', porté par la CEBR, dans les supermarchés volontaires, avec un tarif réduit pour un public identifié. Le panier pourrait regrouper quelques produits issus du territoire, qui pourraient changer selon les saisons. On pourrait s'inspirer du modèle du "panier de biens"[35] (Hirczak, 2008 ; Mollard, 2007), à la différence qu'ici le fort consentement à payer serait remplacé par une politique d'accessibilité par le prix (subvention, boucle solidaire, prix différencié…).

Il existe d'autres solutions que les GMS pour élargir l'accès à l'alimentation durable. La Partie 4 pose la question de savoir quelles seraient les possibilités d'évolution des pratiques alimentaires vers l'alimentation durable chez le public cible.

[34] D'une part il semble difficile dans le fonctionnement des GMS de subventionner un produit. D'autre part faire des partenariats avec les GMS ne fait pas l'unanimité. Une expérimentation pourrait toutefois être possible avec des supermarchés volontaires déjà identifiés. Pouzenc (2012) décrit le fonctionnement des GMS qui semble difficilement compatible avec des initiatives de développement territorial, malgré quelques exceptions

[35] Offre spécifique de produits agricoles sur un territoire + une demande inélastique + des biens publics locaux qui valorisent le panier

PARTIE 4 – QUELLES SONT LES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DES PRATIQUES ALIMENTAIRES VERS UNE ALIMENTATION DURABLE AU SEIN DU PUBLIC CIBLE ?

I. Méthodologie

Rappelons les hypothèses associées à la QR3 '**Quelles sont les possibilités d'évolution des pratiques alimentaires vers une alimentation durable**[1] **au sein du public cible** ?' :

*Hypothèse 3.1 : Le lien entre **santé** et alimentation serait déjà présent dans ce public, ce qui constituerait une base intéressante pour faire évoluer les pratiques vers l'alimentation durable.* (Auteur, 2018)
*Hypothèse 3.2 : Il serait difficile de faire évoluer les pratiques actuelles car l'alimentation ne serait pas une priorité chez ce public qui aurait **d'autres préoccupations majeures**. Dans ce sens, l'alimentation durable serait encore moins une priorité.* (Rencontre des acteurs clés du travail social à Rennes, 2018 ; Caillavet et al., 2006)
*Hypothèse 3.3 : Des évolutions vers l'alimentation durable seraient possibles, mais le **frein financier** serait vraiment prohibitif.* (Darmon et al., 2005 ; Caillavet et al., 2006)
*Hypothèse 3.4 : Le public cible **ne souhaiterait pas aller vers l'alimentation bio** pour plusieurs raisons : le bio serait le symbole d'une catégorie à laquelle il ne veut pas appartenir (Tissot, 2013 ; Rigaux, 2011), sentiment de non légitimité (Pinto, 2013), scepticisme par rapport au label.*

I.1• Méthodologie de collecte des données.

On cherche à tester les hypothèses citées ci-dessus. La méthode des entretiens semi-directifs permet de recueillir le discours des personnes interviewées. On répondra aux hypothèses à partir des réponses retranscrites en intégralité. Le questionnaire a permis de créer un premier contact avec le public cible. Sur 27 contacts recueillis, 12 entretiens ont finalement été obtenus. 3 autres entretiens ont été réalisés parmi des connaissances répondant aux critères du public ciblé. Eloise E1[2] est une connaissance à travers un ami, Krishna E4 est une connaissance liée à mes études, Isma E7 a été rencontré à la distribution alimentaire du secours populaire. 15 entretiens au total ont donc été réalisés[3]. La grille d'entretien a été construite pour collecter les informations suivantes : l'organisation de l'approvisionnement, la place de l'alimentation durable dans les habitudes actuelles, le profil de la personne.

I.2• Méthodologie de traitement des données.

Les entretiens semi-directifs enregistrés ont été complètement retranscrits. Le symbole '#' précède mes propres phrases en tant que meneur de l'échange, le symbole '@' indique la parole de l'interviewé. L'entretien non enregistré a fait l'objet d'une prise de notes approfondie pendant et après l'entretien. Les retranscriptions ont ensuite été analysées pour répondre aux hypothèses. L'Annexe XI présente le résumé des profils par rapport à leur mode d'accès à l'alimentation ; la place de l'alimentation durable dans les pratiques actuelles ; et le profil de l'enquêté.

---

[1] La définition de l'alimentation durable est disponible page 20

[2] Les entretiens sont codés de E1 à E15. Les personnes ayant répondu au questionnaire sont codées de I1 à I64. Les noms réels sont remplacés par des noms anonymes.

[3] Les entretiens durent de 30min à 1h20min selon les cas. Le lieu de rendez-vous est au choix de l'interviewé, cela a pu être chez lui, ou bien dans les ESC, ou bien dans un bar-café, et une personne par téléphone (E10). 1 personne a refusée d'être enregistrée (E3).

II. Résultats

II.1• Réponses à l'hypothèse 3.1

Hypothèse 3.1 : Le lien entre santé et alimentation serait déjà présent dans ce public, ce qui constituerait une base intéressante pour faire évoluer les pratiques vers l'alimentation durable.

Les entretiens montrent que le lien entre alimentation et santé est fait explicitement chez tous les enquêtés, sauf E13. L'aspect santé se décline en la composante nutritionnelle, ou anti-pesticides.

II.1.a° Argument santé

Eloise E1, par exemple, consomme bio pour des raisons de santé « *#Pourquoi tu vas à Biocoop ? @ (…)parce que c'est des aliments sains »* et rajoute qu'avant de consommer bio *« j'essayais quand même de pas acheter de trucs dégueu, je veux dire même si j'achète pas bio j 'achète pas des plats tout préparés, j'essaye de préparer moi-même des trucs tu vois, je vais jamais acheter des trucs de merde, je bois pas de coca de conneries comme ça* ».

Aywin E2 dit « *je préfère acheter frais, t'as pas le problème de santé, comme j'en ai eu » et rajoute «vu quoi que je mangeais assez gras le midi, et bon mes efforts physiques etc, mais je me sentais pas bien. Déjà là maintenant c'est beaucoup moins gras c'est euh structuré ce que je mets. Même mon huile j'ai une huile pour friture, j'ai une huile pour salade, et une huile d'olive pour cuire. J'ai 2 vinaigres. C'est pareil : tout est structuré*. » et conclut « *la bouffe comme tu disais c'est hyper important, parce que si on bouffe mal, les problèmes de santé arrivent comme ça. Et de toute façon la malbouffe, c'est radical* ».

Kura E3 parle du rapport entre alimentation et santé à travers la critique des industries agroalimentaires *« ce sont les mêmes qui nous empoisonnent pour nous vendre des médicaments derrière* » et indique aussi que les « *produits bons pour la santé sont plus chers* ». On peut distinguer dans le rapport à la santé l'aspect nutritionnel et l'aspect pesticides.

→ Aspect nutritionnel et image du corps

Certains vont axer le lien alimentation-santé surtout sur l'aspect nutritionnel comme Krishna E4 qui dit « *je privilégie vraiment la qualité nutritionnelle* » et qui semble avoir des connaissances assez précises à ce sujet[4]. Milla E5 explique sa consommation bio pour des raisons environnementales et de solidarité avec un système paysan, mais finit aussi par citer le facteur santé « *et puis pour la santé finalement aussi quoi* » ; comme Aylen E8 qui cite le facteur santé en premier « *pourquoi, pour ma santé, pour la planète (…), essayer de consommer un peu plus responsable quoi* ».

Zullin E6 a conscience de la relation entre alimentation et santé, qu'elle applique à son fils plus qu'à elle-même « *Mais si j'aime pas le plat qui est bon pour lui pour sa santé, et bah moi je me ferais un petit truc (à côté)* ». Comme Zullin, Alid E11 fait surtout le lien entre santé et alimentation pour sa femme qui est enceinte : « *légumes les fruits, important. Important pour ma femme (…) pour ma femme qui est enceinte, le docteur a dit, les fruits et légumes, c'est bon* ». Au départ Eloise E1 a pu faire le lien entre alimentation et

[4] Krishna dit « *toute la mésinformation qu'il y a eu avant, déjà sur les discours industriels, le gras machin, on nous gave de sucre, le gras n'a jamais été adictogène comme le sucre, et le gras ne provoque pas de troubles métaboliques comme le sucre hein. Si on a des problèmes d'obésité aujourd'hui c'est parce que l'industrie du sucre nous a bien pompé enfin, bon là on en revient, mais ya des générations qui ont été lobotomisés avec ça* ».

santé surtout pour des préoccupation d'image du corps et de perte de poids[5]. Pichun E10 se préoccupe également de l'aspect nutritionnel de l'alimentation lié à l'image du corps. « *non je n'aime pas les plats préparés. Avant oui mais quand j'ai découvert que c'est pas bon, je n'achète plus de plats préparés (...) je lis beaucoup de choses sur comment ne pas grossir* », et aussi à sa pratique sportive régulière. D'autres personnes établissent un rapport étroit entre sport et le lien santé-alimentation.

→ Alimentation, santé et sport

Plusieurs fois le lien entre alimentation et santé émerge en lien avec la pratique d'un sport. Kim E14 explique que son intérêt pour l'alimentation s'est accentué quand son entraîneur lui a dit de faire attention à ce qu'il mangeait : « *oui, on m'a donné des conseils sur ce que je mangeais parce que moi je mangeais quasiment tout quoi (...) fin 2017, là je courais bien, bien quoi. Et presque fin 2017 il y avait un peu de changement dans mon corps quoi, je me sentais un peu fatigué, souvent, et je me demandais qu'est qu'il y a quoi, après j'ai expliqué et le coach il m'a dit de euh de faire attention à ce que je mangeais et tout* » et conclut par dire que « *mieux vaut manger quelque chose qui est bien et bon dans ta santé que de manger n'importe quoi* »[6]. Après avoir discuté de bien-être et d'équilibre dans l'alimentation Newen E9 enchaîne sur la pratique du sport « *c'était toute une discipline, je me levais le matin j'allais courir, je faisais 10 km »*

→ Aspect pesticides explicite

D'autres feront explicitement le lien entre alimentation et pesticides en parlant des avantages du bio. Isma E7 qui aide sa sœur dans les achats dit que « *bah je me dis peut-être parce que c'est bon pour la santé, qu'elle prend des aliments bio, et puis aussi pour éviter les produits chimiques. Si c'était moi à sa place j'irai aussi prendre les aliments bio* ». Aylen E8 cite le recours à un producteur « *sans pesticides sans fongicides* » au marché des Lices.

À l'inverse, Kuruf E12 fait aussi le lien entre alimentation et pesticides, mais en affirmant que les aliments non bio n'ont pas eu d'impact positif sur sa santé « *ce que j'achète d'habitude, on est quand même vivant, on vit hein ! donc euuuh, c'est pas parce que c'est du bio qu'il va me donner une longue vie quoi. Non* ».

Le lien entre alimentation et santé est donc bien présent chez le public enquêté. **L'hypothèse 3.1 est validée**. D'autres facteurs comme l'aspect gustatif ou développement local sont présents et pourraient servir de base pour penser un dispositif d'alimentation durable.

II.1.b° Autres aspects amenant vers l'alimentation de qualité

→ Aspect gustatif

En effet, l'aspect gustatif ressort également dans certains entretiens. Zullin E6 dit à propos des aliments bio que « *Pour moi en tout cas c'est meilleur, le goût il est différent d'un autre euh fruit ou un autre légume,*

---

[5] Eloise dit « *A la base c'était juste que je voulais faire gaffe à ma ligne, que tout le monde dit qu'il faut pas manger de pain et de pâtes tu sais, donc c'est venu de ça et maintenant c'est une habitude, et j'en mange plus* » et précise que « *c'était il y a 4-5 ans quand j'étais à Londres et que j'étais grosse. C'était London, c'était la Guinness. En vrai j'ai perdu 10kilos, je faisais 10kilos de plus* »

[6] Longko E15 partage ce point de vue quand il dit « *à force je me dis, manger mal beaucoup, manger un truc de médiocre qualité beaucoup, te remplir la panse de ça, je pense que ça a pas des effets super sur la santé et qu'il vaut mieux que je me mange un petit 150g de bidoche, de bonne bidoche, que 300g de trucs moins bon quoi. Donc là pour l'instant je suis en train d'essayer de changer un peu ce genre d'habitude et pas me précipiter sur les promos* ».

ça c'est sur hein, ça n'a rien à voir ». E7, E14, E8 et E15 vont privilégier l'achat de viande en boucherie pour sa qualité gustative « *je me prends parfois de la bidoche au boucher là, le boucher arabe ici parfois, il est bien, parce que la viande elle est quand même meilleure là, il y a pas photo (E15*)». La bibliographie indique que le critère gustatif reste en France un des premiers critères de choix de ses aliments (Poulain, 2008)

→ Aspect développement local

Un intérêt pour le développement local apparaît aussi dans certains entretiens (E4, E5, E8, E9), qui s'apparentent à des profils de consommateurs engagés. Krishna E4 préfère acheter à un producteur local raisonné que du bio qui vient de loin à Biocoop[7]. Aylen E8 a recours à un producteur local raisonné ne disposant pas du label bio au marché. Milla E5 achète presque tout en bio mais préfère aussi privilégier le local: « *pour faire fonctionner un réseau qui me semble plus solidaire que les réseaux agricoles plus traditionnels quoi* ». Newen E9 insiste quant à lui sur l'idéal de l'économie locale[8]. Cette notion de proximité est aussi ressortie chez Milla E5 *« si tu vas sur les marchés (…) tu ressens l'état d'esprit dans lequel c'est fait quoi ».* La sensibilité au lien alimentation-santé et l'évolution des pratiques alimentaires semblent parfois se faire à travers une personne influente ou des expériences marquantes.

→ L'influence d'un proche

En effet, plusieurs personnes ont développé une attention vis-à-vis de l'alimentation via une personne clé influente. Comme vu précédemment Kim a été influencé par son entraîneur d'athlétisme à Rennes mais aussi par les anciens du village en Guinnée : « *les anciens qui sont là-bas ils nous disaient si tu manges nature, ça te renforce mieux que si tu manges quelque chose qui n'est pas nature quoi, c'est mieux pour la santé* ».

Alid E11 a été influencé par le médecin accompagnant sa femme enceinte. Il a un grand respect et une très grande reconnaissance pour ce médecin français qui leur a permis d'avoir un enfant, et suit donc à la lettre toutes les recommandations de celui-ci « *pour ma femme qui est enceinte, le docteur a dit, les fruits et légumes, c'est bon. Il a dit c'est bon mais je lessive (lave) bien* ». Chez Aywin E2 le médecin ressort également comme une personne clé « *c'est parce que c'est mon médecin qui m 'a dit hein, 'si tu fais pas attention tu passes de l'autre côté hein* ».

La personne clé transmettant des recommandations nutritionnelles peut aussi être un proche. Zullin E6 dit que *« Bah c'est ma maman aussi qui m'a dit que c'est important qu'il (son fils) mange des légumes au moins une fois par jour* ». Pour Eloise E1 le fait d'avoir vécu un an avec une colocataire végétarienne a influé sur sa vision de l'alimentation « *ouai en plus j'avais une coloc, enfin ma meilleure pote, je vivais avec elle, elle était végétarienne tu vois, et elle mangeait hyper sain, elle fait hyper gaffe à ce qu'elle mange, et j'ai habité avec elle*

[7] Krishna E4 : « *Moi je privilégie le local, au bio hein : parce que j'ai pas de garantie moi, Biocoop ils mettent que c'est bio, bon ba très bien mais, du bio produit en Espagne c'est pas du bio hein, vu comment c'est fait. Donc euuh mm, je préfère, tu vois le magasin de producteurs il me disait que c'était pas bio mais qu'il raisonnait, qu'il avait une agriculture raisonnée* »

[8] Newen E9 dit : « *ça va renforcer les liens, mêmes sociaux, professionnels, et communautaires, et c'est vrai c'est à dire que le boulanger va peut-être dire, ah je me souviens qu'il y avait un mec là-haut qui faisait sa farine comme ça, plutôt que d'avoir de la farine industrielle, et ba ça sera peut-être une bonne solution tu vois* »

pendant 1 an ». De même, Aylen E8 a amené son copain vers la consommation responsable : « *c'est venu de moi ouai (...) ba maintenant il fait attention, il a envie et tout, mais au début non, il s'en foutait* ».

En plus d'une personne clé influente, l'intérêt au lien alimentation-santé peut se faire à travers une expérience marquante. Bien que l'évolution des pratiques soit un processus multifactoriel et étalé dans le temps (FFAS, 2012), elle peut aussi se faire à certains moments précis de la vie, comme E1 et E8 qui parlent du moment décisif qu'ont été les voyages[9]. Ainsi, on voit que dans le processus multifactoriel qui mène à l'évolution des pratiques, des personnes influentes (médecin, entraîneur-se, famille, ami-es) ou des expériences clés (voyage, problèmes de santé) peuvent prendre une place importante. C'est pour cette même raison que la publicité agroalimentaire utilise souvent des personnages de dessin-animé ou des personnes connues, qui représentent un grand pouvoir d'influence sur les enfants (De La Ville, 2018).

Ainsi l'hypothèse 3.1 est validée. Le lien entre alimentation et santé est établi dans presque tous les entretiens. Il y a l'aspect santé nutrition -où s'inclut l'image du corps et la pratique du sport- puis l'aspect santé/pesticides. Les autres facteurs ayant émergé sont les aspects gustatifs, l'aspect développement local et la confiance dans le producteur. Ces facteurs déjà identifiés par la bibliographie existent donc chez une partie du public enquêté et pourraient servir de base pour envisager des leviers d'accès à l'alimentation durable. On rappelle néanmoins que tout le public cible ne fait pas nécessairement le lien entre santé et alimentation, à l'image de Nguman E13. De plus, les 15 personnes qui ont accepté de réaliser un entretien ont sûrement une sensibilité pour le thème alimentaire et ne sont pas représentatives de l'ensemble du public cible. Si l'on revient aux 60 enquêtés, plusieurs ne semblent pas faire le lien entre santé et alimentation. Les entretiens ont aussi pu montrer que ce lien se fait souvent à travers une personne clé influente.

II.2 Réponses à l'hypothèse 3.2

Hypothèse 3.2 : Il serait difficile de faire évoluer les pratiques actuelles car l'alimentation ne serait pas une priorité chez ce public, qui aurait d'autres préoccupations majeures. Dans ce sens, l'alimentation durable serait encore moins une priorité.

II.2.a° L'alimentation entre en concurrence avec d'autres postes de dépenses …

Des acteurs clés du travail social rencontrés dans les ESC en pré-enquête indiquaient que d'après leur connaissance du terrain, l'alimentation serait le dernier souci de ce public qui aurait d'autres préoccupations beaucoup plus graves et urgentes[10]. Le constat est validé sur certains aspects de

[9] Eloise dit qu'« *aussi il y a eu mes voyages qui ont pas mal euh, tu vois par exemple avant je mangeais vachement de viande, et quand je suis allé en inde, je suis resté à bas 3 mois et j'ai pas mangé une seule fois de la viande, parce que j'étais avec ma pote végétarienne, et voilà, et en fait je me suis rendu compte que je pouvais très bien me passer de viande et ça me faisait rien du tout tu vois* » et Aylen indique que « *j'ai pas une date fixe (...) Mais je pense que c'est surtout pendant mon voyage que j'ai commencé à y réfléchir* ».

[10] On rappelle que ce public imaginé par les acteurs clés rencontrés est sûrement un public en très grande précarité, qui ne représente pas la totalité du public cible, bien plus large.

l'accès à l'alimentation du public cible. Il y a par exemple des personnes qui recherchent constamment à **réduire leurs dépenses alimentaires**[11]. C'est le cas chez Zullin et Pichun qui recherchent tout le temps les promotions.

Zullin E6 fait le gros de ses courses à Lidle mais utilise aussi une application Leclerc, qui va lui permettre d'être au courant des réductions de la semaine, et de se déplacer dans plusieurs Leclerc de Rennes pour avoir accès à différentes promotions : « *avec l'application HEYO, on a les produits à moins 50% moins 30% donc je vais aller au Leclerc pour les prendre (...) Regarde ça c'est gratuit ! (paquet de pitch chocolat) (...) ou sinon tu peux choisir ouai c'est ça qui est bien. Pas que pour l'alimentation c'est pour tout. (...) il y a des jeux toutes les semaines, tu peux gagner des bons jusqu'à 500€ . # c'est un peu comme un loto ? @ ouai, L'autre jour 47 personnes ont gagné 5€. Et puis 1€ c'est souvent ce que je gagne mais eueuh (rire) mais c'est pas mal quoi* »[12].

Pichun E10 est également l'archétype du comportement de la recherche de la promotion décrite aussi par la bibliographie (Clochard, 2013). Comme elle est au chômage avec des journées libres et qu'elle bénéficie de la gratuité des transports, elle passe la majorité de son temps à aller dans tous les magasins de l'aire rennaise pour trouver des bons plans : « *je vais partout. (...) Je fais même le tour de tous les Lidle. (...). Parce qu'il y a des choses moins chères quelques fois (...) il faut chercher, parce que c'est par exemple le citron à 1€50 j'ai trouvé à Lidle de triangle, et chez moi c'est 1€89 (...) parce que j'ai ma carte korrigo gratuit donc euh, je ne travaille pas et j'essaye d'économiser (...) Après je vais à, à Carrefour. Pas market parce que c'est plus cher(...) je vais au secteur où sont les étiquettes jaunes, des choses qui vont se périmer. 50%, 30%. Ma priorité c'est de chercher le moins cher* (…)».

Kuruf E12 va également chercher les promotions, mais de manière moins intense, en comparant les supermarchés sur le mois, et en bloquant une journée entière pour faire ses courses : *« comme j'ai pas de voiture je prends le transport en commun. Donc je vais pas loin. A saint gregoire j'ai Lidle, j'ai leclerc, et j'ai casino grand quartier quoi. Donc j'ai les trois-là donc du coup je fais mes courses dans les 3 souvent (...) voilà je prends une journée entière. Je commence par lidle , j'achète à lidle ce que je peux acheter à lidle, et je reviens je me repose un petit peu. Maintenant je regarde entre leclerc et casino grand quartier (...) bon par contre l'Alma c'est rare. Sauf quand je me balade, je vais à conforama, je fais un tour, s'il y a des promos, je prends* ».

Sinon, la recherche d'opportunité semble présente à différents degrés chez la majorité des enquêtés. Kura E3 va dans le « *rayon date limite avec 50% de réduction* » et fait le tour des « *Noz et Max plus, pour voir s'il y a des bons plans* ». Kim E14 va parfois loin pour avoir des fruits bio un peu moins cher « *au centre alma grand carrefour, en bus, là ba c'est un peu moins cher, sur les fruits bio, là ça coûte 1€99, là-bas ça coûte 1€50* ». Longko E15 dit qu'il va faire des réserves quand il voit « *des trucs pas trop cher et que j'aime bien je conserve* » mais qu'il ne va pas se *« taper l'autre côté de la ville* »

---

[11] L'alimentation est quand même une priorité puisqu'elles y pensent tout le temps, mais elles cherchent surtout à réduire ce poste de dépense

[12] On relèvera la puissance d'une telle application capable de recueillir des données très précises sur le comportement des consommateurs qui pourront être utilisés par les GMS pour optimiser leurs techniques de vente. On notera également le caractère addictif du jeu de loto permettant de gagner des bons d'achats, toutes les semaines.

Le choix du budget alloué à l'alimentation s'arbitre aussi en fonction des autres postes de dépense de la vie courante. Les principaux postes de dépense qui semblent non négociables par les enquêtés sont : payer les factures (logement, eau, électricité, assurance), le budget cigarette, les frais de santé, rembourser les prêts et les crédits, envoyer de l'argent pour soutenir des proches, mettre de l'argent de côté pour des projets personnels (lancement d'activité, voyage, permis de conduire), et parfois avoir une vie sociale.

→ Factures : En effet, les factures sont des postes de dépense sur lesquels on peut moins intervenir que l'alimentation. Aywin E2 indique que *« une fois que tout est fini de payer, je sais que mon loyer tout ça s'est payé, je sais qu'il me reste, bon je me dis tiens je vais aller à bioccop »*[13]. Krishna E4 dit « *régulièrement il y a des charges assez lourdes* » et semble être très contrainte sur son budget « *on arrête pas de m'assainer de factures sans arrêt, enfin c'est pas possible quoi, j'en ai marre moi de nourrir le système* ». De même, Milla E5 pour qui avoir un bon logement est une priorité paye 500€ de loyer, plus 100€ de charges et comme il est certains mois au RSA « *ça me fait ultra juste en fait (rigole) mais c'est vrai c'est ultra précaire en fait, pour le moment aussi parce que je lance mon activité, après j'ai aussi de l'argent de côté quoi* ». Pichun E10 dit « *je crois que c'est l'unique façon de gérer mon argent parce que tu sais quand on est au chômage c'est difficile hein, pour payer la lumière, l'eau, tout ça, (...) le chauffage l'assurance, l'assurance de la voiture, l'assurance vie, il y a toujours plein de choses à payer (...) en ce moment je donne la priorité à l'argent* ». De même, Kuruf E12 explique que depuis qu'elle est en arrêt maladie « *il faut quand même faire des économies un peu partout* ». Un autre poste de dépense souvent non négociable est le budget cigarette.

→ Cigarettes : En effet, le budget cigarette est un poste de dépense sur lequel on a très peu de marges de manœuvre lorsque l'on est très dépendant. Kura E3 précise qu'« *il y a des mois où tu serres. Des fois j'ai pas de cigarettes c'est la galère, quand j'ai rien dans la poche* ». Zullin E6 dit qu'« *À partir du 12 ou 13 du mois c'est cric crac. En plus je suis fumeuse donc c'est encore plus dur. C'est très très dur. Là je suis à découvert… donc j'évite de faire des courses quoi* ». Comme Longko E15 qui dit : « *j'ai un budget super important qui me pourrit la vie, c'est le tabac. Ouai ça me pourrit la vie. Je fume un peu près un paquet de tabac tous les deux jours et demi, ça fait 10€ le paquet, et puis le filtre* ». Aussi, les coûts liés à la santé peuvent parfois être très élevés.

→Santé : En effet, « entre 2001 et 2009, les coûts directs de santé dans le budget des ménages, hors cotisations sociales à l'assurance maladie, ont augmenté de 40 à 50% en moyenne » (Le Monde in Clochard, 2013). Même si les coûts liés à la santé ne transparaissent pas explicitement dans les entretiens, quelques indices permettent de l'entrevoir. Zullin E6 dit par exemple *« je prends beaucoup de médicaments (...) je prends de la morfine euh tous les jours, tous les jours, tous les jours. Pour pouvoir tenir debout* ». Aywin E2 et Kuruf E12 ont eux aussi connu des problèmes de santé graves. Il est en tout cas sûr que le public cible connaît des dépenses de santé non négligeables et incompressibles.

[13] Aywin dit aussi que « *480€ de RSA. Et le loyer 57€ car je touche les APL, ba heureusement, car sinon je serai pas là je serai à la rue. Electricité, flotte. 30€ flotte, 30€ électricité, ça va vite hein. Ça fait 100 euuh. Y reste plus grand chose après. Ah ya des fins de mois je peux te dire, euh, c'est raide* ».

→ Prêts à rembourser : Les prêts à rembourser sont également des dépenses non négociables. Eloise E1 doit rembourser un prêt « *j'ai 1550€ en tout. Après j'ai des prêts et tout donc j'ai moins que ça. Mais je paye que 100€ par mois de prêts* ». De même Kuruf E12 doit rembourser des dettes « *Comme ils me payaient 700€ ils vont me payer tout mon salaire (1400€) (...) je veux payer toutes les dettes là, je veux plus en avoir* ». De même, aider des proches est souvent prioritaire.

→Aider des proches : Bien qu'Aywin E2 a une situation difficile au RSA, ça lui arrive de prêter de l'argent à sa copine. Zullin E6, quant à elle, aide son père : « *et puis j'aide mon père aussi qui est en galère, donc c'est la meeerde. Ba mon père quand il est en chien il m'appelle : 'tient t'as pas des sous', même si j'en ai pas et bah je vais lui en donner quand même tu vois* ». De même, Isma E7 envoi de l'argent à sa famille « *Il y a ma fille qui est en Afrique. Souvent j'envoie le reste, 200€, à sa mère* », comme Kuruf E12 qui dit que « *là j'envoyais là-bas, cette année (réfléchit), 120 euros tous les mois. Donc c'était pour le manger. Ah la ba je voulais pas que mes mamans là, ma mère et sa petite sœur (soient en difficulté) (...) Les enfants envoient et elles perçoivent là-bas, l'essentiel, qu'elles mangent, qu'elles s'occupent* ». Nguman E13 envoie aussi de l'argent à sa famille.

→Épargner pour projet : Parfois, vouloir épargner pour un projet peut influer le choix du budget alloué à l'alimentation. Kura E3 prévoit par exemple de retourner au bled : « *mon projet c'est de mettre de l'argent de côté, pour peut-être un jour partir au bled* ». Id05 avait également un projet personnel d'esthéticienne pour lequel elle économisait. Kuruf E12 pense quant à elle organiser un voyage aux USA ou au Congo « *je vais partir aux etats unis (...) j'ai des cousins qui sont là-bas et puis un oncle (...) au congo il faut que j'y aille l'année prochaine* ». D'autres veulent passer le permis de conduire etc.

→ Vie sociale : Avoir une vie sociale est aussi un poste de dépense pouvant influer le montant du budget alloué à l'alimentation, dans un sens comme dans l'autre. Eloise E1 a une vie sociale très dense par exemple « *Et puis quand même des fois on va au resto, je dirais minimum une fois par semaine, le restaurant quand même (...) il y a pas une semaine ou un week-end où je ne vais pas sortir* », ce qui aura un effet sur la gestion de son budget global, elle va peut-être plus dépenser en alimentation à l'extérieur qu'au domicile. Pichun E10 explique aussi qu'elle aime bien sortir avec ses copines etc. En effet, ces exemples rappellent ici qu'il n'y a pas que la nourriture qui 'nourrit', comme le dit si bien Pichun E10 qui s'est achetée une robe en promotion avec l'argent qu'elle pensait mettre dans l'alimentation « *C'est de l'argent je pensais acheter à manger, j'achète une robe (rigole) mon alimentation c'est la robe* »[14].

Les comportements de recherche des promotions, et le budget alimentaire qui entre en concurrence avec tous les postes de dépenses de la vie courante, ont tendance à **valider l'hypothèse 3.2**[15]. Néanmoins, il peut aussi y avoir une attention toute particulière donnée à l'alimentation, ce qui tendrait à **réfuter l'hypothèse 3.2**. En effet, malgré un budget contraint, certaines personnes peuvent accorder une importance non négligeable au fait de bien s'alimenter, et si ce n'est pas pour eux directement, cela peut être pour des proches. La présence de consommateurs engagés et de consommateurs d'aliments bio dans le public enquêté tend aussi à réfuter l'hypothèse 3.2.

[14] Cela me rappelle également l'histoire d'une connaissance à moi en service civique dans une association au Blosne, en situation de pauvreté financière, qui n'avait mangé qu'un repas par jour pendant plusieurs jours, pour pouvoir aller chez le coiffeur. Prendre soin de soi nourrit donc autant que manger.

[15] Cela confirme aussi la bibliographie qui dit que « les décisions concernant l'alimentation ne sont pas prioritaires en raison d'arbitrages totalement contraints sur d'autres postes » (Caillavet el al 2006).

II.2.b° ... mais elle peut quand même être une priorité dans certains cas.

→L'alimentation peut représenter une priorité.

En effet, bien qu'Aywin E2 soit au RSA, il sait cuisiner et a du matériel pour le faire, il connaît les produits de saison et arrive à bien manger avec peu, étant donné qu'il valorise l'alimentation depuis ses problèmes de santé[16]. Il dit « *Mais les gens, même avec un minimum, comme moi j'ai avec un RSA : peut-être acheter moins, mais manger mieux* ». D'autre part, la priorité peut être donnée à une gamme d'aliments et pas à d'autres, comme chez Pichun E10 qui restreint énormément son budget alimentaire global[17] sauf sur les fruits « *Ah j'achète beaucoup de fruits. J'adore les fruits. Plein de fruits. C'est le plus cher mais j'achète beaucoup de fruits* ». De même, bien que Kuruf E12 coupe sur son budget alimentaire total, pour le poulet, elle choisit de prendre de la qualité « *c'est du poulet fermier que je prends* » et elle se doit de maintenir un certain niveau de qualité alimentaire pour sa famille « *je sais que les courses je dois faire pour la famille pour qu'on mange bien* ». Comme déjà vu précédemment, Kim E14 priorise son alimentation quand il dit « *Moi je préfère bien manger et les autres trucs ça se règle à sa façon quoi (...) manger c'est à part, c'est autre chose* », ce qui est largement lié à l'importance qu'il donne au lien alimentation et santé[18]. Comme déjà vu dans la partie H.3.1, même quand l'alimentation ne semble pas être une priorité pour soi, elle peut le devenir pour prendre soin d'un proche. Zullin E6 fait de l'alimentation une priorité pour son fils mais pas pour elle, Pichun E10 fait de l'alimentation une priorité pour sa fille et sa petite fille mais moins pour elle « *mais tu vois avec elle j'achetais cher, la viande plus chère, c'est parce que comme sa vie elle est mal, il faut que je la nourrisse bien (...) je ne fais pas attention (au prix) quand la petite est là. Tu comprends, quand c'est mes enfants aussi* ». D'autre part, l'alimentation a aussi de l'importance pour Nguman E13 qui est en France depuis peu et qui souhaite apprendre à cuisiner les aliments d'ici, pour pouvoir bien manger à prix raisonnable « *Je fais l'atelier cuisine ici aussi, au CDAS (...) il faut aussi savoir préparer comme en Europe quoi. Préparer comme ici c'est simple, mais il faut apprendre à le faire quoi* ».

→Les consommateurs engagés accordent de l'importance non seulement à la qualité de l'alimentation mais aussi aux valeurs qu'elle représente.

En effet, en plus de beaucoup dépenser en alimentation « l'*alimentation c'est le premier pôle de consommation que j'ai* », Krishna E4 accepte de donner plus argent si elle perçoit des valeurs derrière l'aliment convoité « *voilà, des fois on est prêt à donner des sous pour un truc parce qu'il y a des valeurs derrière* ». Idéalement, elle préfère soutenir un producteur local même s'il n'est pas en bio, que du bio qui vient d'Espagne, bien qu'aujourd'hui, par effet de contraintes, elle s'approvisionne majoritairement au Super U entre son travail et chez elle. Milla E5 ne se limite pas non plus : « *moi je me mets pas de limite sur la nourriture (....) j'achète presque que du bio* » tout en rappelant que derrière ça lui fait « *ultra juste* » mais qu'il a aussi « *de l'argent de côté quoi* ». En effet, Milla ne se limite pas en nourriture, ça lui arrive donc de dépenser

[16] Voir page 59 sur le lien santé et alimentation chez Aywin E2

[17] Voir page 63 sur le comportement de recherche de promotion de Pichun E10

[18] Voir page 60 sur le lien santé-alimentation chez Kim E14

plus qu'il ne reçoit quand il est au RSA, différentiel qu'il arrive à combler grâce à l'argent qu'il a pu mettre de côté. Aylen E8 n'est pas une sans-limite du budget alimentaire, mais elle priorise l'alimentation en fournissant un effort d'organisation pour consommer comme elle le souhaite : « *maintenant je me suis rendue compte que c'est pas si compliqué que ça en fait. Je me suis organisée, avant ouai non, mes courses je les faisaient n'importe quand* ». C'est comme cela qu'elle arrive à acheter une certaine partie de ses aliments en bio. Idéalement, si elle avait plus d'argent, elle n'achèterait que du bio, mais aujourd'hui elle ne peut pas se le permettre. Newen E9 indique aussi que manger bio pourrait être une priorité, même si en ce moment cela fait 4 mois qu'il vit sans argent car on lui a coupé le RSA, et qu'il ne vit que par les récupérations des invendus de supermarché « *#et toi c'est pas dans tes priorités de manger des aliments bio @ah ba si si si, si c'est dans mes priorités bien sûr, je préfèrerais c'est sûr* ». Longko E15 est lui aussi un consommateur engagé à sa manière, pour lui « *c'est important de réfléchir sur ce qu'on bouffe* », il ressent un système consumériste qu'il critique *« la société de consommation c'est un truc (...) dans lequel parfois je me suis laissé piégé (...) à partir du moment où t'en prends conscience tu peux peut-être freiner* ».

Ainsi, l'hypothèse 3.2 est **validée** dans le sens où certaines personnes cherchent à tout prix à limiter les dépenses alimentaires. L'hypothèse 3.2 est également **infirmée**, dans la mesure où certains enquêtés priorisent largement l'alimentation car ils y accordent une grande importance. On rappelle qu'on retrouve aussi des comportements hybrides, chez une même personne, qui peut prioriser l'alimentation selon le type d'aliment, la période du mois, les variations de revenus, les variations de dépenses, si c'est pour autrui, et aussi en fonction d'autres facteurs externes. Même si on accorde de l'importance à l'alimentation, le frein financier serait-il vraiment prohibitif ?

II.3 • Réponses à l'hypothèse 3.3

Hypothèse 3.3 : Des évolutions vers l'alimentation durable seraient possibles, mais le frein financier serait vraiment prohibitif.

En d'autres termes, même si une volonté d'aller vers l'alimentation durable existait, le manque d'argent serait vraiment une barrière. Les deux seules personnes qui ne se restreignent pas sur l'argent alloué à l'alimentation sont Krishna E4 et Milla E5. Krishna achète surtout à Super U et touche 1600€ par mois (elle n'aura plus la carte Sortir ! l'année prochaine) ; Milla achète tout en bio et ne compte pas, mais va puiser dans ses réserves financières pour combler la différence les mois où il touche le RSA. Qu'en est-il des autres, qui ont un budget plus contraint ? Pourraient-ils aller vers l'alimentation durable même s'ils le souhaitaient ? Plusieurs éléments incitent à dire que non. Faisons un panorama des **situations financières très difficiles** parmi les personnes interviewées.

Eloise E1 va redevenir étudiante l'année prochaine et aura beaucoup moins d'argent que cette année où elle travaillait : « *Après l'année prochaine ça va être chaud, quand je serai en cours, il va falloir que j'amène pour tupper ware, il va falloir que je me fasse à manger et tout, sauf que j'arriverai pas à dépenser 3€30 par repas tu*

vois ». Elle rajoute « *ça reste quand même hyper cher l'accès au bio* ».

Aywin E2 qui est au RSA, ne dépense pas plus de 110€ par mois en alimentation. Bien qu'il soit satisfait de son alimentation, il admet que s'il avait plus d'argent il « *prendrai(t) plus du luxe ça c'est un fait* ». Il semble difficile d'aller facilement vers l'alimentation durable avec 110€ de budget alimentaire par mois.

Kura E3 est un multi-activateur de l'aide alimentaire, comme décrit par Brunet et al. (2015). Il fait appel au secours populaire, aux restos du cœur, cherche les bons plans et les aliments proche de la date limite de consommation en promotion. Au RSA, il indique bien qu'il y a « *des mois où tu serres* » et qu'il n'a « *pas d'argent pour aller au restaurant* »[19].

Pour Id08 -un jeune commençant à vivre dans la rue- s'il avait plus d'argent, améliorer son alimentation passerait par avoir un terrain pour pouvoir cultiver ses aliments « *le graal pour moi, c'est d'avoir une terre à moi* ».

Zullin E6 touche 1025€ par mois avec son allocation adulte handicapé personne autonome et l'Allocation de Soutien Familial de son fils. Elle fait appel à la solidarité alimentaire des proches, participe à des récupérations de marché, mais ne va plus aux structures d'aide alimentaire habituelles. En fin de mois c'est un peu compliqué « *C'est la fin du mois j'ai pas de sous* » et elle fait appel à l'aide d'urgence via l'assistante sociale du CDAS « *tu prends rendez-vous, ici avec l'assistante sociale soit d'urgence eu : elle peut te recevoir soit dans la journée, soit dans 15jours 3 semaines. Donc là c'est euuuh- la tuuu. (aspire de l'air sss) . et là l'autre fois ils m'ont reçu et j'ai eu 80 euros* ». Même la cantine pour son fils est perçue comme trop chère « *c'est moins cher de cuisiner à la maison que de le mettre à la cantine (3€44)* ».

Il est clair que pour Isma qui touche 340€ en attendant la réponse à sa demande d'asile, le frein financier serait clairement prohibitif pour accéder à de l'alimentation durable, comme pour Newen qui sort d'un parcours de rue et ne touche même plus le RSA et n'a aucun revenu. Kim E14 qui est aussi aidé, reçoit 330€/mois et il est hébergé gratuitement dans un centre d'accueil, son budget peut aussi être une limite « *#du coup tu prends les fruits et légumes en bio, mais pas forcément les autres produits @ba les autres produits parfois c'est mort, si j'ai plus d'argent, je pense que je vais plus manger des aliments bio* ».

Alid E11 et sa femme vivent avec 733€ par mois d'aides provisoires. Depuis son arrivée en France il s'approvisionnait surtout au Resto du Cœur et au Secours Populaire[20]. Avec 733€ pour deux, le prix peut vite devenir un frein si on veut améliorer la qualité de son alimentation.

Kuruf E12 est en arrêt maladie depuis 2ans, et elle ne touche que la moitié de son salaire. Elle précise que « *tu vois tu as une famille, tu as des enfants, tu as le mari, tu vois après ce que tu gagnes là ça correspond même plus avec euh – tout augmente. Tout devient cher* ». Lors du questionnaire I17 et I3 ont aussi indiqué que le

[19] Kura dit aussi que « *quand t'as pas d'argent tu dois suivre le système* » pour parler de lui-même et des personnes qu'il connaît à Villejean qui n'ont pas d'autre choix que de s'approvisionner au Carrefour de la dalle Kennedy

[20] Il va encore au Secours Populaire, mais le jeudi maintenant il préfère aller à l'Épicerie Sociale et Solidaire au Rheu, où il y a plus de légumes. Ils font le reste de leurs courses dans différents supermarchés.

prix des choses basiques augmentait depuis quelques années, et qu'ils allaient devoir quitter Rennes bientôt pour aller dans d'autres communes. I17 dit « *ici à Rennes c'est trop cher, tout devient trop cher, le logement et l'alimentation ça devient intenable* ». De même, Kuruf achetait de la bonne viande à un démarcheur, depuis qu'elle est en arrêt maladie elle l'achète en supermarché. En effet « *le budget alimentaire là, au lieu de le laisser à 350 euros je mets à 250 euros mais c'est pareil il manque rien* ».

Nguman E13 quant à elle se prive en fin de mois « *ba à la fin du mois je mange moins de trucs. Parce que au début j'achète plus de trucs qui sont bien* », et précise que le rayon bio elle ne le regarde même plus par réflexe « *je vois dans les rayons bio mais je passe quoi (rigole). je regarde même pas. Mais je sais pas, peut-être j'ai l'impression que ça va être plus cher. Comme c'est bio ça me donne même pas envie de regarder* » et rajoute « *Quelque chose que tu vas acheter en normal, ça va et couter 4€, en bio tu vas acheter 5 ou 7€. Donc euuuh la différence tu peux acheter quelque chose avec* ».

Longko E15 ne touche pas beaucoup d'argent non plus : « *en ce moment je touche 150€ par mois. Que ma prime d'activité quoi. J'ai perdu mon RSA parce que j'ai eu 2 mois où j'ai gagné plus de 1000euros* ». Il indique que pour lui « *la nourriture en France elle est chère (...) Et du coup on se rabat sur quoi, sur les discounts et c'est pas toujours top top quoi* ».

Le profil d'Aylen E8 est intéressant car elle souhaite ouvertement aller vers l'alimentation durable, mais budgétairement ça ne suit pas, alors elle a l'impression de se priver :« *si j'avais plus d'argent j'achèterais plus à la Biocoop. Même la viande je l'achèterais pas à la boucherie Kennedy. Je l'achèterais directement à un producteur ou je sais pas. Déjà si j'avais plus d'argent j'aurais un congélateur* ».

Ainsi, le public enquêté a globalement de très fortes contraintes budgétaires. Dans ce contexte, **l'aspect financier apparaît souvent comme un frein de l'accès à l'alimentation durable** : **l'hypothèse 3.3 est validée**. Cela confirme les analyses de Darmon et al (2005), Caillavet et al. (2006) ; Poulain (2008). Bien sûr, il est toujours possible d'accéder à l'alimentation durable même avec un budget réduit, mais cela demande beaucoup plus d'efforts et de privations sur d'autres postes de dépenses que pour quelqu'un qui a davantage d'argent. Il semblerait que moins on a d'argent, et plus l'effort à fournir pour accéder à de l'alimentation durable serait grand.

Les entretiens font également ressortir que **si c'était au même prix, bien sûr que les personnes achèteraient plus d'aliments bio**. En effet, Longko E15 par exemple achète bio quand « *c'est une promo (...) si c'est pas beaucoup plus cher, pour certains trucs peut-être* » et Pichun E10 dit « *en ce moment je donne la priorité à l'argent. Si le bio est bon et que c'est moins cher j'achèterais* ». La plupart des personnes enquêtées ont le sentiment que l'alimentation bio est intéressante (au moins pour leur santé). Mais la construction du choix dépend de la possibilité d'avoir le 'même' aliment à moins cher, et d'un arbitrage multifactoriel où d'autres postes de dépenses entrent en compte. La grille d'analyse

du consentement à payer des économistes a donc ici toute sa place. Le consentement à payer pour un aliment peut être influencé par les valeurs qu'on y associe : c'est 'l'histoire' de l'aliment que Durif-Bruckert (2017) associe au principe d'incorporation, qui peut influencer la valeur qu'on lui accorde. D'autre part, il peut aussi y avoir des personnes qui manifestent ouvertement une opposition à l'alimentation bio pour plusieurs raisons.

II.4 • Réponses à l'hypothèse 3.4

Hypothèse 3.4 : Le public cible ne souhaiterait pas aller vers l'alimentation bio pour plusieurs raisons : le bio c'est le symbole d'une catégorie à laquelle il ne veut pas appartenir, scepticisme par rapport au label, sentiment de non légitimité.

On rappelle que la commande portait sur l'alimentation durable, mais qu'il a été méthodologiquement choisi d'utiliser l'alimentation bio comme indicateur de l'alimentation durable. Dans le public enquêté, personne n'est opposé au fait de manger des produits de qualité (avec chacun ses propres critères), mais une certaine opposition à l'alimentation 'bio' peut exister.

II.4.a° Plusieurs sources de réticences vis à vis de certains aliments bio

→ 'Le bio c'est pour les bobo'

Id06 est photographe pigiste et fait ses courses en supermarché, il est intéressé par le fait de manger de qualité et dénonce la surconsommation mais il dit que « *le bio ce n'est qu'un label commercial, c'est une façon de faire du commerce de bobo* »[21]. Id08 commence à vivre dans la rue depuis peu, il considère aussi le bio comme le symbole d'une classe qu'il rejette. Longko E15 travaille parfois chez un traiteur catering et a été comédien par le passé, il est proche du milieu alternatif rennais qu'il connaît bien, mais explique que les systèmes des paniers bio « *ça a un petit côté nouvelle vague bobo comme ça, voilà, mais c'est sans jugement hein, c'est l'impression que j'en ai. Les gens qui ont bien pensé à tout ça, qui ont une approche de la nature plus …- mais bon parfois ça prend des proportions assez hystériques, je pense aux vegans notamment (…) et puis il y en a ils sont donneurs de leçon dans la matière ça me gêne un peu* ». Parfois le ton de Kuruf E12 indique également un certain agacement vis à vis des personnes qui ne consomment que du bio « *que du bio que du bio, comme certaines personnes, que du bio du bio, non (…)du bio (dédain). Moi je trouve que c'est du pipo là franchement. Il dit 'ah je vais manger du bio', ouai c'est ça (rigole)* ». Kuruf n'est pas opposée au fait de bien manger, mais le 'bio' est perçu de manière négative. Elle fait donc appel à tout le panel d'arguments existant pour critiquer le label bio, comme le doute par rapport au bien-fondé du label.

→'Le label bio c'est de l'arnaque'

En effet, Kuruf dit « *franchement le bio, moi ça me… je ne trouve rien de bon. Pour moi quoi » ;* elle expose l'argument du mauvais goût « *les carottes elles sont parfois bizarres (…) certains yaourts quand tu les mange, ya des gouts bizarres* » ; elle critique le prix non justifié, « *ça coûte cher pour rien moi je dis* » en expliquant

[21] Le terme bobo serait la contraction de bourgeois-bohème. C'est un mot mal définit qui tente de caractériser un groupe social composé de personnes "qui ont des revenus sans qu'ils soient faramineux, plutôt diplômées, qui profitent des opportunitées culturelles et vote à gauche" d'après le sociologue Camille Peugny (wikipedia)

qu'en agriculture bio ça devrait être moins cher puisqu'ils utilisent moins de produits. Elle est sceptique par rapport au contrôle du label « *tous les producteurs là, on ne les surveille pas, donc ils peuvent venir vendre ces trucs (aliments) là, il a mis du truc (produit phyto) et il va dire que c'est du bio. Est-ce que c'est vérifié que c'est du bio, du vrai bio vraiment, non* ». Comme vu précédemment, elle ne croit pas à l'impact positif des aliments bio sur sa santé par rapport à d'autres aliments « *ce que j'achète d'habitude, on est quand même vivant hein ! donc euuuh, c'est pas parce que c'est du bio qu'il va me donner une longue vie quoi* ».

Krishna E4 critique aussi des prix jugés non justifiés « *Biocoop c'est une GMS comme les autres hein, ils se font des marges, faut voir les prix (...) les prix c'est impressionnant. Faut quand même pas abuser quoi* ». De plus elle ne cautionne pas le bio qui vient de loin « *déjà ils importent quand même des trucs d'Espagne (...) c'est une GMS vraiment, ils ont un fonctionnement…leurs produits sans gluten t'as de l'huile de palme dedans, alors il faudrait peut-être poser la question quand même* ». Elle ne croit pas non plus à la validité du label « *parce que j'ai pas de garantie moi, Biocoop ils mettent que c'est bio, bon ba très bien mais, du bio produit en Espagne c'est pas du bio hein, vu comment c'est fait* ». On a déjà pu voir que Krishna privilégie le local au bio « *En discutant avec le producteur local ou au magasin de producteurs, on est quand même plus au courant de ce qui se fait, que de faire confiance au label* ». Même Milla, consommateur engagé, peut partager cette analyse. Aywin E2 pense également qu'il y a « *label et label* » parce qu'une émission montrait qu'il y avait « *que 4 produits sur 5 qui étaient vraiment bio* ».

Longko E15 pense aussi que le bio est une stratégie commerciale « *je pense qu'il y a quand même beaucoup d'arnaque derrière tout ça. Ça c'est mon avis le plus intime (...) De toute façon le bio ils te le mettent sur tout, sur euuuh sur du savon vaisselle, sur voilà (...) s'il y a de plus en plus de produits bio -même au Netto il y en a - et dans tous les supermarchés, ils mettent de plus en plus en avant ça, c'est parce que c'est vendeur, c'est vendeur. C'est vendeur et je crois que c'est récupéré* » et il n'a pas non plus totalement confiance dans la validité du label « *le label bio, j'ai pas forcément confiance, car je sais que ça s'achète, comme tout s'achète dans ce monde, et ba ça aussi* ».

→ Le sentiment de non-légitimité

Notre enquête ne permet pas de dire si la construction d'argumentaires anti-bio pourrait être expliquée comme une stratégie de réponse à un sentiment de non-légitimité. C'est Pinto (2013) qui explique la théorie de la distinction de Bourdieu et indique que quand des personnes sont exclues elles peuvent finir par s'auto-exclure. En tout cas, Isma, Kim, et Id60 sont dans des situations où ils reçoivent de l'aide en attente de la réponse à leur demande d'asile et ils disent ne pas être en position d'exiger plus, comme manger bio par exemple. Dans ce contexte, ils expriment le fait qu'ils sont déjà très reconnaissants de l'aide qu'ils reçoivent, qu'ils s'accommodent de ce qu'ils ont et que ça ne leur passerait pas par la tête d'exiger plus que ce qu'on leur donne. Id60 -jeune mineur non accompagné vivant à l'hôtel- dit par exemple « *je ne me plains pas, c'est très bien, je fais avec ce que j'ai* ».

Ces trois aspects semblent **valider l'hypothèse 3.4.** Néanmoins, la volonté de se distinguer peut aussi aller dans le sens de l'accès à l'alimentation durable, ce qui **infirme l'hypothèse 3.4.**

II.4.b° Les processus de distinction peuvent aussi donner envie d'aller vers une alimentation de meilleure qualité

→ Vouloir aller vers le bio peut également être lié à un processus d'ascension sociale

La théorie Bourdieusienne permettrait de suggérer que Zullin et Aywin sont des dominants dans une classe de dominés, puisqu'ils ont des positions de pouvoir. Zullin est habitante élue de quartier et référente principale des bénévoles d'un centre social. Aywin est un des représentants des bénéficiaires du RSA, tête de réseau, il connaît du monde «*je connais tout le monde, le grand chef (...) on voit la maire aussi, on voit beaucoup de monde* ». En décryptant le thème de mon enquête, Aywin a bien perçu qu'il y aurait une alimentation qui serait plus vertueuse qu'une autre, direction dans laquelle il n'hésite pas à s'engager « *si je veux en avoir du bio, je sais où aller* ». Sans faire exprès mes propos sous-entendraient maladroitement une alimentation légitime, à laquelle Aywin adhère immédiatement et il surenchérit : « *#souvent ceux qui mangent beaucoup bio se retrouvent à manger moins de viande @et ils ont raison parce que moi je me retrouve à manger de la viande 2 fois par mois* ». L'alimentation permet également de se distinguer d'un groupe proche du sien, comme Aywin qui utilise l'alimentation pour se distinguer de certains 'étrangers'[22]. De même, Aywin accepte de consommer des produits en dehors de la date limite de consommation, et se distingue des personnes qui ne le font pas : *« la DLC il y a deux dates. Une conserve tu peux la consommer jusqu'à un an après. Va dire ça a des étrangers alors là je peux te dire tu te fais envoyer balader hein ».* De par sa situation centrale dans le centre social, Zullin s'est retrouvée à participer aux ateliers d'alimentation de qualité, et donc à côtoyer cette thématique, qui à terme deviendra peut-être un outil de distinction. Même si Eloise E1 précise bien qu'elle ne « *mange pas bio pour faire bobo* » son processus d'ascension sociale est bien présent. Son père est à l'usine et sa mère tenait un bar dans la campagne rennaise, elle a poursuivi des études de théâtre, et sort souvent. Chez elle aller vers le bio pourrait être stimulé par deux mondes desquels elle est proche : les mouvements de gauche anti-système rennais qui consomment bio en Amap ; les bio-hédonistes du monde des médecins duquel elle est proche à travers son copain. De même, Krishna E4 a dû transiter par ce processus de changement de statut social par le passé : étant aide-soignante, elle décide de reprendre les études pour devenir ingénieure agronome. C'est peut-être à travers ses études qu'elle a développé une certaine exigence vis à vis de son alimentation « *les légumes industriels là eu (petit dédain) (rigole)* ». Pour Longko E15, peut-être que bien manger permettrait de marquer la rupture avec un moment de sa vie où il était proche de la mendicité. Newen E9 sort d'un long parcours de rue, et on pourrait se dire que manger des produits de qualité serait un symbole de changement de statut. Ces processus de construction de son identité à travers l'alimentation (Ramel et al., 2016) se retrouvent chez un peu tous les enquêtés. Cette analyse montre que la volonté d'ascension sociale, ou de se distinguer, peut aussi être un levier pour aller vers

[22] *« qu'il y a des gens qui achètent de la merde, tu dois le savoir (...)Il vaut mieux acheter moins cher en fringues et en pompes (...) Acheter de la meilleure bouffe que de la merde. Et ça les cultures, je l'ai ressenti, au niveau des cultures musulmanes même africaines, bin j'ai vu avec les restos du cœur et d'autres coins ou j'ai travaillé, je l'ai vu que la priorité ce n'est pas forcément la bouffe, eux, la priorité, c'est les beaux fringues, point final »*

l'alimentation durable. En effet, dans certains cas, l'alimentation légitime dictée par les classes dominantes pourrait être un objectif poursuivi par imitation (Rigaux, 2011 ; Duesenberry in Rastoin et al., 2010).

Ainsi, l'**hypothèse 3.4 est validée** dans la mesure où certaines personnes s'opposent à l'alimentation bio parce qu'elle est le symbole d'une classe à laquelle elles ne veulent pas appartenir. L'hypothèse 3.4 est également **infirmée** dans la mesure où aller vers l'alimentation bio peut aussi être motivé par un processus de distinction ou d'ascension sociale, parfois lié au fait de se distinguer d'une situation ultra-précaire qu'on a soi-même connue auparavant.

On rappelle que les gens opposés au bio ne sont pas contre manger de qualité. C'est pour cela qu'il peut être intéressant de parler d'alimentation durable. Ce terme peut néanmoins rester un peu flou, puisque la préoccupation environnementale et de développement local est peu présente parmi le public enquêté. L'enquête de Guyot-Montet (2016) réalisée à Rennes montre une perception plus négative du mot 'durable' que les mots 'soutenable' ou 'responsable'. Yassir Yebba, anthropologue-cuisinier, propose quant à lui de parler tout simplement d'alimentation sans pesticides pour inclure les publics des 'quartiers' (Yebba, 2018). D'autre part, dans l'éventualité de la mise en place d'une politique d'accès à l'alimentation durable, il ne faut pas négliger la portée symbolique d'une telle politique publique (Edelman, 1976 in Muller, 2000) qui pourrait servir à déconstruire le sentiment de non-légitimité d'accès à une alimentation de qualité.

II.5 • Autres facteurs explicatifs non abordés dans les hypothèses

Des facteurs explicatifs non abordés dans les hypothèses ont aussi émergé dans les entretiens, comme l'importance de la structuration de l'offre, la proximité avec le jardinage ou avec le monde agricole, la structuration du temps, et les composantes symboliques et psychologiques.

II.5.a° Structuration de l'offre

En effet, la structuration de l'offre peut avoir un impact majeur sur l'accès ou le non accès à l'alimentation durable. Comme nous l'avons vu, la proposition de promotions, de bons d'achats, de réductions, de cartes fidélité dicte énormément le comportement des acheteurs, et peut-être même plus lorsqu'ils ont peu de revenus. Les promotions ciblent essentiellement les produits gras et sucrés à peu de valeur nutritive comme en témoigne Krishna[23] ou Zullin qui nous montrait les types d'aliments en promotion sur son application Leclerc. Cela confirme les analyses de Darmon et al (2005) sur l'orientation des choix alimentaires des personnes pauvres vesr une alimentation de faible qualité nutritionnelle. D'autre part, Nguman est en France depuis peu, elle découvre notre mode de

[23] Krishna dit :« *j'ai la carte Leclerc, mais je prends que des choses qui ne récoltent rien. Ecoute je ne récolte rien. Zéro euros. J'ai pas les produits dégueulasses qui ramènent des points. J'ai 0 points sur ma carte. 0 0 0. J'y vais régulièrement, j'achète des sommes quand même conséquentes hein, sur toutes les cartes que j'ai je ne récolte jamais rien car j'achète pas les produits qu'ils veulent que j'achète. Si t'achètes des légumes t'as 0 points. Si t'achètes des œufs t'as pas de points non plus. Je sais pas d'ailleurs qu'est-ce qui te donnes des points. Même les cornichons donnent pas de points. Non. Je n'ai jamais de points. Je fais des efforts pourtant '(rigole)* »

consommation et elle est clairement victime de l'offre des supermarchés sur plusieurs aspects[24]. La difficulté à s'organiser pour faire ses courses se retrouve aussi chez Id15 qui va au supermarché, cherche le moins cher et se retrouve sans rien avoir à manger pour sa famille à la fin du mois.

La structuration de l'offre peut aussi aller dans le sens de l'alimentation durable : le discount Netto a organisé une 'semaine du bio', un Super U fait 20% de réductions sur les fruits et légumes le mercredi etc. D'autre part, l'instauration de fruits et de légumes frais dans les dispositifs d'aide alimentaire est un sujet qui a été largement traité (Chrétien, 2012 ; Lecoq, 2013) , mais qui est encore d'actualité. En effet, plusieurs enquêtés ont indiqué qu'ils aimeraient avoir plus de fruits et de légumes frais dans les dispositifs d'aide[25]. Sinon, la dépendance à la structuration de l'offre de proximité est relative, puisque presque la moitié des enquêtés se déplacent en dehors de leur territoire de résidence pour faire leurs courses. À l'inverse, certains enquêtés témoignent de l'ultra-dépendance des habitants au supermarché de leur quartier, comme Kura E3 qui nous dit que la plupart des gens qu'il connaît à Villejean n'ont pas d'autre choix que d'aller acheter au Carrefour de la dalle Kennedy. Chez les enquêtés, certains sont en chaise roulante et dépendent des réseaux de bus, certains ont juste un sac à dos donc font leurs courses au plus près, certains ont une mobilité réduite car ils sont âgés, certains ne peuvent pas faire garder leur enfant en bas âge et doivent donc faire les courses au plus près etc. Pour plus d'informations sur ce sujet, le mémoire de master de Braun (2018) étudie l'importance du facteur géographique et de la structuration de l'offre dans l'accès à l'alimentation sur l'aire rennaise.

II.5.b° Proximité avec le jardinage et le monde agricole

Il semblerait que la proximité avec le jardinage ou le monde agricole soit assez présente dans le public enquêté. En effet, Eloise et Aylen reçoivent les légumes du jardin de leurs parents ; Aywin a une formation d'horticulture et a déjà suivi des chantiers de réinsertion par l'agriculture ; Kura a connu ses grands-parents agriculteurs en Algérie et souhaite vraiment avoir un jardin à Rennes ; Krishna aimerait avoir un terrain pour jardiner ; Milla est jardinier-agriculteur ; Zullin connaît l'agriculture bio à travers son frère qui vit en autonomie sur son terrain ; Isma a des parents et grands-parents agriculteurs en Côte d'Ivoire ; Newen est séduit par l'idée d'avoir un jardin ; Pichun est proche d'un agriculteur à travers son cours de danse ; Kuruf essaye de faire pousser des plantes sur son balcon ; Nguman a connu l'agriculture en Centre-Afrique et plantait dans son jardin ; Kim a aidé pendant plusieurs années son grand-père agriculteur en Guinnée ; Longko a son 'ex' qui vivait à la campagne avec des chèvres. La majorité du public enquêté a donc un lien proche à l'agriculture ou au jardinage, et même si cela ne concerne pas tout le public cible, cette base serait intéressante à mobiliser si l'objectif était d'aller dans le sens de l'accès à l'alimentation durable pour tous.

---

[24] Nguman dit :« *moi je dépense comme ça ; mais c'est que je ne suis pas organisé. Je ne me suis pas encore adaptée (...) je fais des courses presque tous les jours, presque tous les deux jours. Avant d'arriver à la fin du mois, tout est terminé (...) ba parfois tu prends tout et tu oublies le jus (...) parfois tu dis je vais prendre 2 jus (...) et j'arrive là-bas et je dis ooooooh non ça fait longtemps j'ai pas pris ça, ooooh ça j'ai jamais goûté je vais essayer* ».

[25] On rappelle que bien que l'aide alimentaire ait été pensé comme un dispositif d'appoint ne visant pas à remplir tous les besoins nutritifs, certains bénéficiaires ne s'alimentent qu'à travers l'aide, comme Id63

II.5.c° Structuration du temps

Le manque de temps pourrait s'avérer un frein pour certains qui veulent aller vers une alimentation de qualité. Par exemple quand Aylen E8 fini à 18h elle n'arrive pas à s'organiser pour cuisiner le soir, donc elle se retrouve à prendre un sandwich le lendemain midi, alors qu'elle préférerait amener son repas préparé. Elle dit qu'elle ne sait pas comment elle fera quand elle aura encore plus de contraintes. Milla E5 connaît le même problème, lui qui souhaite manger bio au maximum, quand il est pris par le temps, il ne mange pas comme il voudrait. Krishna E4 a l'impression d'être débordée, elle est surmenée et ne va donc plus au magasin de producteur, elle ne s'approvisionne plus qu'au Super U entre le travail et chez elle.

Mais dans le public ciblé, d'autres personnes ont plus le temps, ce qui constituerait un levier intéressant pour aller vers une alimentation plus durable : elles peuvent cuisiner tous les jours, elles peuvent prendre le temps de s'approvisionner là où elles souhaitent, Kura souhaite avoir un jardin pour commencer à autoproduire, Zullin fait parfois des récupérations de fin de marché etc. Avoir tout son temps libre peut aussi être un frein, puisque cela pourrait conduire à une déstructuration de la vie quotidienne, Kuruf qui allait toujours faire le marché du Blosne le samedi quand elle travaillait par exemple, n'y va plus car elle a perdu l'habitude de se lever tôt le matin.

II.5.d° Autres composantes

La composante psychologique a peu été étudiée dans ce mémoire, mais elle a une place importante dans la compréhension des choix alimentaires. À titre d'exemple Pichun dit manger des kebabs quand elle est triste, combler un manque en mangeant de la glace et des bonbons, ne plus avoir envie de repas péruviens car elle est fâchée avec sa famille, etc. On voit aussi comment Nguman cherche à apprendre à cuisiner 'français', dans son processus d'intégration. Aussi, la consommation de boisson énergisante type RedBull de Kim E14, est, d'après De La Ville (2018) fortement liée à l'imaginaire de la performance sportive. D'autre part, comme l'indiquait l'étude d'ATD quart monde "*Se nourrir lorsqu'on est pauvre*" en 2016, le bien être psychologique et l'estime de soi sont des facteurs nécessaires pour avoir envie d'aller vers une alimentation de qualité. Isma dit par exemple qu'il ne mange parfois qu'un repas par jour car « *j'ai pas la tête à ça quoi, trop de trucs dans la tête mon frère, je réfléchis beaucoup, donc ça fait que la nourriture, souvent il m'arrive de manger une seule fois dans la journée, parce que voilà…* ». De même, Id24, au RSA, alcoolisé, titubant, et blessé à 10h du matin, qui semblait vivre à la rue, mais qui a en fait un appartement, dit « *manger ? mais à quoi bon ? pour quoi faire ?* », pour me montrer que pour lui la vie n'a pas vraiment d'importance[26]. Dans ce sens, Id23 accorde plus d'importance à l'alimentation de ses chats qu'à elle-même : « *mes chats mangent mieux que moi* ». On voit

[26] Avant de dire plus tard dans notre discussion qu'il « *ne mange pas tous les jours de la merde moi, pour ça que je cuisine* » et que « *ça fait des années que je demande pour avoir un jardin aux jardins familiaux de cleunay, mais on ne m'en donne pas (…) si j'avais un jardin ici mon père viendrait me voir* »

donc qu'un minimum de bien être mental et d'estime de soi sont nécessaires pour avoir envie de bien manger.

La composante anthropologique est elle aussi peu étudiée ici, mais elle a également tout sa place dans la compréhension des modes alimentaires et notamment par rapport à l'alimentation durable. Poulain (2012) distingue par exemple des groupes pour qui s'appliquent le principe d'incorporation 'ce que je mange je l'intègre et cela construit et façonne qui je suis' ; d'autres groupes qui pensent que 'ce que je mange je le détruis et je le transforme'. Cette donnée pourrait par exemple expliquer une distance par rapport aux recommandations nutritionnelles et un détachement vis à vis de la présence de produits phytosanitaires dans les aliments, qui serait très importante voir anxiogène chez le premier[27], mais anecdotique dans le second. Peut-être que Kuruf, venant du Congo, pourrait illustrer ce second groupe quand elle rappelle que pour elle ce n'est pas le bio qui va lui assurer une plus longue vie. Même si ce n'était pas le cas pour Kuruf, il est certain que dans le public ciblé différents aspects culturels peuvent influencer une plus ou moins grande réceptivité aux recommandations nutritionnelles et à un éventuel intérêt à l'alimentation sans pesticides.

Une intuition construite à partir de mes propres connaissances du sujet alimentaire, me laisse penser que la religion pourrait orienter dans le sens de l'alimentation durable. En effet, les religions auraient un fort pouvoir d'influence et seraient un espace de transmission de normes (privations alimentaires etc.). Le lien entre alimentation durable et religion peut parfois être fait dans certains endroits. À titre d'exemple, une association religieuse au Blosne a organisé un cycle de conférences et de débats sur l'agriculture, l'environnement, le sucre dans l'alimentation, etc[28]. Est-ce en lien avec le contenu de textes religieux ? Un petit travail de collègues étudiants (Boyard et Seck, 2018) avait en tout cas permis de relever les parallèles entre deux religions et la transition socio-écologique.

II.6 Retour à la question de recherche.

Quelles sont les possibilités d'évolution des pratiques alimentaires vers l'alimentation durable dans le public cible ?

On a pu voir que le lien entre santé et alimentation est fait chez la majorité du public cible. Ce lien peut se faire par rapport à la nutrition, parfois lié à la pratique du sport ou à l'image du corps. Il peut aussi se faire quant aux pesticides. Le lien avec la santé serait donc une bonne base sur laquelle s'appuyer pour aller vers une alimentation durable. Néanmoins, on rappelle que la connaissance d'éléments rationnels est loin d'influer à elle seule le comportement alimentaire. FFAS (2013) indique que « **le prix, les informations nutritionnelles, la composition des produits ou la**

[27] L'orthorexie n'est pas officiellement reconnue comme une maladie, mais ce "comportement névrotique caractérisé par l'obsession d'une alimentation saine" ne cesse de faire parler de lui depuis quelques années.

[28] Dans une discussion avec Yassir Yebba, anthropologue-cuisinier, celui-ci m'expliquait comment à Bordeaux il aidait des familles des quartiers à s'organiser pour acheter des moutons bio du territoire pour la fête de l'Aïd, au lieu de moutons d'élevages industriels venant de loin, production qui d'après lui n'est pas en accord avec les valeurs transmises par le Coran. Il aborde également la question de l'alimentation sans pesticides avec les Imams qu'il connaît par exemple.

communication publicitaire mettant en avant les risques associés à une mauvaise alimentation ne constituent qu'une partie des éléments qui font la décision. L'émotion ressentie à la vision d'une représentation produit, la puissance évocatrice d'une marque ou la simple force de l'habitude constituent des facteurs aussi puissants qui sont souvent insuffisamment pris en considération dans les politiques de santé publique ». En effet, tout le monde sait que fumer n'est pas bon pour la santé, mais ce n'est pas pour cela que personne ne fume, y compris des médecins.

L'aspect gustatif est présent chez beaucoup d'enquêtés et la bibliographie confirme que ce critère est prioritaire pour une grande majorité de la population française (Poulain, 2008). Se baser sur l'aspect gustatif semblerait intéressant pour aller vers l'alimentation durable[29]. Cependant cela pose la question du goût et du choix individuel : FFAS (2013) rappelle que « nous ne sommes pas les êtres rationnels que nous imaginons, nous sommes également fortement limités dans notre propre capacité à prévoir nos propres choix et même à les expliquer une fois ceux-ci réalisés »[30]. Dans *La Distinction* Bourdieu rappelle que le goût est déterminé par l'accès aux capitaux et par sa position dans l'espace social. Il est en tout cas certain que le goût est construit socialement. Mais il est indéniable que les aliments durables devront être perçus comme 'bons' pour être bien reçus par la population. La question cruciale devient donc : **qu'est-ce qui rend un aliment bon ?** Question qui a été largement étudiée par le marketing agro-alimentaire et beaucoup moins par les programmes de santé publique.

L'intérêt porté au développement local et à l'environnement n'existe que chez les mangeurs les plus engagés. On pourrait donc imaginer apporter plus d'informations sur ces sujets-là -moins présents que la santé parmi les enquêtés- mais aussi sur le lien santé-alimentation qui n'est pas une évidence pour tous. On a pu remarquer l'importance de personnes clés influentes dans la transmission de recommandations alimentaires, ce qui souligne l'importance du rôle des professionnels de santé sur cette thématique. Les travailleurs sociaux pourraient aussi être le relais de pratiques alimentaires durables : l'expérimentation sur l'insertion de modules de formation traitant de l'accès à l'alimentation durable pour tous dans la formation des travailleurs sociaux est édifiante sur ce point (Paturel, 2018). Dans ce sens, d'autres structures ont des pouvoirs d'influence très fort comme l'école ou la télévision. Cela inciterait à intégrer des modules autour de l'alimentation de qualité non pas seulement dans les temps périscolaires, mais au sein même des programmes de l'Éducation Nationale, pour faire réellement contrepoids face à la publicité. Quoiqu'il en soit, il serait propice que la diffusion de publicités soit mieux contrôlée[31]. En 2018, les mesures de contrôle publicitaire ont été

[29] Cependant je pense personnellement que ce critère qui ressort des enquêtes nationales est une réponse qu'on donne par réflexe quand on la voit

[30] Un professeur de statistique d'Agrocampus Ouest spécialiste de l'analyse sensorielle appliquée aux aliments explique également que quand on rentre dans un supermarché, on croit qu'on choisit nos aliments, mais en réalité les acteurs de la filière ont choisi pour nous.

[31] En France il existe une réglementation de la publicité alimentaire au moment des programmes jeunesse sur les chaînes publiques, mais pas sur les chaînes privées. Une étude aux USA a montré que la consommation de boissons sucrées augmentait avec le nombre d'heures passées devant la télévision, et une autre étude au Québec a montré que 74,4% des publicités alimentaires destinées enfants concernaient des aliments à faible densité nutritive, des repas confectionnés, et des boissons sucrées (Lebel et al., 2005).

abandonnées dans le projet de loi agriculture et alimentation. Une Ville peut aussi agir sur ce sujet en interdisant certaines publicités alimentaires sur son espace public : Amsterdam a interdit la publicité pour la 'junk-food' dans le métro (Dormieu, 2018), un groupe politique a proposé la même mesure à Paris, actuellement en discussion (Michelon, 2018).

On a pu voir que l'alimentation n'est pas un thème principal de préoccupation pour tout le monde, mais qu'il existe quand même dans le public cible un intérêt pour le fait de bien manger : **ce n'est pas parce qu'on est pauvre financièrement et qu'on a plein d'autres problèmes qu'on s'en fiche de son alimentation.** Il y a même des personnes au sein de ce public ciblé, qui consomment bio ou qui souhaiteraient consommer de manière plus durable. Néanmoins, la **barrière financière bloque très vite**. Il est bien sûr possible de manger durable avec un petit budget, mais cela demande beaucoup plus d'efforts que pour quelqu'un qui a davantage d'argent. En effet, quand on a peu d'argent on doit arbitrer beaucoup plus sévèrement sur ses autres postes de dépenses habituels (logements, factures, cigarettes, santé, aide de proches, vie sociale etc.). Parfois, on observe que le manque d'argent déclenche des comportements de recherche des promotions très organisés et on se dit qu'il sera difficile d'infléchir des pratiques tellement instituées. En effet, les grandes surfaces disposent de beaucoup de données agrégées (big data) sur leurs consommateurs et peuvent faire des études de comportement alimentaire très approfondies, afin d'améliorer leurs techniques de marketing. Il semble difficile d'aller vers l'alimentation durable lorsque les applications de carte fidélité proposent gratuitement, toutes les semaines, des aliments gras, sucrés, salés, provenant des industries alimentaires. Ces promotions couplées à des jeux addictifs -comme le loto pour accéder à des bons d'achats -semblent peu compatibles avec l'objectif d'aller vers l'alimentation durable : elles sont pourtant omniprésentes dans le quotidien de certains consommateurs.

D'autre part, bien que tout le public enquêté souhaite bien manger, certains rejettent l'alimentation bio devenue le symbole d'une classe décriée à laquelle ils ne veulent pas appartenir. C'est dans cette mesure qu'il serait intéressant d'adapter le vocabulaire et de parler plutôt d'alimentation durable, soutenable, de qualité, sans pesticide, etc. À l'inverse, les processus de distinction et d'ascension sociale peuvent aussi être une motivation pour aller vers l'alimentation durable, quand elle est perçue comme légitime. De plus, il y a un manque de confiance généralisé dans la validité du label bio, même chez les consommateurs engagés. Un documentaire dénonçant l'arnaque du label bio est souvent est cité et on reconnaît la puissance de la fabrique du doute par contre-expertise, méthode connue et très bien utilisée par les industriels[32]. Pour aller vers l'alimentation durable, il faudrait donc apporter des informations dans lesquelles le public puisse avoir confiance. L'éventuel partenariat avec le label Terre de Source trouve ici toute sa place, puisque

[32] Hercberg (2012) explique également comment les industries agroalimentaires ont réussi à stopper le projet de loi sur l'application obligatoire du NutriScore (étiquetage nutritionnel alimentaire de comparaison des produits), à travers la proposition de contre-expertises et de nouvelles études qui s'accumulant pour instaurer la confusion et gagner du temps.

ce ne sont pas forcément des aliments labélisés bio et que ce sont des produits du territoire, ce qui peut accroître la confiance par le sentiment de proximité. Le lancement d'une politique publique sur ce sujet pourrait –via sa portée symbolique (Edelman, 1976 in Muller, 2000)- aider à déconstruire un éventuel sentiment de non-légitimité d'accès à une alimentation de meilleure qualité.

On a aussi pu voir que la structuration de l'offre est un déterminant non négligeable de l'accès à l'alimentation, ce qui inciterait à prendre en compte l'aspect alimentaire dans les politiques d'urbanisme par exemple (Braun, 2018). Cela inciterait également les magasins spécialisés bio à se poser la question de la 'violence symbolique' de leurs espaces de vente, qui peuvent, de fait, écarter une partie de la population (Nicolini et al., 2015). Ce même questionnement est posé au sein du réseau des Amap, dans lequel les valeurs qui y circulent ne peuvent convenir à l'ensemble de la population[33], qui pourrait toutefois être intéressée par ces modes d'approvisionnement. Nous sommes en accord avec Mundler (2013) quand il affirme que « les difficultés rencontrées par les Amap pour s'ouvrir à des milieux sociaux variés s'expliquent par des barrières plus sociologiques qu'économiques ». Nous ne sommes pas en accord quand il dit qu'elles « s'expliquent en quelque sorte par les difficultés rencontrées par les populations plus défavorisées à s'ouvrir aux Amap », en posant la question de savoir si ce n'est pas les Amap qui ont du mal à s'ouvrir à un public plus large, point sur lequel l'auteur revient plus loin dans son article. Voilà pourquoi la démarche de la MCE de Rennes est intéressante, puisqu'elle part de la constitution de groupes d'habitants, qui choisiront ensuite eux-mêmes les actions qu'ils veulent mener et sous quelle forme. La proximité avec le jardinage ou le monde agricole dans ce public, a également été identifié comme un levier permettant d'aller vers l'alimentation durable. Les composantes psychologiques et anthropologiques n'ont pas été étudiées dans ce mémoire, mais il est évident qu'elles ont une place importante dans la construction des choix alimentaires.

→ Proposition d'idéaux-types

Après avoir enquêté 60 personnes en questionnaire et 15 en entretien, nous tentons de dresser des idéaux-types de la distance à l'alimentation durable, liée à la situation de précarité et au mode d'approvisionnement en aliments. Le type idéal est « une construction intellectuelle obtenue par accentuation délibérée de certains traits de l'objet considéré »[34] (Weber in Coenen-Huther, 2003). L'idéal-type offre une représentation « purifiée de variations, réduite à ce qui est strictement nécessaire pour comprendre la logique d'une certaine conduite » (Rocher 1993 ; Weinrich 1938 in Coenen-Huther, 2003). Nous insistons sur le **caractère fictionnel des idéaux-types**. Contrairement

[33] Ce que Paranthoen (2013) appelle 'l'entre soi Amapien' dans son article « Processus de distinction d'une petite bourgeoisie rurale ». L'étude de Mundler (2013) montre que les prix des paniers des Amap sont peu élevés, et qu'il n'apparaîtrait pas comme un frein à leur développement auprès des populations disposant de faibles revenus.

[34] L'auteur rajoute que « cette création conceptuelle n'est pas sans lien avec la réalité observée, mais elle représente une version volontairement stylisée » (Coenen-Huther, 2003). Par exemple dans notre bibliographie sur les mangeurs de bio page 22, Kesse-Guyot et al 2017 et AgenceBio 2018b proposent une typologie, alors que Rémy 2004 propose des idéaux-types.

à la typologie présentée en partie 3, ici un individu réel peut correspondre à plusieurs idéaux-types. On ne peut pas classer un individu dans un idéal-type, même si on peut le rapprocher de certains d'entre eux, et on peut dans ce cas « apprécier combien la réalité s'écarte ou se rapproche de cette représentation idéale » (Coenen-Huther, 2003). Ici, l'objectif de l'idéal type est de simplifier la réalité, pour ensuite penser de l'action publique. On cherche donc à associer des leviers de transition vers une alimentation durable[35] pour chaque épure. Une première tentative nous a amené à construire une ébauche de **5 idéaux-types à aller voir en Annexe XII**, qui pourraient dans un deuxième temps être affinés. Ils sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 8 : Résumé des idéaux types et de leurs leviers d'action associés

N°	Idéal Type	Leviers Alimentation Durable (AD)
1°	**Le travailleur pauvre pragmatique et bio-utilitaire** • Travail, peu de temps, beaucoup d'autres postes de dépense, famille • Supermarché, achète sur les trajets habituels, en voiture, 1fois/sem, cuisine jamais : plats préparés, sandwich le midi, la viande c'est important • Bio occasionnellement pour ma santé et celle de mes enfants, améliorer alim ça serait plus de viande, et bio pourquoi pas	• Amener AD dans endroits où j 'ai déjà l'habitude d'aller ; réduction tarifaire ; réduire exposition aux publicités
2°	**Le précarisé en ascension sociale pour qui le bio est trop cher** • RSA ou AH, seul ou monoparentale, accumule les problèmes, • Multi-activateur de l'aide alimentaire et recherche des promotions en supermarché, cuisine tout le temps, • Pas de bio sauf si promo, aimerait améliorer alimentation au niveau de la qualité et donc des marques, arrêter le top budget et prendre un peu mieux	• Ateliers car a le temps ; attiré par AD car ascension sociale ; beaucoup trop cher donc baisser les prix
3°	**L'exclu sans contrôle sur son alimentation** • Migrant en attente ou SDF • Repas que par l'aide alimentaire, et les aides CDAS ou CCAS • Je me contente de ce qu'on me donne, mais oui AD je connais	• Amener AD dans les lieux de distribution ; me donner un espace où cuisiner ; connaît bien le monde agricole ; mettre jardin à disposition plus facilement
4°	**Le précarisable dans l'évitement du bio** • Travail ou pas, aime faire les boutiques, couple/enfants ou monoparental • Tout en GMS, en périphérie car c'est moins cher, en transport en commun, 1fois/mois, mange jamais dehors car pas l'argent, • J'aime manger de qualité, mais bio c'est un truc de bobo et c'est pour se faire de l'argent sur notre dos	• Qualité gustative des aliments ; donner plus d'informations ;
5°	**Le jeune précaire éduqué et consommateur engagé** • Jeune, seul, + études, vie sociale dense, touche 400-600€/mois • Maximum bio : magasin spécialisé, marché, Amap ; achat quand il n'y a plus de réserves ; plutôt végétarien ; cuisine souvent mais pas tout le temps • AD c'est la priorité, pas de limite sur ce budget, donc se prive sur d'autres aspects de la vie courante	• Réduction tarifaire soulagerait un budget très serré

[35] On rappelle que la définition de l'alimentation durable de Redlingshofer (2006) comprend les dimensions d'environnement, d'éthique, et de santé.

Pour conclure cette partie qui a relevé des leviers permettant d'aller vers l'alimentation durable, prenons du recul en disant que « **si de nombreux leviers existent pour mettre en place des actions permettant d'influer sur les comportements alimentaires, la question de la légitimité de telles actions s'avère plus problématique** » (FFAS, 2012). Pour ces auteur-es, la question de la légitimité des actions de santé publique demeure implicite, alors qu'elle serait cruciale. En effet, une « action publique, même efficace, même portée par de nobles objectifs n'est pas automatiquement justifiée » (FFAS, 2012), et pourtant une action ne serait efficace que si elle est bien acceptée et donc clairement justifiée. Cela nous ramène à la question de la **construction d'une culture commune autour des enjeux de l'alimentation durable**, qui ne sont pas encore partagés par tous les acteurs rennais, point qui avait déjà été soulevé dans le mémoire de Guyot-Montet en 2016 : « Connecter les acteurs locaux entre eux et favoriser une culture commune nécessite d'avoir les moyens de se rassembler pour échanger. C'est à cet effet que l'acteur public peut jouer un rôle important en favorisant la création de liens inter-structures, en donnant les moyens de s'informer, de partager des expériences et des savoirs (…) La coordination des acteurs d'un territoire passerait ainsi par un réseau construit autour du fil conducteur, aidé par cette culture commune ». Dans cette optique, un dispositif d'accès à l'alimentation durable inspiré du dispositif Sortir ! trouverait toute sa place, puisque celui-ci était l'exemple même de l'articulation d'une politique territoriale entre différents acteurs.

PARTIE 5 – DISCUSSION

I. Limites/Pour aller plus loin

Nous avons eu du mal à déterminer un cadre théorique explicatif du comportement alimentaire, et avons fini par construire le nôtre en utilisant les différents courants d'analyse en tant que boîte à outils. Nous avons eu peu de temps pour mener l'étude, donc questionnaire ne comprend donc que 60 réponses. En avoir 100 aurait donné plus de robustesse aux résultats, même si ceux-ci sont considérés représentatifs car ils sont stratifiés par rapport au public global. Il est possible que les questionnés ont été sélectionnés de fait sur le facteur temps disponible devant les ESC, ce qui pourrait avoir une influence sur le mode d'accès à l'alimentation[1]. Ceux qui ont accepté de réaliser un entretien ont sûrement un intérêt pour la question alimentaire, mais pas tous. On relève l'importance de faire des entretiens parce qu'en comparant les réponses au questionnaire, on voit que l'entretien peut apporter des informations beaucoup plus fines pour décrire la complexité des pratiques alimentaires. Pour aller plus loin, pour vraiment comprendre dans le détail les logiques d'accès à l'alimentation, il aurait été intéressant d'utiliser l'analyse ethnographique. En effet, la question alimentaire est tellement vaste, que même les entretiens sont approximatifs. Ce sont des pratiques déclarées et parfois nous n'avons pas réussi à mesurer la véracité de celles-ci. Suivre des foyers volontaires pendant une longue période permettrait aussi de voir les variations sur l'année[2]. Une autre méthode serait de demander des relevés de tickets de caisse aux personnes volontaires, méthode utilisée dans le défi famille alimentation positive, par exemple. Une autre méthode qui nous semblerait intéressante à utiliser pour comprendre la distance à l'alimentation durable du public cible serait le Q-Sort. Cette méthode statistique sert à explorer la subjectivité et permet d'avoir une photo de ce que pense une population x sur un thème donné à un moment t. Cette technique est un bon compromis entre le quantitatif et le qualitatif, et permet de faire émerger la structuration des points de vue sur le thème donné en proposant une classification idéale-typique (Kuhn et al., 2008). Cette méthode implique d'avoir une bonne connaissance du terrain afin de présenter un panel de questions représentant de manière exhaustive le champ des possibles, ce qui serait désormais envisageable mais ne l'était pas au début de cette étude. Pour aller plus loin, le recours à des focus groupes aurait pu être intéressant. Cette méthode permet parfois de libérer la parole et de faire émerger d'autres informations. Touré (2010) mène, quant à lui, une réflexion épistémologique sur l'usage des 'focus groups' et ses problèmes de scientificité, en indiquant que « les groupes de discussion en recherche sociale, ne favorisent pas toujours une participation significative, égalitaire et équitable (…) ils offrent peu de

[1] Les gens consommant des plats préparés et ne cuisinant jamais sont peut-être sous représentés, ainsi que la pratique du drive qui n'est pas ressortie dans notre enquête.

[2] On n'arbitre pas de la même façon son budget alimentaire quand on doit acheter des fournitures scolaires à la rentrée, préparer des cadeaux d'anniversaire ou partir en vacances. L'alimentation peut être différer en début et en fin de mois. Selon les légumes de saison, on cuisine plus ou moins. Quand il pleut, on ne va plus au marché, etc.

possibilités en termes de crédibilité, de stabilité et de transférabilité des résultats », même s'il indique que c'est une méthode intéressante à utiliser si certaines précautions sont prises. En tout cas, cette méthode semble intéressante pour apporter un complément au questionnaire et aux entretiens individuels. En effet, on rappelle que pour Paturel et Ramel (2017) « rendre visible le point de vue des personnes en situation de précarité est la première étape dans une démarche se rapportant à l'éthique du 'care'[3], avant d'aller vers la prise en compte de leurs propositions dans une approche politique du 'care' ». Enfin, avec plus de temps, les idéaux-types pour l'instant encore à l'état d'ébauches pourraient être mieux finalisés.

II. Retour à la problématique

Quelle forme pourrait prendre une politique d'accès à l'alimentation durable pilotée par la Ville de Rennes ?

II.1 • Réponse sur les leviers

Les **résultats** ont montré que les enquêtés s'approvisionnent surtout en GMS, à pied ou en transport en commun. Ils cuisinent beaucoup et ne consomment presque pas de plats préparés. Deux tendances sont surreprésentées dans ce public : une grande proportion ne mange jamais à l'extérieur pour des raisons financières et une autre mange au fast-food très fréquemment. Parmi ce public caractérisé par des bas revenus, il existe différentes situations financières, mais qui ne sont pas explicatives d'un mode d'accès à l'alimentation spécifique. Il y a quand même 19% de personnes allant à l'aide alimentaire (10% dans la population française). Les problèmes des personnes accédant à l'aide alimentaire sont les mêmes que ceux déjà décrits dans la bibliographie : sentiment de stigmatisation par rapport au fait de recevoir des aliments en date limite, sentiment de stigmatisation dans le fait de devoir re-justifier sa situation tous les 3 mois dans chaque structure, non-choix des aliments, peu de fruits et légumes frais. 55% ont l'impression de se priver en alimentation. Les volontés d'améliorations concernent la qualité, la quantité, les petits plaisirs, plus de viande, et aussi l'accès à des aliments bio. En effet, la volonté d'accès à des produits durables, sans être majoritaire, est néanmoins présente chez certaines des personnes que l'on aurait pu trop vite supposer exclues puisqu'en situation précaire. Comme l'ont montré plusieurs exemples, on ne peut pas préjuger que précarité et bio seraient d'emblée incompatibles. Pour la majorité du public enquêté le lien, est fait entre santé et alimentation, mais la dimension environnementale ou éthique de la définition de l'alimentation durable est quasi inexistante.

Les **leviers à mobiliser** pourraient se baser sur :

- la connaissance du lien entre santé et alimentation
- l'aspect organoleptique de l'alimentation
- la proximité avec le monde agricole et la volonté de jardinage
- la pratique de la cuisine qui est déjà très présente chez tout le monde
- l'apport d'information sur les aspects environnementaux et éthiques encore très peu connus

[3] Souci des autres, sensibilité, responsabilité

- l'augmentation le niveau de vie des personnes pour que les différents postes de dépenses entrent moins en concurrence et la réduction du prix des aliments de qualité qui est souvent prohibitif
- avoir recours aux professionnels de santé maillant le territoire et aux travailleurs sociaux en contact avec les personnes visées
- déconstruire le sentiment de non-légitimité avec de l'accompagnement
- le contrôle des publicités alimentaires sur l'espace public et l'intégration de la question alimentaire dans les politiques d'urbanisme vis à vis de la structuration de l'offre
- l'apport de l'alimentation durable dans les lieux d'aide alimentaire, etc.

LA FORME QU'UNE POLITIQUE D'ALIMENTATION DURABLE POURRAIT PRENDRE :
La bibliographie montre **l'importance de lier une politique de prix à une politique d'accompagnement**. Premièrement, Darmon et al. (2005) montrent qu'une politique de taxation sur les produits gras et sucrés et de subvention sur les fruits et légumes, améliore le régime alimentaire de tout le monde sur le point de vue nutritionnel, mais accroît les inégalités dans la mesure où, si c'est fait sur la population globale, les riches en bénéficient plus que les pauvres. Cette analyse incite à conduire une politique ciblée sur les personnes à bas-revenus, qui est également victime des inégalités de santé liées à l'alimentation. Une politique de réduction tarifaire sur un certain nombre d'aliments ciblés permettrait de répondre à plusieurs enjeux : améliorer l'alimentation du public, faire en sorte que les personnes précaires puissent aussi participer à la transition écologique, sensibiliser les foyers à l'alimentation durable, aider dans la résolution des problématiques touchant à l'aide alimentaire. La présente étude et la bibliographie indiquent que le prix n'est pas le seul facteur déterminant le choix alimentaire. La FNAB (2015) préconise de mettre en place des dispositifs d'accompagnement pour apprendre à cuisiner certains légumes, apprendre à acheter bio à moindre coût au bon endroit etc. C'est là où un éventuel dispositif 'bien manger' pourrait s'inspirer des longues années d'expérience du dispositif Sortir ! déjà existant sur l'aire rennaise, qui couple accompagnement, mobilisation et réduction tarifaire. Certaines questions restent en suspens :

- Quel accord sur les produits alimentaires à promouvoir ?
- Quels partenariats avec quelles structures ?
- Comment évaluer l'impact d'une éventuelle politique publique ?

II.2 • Prise de recul sur les leviers

II.2.a° Prise de recul sur le choix de l'approche et les limites de la rationalité dans les processus de décisions

Bresson (2015) rappelle que « Les différences d'approches ne sont pas neutres et interfèrent avec les enjeux éthiques ou politiques. Le choix des mots, la construction des problèmes, contribuent à légitimer des solutions ». En effet, selon le cadre explicatif du comportement alimentaire choisi, la modalité de réponse ne sera pas la même[4]. Nous verrons également plus loin que selon la construction

[4] Si c'est l'individu économique rationnel, il s'agira d'une politique par le prix. Si c'est la théorie des pratiques, on influencera l'environnement alimentaire par des politiques urbanistiques. Si c'est la théorie structuraliste, on ne pourrait rien faire. Si c'est la théorie psychanalytique, on ne peut pas faire grand-chose non plus. Si ce sont les émotions et l'imaginaire, il faudrait contrôler les publicités. Si le mangeur est un être de raison, on mettra en place des campagnes d'informations nutritionnelles, etc. Poulain (2013) complexifie ces grilles de lecture en utilisant la notion "d'espace social alimentaire" (Condominas, 1980, in Poulain, 2013).

du problème et la vision du monde en toile de fond, on peut alors orienter les solutions vers une politique normative, ou vers le marketing social, ou vers une politique d'émancipation, etc. Comme déjà cité partie 4, FFAS (2012) relève les limites de la rationalité dans les processus de décisions alimentaires et indique que le prix et les informations nutritionnelles ne sont qu'une partie des éléments amenant à la décision, et que les émotions ou la force de l'habitude sont des mécanismes tout aussi puissants.

II.2.b° La vrai question serait celle de la légitimité des actions influant sur le comportement alimentaire.

FFAS (2012) souligne que la question de la légitimité des actions de santé publique ressort moins souvent que celle des leviers à mettre en place, mais serait tout aussi importante ; puisqu'une action serait d'autant plus efficace qu'elle serait bien acceptée et donc bien justifiée. Pour ces auteur-es, la question de la légitimité des actions de santé publique demeure implicite, alors qu'elle serait cruciale. Cela nous ramène à la question de la construction d'une culture commune autour des enjeux de l'alimentation durable, qui ne seraient pas encore partagés par tous les acteurs rennais. L'intégration de modules de formation sur l'alimentation durable dans les cursus des travailleurs sociaux, des professionnels de santé ou même des écoles d'agricultures, pourraient être envisageables.

II.2.c° Politique normative, marketing social, et démocratie alimentaire

→Politique normative.

Les politiques normatives alimentaires sont souvent associés aux recommandations nutritionnelles où la 'norme de santé' est construite à partir de connaissances scientifiques. Rappelons toutefois que la science n'est pas neutre et que certains programmes de recherches dépendent des financeurs. C'est dans ce cadre que les recommandations peuvent changer : le PNNS 2011 disait de prendre de la viande tous les jours, le PNNS 2017 a enlevé cette recommandation. Pour certains, les recommandations nutritionnelles sur les produits laitiers mises en place depuis les années 1980 auraient été largement influencées par les lobbies laitiers, quoi qu'il en soit elles sont aujourd'hui remises en cause. Les politiques de taxation/subvention peuvent avoir un effet sur le comportement des mangeurs, Allen (2010) indique néanmoins que le différentiel de prix à mettre en place pour obtenir un effet significatif sur la modification du comportement alimentaire est très grand. En effet, un petit différentiel de prix peut-il faire la différence face aux techniques marketing utilisées par les industries agro-alimentaires ? Le marketing s'inspire des sciences cognitives et comportementales pour diriger le comportement du consommateur, avec généralement moins de moyens le marketing social tente d'utiliser les mêmes outils pour favoriser un comportement vertueux.

→ Marketing social et nudge.

En effet, le marketing social utilise les techniques du marketing pour orienter le comportement d'une personne dans son intérêt, dans l'intérêt d'un groupe ou dans l'intérêt de la société. C'est dans cette approche que sont utilisés les 'nudges' issus des théories de l'économie comportementale qui considèrent que l'humain n'est pas un agent rationnel. « Si l'individu était rationnel il suffirait de lui donner les bonnes incitations monétaires pour orienter son comportement » (Cappelli, 2014)[5]. Les sciences comportementales indiquent par exemple que les individus sont beaucoup plus sensibles aux pertes qu'aux gains[6]. Influence de l'environnement, aversion pour la perte, effet de dotation, norme sociale et effet de pair : les nudges intègrent toutes ces données issues de sciences comportementales. Les nudges sont utilisés par les entreprises pour agir sur le comportement du client, mais commencent aussi à être utilisés par les pouvoirs publics. Le Ministère de l'Environnement en France a par exemple lancé le concours 'Nudge Challenge Climat' en 2015 pour inciter à imaginer des 'nudges verts'. Il peut s'agir d'étiquettes pour mettre la bonne quantité d'eau à chauffer dans la bouilloire, d'un affichage ludique pour moins consommer de papier toilette, des poubelles à mégots ludiques donnant envie de mettre son mégot dedans, d'obliger à fournir un effort pour prendre du pain à la cantine et donc réduire le gaspillage, etc. Cappelli (2014) relève que la société française jacobine préfère la coercition à l'incitation, et que le principe d'égalité engendre une préférence pour les réglementations. L'émission de radio "*Le Nudge, une technique de persuasion sous influence ?*" (Du Grain à Moudre, 2017), fait ressortir l'opposition entre Coralie Chevallier chargée de recherche au laboratoire de neurosciences cognitives et Sophie Dubuisson-Quellier directrice adjointe du centre de sociologie des organisations. En résumé, la première promeut la prise en compte de l'irrationnel dans l'élaboration de politiques publiques, le nudge serait juste un outil et son aspect éthique dépendrait de comment il est utilisé, soit en marketing, soit en politique publique ; propos sous entendant que les politiques publiques seraient forcément vertueuses. La deuxième chercheuse est prudente sur les nudges et critique le fait de vouloir atteindre un objectif sans l'afficher clairement à la population, ce qui s'apparenterait à de la manipulation[7]. Elle critique que les nudges laissent de côté les cadres sociaux dans lesquels sont pris nos pratiques sociales et que ces nudges aient la propriété d'invisibiliser les programmes dont ils sont porteurs. Elle met en cause cette forme d'intervention qui va responsabiliser excessivement les individus, en se dédouanant d'interpeller les autres acteurs responsables (comme les entreprises fournissant les aliments par exemple). Elle expose le fait que le nudge est une béquille et que, quand celui-ci disparaît, les pratiques sociales retrouvent

[5] Daniel Kahneman a remporté le prix Nobel d'économie en 2002 pour son livre "Système 1, Système 2, les deux vitesses de la pensée" expliquant que le système 2 ayant la capacité de raisonner se contente de valider les scénarios d'explication qui viennent du système 1 rapide automatique et fainéant : « il est plus facile de glisser vers la certitude que de rester campé sur le doute » (Kahneman in Cappelli, 2014)

[6] Il vaut mieux dire "si vous ne conservez pas l'énergie vous allez perdre 300 euros par an" que "en économisant l'énergie vous allez gagner 300 euros par an" (Cappelli, 2014) Cette première formulation est donc un 'nudge'.

[7] Cette réflexion transparaît dans l'ouvrage collectif « *Gouverner les conduites* » (Dubuisson-Quellier et al., 2016) qui pose la question de savoir jusqu'où les pouvoirs publics s'introduisent dans la vie privée des citoyens en cherchant à orienter leur conduite.

leur mode de fonctionnement habituel : il impliquerait donc une vision court-termiste négligeant le long-terme. Elle indique que le citoyen peut gagner en réflexivité. Se positionne-t-elle pour autant dans un paradigme de transmission de 'pouvoir d'agir' au citoyen ? Il ne semblerait pas puisqu'elle critique la responsabilisation à outrance de l'individu. Pour des raisons semblables 'l'empowrement' connaîtrait un rejet de la part de certains travailleurs sociaux.

→Démocratie alimentaire et transmission de 'pouvoir d'agir'

Paturel et Ramel (2017) considèrent que la démocratie alimentaire appelle à une démocratie réelle par la reprise en main de tous sur les conditions de ses choix alimentaires. Dans cette optique et dans l'éventualité de la mise en place d'une carte 'bien manger', se pose donc la question des modalités démocratiques permettant au public concerné de co-construire le programme qui le concerne. Pour Savigny (2015), c'est là où le travail social est important car : « **le travail social doit et peut se situer en médiateur et en tiers facilitateur pour créer des dynamiques locales n'excluant pas les personnes habituellement écartées des espaces démocratiques de parole** ». Pour Paturel, la démocratie alimentaire permet de poser la question de l'accès à l'alimentation de qualité pour tous et de ne pas cibler des politiques spécifiques pour les pauvres. Il faudrait poser la question de la production alimentaire d'un territoire, pour alimenter toute sa population.

La démarche de transmission de 'pouvoir d'agir' semble aussi intéressante, nous l'avions nous-mêmes experimentée l'année dernière à travers la mise en place d'un potager collectif et participatif, où les habitants pouvaient venir jardiner. En se réappropriant des connaissances sur l'agriculture et l'origine des aliments, les habitants pourraient être en meilleure position pour les choisir. Néanmoins, Antoine (2012) rappelle qu'il ne croit pas à la « stratégie qui compte sur l'impact des petites révolutions pour entraîner, par capillarité, un hypothétique changement de grande échelle dans le futur » qui est pour lui « le mythe de la pratique exemplaire », et invite à rétablir un rapport de force en repolitisant la question alimentaire localement. Dubuisson-Quellier (2009) partage cette approche quand elle dit que « l'action par la consommation ne peut se subsituer à d'autres formes d'action politique ».

Plusieurs états des lieux des initiatives de solidarité alimentaire ont été réalisés, notamment par Résolis (2018), ou par le projet *SolAlter* en Bretagne. À partir de l'analyse des initiatives existantes en Bretagne, Noel et Darrot (2016) estiment que pour qu'elles fonctionnent il faut : une dynamique d'échange pour développer des partenariats ; l'implication des collectivités territoriales ; des actions de sensibilisation à l'alimentation ; l'accessibilité sociale par la modularité des prix ou la tarification préférentielle. Ils indiquent également que quand la portée sociale de l'action est forte, elle tend à être moins étendue, et que l'accompagnement semble contraindre les effets de masse.

Tableau 9 : Résumé des trois approches complémentaires pour traiter de la question alimentaire (Auteur, 2018)

	Politique alimentaire normative	**Nudge et marketing social**	**Démocratie alimentaire et pouvoir d'agir**
Concept	• Il y a un objectif normé et on met les moyens pour l'atteindre. Se base souvent sur l'aspect rationnel du comportement du citoyen	Comprendre finement le comportement du consommateur en utilisant les sciences cognitives et comportementales, pour l'orienter en douceur vers une pratique plus vertueuse	Processus amenant le citoyen à se réapproprier ses choix alimentaires et questionnant le système alimentaire actuel
Avantages	• Touche beaucoup de gens • La composante rationnelle est parfois importante	•Si le choix est non rationnel : le nudge permet de faire contrepoids au marketing, en utilisant les mêmes techniques • Touche les masses	• Vision de long terme • Transmet pouvoir d'agir au citoyen qu'il peut appliquer dans d'autres domaines • Travail sur tout le système alimentaire
Désavantage	•Si le choix est non rationnel, ses politiques ont-elles vraiment un effet ?	•Vision court terme : nudge plus là et retour à case départ •Surinvestit la responsabilité du citoyen	•Touche peu de gens • Plus difficile à mettre en œuvre • Est-ce suffisant pour freiner les stimulations marketing
Exemple	Campagne d'information '5 fruits et légumes par jour'	NutriScore – étiquetage nutritionnel	Act'terre Solidaire à Caen – co-construction de projet de territoire

D'après les différents choses observées les dernières années à Rennes, il semblerait qu'un paradoxe émane dans le fait que les mêmes personnes qui veulent promouvoir un accès à l'alimentation durable, peuvent aussi parfois se situer dans une approche non-interventionniste. Après notre enquête, se pose la question suivante : **est-il possible, à l'échelle d'une ville ou d'une métropole, de faire contrepoids aux démarches interventionnistes de l'industrie agro-alimentaire et des GMS** (publicités, réductions, jeu de loto pour avoir des bons d'achats etc.), **avec des politiques publiques non-interventionnistes ?**

Ainsi, même si nous ne savons pas quelle serait la forme la plus pertinente que pourrait prendre une politique d'accès à l'alimentation durable au niveau de la Ville de Rennes ou de la Métropole, nous pouvons aussi nous demander : **la Ville ou la Métropole représentent-elles le meilleur échelon de compétence pour aborder cette question-là ?**

II.3 • Prise de recul sur le niveau d'action

Dans l'ouvrage « *Approches théoriques pour construire des politiques alimentaires urbaines durables* » Brand et al. (2017, p.91) constatent que : « **la grande difficulté à laquelle chercheurs et acteurs publics, privés et associatifs sont confrontés aujourd'hui, est la prise en compte de la complexité de la question alimentaire : tant au niveau des jeux d'acteurs concernés que des domaines d'action ou encore des échelles de gouvernance et d'action**. »

Une première réflexion tendrait à dire que face à l'ampleur des enjeux, l'échelon Ville ou Métropole ne serait pas le plus pertinent pour traiter de la question de l'accès à l'alimentation durable pour tous. Bien qu'elles disposent d'un grand nombre de compétences, on voit mal comment elles peuvent agir

face à la puissance des mécanismes à l'œuvre dans la société dite 'de consommation' où les choix des citoyens seraient très largement déterminés par les stimulations psycho-sensorielles du marketing. L'État est sur ce point mieux placé pour inciter les industries agroalimentaires à améliorer le contenu nutritionnel de leurs préparations ou à encadrer la diffusion de publicités sur les chaînes de télévisions[8]. Une Ville peut néanmoins contrôler la publicité sur son espace public, mais ce sujet semble constituer un puissant tabou[9].

Dans le rapport « *Pour une consommation durable* » (Laville, 2011) remis au 1er Ministre, l'expertise propose 6 recommandations : éduquer le consommateur dès le plus jeune âge ; encourager les initiatives pionnières dans une logique ascendante ; soutenir l'innovation au service de la consommation durable ; mettre en place les outils économiques nécessaires ; encourager les politiques de consommation durable ; charger une entité administrative de la politique de consommation durable. Il semble donc possible d'intervenir de manière forte au niveau d'un État : aux USA par exemple, la politique alimentaire fédérale est le premier pilier de la politique agricole (Devienne, 2009), et certains États mettent en place des politiques urbanistiques interdisant les fast-food autour des écoles. Nicolini et al. (2016) soulignent que l'État disposerait de moyens puissants pour répondre aux enjeux de l'accès à l'alimentation bio, comme la correction du différentiel de prix entre bio et conventionnel en appliquant le principe pollueur-payeur à l'agriculture conventionnelle, ou le rééquilibrage des aides de la PAC. Mais ce n'est pas aussi simple que ça. Le Ministère de la Santé n'a par exemple pas réussit à faire approuver le NutriScore, qui a été refusé par l'Assemblée Nationale en Mai 2018[10]. Pourtant le NutriScore n'abordait même pas le thème de l'environnement ni des pesticides, il était purement nutritionnel au sens des nutriments. Tout récemment, suite à la démission du Ministre de l'Environnement, une personnage publique comme Corinne Lepage a indiqué que, pour elle, la transition socio-environnementale ne pourra pas se faire au niveau de l'État mais qu'elle devra se faire au niveau de la société civile et des collectivités territoriales[11]. Analyse que partage Pierre Calame dans son cours sur la gouvernance territoriale quand il affirme que l'enjeu des transitions se joue au niveau des territoires (CNFPT, 2016). Donc les **Métropoles pourraient et devraient agir à leur niveau**. De plus, face à un verrouillage sociotechnique[12] aussi fort, le changement devrait arriver par tous les biais possibles. C'est pour cela que la promotion des systèmes alimentaires territoriaux est intéressante. Dans le rapport *Livre blanc pour l''accès de tous à une alimentation de qualité* l'UNMS (2014) propose 35 recommandations et indique à quel niveau il est

[8] L'engagement d'autorégulation des industries alimentaires sur le fait de ne pas adresser des publicités aux enfants de moins de 12ans (l'UE Pledge), n'est même pas respecté par certaines entreprises l'ayant signé (De La Ville, 2018). Le projet de loi agriculture et alimentation en France a abandonné la mesure traitant de la publicité.

[9] Dans le cadre de 'Fabrique ta Ville' pour les jeunes à Rennes, une interpellation demandée par sur la publicité a été d'emblée écartée.

[10] L'émission radio 'Les lobbies au cœur du pouvoir' sur FranceInter. (Secrets d'info, 2018) décrit le fonctionnement des lobbies à l'Assemblée

[11] Émission radio France Culture, 03/09/2018.

[12] L'article de Simmoneaux et al. (2016) explore avec pertinence dans quelle mesure l'enseignement agricole contribue au verrouillage sociotechnique, empêchant la transition agroécologique vers un système plus durable

possible de les mettre en place. **Mais le cœur du problème ne serait-il pas plutôt d'avoir une production agricole entièrement durable ?**

II.4 • Prise de recul sur le sujet

Comme évoqué dans l'avant-propos, un levier majeur serait de transformer toute la production agricole en une production éthique et respectueuse de l'environnement. L'enjeu pesticide serait réglé, et il resterait à traiter de l'enjeu nutritionnel en travaillant en partenariat avec les industries agroalimentaires. Du même coup se pose la question de savoir **qu'elle est la production agricole considérée durable ?** Certains acteurs émettent aujourd'hui des réserves quant au label bio, qui certes a répondu à l'enjeu pesticides, mais ne prendrait pas assez en compte l'aspect destruction des sols (Mulet, 2016)[13]. De plus, la question de l'accès pour tous à l'alimentation durable dépasse largement la France, puisque le système alimentaire est aujourd'hui mondialisé, et qu'il tend à l'être de plus en plus. La question décisive serait donc : **peut-on réellement assurer un droit à l'alimentation sans la souveraineté alimentaire[14] ?**

Enfin, la réduction des inégalités semblerait également prioritaire, dans une société où les riches deviennent de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres.

Mon point de vue personnel est qu'il faut agir à tous les simultanément, et que toute avancée, pour petite qu'elle soit, est bonne à prendre.

[13] Un maraîcher bio peut produire à fond sur les mêmes terres pendant 15 ans et laisser derrière lui un sol dégradé.

[14] « Concept fondé par la Via Campesina, mouvement paysan mondial, la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. Considérant que le rôle des paysans set de nourrir en priorité leurs concitoyens, la souveraineté alimentaire nécessite le développement et la protection d'une agriculture familiale et de marchés de proximité moyennant, si nécessaire, des protections tarifaires. Elle est donc en rupture totale avec les orientations libérales mises en œuvre par l'OMC » (Scherer, 2018)

CONCLUSION

« Avant de chercher à changer les habitudes alimentaires il convient d'abord de comprendre ce que manger veut dire » (Mead et Guth, 1945 in Poulain, 2016). Nous nous sommes attaché à comprendre ce que manger voulait dire, même si nous n'avons pas abordé toutes les approches. Aujourd'hui en 2018, la Ville de Rennes s'est interrogée sur l'accessibilité à l'alimentation durable des personnes en situation économique difficile, à travers mon stage. La bibliographie a montré que les bas-revenus pouvaient générer des inégalités liées à l'alimentation, et que les personnes à faibles ressources financières pouvaient connaître des spécificités dans leur mode d'accès à l'alimentation. L'échantillon de notre étude s'est porté sur le public Sortir ! car il existait une bonne connaissance des conditions d'attribution de ce dispositif d'accès à la culture. Nous avons cherché à mieux comprendre qui était ce public, afin de construire des hypothèses concernant son alimentation. Nous en avons également profité pour examiner dans quelle mesure un dispositif d'accès à la culture et un dispositif d'accès à l'alimentation durable pourraient avoir des similitudes. Le questionnaire et les entretiens ont permis de montrer comment s'alimentait le public cible et quelle était sa distance à l'alimentation durable. La majorité du public s'approvisionne surtout en GMS, à pied ou en transports en commun ; cuisine beaucoup et ne consomme pas de plats préparés ; une grande proportion ne mange jamais à l'extérieur pour des raisons financières ; 19% vont à l'aide alimentaire ; 53% ont le sentiment de se priver dans leur alimentation (qualitativement plus que quantitativement). La volonté d'accès à des produits durables, sans être majoritaire, est néanmoins présente parmi certaines des personnes qu'on aurait trop vite pu supposer non concernées puisqu'en situation précaire. Chez la majorité du public enquêté le lien est effectué entre santé et alimentation, mais la dimension environnementale ou éthique de la définition de l'alimentation durable est quasi inexistante. Les leviers classiques du changement du comportement alimentaire ont été identifiés, en y ajoutant la proximité avec le monde agricole et la volonté de distinction conduisant plus facilement vers une alimentation durable. Nous n'avons pas pu conclure sur la forme que pourrait prendre une politique d'alimentation durable à l'échelle de l'aire rennaise. Nous avons néanmoins montré qu'un dispositif d'accessibilité par le prix serait insuffisant s'il n'était pas couplé à un dispositif d'accompagnement. Nous avons rappelé que le choix du cadre théorique explicatif du comportement alimentaire n'était pas neutre et qu'il allait déterminer le choix des politiques publiques à mettre en place. Nous avons indiqué que l'enjeu majeur n'était peut-être pas de déterminer les leviers sur lesquels agir, mais plutôt de savoir d'abord comment allait se construire la légitimité d'un tel projet pouvant aussi bien s'apparenter à une politique de santé publique, environnementale, sociale, de développement territorial etc. ; en invitant à se pencher sur la question de la gouvernance d'une politique territoriale multi-acteurs, et de la construction d'une culture commune autour des enjeux de l'alimentation durable. Plusieurs questions restent en suspens :

- Quel public cibler ?
- Quel accord sur les produits alimentaires à promouvoir ?
- Quels partenariats avec quelles structures ?
- Quel modèle économique d'un dispositif d'accessibilité par le prix dans un contexte de baisse des dépenses publiques ?
- Comment évaluer l'impact de cette éventuelle politique publique ?
- Dans quelle mesure les politiques publiques intervenant dans le comportement des citoyens sont-elles compatibles avec les valeurs de ceux qui promeuvent l'alimentation durable ?
- Est-il possible de faire face à l'omniprésence de la publicité et aux techniques marketing avec la démocratie alimentaire ?
- L'échelon de la Ville ou de la Métropole est-il le plus pertinent pour traiter de ces questions ?
- Est-ce qu'on ne se trompe pas de problème, ne faudrait-il pas plutôt focaliser son énergie à réduire les inégalités ou à rendre la production agricole plus durable ?

POST-FACE

Dans un souci de démarche scientifique, et ne croyant pas vraiment au mythe de la neutralité de la science, il semblerait que le **meilleur moyen d'être objectif est de dire d'où on parle**. Aussi, c'est pour cela qu'un paragraphe de l'introduction a été consacré à expliquer pourquoi j'ai choisi ce sujet de stage et de mémoire. D'autre part, j'ai passé 60 questionnaires et 15 entretiens à échanger avec des personnes sur comment elles s'alimentent, voici comment je m'alimente :

- Je pourrais faire partie de la classe 6 de nos résultats (p.53-55)
- Je serais plutôt proche de l'idéal-type n°5 décrit page 80 et en Annexe XII
- Je ne suis pas un étudiant pauvre financièrement et je vis seul. Je m'approvisionne majoritairement en magasin spécialisé bio ou sur le marché du mail. Certaines semaines je vais au supermarché, où je n'achète pas bio. Tout cela est fait en vélo ou à pied : j'habite près du centre. Je mange souvent chez des proches, mais je mange rarement à l'extérieur, deux fois par mois peut-être. Je ne suis pas végétarien mais je ne mange pas beaucoup de viande. Je fais souvent la cuisine et je ne consomme jamais de plats préparés.
- Je suis arrivé à l'agriculture paysanne par 'le politique' au sens large (voir page 26) : je consomme surtout bio ou local pour l'environnement, la solidarité internationale, le développement territorial, le soutient au paysans etc. Je suis proche d'agriculteurs sur l'aire rennaise.

Voici le cursus universitaire que j'ai suivi : 2 ans de licence de biologie à Rennes 1 ; 1 an de tronc commun d'ingénieur agronome à Agrocampus Ouest ; 6 mois au campus agronomique de l'UFPR de Curitiba au Brésil ; 6 mois en Génie de l'Environnement à Agrocampus ; 1 an de service civique sur la promotion de l'agriculture urbaine et la mise en place d'un jardin participatif à Rennes ; 6 mois dans le master Agricultures Durables et Développement Territorial à Agrocampus, avant d'enchaîner sur mon stage. C'est avec un grand plaisir que j'ai découvert le monde du travail social à Rennes que je connaissais seulement de loin. Ce stage a été l'occasion pour moi d'apprendre énormément de choses sur deux domaines que je ne connaissais pas beaucoup : le travail social et l'alimentation. Je connaissais mal la précarité. Le plus proche que j'avais été de personnes précaires était pendant mon service civique en 2016, lorsque des jeunes volontaires donnaient la moitié du peu d'argent qu'ils recevaient à leur famille.

Je rappelle que le thème de l'accès à l'alimentation durable pour tous s'apparenterait plutôt à une solution palliative : les vraies solutions seraient de **réduire les inégalités** et de faire en sorte que **toute la production agricole devienne durable**. Cependant, toute avancée me paraît bonne à prendre, même si ce n'est pas un point de vue partagé par tous. Certaines personnes enquêtées ont signalé leur lassitude vis-à-vis de cette société d'assistance : « *on nous assiste pour pas qu'on se révolte* ». Subvenir aux besoins des pauvres serait pour certains un moyen de préserver la cohésion sociale. C'est ce qu'écrit Conceição Evaristo dans son livre *Banzo, mémoires de la favela*, quand elle explique comment les quartiers riches payent les festivités annuelles de la favela d'à côté, pour gagner la sympathie des 'favelados'.

Le choix des mots sur un tel sujet semble très important, et je les ai peut-être utilisés de manière un peu maladroite à certains endroits. Dire par exemple que quelqu'un est 'pauvre' est réducteur et sous-entend implicitement qu'il est pauvre sur tous les aspects de sa vie, alors qu'il n'est peut-être pauvre que financièrement. Nous devrions donc dire 'pauvre financièrement'. Il y a bien d'autres exemples. Bresson (2015) dit que « le choix des mots, la construction des problèmes, contribuent à légitimer des solutions ».

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

BEAUDRILLARD, Jean. *La société de consommation*. Gallimard, Folio Essais, Paris. 1986. 318p.

BRESSON, Maryse. *Sociologie de la précarité*. Armand Colin : 128 Tout le savoir. Paris. 2015. 128p.

CLOCHARD, Fabrice et DESJEUX Dominique. *Le consommateur malin face à la crise. Tome 2. Le consommateur stratège.* L'Harmattan, Dossier Sciences Humaines et Sociales, Paris. 2013. 274p.

CORNILLON, Pierre-André , GUYADER, Arnaud, HUSSON, François, JÉGOU, Nicolas, JOSSE, Julie, KLOAREG, Maela, MATZNER LOBER, Éric et ROUVIÈRE, Laurent. *Statistiques avec R.* Pratique de la Statistique. (3ème édition) 2012. 296p.

DUBUISSON-QUELLIER, Sophie. *La consommation engagée.* Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 2009, 144 pages. ISBN : 9782724611052. URL : https://www.cairn.info/la-consommation-engagee--9782724611052.htm

DUBUISSON-QUELLIER, Sophie. *Gouverner les conduites.* Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2016, 480 pages. ISBN : 9782724619003. URL : https://www.cairn.info/gouverner-les-conduites-9782724619003.htm

ESNOUF, Catherine (dir.) ; FIORAMONTI, Jean (dir.) ; et LAURIOUX, Bruno (dir.). *L'alimentation à découvert.* Nouvelle édition [en ligne]. Paris : CNRS Éditions, 2015 (généré le 09 septembre 2018). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/editionscnrs/10226>. ISBN : 9782271119124. DOI : 10.4000/books.editionscnrs.10226.

FISCHLER, Claude. *L'Homnivore.* Paris : Poches Odile Jacob. 2001. 448 p.

MAZOYER, Marcel et ROUDART, Laurence. *Histoire des agricultures du monde. Du Néolithique à la crise contemporaine*. Seuil, Paris, 2002.

PERNET, François. *Résistances paysannes*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1982. 191 p.

RASTOIN, Jean-Louis et GHERSI, Gérard. *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques.* Editions Quæ, « Synthèses », 2010, 584 pages. ISBN : 9782759206100. DOI : 10.3917/quae.rasto.2010.01. URL : https://www.cairn.info/le-systeme-alimentaire-mondial--9782759206100.htm

RÉGNIER, Faustine, LHUISSIER, Anne et GOJARD, Séverine. *Sociologie de l'alimentation*, La Découverte, Repères poche. Paris 2006. 128 p.

RETIÈRE, Jean-Noël et LE CROM, Jean-Pierre .*Une solidarité en miettes : socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours.* PUR, Rennes, 2018. 313 p.

RIGAUX, Natalie, *Introduction à la sociologie par sept grands auteurs*. De Boeck, series: « Ouvertures Sociologiques », 2ème édition, 2011, 294 p., EAN : 9782804157074.

THÈSES

ALLEN, Thomas, 2010. « Impacts des variations de prix sur la qualité nutritionnelle du panier alimentaire des ménages français », thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction de Martine Padilla, Université de Montpellier 1, 343p.

SAVIGNY, Marie-Thérèse, 2015. « Le Hameau des Possibles : pour une sociologie du pouvoir de penser et d'agir ». Thèse de doctorat en Socio-anthropologie sous la direction de Michelle Dobré, Université de Caen Normandie, 468p.

SIHRA COLSON, Eva, 2017. « Consumption, social interactions and preferences », Thèse de doctorat en sciences économiques, sous la direction de Thierry Mayer et Olivier Allais, Paris, Institut d'études politiques de Paris, 184p.

MÉMOIRES

BRAUN, Angela, 2018. *Understanding the role of the geographical location of food retailers on food purchasing practices in the city of Rennes, France: an interpretive approach.* Mémoire. Université de Gent. International Master of Science in Rural Development. 87p.

CHRETIEN, Marion, 2012. *Etude de l'accès des populations défavorisées aux produits agricoles locaux en Ille et Vilaine*. Mémoire. Agrocampus Ouest Rennes. Diplôme d'ingénieur agronome, spécialité Génie de l'Environnement, option Agricultures Durables et Développement des Territoires. 60p.

CORMERY, Antoine, 2017. *La restauration collective, quel outil pour la gouvernance alimentaire des villes ? Chronologie de la gouvernance alimentaire à Caen, Lorient et Rennes, et approche de cette gouvernance par une étude systémique de la restauration collective*. Mémoire. Agrocampus Ouest Rennes. Diplôme d'ingénieur agronome, spécialité Génie de l'Environnement, option Agricultures Durables et Développement des Territoires. 68p.

GUYOT-MONTET, Anaïs, 2016. *Projets territoriaux d'alimentation durable : coordination des acteurs publics et privés.* Mémoire. Université de Rennes 1. Master Economie et gestion publique, Analyse de projet et développement durable. 85p.

LECOQ, Marie-Paule, 2013. *Le développement de la solidarité alimentaire dans les Côtes d'Armor. Proposition d'une alternative à l'aide alimentaire pour une égalité devant l'accès aux produits de qualité et de proximité.* Mémoire. Université d'Orléans. Master Geogram, Développement Durable et Local dans les Territoires Émergents. 126p.

ARTICLES

Antoine Emmanuel « Campagnes Alimentons : faire du sujet alimentaire un enjeu de « haute nécessité » démocratique », *Pour*, 2012/3 (N° 215-216), p. 191-197. DOI : 10.3917/pour.215.0191. URL : https://www.cairn.info/revue-pour-2012-3-page-191.htm

Birlouez Éric, « L'insécurité alimentaire en France », *Pour*, 2009/3 (N° 202-203), p. 73-78. DOI : 10.3917/pour.202.0073. URL : https://www.cairn.info/revue-pour-2009-3-page-73.htm

Bresson Maryse, « La psychologisation de l'intervention sociale : paradoxes et enjeux », *Informations sociales*, 2012/1 (n° 169), p. 68-75. URL : https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2012-1-page-68.htm

Carracha Loriane, « L'aide alimentaire pour et par les personnes en situation de précarité. Un projet répondant à un contexte territorial », *Forum*, 2018/1 (n° 153), p. 62-72. DOI : 10.3917/forum.153.0062. URL : https://www.cairn.info/revue-forum-2018-1-page-62.htm

César Christine, « Dépendre de la distribution d'aide alimentaire caritative », *Anthropology of food* [Online], 6 | September 2008, Online since 06 September 2012, connection on 09 September 2018. URL : http://journals.openedition.org/aof/5073

Clément Alain « Faut-il nourrir les pauvres ? », *Anthropology of food* [Online], 6 | September 2008, Online since 06 September 2012, connection on 09 September 2018. URL : http://journals.openedition.org/aof/4283

Coenen-Huther Jacques, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, 2003/3 (Vol. 44), p. 531-547. DOI : 10.3917/rfs.443.0531. URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2003-3-page-531.htm

Cotelette Patrick, « Actuel Bourdieu », *Lectures* [Online], Review Essays, 2013, Online since 23 October 2013, connection on 09 September 2018. URL : http://journals.openedition.org/lectures/12492

Coutellec Léo, Pierron Jean-Philippe, « Penser une éthique alimentaireDossier thématique. Se nourrir : Un enjeu éthique », *Revue française d'éthique appliquée*, 2017/2 (N° 4), p. 19-24. URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-d-ethique-appliquee-2017-2-page-19.htm

Darmon Nicole, Lacroix Anne, Muller Laurent, Ruffieux Bernard, « Food price policies improve diet quality while increasing socioeconomic inequalities in nutrition », 2014, *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 11:66

Deprez Samuel. « De l'affirmation d'une distribution alimentaire connectée », *Netcom*[En ligne], 30-1/2 | 2016, mis en ligne le 24 octobre 2016, consulté le 06 septembre 2018. URL : http://journals.openedition.org/netcom/2342 ; DOI : 10.4000/netcom.234

de Saint Pol Thibaut, « Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales », *L'Année sociologique*, 2017/1 (Vol. 67), p. 11-22. DOI : 10.3917/anso.171.0011. URL : https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2017-1-page-11.htm

Devienne Sophie, « La politique alimentaire des États-Unis, premier pilier de la politique agricole », *Pour*, 2009/3 (N° 202-203), p. 95-104. DOI : 10.3917/pour.202.0095. URL : https://www.cairn.info/revue-pour-2009-3-page-95.htm

Durif-Bruckert Christine, « On devient ce que l'on mange » : les enjeux identitaires de l'incorporation », *Revue française d'éthique appliquée*, 2017/2 (N° 4), p. 25-36. URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-d-ethique-appliquee-2017-2-page-25.htm

Fielding-Singh, Priya. « A Taste of Inequality: Food's Symbolic Value across the Socioeconomic Spectrum » Sociological Science, 2017, 4: 424-448.

Hirczak Maud, Moalla Mehdi, Mollard Amédée, Pecqueur Bernard, Mbolatiana Rambonilaza et Vollet Dominique, « Le modèle du panier de biens », *Économie rurale* [En ligne], 308 | Novembre-décembre 2008, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 10 septembre 2018. URL : http://economierurale.revues.org/366

Kesse-Guyot Emanuelle, Baudry Julia, Allès Benjamin, Péneau Sandrine,Thouvier Mathilde Caroline, Méjean Caroline, Amiot Marie-Josèphe, Galan Pilar, Hercberg Serge, Lairon, Denis, «Déterminants et corrélats de la consommation d'aliments issus de l'agriculture biologique», Cahiers de Nutrition et de Diététique, Volume 53, Issue1, February 2018, p 43-52. URL : https://doi.org/10.1016/j.cnd.2017.04.001

Kuhne Nicolas, Abernot Yvan, Camus Didier, « Le Q-sort, un outil pour la recherche en soins Le cas des représentations chez les infirmiers en psychiatrie de l'âge avancé », *Recherche en soins infirmiers*, 2008/4 (N° 95), p. 46-56. DOI : 10.3917/rsi.095.0046. URL : https://www.cairn.info/revue-recherche-en-soins-infirmiers-2008-4-page-46.htm

Lacour Camille, Louise Seconda, Benjamin Allès, Serge Hercberg, Brigitte Langevin, Philippe Pointereau, Denis Lairon, Julia Baudry and Emmanuelle Kesse-Guyot, « Environmental Impacts of Plant Based Diets : How Does Organic Food Consumption Contribute to Environmental Sustainability ? » *Frontiers in Nutrition,* 2018, 5:8. doi: 10.3389/fnut.2018.0000

Lacroix Anne, Muller laurent, Ruffieux Bernard, «Impacts des politiques de prix sur les choix de consommation des populations à faibles revenus. Une approche expérimentale». Journée du département SAE2. Politiques nutritionnelles, régulation des filières alimentaires et consommation. Paris, 25 mai 2009. URL : http://veilleagri.hautetfort.com/media/02/02/1441225414.pdf

Lebel Estelle, Hamelin Anne Marie, Lavallée Marguerite, Bédard Annie et Dubé Amélie, « Publicité télévisée sur les aliments visant les enfants québécois », *Communication* [En ligne], Vol. 24/1 | 2005, mis en ligne le 14 août 2012, consulté le 07 septembre 2018. URL : http://journals.openedition.org/communication/3259 ; DOI : 10.4000/communication.3259

Le Pape Marie-Clémence, Plessz Marie, « C'est l'heure du petit-déjeuner ? Rythme des repas, incorporation et classe sociale », *L'Année sociologique*, 2017/1 (Vol. 67), p. 73-106. DOI : 10.3917/anso.171.0073. URL : https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2017-1-page-73.htm

Lhuissier Anne, « Des dépenses alimentaires aux niveaux de vie : la contribution de Maurice Halbwachs à la statistique des consommations », *L'Année sociologique*, 2017/1 (Vol. 67), p. 47-72. DOI : 10.3917/anso.171.0047. URL : https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2017-1-page-47.htm

Manzon Elisabeth, « Le PNA et l'accès de tous à une bonne alimentation : exemples d'actions en Rhône-Alpes », *Pour*, 2012/3 (N° 215-216), p. 305-312. DOI : 10.3917/pour.215.0305. URL : https://www.cairn.info/revue-pour-2012-3-page-305.htm

Mollard Amédée et Pecqueur Bernard, « De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de services. Histoire succincte d'une recherche », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 11 octobre 2012. URL : http://economierurale.revues.org/2270

Muller Pierre, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique. » In: *Revue française de science politique*, 50e année, n°2, 2000. pp. 189-208.DOI : https://doi.org/10.3406/rfsp.2000.395464www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_2000_num_50_2_395464

Multigner Luc, Ndong Jean Rodrigue, Giusti Arnaud, Romana Marc, Delacroix-Maillard Helene, Cordier Sylvaine, Jégou Bernard , Thome Jean Pierre, et Blanchet Pascal, «Chlordecone Exposure and Risk of Prostate Cancer», Journal of Clinical Oncology 2010 28:21, 3457-3462. URL : http://ascopubs.org/doi/abs/10.1200/JCO.2009.27.2153

Mundler Patrick, « Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes », *Économie rurale*[En ligne], 336 | juillet-août 2013, mis en ligne le 15 juillet 2015, consulté le 10 septembre 2018. URL : http://journals.openedition.org/economierurale/3983 ; DOI : 10.4000/economierurale.3983

Nicolini Lilian, Milanesi Julien, « Alimentation bio : les dispositifs d'accessibilité par les prix ». *Colloque international « La renaissance rurale d'un siècle à l'autre ? »*, May 2016, Toulouse, France. URL : http://blogs.univ-tlse2.fr/dynamiquesrurales/〉. 〈hal-01544742〉

Noel Julien et Darrot Catherine, « Vers des solidarités alimentaires territorialisées. Retour sur la recherche-action SOLALTER menée en Bretagne . » *Anthropology of Food*, Anthropology of Food, 2018. 〈hal-01718364〉

Paturel Dominique, « L'accès à l'alimentation durable pour tous : l'expérience d'un module de formation pour des étudiants en travail social », *Forum*, 2018/1 (n° 153), p. 11-18. DOI : 10.3917/forum.153.0011. URL : https://www.cairn.info/revue-forum-2018-1-page-11.htm

Paturel Dominique, « Un hiver pas comme les autres », *Pour*, 2012/3 (N° 215-216), p. 285-293. DOI : 10.3917/pour.215.0285. URL : https://www.cairn.info/revue-pour-2012-3-page-285.htm

Paturel Dominique et Ramel Magali,« Éthique du *care* et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable », *Revue française d'éthique appliquée* 2017/2 (N° 4), p. 49-60

Pelluchon Corine et Michalon Robin, « Manger : un acte éthique et politique. Entretien avec Corine Pelluchon, par Robin Michalon », *Revue française d'éthique appliquée*, 2017/2 (N° 4), p. 76-90. URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-d-ethique-appliquee-2017-2-page-76.htm

Pierret Régis, « Qu'est-ce que la précarité ? », *Socio* [Online], 2 | 2013, Online since 15 April 2014, connection on 09 September 2018. URL : http://journals.openedition.org/socio/511 ; DOI : 10.4000/socio.511

Pinto Louis, « 5. Du bon usage de *La Distinction* », dans *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu.* Paris, La Découverte, « Recherches », 2013, p. 83-95. URL : https://www.cairn.info/trente-ans-apres-la-distinction-de-pierre-bourdieu--9782707176677-page-83.htm

Plessz Marie, Dubuisson-Quellier Sophie, « La théorie des pratiques. Quels apports pour l'étude sociologique de la consommation ? », *Sociologie*, 2013/4 (Vol. 4), p. 451-469. URL : https://www.cairn.info/revue-sociologie-2013-4-page-451.htm

Poulain Jean pierre et Tibère Laurence, « Alimentation et précarité », *Anthropology of food* [Online], 6 | September 2008, Online since 06 September 2012, connection on 09 September 2018. URL : http://journals.openedition.org/aof/4773

Poulain Jean-Pierre, « Socio-anthropologie du « fait alimentaire » ou *food Studies.* Les deux chemins d'une thématisation scientifique », *L'Année sociologique*, 2017/1 (Vol. 67), p. 23-46. DOI : 10.3917/anso.171.0023. URL : https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2017-1-page-23.htm

Ramel Magali et Boissonnat Huguette, « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire », *Forum*, 2018/1 (n° 153), p. 53-61. DOI : 10.3917/forum.153.0053. URL : https://www.cairn.info/revue-forum-2018-1-page-53.htm

Remy Éric,| « Voyage en pays bio», URL :http://www.academia.edu/19270308/Voyage_en_pays_bio

Renting Henk et Wiskerke Han, «New Emerging Roles for Public Institutions and Civil Society in the Promotion of Sustainable Local Agro-Food Systems », 9th IFSA Congress, Vienna, 2010.
URL :http://www.academia.edu/1547691/New_Emerging_Roles_for_Public_Institutions_and_Civil_Society_in_the_Promotion_of_Sustainable_Local_Agro-Food_Systems

Rouillé d'Orfeuil Henri, « Faire face aux besoins alimentaires, la question des consommateurs pauvres ou insolvables », *Pour*, 2009/3 (N° 202-203), p. 64-72. DOI : 10.3917/pour.202.0064. URL : https://www.cairn.info/revue-pour-2009-3-page-64.htm

Savigny Marie-Thérèse, « Travail social et souveraineté alimentaire. Act'terre solidaire une action innovante sur l'agglomération caennaise », *Forum*, 2018/1 (n° 153), p. 19-27. DOI : 10.3917/forum.153.0019. URL : https://www.cairn.info/revue-forum-2018-1-page-19.htm

Scherer Pauline, « La solidarité alimentaire de proximité comme espace d'expérimentation démocratique et vecteur d'émancipation. Recherche-action au sein du Secours Populaire Français en Occitanie », *Forum*, 2018/1 (n° 153), p. 28-34. DOI : 10.3917/forum.153.0028. URL : https://www.cairn.info/revue-forum-2018-1-page-28.htm

Simonneaux Laurence, Simonneaux Jean et Cancian Nadia, «QSV Agro-environnementales et changements de société : Transition éducative pour une transition de société via la transition agroécologique», *DIRE* **[En ligne]**. 2016, n° 8. Disponible sur : <http://epublications.unilim.fr/revues/dire/773> (consulté le 10/09/2018)

Steptoe Andrew, Pollard, Tessa et Wardl Jane, « Development of a Measure of the Motives Underlying the Selection of Food: The Food Choice Questionnaire» *Appetite*,1995,25, 267-284. URL :http://dx.doi.org/10.1006/appe.1995.0061

Tissot Sylvie, « Anything but Soul Food. Goûts et dégoûts alimentaires chez les habitants d'un quartier gentrifié », dans *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu.* Paris, La Découverte, « Recherches », 2013, p. 141-152. URL : https://www.cairn.info/trente-ans-apres-la-distinction-de-pierre-bourdieu--9782707176677-page-141.htm

Touré El Hadj, « Réflexion épistémologique sur l'usage des *focus groups* : fondements scientifiques et problèmes de scientificité », *Recherches Qualitatives* – Vol. 29(1), 2010, pp. 5-27. ENTRETIENS DE GROUPE : CONCEPTS, USAGES ET ANCRAGES ISSN 1715-8702 - http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.htm

RAPPORTS

ADEME, 2017. *Analyse des effets économiques et sociaux d'une alimentation plus durable avril 2018 - 47 p. - 132 p.* Disponible à l'adresse : https://www.ademe.fr/analyse-effets-economiques-sociaux-dune-alimentation-plus-durable

AGENCE BIO, 2018a. *Repères chiffrés 2017 du bio en France.* Dossier de presse. 16p.

AGENCE BIO, 2018b. *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France Agence BIO/CSA Research.* Dossier de presse. 20p.

BRUNET, Florence, KERTUDO, Pauline, BADIA, Benjamin, CARRERA, Audrey, TITH, Florence, 2015. *Inégalités sociales et alimentation - Besoins et attentes des personnes en situation d'insécurité alimentaire.* Disponible à l'adresse : http://agriculture.gouv.fr/inegalites-sociales-et-alimentation-besoins-et-attentes-des-personnes-en-situation-dinsecurite

CAILLAVET, France, DARMON, Nicole, LHUISSIER, Anne, RÉGNIER, Faustine, 2006. *L'alimentation des populations défavorisées en France. Synthèse des travaux dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel.* Les travaux de l'observatoire 2005-2006. 44p.

FFAS, 2012. *Comportement alimentaire : les leviers du changement*. Dossier de presse, Colloque du 18 décembre 2012. Disponible à l'adresse : http://www.alimentation-sante.org/wpcontent/uploads/2013/01/DP_Coll181212.pdf

FNAB, 2015. *Soutenir et développer des dispositifs d'accessibilité à l'alimentation bio : des impacts insoupçonnés pour votre territoire !* Disponible à l'adresse : http://www.fnab.org/images/files/actions/filieres/restoco/brochure_accessibilite_fnab2015.pdf

FORS, 2014. Dossier : *Les facteurs d'invisibilité sociale sont multiples et variables.* Disponible à l'adresse : http://www.fors-rs.com/wp-content/uploads/2014/09/publi_1.pdf

FORS, 2015. *Évaluation du dispositif Sortir ! Rapport final.* Fond en Recherche Sociale. 72p.

FORS, 2016. *Etude portant sur les modalités de distribution de l'aide alimentaire et d'accompagnement aux personnes développées dans ce cadre.* Novembre 2016. Synthèse de l'étude.

GLOBAL WITNESS, 2018. *At what cost ? Irresponsible business and the murder of land and environmental defenders in 2017.* 72p.

GREENFLEX, 2016. *Typologie des consommateurs 2016.* Disponible à l'adresse : https://www.greenflex.com/wp-content/uploads/2016/09/GreenFlex_Typologie_Consommateurs_2016.pdf

INPES, 2010. *Connaissances et comportements de la population française en matière d'alimentation et d'activité physique.* Évolutions, Résultats d'études et de recherche en prévention et en éducation pour la santé.

INRA, 2010. *Synthèse Expertise scientifique collective : Les comportements alimentaires.* Expertises Collectives. 66p. Disponible à l'adresse :https://www6.paris.inra.fr/depe/Projets/Les-comportements-alimentaires

INSERM, 2013. *Pesticides, effets sur la santé. Expertise collective. Synthèse et reccomandations.* Institut thématique. 161p. ISBN 978-2-85598-906-X

LAVILLE Élisabeth, 2011. *Pour une consommation durable.* Rapport de mission du Centre d'Analyse Stratégique. Éd La Documentation Française. 248p

RAMEL Magali, BOISSONNAT-PELSY Huguette, SIBUÉ-DECAIGNY, Chantal, ZIMMER, Marie-France, 2016. *Se nourrir lorsqu'on est pauvre : analyse et ressenti de personnes en situation de précarité*. Revue quart-monde, nº 25. 182p.

REDLINGSHOFER Barbara, 2006. *Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique*. Le Courrier de l'environnement de l'INRA, Paris : Institut national de la recherche agronomique Délégation permanente à l'environnement, 53 (53), pp.83-102. 〈hal-01199229〉

RÉSOLIS, 2018. *La lutte contre la précarité alimentaire. 60 initiatives locales pour une alimentation solidaire.* Journal Resolis #19 (Janvier 2018), 60p.

SCHERER, Pauline. 2018. *La solidarité alimentaire en circuits-courts : un vecteur d'émancipation ?* Rapport synthétique du LERIS . 24p. Disponible à l'adresse : https://nutrition.coeur-herault.fr/sites/default/files/files/fichiers/bilan_experiences_secours_populaire_occitanie_2018.pdf

UNMS, 2014. *Livre Blanc - pour un accès de tous à une alimentation de qualité*. Publication de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes de Belgique. 24p. Disponible à l'adresse : http://www.pipsa.be/actualite/livre-blanc-pour-un-acces-de-tous-a-une-alimentation-de-qualite.html

VILLE DE RENNES, 2017. *PAD 2017-2020*. 17p. Disponible à l'adresse : https://elus-rennes.eelv.fr/wp-content/blogs.dir/626/files/2017/07/PAD-engagements-2017-2020-compressed.pdf

AUTRES

ANIA, 2015. « Les Français et l'alimentation ». Présentation du 24/06/2015. Disponible en ligne : https://www.ania.net/wp-content/uploads/2015/07/etude-ania-opinionway-les_francais-et-l-alimentation.pdf

APRAS, 2017. Brochure de présentation carte Sortir !

BOYARD, Eliott et SECK, Cheick, 2017. « Église catholique, Islam et transition socio-écologique ». Présentation de travail étudiant.

CAPPELI, Patrick, 2014. « Les 'nudges', force de persuasion ». Article de journal, Libération. Publié 19/01/2014, consulté en 2018. Disponible en ligne : http://www.liberation.fr/futurs/2014/01/19/les-nudges-force-de-persuasion_973983

CENTRE D'OBSERVATION DE LA SOCIETE, 2015. « Entre les cadres et les ouvriers, la consommation classe toujours ». Publié 11/05/2015, consulté en 2018. Disponible en ligne : http://www.observationsociete.fr/categories-sociales/conditions-de-vie/entre-les-cadres-et-les-ouvriers-la-consommation-classe-toujours.html

CNFPT, 2016. « La gouvernance territoriale ». Cours en ligne MOOC. Publié 07/2016, consulté en 2016.

DE LA VILLE, Inès, 2018. « Les enfants du marketing ». Article CNRS Le Journal. Publié le 13/07/2018, consulté en 2018. Disponible en ligne sur : https://lejournal.cnrs.fr/articles/les-enfants-du-marketing

DORMIEU, Raphaëlle, 2018. « À Amsterdam, les publicités pour de la malbouffe sont bannies du métro ». Article de journal Positivr. Publié le 16/06/2018, consulté en 2018. Disponible en ligne : https://positivr.fr/interdiction-publicites-malbouffe-junk-food-metro-amsterdam/

DU GRAIN À MOUDRE, 2018. « Le Nudge, une technique de persuasion sous influence ». Émission radio de France Culture, du 07/12/2017. Consulté en 2018. Disponible en ligne sur : https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-a-moudre/le-nudge-une-technique-de-persuasion-sous-influence

HERCBERG, Serge, 2017. « Malbouffe, quels remèdes ?». Conférence enregistrée. Consulté en 2018. Disponible sur : https://www.franceculture.fr/conferences/palais-de-la-decouverte-et-cite-des-sciences-et-de-lindustrie/oui-lalimentation-est-la

LA GRANDE TABLE, 2018. « Bourdieu, on refait le match avec Marc Joly ». Émission de radio du 30/01/2018 sur France Culture, animé par Olivia Gesbert. Disponible sur : https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/bourdieu-refait-le-match-avec-marc-joly

LSA, 2018. « Etude : en Europe, un repas sur cinq est consommé hors domicile ». Publié 15/03/2018, consulté 2018. Disponible en ligne : https://www.lsa-conso.fr/etude-un-repas-sur-cinq-est-consomme-hors-domicile,283541

MARIE, Maxime, 2018. « Les flux alimentaires dans l'aire urbaine d'Angers : de la consommation à la production ». Présentation. 20 Avril 2018. Groupe Local Acteurs – Chercheurs PSDR Frugal.

MICHELON, Vincent, 2018. « Un vœu déposé par la droite parisienne au Conseil de Paris propose d'interdire la publicité pour les aliments trop gras, trop sucrés ou trop salés dans le métro parisien ». Article de journal LCI. Publié le 04/06/2018, consulté en 2018. Disponible en ligne : https://www.lci.fr/societe/a-paris-l-opposition-veut-faire-interdire-la-publicite-pour-la-malbouffe-dans-le-metro-2089330.html

MULET, François, 2016. « Visite de ferme du jardin des pelletier (1/6) » disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=ZIGBDbntLwQ, publié en 2016, consulté en 2018.

POULAIN, Jean-Pierre, 2013. « Sociologie de l'alimentation : rationalités des mangeurs ». Conférence enregistrée. Publié le 02/07/2013, consulté en 2018. Disponible en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=NYaSVQ_SMVI

POULAIN, Jean-Pierre, 2016. « Comment changer les comportements alimentaires ? » Cours en ligne. Publié 2016, consulté 2018. Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=ZqrCfjdwLqY

SECRETS D'INFO, 2018. « L'influence des lobbies au cœur du pouvoir ». Émission radio France Inter du 26/08/2018 animé par Benoît Collombat. Consulté en 2018. Disponible ne ligne : https://www.franceinter.fr/emissions/secrets-d-info/secrets-d-info-26-aout-2018

STATISTA, 2018. « À quelle fréquence allez-vous au restaurant pès de chez vous ? ». Figure. Disponible en ligne : https://fr.statista.com/statistiques/478827/frequence-manger-aller-au-restaurant-france/

YEBBA, Yassir, 2018. Discussion avant un conférence à l'École d'Été de l'Agriculture Urbaine 2018 à Rennes. 09/07/2018.

Annexe I – Place de la commande dans le Plan Alimentaire Durable de la Ville de Rennes et fiche de stage

Action n°1 : Favoriser l'accès au restaurant scolaire au plus grand nombre d'enfants

Mener une étude des conditions d'accueil de chaque restaurant scolaire (nombre de places, mode de services, etc.) et définir un plan d'amélioration d'ici à 2020.
Proposer aux familles une lecture plus facile des menus (application mobile par exemple), les informer de la qualité nutritionnelle. Envoyer en début d'année scolaire à chaque famille, le coût d'un repas en fonction de leurs ressources (il s'avèrerait que des parents, notamment de quartiers prioritaires, n'inscrivent pas leurs enfants au restaurant scolaire du fait d'une méconnaissance du coût d'un repas).

Objectifs : Favoriser la fréquentation des restaurants scolaires du plus grand nombre d'enfants leur permettant de bénéficier d'un repas équilibré quotidien, encadré par des professionnels.

Moyen (entre 1 et 2 ans)
Temps et investissements pluriannuels
Moyens humains
- Ville et RM
- Rennais

Action n°2 : Faire de 2018 l'année de l'alimentation durable

Expérimenter la mise en œuvre d'un « Défi famille école à alimentation positive » par Agrobio 35.
Étudier la faisabilité de représenter la Ville (stand) sur sa politique d'alimentation (par exemple, conjointement au programme ZDZG - Territoires Zéro déchet zéro gaspillage) lors d'événements comme « Tout Rennes court », « Tout Rennes donne »,« Tout Rennes roule »...
Organiser un événement phare autour de l'alimentation à l'échelle de la Ville.
Étudier la faisabilité de créer un « ABC de l'alimentation durable » sur le format de l' « ABC des loisirs ».

Objectifs : Étendre la problématique de l'alimentation durable à l'extérieur de l'enceinte de l'école et du centre de loisirs et favoriser les rencontres entre Rennais.

Moyen (entre 1 et 2 ans)
Temps et investissements pluriannuels
Moyens humains
- Ville et RM
-Structures privées
- Rennais

Action n°3 : Offrir l'accessibilité à des produits durables locaux au plus grand nombre

Mener une étude de faisabilité d'extension du dispositif « Sortir ! » à l'achat alimentaire.

Objectif : Permettre à des Rennais en situation financière difficile d'accéder à des produits locaux durables.

Long terme (> 2ans)
Temps et investissements pluriannuels
Moyens humains
- Ville et RM
- Institutions publiques
-Structures privées

27

Fiche de stage :

"(…) Enfin l'Agrocampus, école d'enseignement et de recherche en agronomie, a coordonné entre 2011 et 2014 le projet SOLALTER sur l'inventaire breton des dispositifs de solidarité alimentaire reposant sur les ressources agricoles locales. Cette étude était menée en parallèle de celle intitulée "Rennes ville vivrière" qui avait pour objectif de mesurer les capacités d'autosuffisance alimentaire de la Ville de Rennes. Il était ressorti de SOLALTER un inventaire intéressant des possibles, mais le constat d'une difficulté d'accès aux pratiques et besoins alimentaires réels des publics dits "bénéficiaires" de l'aide alimentaire : ce sont toujours d'autres personnes, d'autres organisations, qui parlent en leur nom, ce public restant assez peu décrit et surtout s'exprimant peu ce qui est contradictoire avec une volonté de démarches participatives. (…)

La réflexion autour de l'accessibilité à des produits alimentaires durables s'est naturellement portée sur les bénéficiaires du dispositif « Sortir ! » car identifiés comme étant en situation de précarité. Dans un 1er temps, il est indispensable de mener une étude sociologique poussée sur les envies et besoins alimentaires de ces populations (choix, accessibilité économique et géographique à des produits bio et durables souvent considérés comme réservés à une certaine catégorie de personne, habitudes alimentaires, etc.).
Puis, cette étude mènera à la détermination des différents acteurs de la chaîne alimentaire locale (agriculteurs, transformateurs, distributeurs, restaurateurs) volontaires pour s'engager dans une offre durable et solidaire (à la fois pour eux et pour les bénéficiaires).
Cela conduira ensuite à la pertinence d'étendre, ou non, le dispositif « Sortir ! » à l'achat de produits alimentaires durables et à la définition de différents scenarii d'approvisionnement, de distribution, de sensibilisation et/ou formation à la cuisine, etc. validant le système économique indispensable à sa viabilité."

Annexe II – Compte rendu du 1er comité de pilotage, 19 Mars 2018 et réflexions associées

Résumé réunion 19 Mars 2018, 14h00.
Thème : cadrage du stage accès à l'alimentation durable
Etaient présent : P Le Saux (Apras), T Herré (Ville de Rennes), H Bretes (service civique Ville de Rennes), E Cadran (directeur DMA), N Noisette (élu EELV), M Theurier (élu EELV), Mme xxx CEBR, A Guyot Montet agrobio35, R Martin MCE, A Jaouen MCE, A Guillorel Obregon (Stagiaire Ville de Rennes)

1. M Theurier

ESS projets peuvent s'articuler et se mettre en lien avec la carte sortir.
Ex : Bon Maurepas : resto coop personne éloigné de l'emploi employés : étude longue avait identifié besoins salariés et habitants du quartier lieu de restauration. 28 rep/jour 60%client salaris, 40% habitants. Ristourne carte sortir volontaire du resto -20% donc 10€ au lieu de 12€. 8% des clients utilisent carte sortir.
Ex : 'T'as un grain' sollicite RM, intéressé par carte sortir
Ex : belle déchette, pour l'instant peuvent pas de leur poche
Ex : 'Grenouille à grande bouche' asso culturelle intéressé carte sortir
Ex : breizhicoop phase test cc st elisabeth, ouverture Sept, intéressé carte sortir
Zébu grenoble : plus aisés paye pour moins aisé dans groupement d'achat, sans savoir à qui.
+ café suspendu, repas suspendu (Italie)
+ super U maurepas, directeur Mr Geoffroy, dynamique intéressante
Quelle alimentation durable ? comment identifier produits ? comment les discriminer ?

2. MCE Aude

Travail sur Bolsne, Bréquigny, Villejean. But : mettre en place des groupes d'habitants avec appro de produits durables.
Accompagnement. Lien centre sociaux + maisons de quartier + assos
Rencontre hab + sortie en ferme + points sur besoins des habitants + appui Capseurs.
En gros : lancer dynamique de fond avec groupes d'habitants sur thème alimentation.
Connaissance très variable du public sur le sujet, mais globalement non. Quoi qui les intéresse ? pourquoi venu à la réunion ?
Question financière est en effet un frein identifié. Blosne g° de femmes motivé pour mettre en place un système d'approvisionnement.

3. Agrobio 35 AnaÏs

Accessibilité sociale alimentation Défi Alim Positive : public large. Ex : CCAS de Bruz
New goal : former structures à elles memes porter Défi Familles : faire que str° monte en compétence sur le sujet de l'alimentation (partenariat 29 et 56 et GAB 44).
Lancement appel à candidature pour former 4 str° et des intervenants labellisés sur bio-local-envt. Fournir catalogue intervenant.
° Evaluation des 4 ans du défi famille : 205 familles, 25% réponse, dont 25% par équipe donc représentatif. Déclaratif. Bilan : suivi des conseils nutritionnels, continuité achat bio et local, moins de viande. + travail avec sociologue Centre Culinaire Contemporain sur changement du comportement alimentaire.
Quel part effet de groupe ? quel continuité ? vrai question.

4. CEBR et Terre de Source

Lien alimentation durable et production de qualité de l'eau.
Q1. Agri Terre de source intéressé par l'aspect social ? ou juste valorisation produits ?
Rép : surtout économique, fermes bancales
Q2. Identifié réseaux de distribution pour TdSource ? -> cantine scolaires (avancé) + produits tout à chacun = étude à lancer pour voir comment mettre en lien les distributeurs potentiels, structuration logistique entre producteurs et distributeurs, et intégrer carte sortir.
Rappel CD : Uniterres ac ANDES : lien épicerie sociale et agriculteurs en difficulté = peut reproduire hors épicerie sociale pour le modèle de distribution de terre de sources.
SolAlter : répertorie tous les dispositifs d'aide alimentaire proposant des produits locaux

5. Présentation de mon stage (Amadis)

Diagnostic fin pour savoir quel est le réel besoin des populations.
• Sur quelle population on travail ? ceux qui ont / ceux qui peuvent avoir carte sortir ?
• Cb gens ont carte, pas le droit aide alimentaire (1090€ par ex)
• Cb gens ont carte, droit aide alim, mais la demande pas car pas à l'aise = D. sortir rendrait l'accès à l'aide alimentaire plus accessible ?
• Cb de gens aide alim, pas carte :
= tous ceux qui n'ont pas de papiers, pas de logement, etc.
= tous ceux qui urgence alim, mais loin des dispositifs culturel se sentent pas légitime = but ramener gens vers politique culturelle à partir de politique alimentaire.
• Gens aide alimentaire fonctionne bien, et irait pas changer habitude avec carte. Sauf si carte permet d'accéder resto du cœur pareil par exemple, change juste modalité payement ?

6. Apras Philippe Le Saux

Accès aux données : dit pas non, dit pas oui.
FORS = gymnase lignes, entretiens, focus groupe.
CD ex : contact, et demande si veulent participer, éthiquement acceptable ?
CD : solution d'entrer par les dispositifs d'aide, MAIS loupe énorme partie de la carte sortir (ex 1090€)
Philippe : éligibilité QUE sur le revenu, pas raccord minima sociaux etc.

Panel ayant droit non chiffré exact mais estime à 100 000 personnes : fichier DGFIPS revenu, non travaillé dans le détail. Alors que 26 000 utilisateurs aujourd'hui.

7. Typhaine PAD

• Projet ADin : intereg francobelge bilan 6 mois
• ATD quart monde fille
• PAT Terre de Lorraine CC : x, c'est quoi produit durable, qualité produit et réception épsoc, quel rôle social nourriture. Achats groupés de produits locaux bénéficiaires + bénévoles ép soc. G° de travail dans autre ville de metropole pour libérer la parole.
+ MCE travail sur question du don alim = dépasser question du don et former bénévole don à transmettre info sur alimentation et nutrition au moment du don
CD : 6 points dans SolAlter répond à cette question.

PARTIE 2 = DISCUSSION, SE POSER LES BONNES QUESTIONS POUR LE STAGE ET L'ETUDE.

Nadège Noisette
Q1. Quel public ?
Q2. Quelles denrées ?
Q3. Achat alimentaire et/ou restauration ?
Q4. Quel financement ?

Denrées : TdSource okay, Bio okay, reste ? comment définit critère produit accepté pour D. ?

P Le saux : Rappel philosophie carte sortir : D. c'est pas que réduction tarifaire, c'est une dynamique née de gens d'un quartier.
D. c'est : accompagnement, mobilisation, réduction tarifaire

•
Expérimentation avec le SuperU de Maurepas ?
Quels partenariats avec les agriculteurs ? agri pourra pas mettre de sa poche pour le dispositif.

Q. Est-ce opportun de mettre énergie sur étude socio si déjà études nationales sur rapport à l'alimentation ?
Avantage carte sortir : Non stigmatisant, choix de l'alimentation que ya pas dans aide al.
Q## : aide alim préparé, pas forcément cuisine chez soi etc.
Apras : Gens carte sortir : très autonomes, s'identifie pas à la carte sortir, venu à focus groupe juste parce que se sentait de rendre en retour. Serait étonné du public de la carte sortir : TRES DIVERSE
CD : très diverse d'où l'importance de cibler.

Q. est-ce que le plus intéressant ce n'est pas de savoir quel potentiel de changement de comportement des gens de carte sortir ?
= chercher quelles intentions, quelles envies et besoins ?
ex : méthodo calcul effort, pour accéder à l'idée de potentiel = fiable méthodologiquement

Priorité moi :
- Biblio socio/éco
- Expérimentations existantes

Aspect économique important : 10% me déplace pas, 40% réduc me déplace = influence choix de D. final = à mesure dans questionnaire ?

= quels leviers d'évolution des pratiques ? = D. sortir permet de faire évoluer les pratiques ?
CD d'accord : les leviers varient selon les catégories de population, donc il faut aller faire **typologie de cette population pour proposer les leviers les plus adaptés.**

Démarche MCE =/ cobayes observés, = associer les habitants dans la démarche.

Pour dans 1 mois
- Biblio socio éco
- Expériences existantes
- Thèmes à aborder dans l'enquête = logique d'enquête.

MODE D'EMPLOI

Comment faire pour bénéficier du dispositif Sortir ?

L'accès au dispositif Sortir ! dépend de votre lieu d'habitation, de votre niveau de revenu et de votre situation familiale. Pour savoir si vous y avez droit, vous devez vous présenter au **CCAS de votre lieu de domicile**, **sans rendez-vous**, muni des pièces suivantes ainsi que d'une **photo d'identité** (pour chaque membre de votre famille) :

Les pièces justificatives

Concernant votre identité

- Carte d'identité ou passeport ou carte de séjour ou permis de conduire ou livret de famille ou à défaut tout document officiel avec photo.

Concernant votre domicile

- Contrat de bail ou quittance de loyer de moins de 3 mois ou facture électricité, gaz, eau ou attestation prestation logement CAF
- Ou attestation d'hébergement signé de l'hébergeant et son justificatif de domicile (cf. ci dessus).
- Ou contrat d'élection de domicile

Concernant vos ressources

- Déclaration de revenu (*si la demande est présentée entre mai et septembre*)
- Ou avis d'imposition de l'année précédente (*si la demande est présentée entre octobre et avril*)

Plus vos justificatifs de revenus qui peuvent être :
- Bulletins de salaire des 3 derniers mois
- Ou notification d'attribution ou de rejet de droits Pôle Emploi datant de moins de 3 mois
- Ou avis de paiement d'allocation chômage Pôle emploi des 3 derniers mois
- Ou déclarations annuelles de retraite

Et, selon votre situation :
- Attestation de paiement de prestations familiales de moins de 3 mois
- Jugement de divorce
- Revenus financiers et fonciers apparaissant sur l'avis d'imposition

Les adresses des CCAS

Espace Social Centre
7 rue Kléber – Rennes
Tél : 02 99 28 89 00
Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h
Fermé le mardi matin

Espace Social Cleunay
25 rue Noël Blayau – Rennes
Tél : 02 99 35 41 90
Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h
Fermé le mardi matin

Pôle Municipal Champs Manceaux
81 bd Albert 1er – Rennes
Tél : 02 23 62 21 76
Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h
Fermé le jeudi matin

Espace Social Le Blosne
7 bd de Yougoslavie – Rennes
Tél 02 23 62 26 00
Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h
Fermé le mardi matin

Espace Gros Chêne Maurepas
11C place Gros Chêne – Rennes
Tél : 02 99 27 48 30
Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h
Fermé le jeudi matin

Espace Social Villejean
42 cours Kennedy – Rennes
Tél : 02 23 46 85 10
Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h
Fermé le jeudi matin

CCAS St Jacques de la Lande
2 rue des Fusillés – St Jacques de la Lande Tél : 02 99 29 75 56
Lundi mardi jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 / Vendredi de 8h30 à 13h
Fermé le mercredi toute la journée et le vendredi après midi

Où puis-je me renseigner sur la culture, le sport et le loisir ?

Dans les espaces « SORTIR ! » des centres sociaux, des animateurs :

- Répondront à vos questions, vos demandes,
- Vous aideront à trouver l'activité qui correspond à votre envie,
- Vous proposeront un soutien pour vous aider à réaliser un projet collectif,
- Vous inviteront à rencontrer des professionnels des équipements culturels et sportifs, des artistes…

Centre Départemental d'Action Sociale Rennes Centre
Espace Social Rennes Centre
7 rue Kléber – Rennes
Tél : 02 99 28 89 00
Lundi au vendredi 8h30-12h30 et 13h30-17h30, sauf le vendredi 17h
Fermé le mardi matin
Espace d'échange collectif Sortir !
le vendredi à 14h00

Centre social Cleunay
49 rue Jules Lallemand - Rennes
Tél : 02 99 67 32 14
Lundi au vendredi 9h-12 h et 13h45 à 18h
Fermé le jeudi matin
Point information Sortir !
le lundi de 14 à 16h soit au Centre social, soit à l'Espace social de Cleunay (adresse page 1)

Centre social des Champs Manceaux
81 bd Albert 1er – Rennes
Tél : 02 99 50 86 70
Lundi au vendredi 9h-12h15 et 13h45-18h15, sauf le vendredi 17h30
Fermé le jeudi matin
Espace Sortir !
le mardi de 9h30 à 11h30

Centre social Ty-Blosne
Espace Social Le Blosne
7 bd de Yougoslavie – Rennes
Tél 02 99 50 90 47
Lundi au vendredi de 9h-12h15 et 13h45 à 18h, sauf le vendredi 17h30
Fermé le mardi matin
Espace Sortir !
le vendredi de 9h à 12h

Centre social Maurepas
Espace Social Gros Chêne
11C place du Gros Chêne – Rennes
Tél : 02 99 27 48 27
Lundi au vendredi 9h-12h30 et 13h45-17h30, sauf vendredi 17h
Fermé le jeudi matin
Espace Sortir !
le mardi de 14h à 15h30
et le vendredi de 10h15 à 11h30

Centre social Villejean
Espace Social Villejean
42 cours Kennedy – Rennes
Tél : 02 23 46 85 70
Lundi au vendredi 9h-12h et 13h45-18h, sauf le vendredi 17h30
Fermé le jeudi matin
Espace Sortir !
le mardi de 14h à 17h

Centre social Carrefour 18
7 rue d'Espagne – Rennes
Tél : 02 99 51 32 25
Lundi au vendredi 9h-12h et 13h45-18h30, sauf le mercredi 18h.
Fermé le jeudi matin
Espace Sortir ! le mercredi de 14h30 à 16h30

Centre de la Lande
EPI Condorcet
10 rue François Mitterrand – St Jacques de la Lande
Tél : 02 99 35 36 10
Lundi 14h-18h30 Mardi Jeudi Vendredi 8h30-12h30 et 13h30-18h30 Mercredi 8h30-18h30 (fermé de 12h30 à 13h30 pendant les vacances scolaires)
Espace Sortir !
le mercredi de 14h à 17h

Quel montant de ressources ne pas dépasser pour bénéficier de Sortir ?

Selon votre situation familiale, vos ressources mensuelles doivent être inférieures ou égales à :

Pour une personne seule	**1 040,00 €**
Pour un couple	**1 560,00 €**
Pour un couple avec 1 enfant ou une personne seule avec 1 enfant	**1 872,00 €**
Pour un couple avec 2 enfants ou une personne seule avec 2 enfants	**2 184,00 €**
Pour un couple avec 3 enfants ou une personne seule avec 3 enfants	**2 496,00 €**
Pour un couple avec 4 enfants ou une personne seule avec 4 enfants	**2 808,00 €**
Pour un couple avec 5 enfants ou une personne seule avec 5 enfants	**3 120,00 €**
Par enfant supplémentaire	+ 312,00 €

Comment ça marche pour les activités ponctuelles ?

Le CCAS va vous remettre **une carte Sortir !** valable toute l'année 2010.
Chaque membre d'une même famille possède sa propre carte.

Sur présentation de cette carte, vous bénéficiez de tarifs réduits dans les équipements partenaires. Vous pourrez les reconnaître grâce au macaron Sortir! (cf. liste des partenaires).

Cette carte est **strictement personnelle** et comporte **votre photo.**
Elle doit être présentée systématiquement. Elle ne peut être utilisée que par la personne dont le nom figure sur la carte. Une pièce d'identité peut vous être demandée.
Elle donne accès à **un seul billet par spectacle**.

Comment ça marche pour les activités régulières ?

Vous, ou un membre de votre famille, souhaitez participer à une activité de façon régulière (toutes les semaines par exemple), sport, musique, théâtre, danse, dessin, informatique… une partie du coût de votre activité sera prise en charge selon votre niveau de revenu et votre situation familiale.

Etape 1 : **Choisir son activité**
Le centre social peut vous aider dans ce choix.
Vous devez vous assurer que la structure où elle a lieu est bien partenaire du dispositif Sortir!
Vous reconnaîtrez les équipements partenaires grâce au macaron Sortir! (cf. liste des partenaires).

Etape 2 : **Se rendre auprès de l'équipement** que vous avez choisi pour qu'il complète l'attestation de paiement Sortir! (partie A du document).

Etape 3 : **Se rendre au CCAS** pour qu'il complète l'attestation de paiement Sortir! (partie B du document)

Etape 4 : **Se rendre auprès de l'équipement pour vous inscrire définitivement** à l'activité.
Vous remettrez l'attestation d'aide financière à la pratique d'une activité régulière à la structure, qui remplira la partie C et la retournera directement au CCAS.
Ainsi, **vous ne paierez que la partie restant à votre charge.**

Vous pouvez bénéficier d'une prise en charge d'une partie du coût de votre activité selon **le barème** suivant :

Votre composition familiale	**Prise en charge de 70 % du coût de l'activité si votre revenu mensuel est compris entre :**	**Prise en charge de 50 % du coût de l'activité si votre revenu mensuel est compris entre :**
Personne seule	0 et 908,99 €	909 et 1 040 €
Couple	0 et 1362,99 €	1363 et 1560 €
Couple+1 enfant Personne seule + 1 enfant	0 et 1634,99 €	1635 et 1872 €
Couple+2 enfants Personne seule+2 enfants	0 et 1907,99 €	1908 et 2184 €
Couple+3 enfants Personne seule+3 enfants	0 et 2179,99 €	2180 et 2 496 €
Couple+4 enfants Personne seule+4 enfants	0 et 2 452,99 €	2 453 et 2 808 €
Couple+5 enfants Personne seule+5 enfants	0 et 2 724,99 €	2 725 et 3 120 €
Par enfant supplémentaire	+ 273 €	+ 312 €

Le **montant maximum du coût des activités régulières** par année et par personne est de **150 €**.

Si vous percevez d'**autres aides** (coupon sport, chèque sport, comité d'entreprise…), elles seront **déduites** avant le calcul de l'aide Sortir ! .

Aide financière à la pratique d'une activité régulière

Attestation valable 1 mois
(à compter de la date du cadre A)

A – RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIVITE

Nom de la structure : .....
Adresse : .....
Téléphone : .....

Atteste que Nom : ..... Prénom : .....
Né le..... demeurant .....

Souhaite s'inscrire à l'activité .....
Coût de l'inscription : .....euros

Cachet Date et signature

B – PRISE EN CHARGE SORTIR ! (cadre réservé au CCAS)

L'Organisme Payeur certifie que la personne désignée ci-dessus peut bénéficier d'une aide du fonds SORTIR ! pour l'activité mentionnée :

Coupon sport : .....euros
Chèque sport : .....euros
Aide CE : .....euros
Montant de l'aide SORTIR ! : .....euros

Reste à charge à payer par la famille : .....euros

Cachet de le CCAS : Date et Signature

C – ATTESTATION D'INSCRIPTION POUR LE REMBOURSEMENT A LA STRUCTURE (cadre réservé à la structure)

Le responsable de la structure : .....
Certifie que la personne désignée ci-dessus est définitivement inscrite à l'activité :
.....
et a réglé la somme ci-dessus indiquée (cadre B).

ou règle selon l'échéancier suivant :
1er règlement : ..... le .....
2ème règlement :..... le .....
3ème règlement : ..... le .....

Cachet de la structure Date et signature

Important : Les règlements correspondant à l'aide SORTIR ! sont effectués par le CCAS sur présentation de la partie C dûment complétée par la structure puis adressée après l'inscription définitive au :

CCAS de Rennes – Service Régie	**CCAS St Jacques de la Lande**
1 rue du Griffon BP 90544 35105 RENNES Cedex 3 Tél : 02 23 62 20 51	2 rue des Fusillés St Jacques de la Lande Tél : 02 99 29 75 56

RESSOURCES À PRENDRE EN COMPTE—2017

TYPES DE REVENUS	INTITULE DES RESSOURCES	OUI	NON	OBSERVATIONS
Revenus d'activités ou de substitution	Traitements et salaires	✓		Tenir compte du montant net imposable ou net fiscal. Lisser les primes annuelles sur 12 mois. (cf p.12)
	Indemnités journalières, maladie, maternité, paternité...	✓		Tenir compte du montant journalier et le multiplier par 30.5
	Aide au retour à l'emploi (ARE)	✓		Tenir compte du montant journalier et le multiplier par 30.5
	Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	✓		Tenir compte du montant journalier et le multiplier par 30.5
	Prime d'activité	✓		
	Revenu de solidarité active (RSA)	✓		
	Revenus BIC ou BNC (commerçants, artisans, agriculteurs, autoentrepreneurs…) Pour information, l'abattement forfaitaire est de : 71% du CA pour les activités d'achat-revente ou de fourniture de logement 50% du CA pour les autres activités relevant des BIC 34% du CA pour les BNC	✓		Tenir compte du résultat après abattement, quel que soit le régime fiscal Se baser sur la déclaration trimestrielle du RSI si l'activité est récente.
	Pension d'invalidité ou complément prévoyance	✓		
	Indemnisation de la formation professionnelle	✓		
Prestations Familiales	Allocations familiales (Af)	✓		
	Complément familial (Cf)	✓		
	Allocation soutien familial (Asf)	✓		
	Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE):			
	Prime à la naissance ou à l'adoption		✓	
	Allocation de base	✓		
	Complément de libre choix du mode de garde (Cmg)		✓	
	Complément de libre choix d'activité	✓		
	Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE)	✓		Nouvelle dénomination de l'Allocation Parentale d'Education.
	Allocation journalière de présence parentale (Ajpp)	✓		
	Allocation de Rentrée Scolaire (Ars)		✓	
Bourses d'études	Bourses sur critères sociaux		✓	
	Bourses allouées aux étudiants en mobilité internationale	✓		

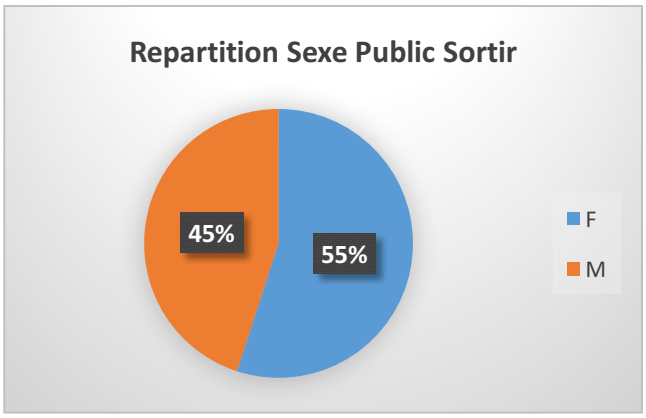
TYPES DE RESSOURCES	INTITULE DES RESSOURCES	OUI	NON	OBSERVATIONS
Prestations liées au logement	Aide personnalisée au logement (Apl)	✓		
	Allocation de logement familiale (Alf)	✓		
	Allocation de logement social (Als)	✓		
Prestations liées au handicap	Allocation aux Adultes Handicapés (Aah)	✓		Lorsque **l'Aah constitue le seul revenu de la personne ou du foyer,** ne pas tenir compte de l'Apl (du fait de sa majoration) mais **se limiter au forfait logement appliqué pour la CMU-C**, soit : - 62,96 € pour 1 personne, - 125,92 € pour 2 personnes,
	Majoration pour la vie autonome (Mva)		✓	
	Complément de ressources		✓	
	Allocation Compensatrice pour Tierce Personne		✓	
	Prestation de Compensation du Handicap		✓	
	Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (Aeeh)		✓	
Pensions et retraites	Pension de retraite principale	✓		- Tenir compte du seul avis d'imposition. - Pour les retraités depuis moins d'un an, se baser sur les avis de retraites.
	Pension de retraite complémentaire	✓		
	Retraite du combattant	✓		
	Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)	✓		Lorsque l'ASPA constitue le seul revenu de la personne ou du foyer, ne pas tenir compte de l'Apl (du fait de sa majoration) mais se limiter au forfait logement appliqué pour la CMU-C.
Pensions et obligations alimentaires	Perçues	✓		Pour le montant figurant sur le dernier avis d'imposition, divisé par 12.
Autres revenus	Revenus fonciers	✓		Pour le montant figurant sur le dernier avis d'imposition, divisé par 12.
	Revenus de capitaux mobiliers	✓		
Autres dispositifs d'aide	Coupon sport	✓		
	Participation de l'employeur	✓		
Charges	Pensions et obligations alimentaires versées	✓		Pour le montant figurant sur le dernier avis d'imposition, divisé par 12.
	Surendettement	✓		Tenir compte des montants figurant sur le plan conventionnel de redressement de la commission de surendettement. Ne pas solliciter les relevés de comptes bancaires.

Annexe IV – Description de la population Sortir ! , permettant de re-situer l'échantillon enquêté dans la population globale du public ciblé.

Description population carte sortir (Auteur, 2018)
→ Rappel : Il y a 26853 utilisateurs de la carte sortir. On estime à plus de 100 000 personnes les ayant droit à la carte sortir selon le critère de revenu, sur Rennes Métropole (RM).

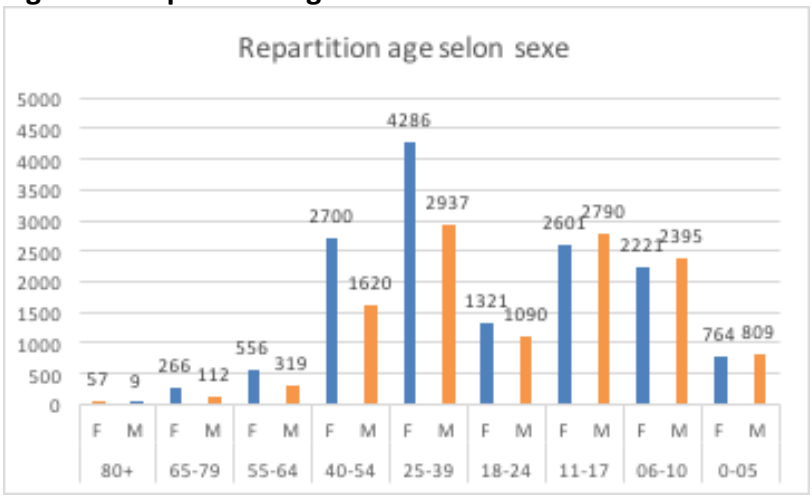
Figure 1 : Répartition sexe public sortir

Étiquettes de lignes	Nombre de ID
F	14772
M	12081
Total général	26853



→ Il y a un tout petit peu plus de femmes utilisatrices de la carte tout âge confondu, sur RM.

Figure 2 : Répartition âge selon le sexe



→Il y a seulement 4% d'utilisateur-trices qui ont plus de 55 ans
Sur la thématique de l'alimentation, les personnes >62ans peuvent avoir un accès à l'alimentation particulier, dû à leur rapport au temps (retraite), ou bien à leur mobilité (parfois réduite >80)
→ Il y a autant d'hommes et de femmes utilisatrices de la carte sortir de 0 à 24 ans.
Dans la tranche d'âge 25-39 il y a 1309 plus de femmes utilisatrices de la carte que d'hommes (soit 44,6% de plus que les hommes, ou bien 30,5% moins d'hommes que de femmes).
Dans la tranche d'âge 40-54ans, il y a 1080 plus de femmes que d'hommes utilisatrices de la carte (ce qui représente 4% de la population sortir totale)
Pour la thématique alimentaire, ce n'est pas important de savoir pourquoi il y a plus de femmes utilisatrices de la carte. Mais cela peut être important de savoir qu'il y a plus de femmes, car d'après la bibliographie l'achat alimentaire peut être genré.

Figure 3 : Répartition des utilisateurs selon les communes partenaires du dispositif à RM

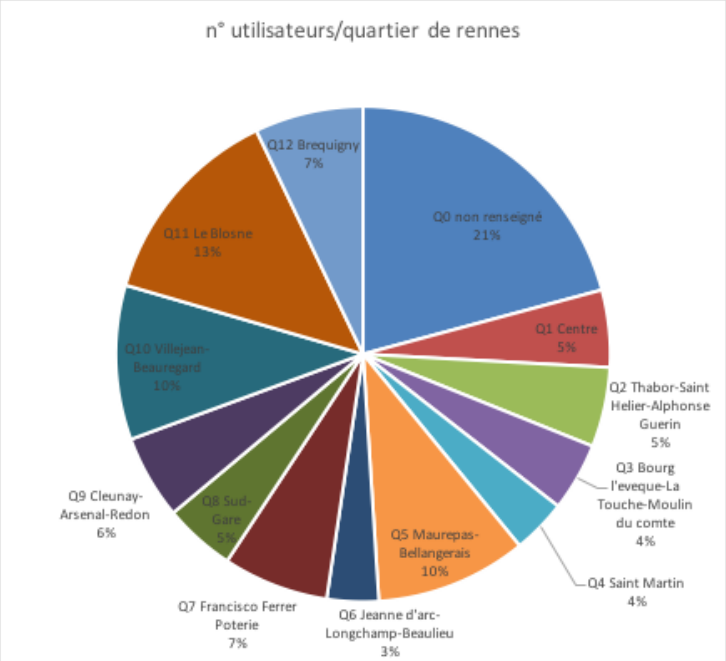
ville	n° utilisateurs
ACIGNE	180
BETTON	388
BOURGBARRE	111
BRECE	57
BRUZ	654
CHANTEPIE	734
CHAVAGNE	162
CHEVAIGNE	56
CINTRE	49
CLAYES	35
L'HERMITAGE	141
LA CHAPELLE I	157
LA CHAPELLE T	50
LAILLE	103
LANGAN	6
LE RHEU	377
MONTGERMC	135
MORDELLES	249
NOUVOITOU	47
NOYAL-CHATI	1
ORGERES	162
PACE	394
PARTHENAY D	43
PONT PEAN	133
Rennes	19903
SAINT SULPICI	14
SAINT-ERBLOI	124
SAINT-GILLES	201
Saint-acques-	1289
THORGNE-FO	256
VERN SUR SEI	295
VEZIN	347
Total général	26853

Rappel : Toutes les villes de RM ne sont pas adhérentes au dispositif Sortir ! 32 communes sont adhérentes, sur les 43 de la métropole. Certaines ne sont pas partenaires pour des raisons pratiques, de choix politique, ou autre.
Rennes et Saint-Jacques sont les premières communes porteuses du dispositif Sortir ! qui s'est ensuite étendu aux autres.

Rennes représente 74% des utilisateurs de la carte Sortir ! avec 19 903 utilisateurs sur 26853 au total.
Saint-Jacques représente 4,8% des utilisateurs (1289 utilisateurs)
Chantepie représente 2,7% des utilisateurs (734 utilisateurs)
Bruz représente 2,4% des utilisateurs (654 utilisateurs)

Le détail de répartition entre communes hors ville de Rennes est présenté en dessous.
Le détail de la répartition par quartier dans Rennes est présenté plus loin.

Figure 4 : Nombre d'utilisateurs Sortir ! par quartier de Rennes



Ce qui est important pour le stage sur la thématique alimentaire, c'est de savoir qu'il y a des utilisateurs dans tous les quartiers de Rennes, puisque souvent l'achat alimentaire est lié à la localisation du ménage.

N° quartier	Quartiers de Rennes	n° utilisateurs
Q0	non renseigné	4145
Q1	Centre	1002
Q2	Thabor-Saint Helier-Alphonse Guerin	1036
Q3	Bourg l'eveque-La Touche-Moulin du comte	888
Q4	Saint Martin	708
Q5	Maurepas-Bellangerais	1969
Q6	Jeanne d'arc-Longchamp-Beaulieu	673
Q7	Francisco Ferrer Poterie	1375
Q8	Sud-Gare	928
Q9	Cleunay-Arsenal-Redon	1091
Q10	Villejean-Beauregard	2007
Q11	Le Blosne	2668
Q12	Brequigny	1413
Total		19903

Annexe V- Fonctionnement des CCAS à la Ville de Rennes et description des ESC (source : présentation DIAP Ville de Rennes)

I – Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Qu'est ce que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)?

Il est géré par un conseil d'administration composé de :

- Membres issus du conseil municipal.
- Membres d' associations spécifiquement identifiés.
- Personnalités qualifiées nommées par arrêté du Maire.

Le CCAS est un établissement public rattaché à la Ville de Rennes

Il intervient dans les domaines de :

- L'aide sociale légale.
- L'aide sociale facultative.
- Les actions sociales.
- Et les activités sociales.

I – Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Quelles sont les compétences du CCAS ?

1. Animer une action générale de prévention et de développement social.
2. Participer à l'instruction des demandes d'aides sociales (aide légale ou facultative) en gestion directe ou par délégation.
3. Transmettre ces demandes aux autorités décisionnelles selon l'objet.

I – Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Pôle Solidarité, Citoyenneté, Culture.

Direction Solidarité Santé Direction du CCAS

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) comprend 3 unités :

- **Direction Insertion et Aides à la Population (DIAP)**
- Direction des Personnes Agées (DPAg)
- Service d'Administration Générale
  - Finances
  - Technique
  - Informatique

La DIAP met en œuvre les grandes orientations politiques de la Ville de Rennes en matière d'action et d'insertion sociale.

II – Les missions de la DIAP

1. Accueil, information sur l'accès aux droits sociaux

Partant des demandes et des besoins des personnes, l'équipe du CCAS-DIAP propose une information et une orientation sur :

- Les droits et obligations pour accéder aux prestations d'aides.
- Les mesures et dispositifs d'insertion sociale et professionnelle

II – Les missions de la DIAP

2 – Instruire et gérer les demandes d'aides des usagers

Aides légales

- **Personnes âgées** → Constitution et transmission des dossiers de demandes pour :
  - L'allocation de solidarité pour les personnes âgées.
  - L'aide au service d'aides ménagères.
  - L'aide à l'hébergement et aux frais de repas.
- **Personnes handicapées** → Constitution et transmission des dossiers de demandes pour :
  - L'allocation compensatrice et la prestation de compensation du handicap.
  - La carte d'invalidité.
  - L'aide à l'hébergement, aux frais de repas et aux services ménagers.
- **Personnes en difficulté** → Constitution et transmission des dossiers de demandes pour le RSA et aides facultatives.

II – Les missions de la DIAP

Aides facultatives

Dispositifs du CCAS +

- Secours remboursables ou non remboursables.
- Micro Crédit Personnel.
- Aides aux vacances des enfants
- Aides aux séjours scolaires des écoliers.

Gratuité Sociale des Transports (GST) +

Dispositif Sortir ! +

Aides financières spécifiques pour les bénéficiaires du RSA

II – Les missions de la DIAP

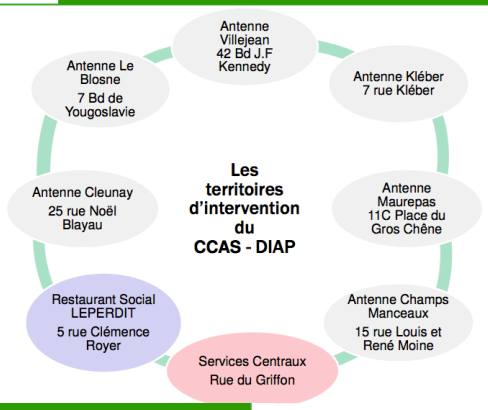
3 . Accompagnement socioprofessionnel des bénéficiaires du RSA socle rennais

L'équipe du CCAS-DIAP apporte un soutien concret aux bénéficiaires en passant par plusieurs étapes :

- Évaluer le projet
- Définir un plan d'actions et les démarches nécessaires
- Repérer et résoudre les difficultés éventuelles
- Identifier les interlocuteurs ressources

= Mettre en œuvre le projet de la personne

III- L'organisation et les métiers des antennes CCAS-DIAP



IV- Les Espaces Sociaux Communs (ESC)

Aujourd'hui, il existe 6 espaces sociaux avec des configuration différentes selon les territoires :

Pôle Social du Blosne
- CCAS
- CDAS
- Centre Social
- Mission Locale
- CAF
- Direction de quartier
- Mairie de quartier

Espace Social Culture Aimé Césaire aux Champs Manceaux
- CCAS
- CDAS
- Centre Social
- Mission Locale
- Bibliothèque

Espace du Gros Chêne (Maurepas)
- CCAS
- CDAS
- Centre Social
- Mission Locale
- CAF

Espace Social Commun Villejean
- CCAS
- CDAS
- Centre Social
- Mission Locale
- CAF

Espace Social Centre
- CCAS
- CDAS

Espace Social de Cleunay
- CCAS
- CDAS
- Mission Locale

Légende :
CCAS = Centre Communal d'Action Sociale
CDAS = Centre Département d'Action Sociale

Les différents acteurs d'une antenne DIAP et leurs missions

Responsable d'antenne	Agent d' accueil	Instructeur -rice	ALI (Animateur Local d' Insertion)	Référent-e PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi)	Animateur-rice ERE (Espace Ressource Emploi)
▪ Manage l'équipe de l'antenne. ▪ Participe aux réflexions sur les orientations du service. ▪ Met en œuvre l'offre d'insertion optimale sur le territoire de l'antenne (dispositifs et actions).	▪ Accueille, oriente et informe le public de l'Espace Social Commun (ESC). ▪ Participe à l'organisation et à l'animation de l'antenne et de l'ESC.	▪ Accueille et oriente le public. ▪ Étudie l'accès aux droits et instruit les demandes des usagers. ▪ Assure le suivi des parcours en lien avec l' ALI. ▪ Participe à l' organisation de l'antenne et de l'ESC.	▪ Accompagne les bénéficiaires du RSA dans leurs démarches d'insertion socioprofessio-nnelle en tant que référent. ▪ Contribue à mettre en œuvre et optimiser l'offre d'insertion sur le territoire de l'antenne. ▪ Participe au fonctionnement de l'antenne.	▪ Assure un suivi renforcé vers l'emploi ou la formation qualifiante de bénéficiaires RSA-PLIE ou de demandeurs d'emploi PLIE. ▪ Participe à l'animation d'actions d'insertion professionnelle sur le territoire. ▪ Il est référent pour les bénéficiaires RSA accompagnés.	▪ Va vers les publics en recherche d'emploi qui ne fréquentent pas les institutions. ▪ Est la personne ressource sur la recherche d'emploi. ▪ Intervient sur les techniques de recherche d'emploi ▪ Co-anime des actions collectives.

Annexe VI – Questionnaire utilisé lors de l'enquête et justification du choix des questions

Bonjour je suis étudiant je fais une enquête est-ce que vous voulez bien répondre ?
// questionnaire alimentation, c'est anonyme si vous le souhaitez,
Etude sur peut-être, mais c'est pas sûr encore, faire comme la carte Sortir pour avoir des réductions pour l'accès à l'alimentation

1. Qui s'occupe de l'approvisionnement alimentaire chez vous ?

2. Quels sont les trois endroits où vous allez le plus souvent vous approvisionner en aliments?
   -_____ ☐Gms ☐discount ☐marché ☐aide alim ☐g°achat ☐récup ☐autre
   en une phrase pourquoi vous allez à cet endroit ?_____

   -_____
   pourquoi vous allez à cet endroit ?_____

   -_____
   pourquoi vous allez à cet endroit ?_____

3. Est-ce que vous produisez vous-même de la nourriture ? ☐non ☐oui _____
4. Est-ce qu'on vous donne ou est-ce que vous échangez de la nourriture ? ☐non ☐oui
   cb fois/semaine ?_____
5. Faites-vous appel à l'aide alimentaire ?
   ☐jamais ☐exceptionnellement ☐régulièrement ☐beaucoup ☐ça m'est arrivé par le passé
6. Si oui, où faites-vous appel à l'aide alimentaire ? _____
   ☐resto cœur ☐sec populaire ☐sec catholique ☐croix rouge ☐le perdrix ☐Epss ☐amis/voisins/famille
   ☐aide d'urgence CDAS ☐autre

7. Est-ce que vous préparez une liste de course avant d'aller faire vos achats ? ☐oui ☐non
8. Dans votre vie quotidienne, comment vous déplacez vous ? pour les courses ?_____
9. Est-ce que vous avez une voiture ? ☐oui ☐non
10. Avec qui vous partagez votre domicile, pour savoir avec qui vous partagez l'alimentation ?
    -
    -
    -
11. *(S'ils sont plusieurs) : Comment ça se passe pour la répartition du budget alimentaire ?*
    _____
12. Pour toutes ces personnes, combien d'argent est dépensé par semaine pour faire les courses alimentaires ? / ou par mois : _____ CHIFFRE
    ☐ <25€ ☐ 25-50€ ☐ 50-100€ ☐ 100-200€ ☐ 200-300€ ☐ >300€ ☐ ne sait pas
13. Est-ce que vous avez l'impression de vous priver en alimentation ? Si vous aviez plus d'argent est-ce que vous amélioreriez votre alimentation ? ☐oui ☐non ☐je ne sais pas
14. Si oui : de quelle manière ? _____

15. Les mois où c'est plus facile financièrement, est-ce qu'il y a des aliments que vous achetez que vous n'achetez pas d'habitude ?
    _____ _____ _____
16. Est-ce que c'est dans vos habitudes de faire la cuisine à votre domicile ? Pourquoi ? _____
    ☐jamais ☐rarement ☐souvent ☐tout le temps
17. Est-ce que vous consommez des plats préparés ? ☐tous les jours ☐2-3fois ☐1fois/sem ☐jamais _____
18. Combien de repas par semaine vous ne prenez pas chez vous ? _____

Où ? _____ _____ _____

19. Sur le degré d'importance de **vos** besoins : aujourd'hui de quoi avez-vous le plus besoin dans votre vie en général ? quelles sont vos priorités actuellement ? (à reformuler sur le moment)

    _____ _____ _____

20. Si vous aviez à améliorer votre alimentation, vous aimeriez le faire surtout sur quoi ? est-ce que vous pouvez me donner 3 mots :

    _____ _____ _____

21. Connaissez-vous les aliments labellisés 'bio' ? ☐oui ☐non
22. Cela vous arrive-t-il de consommer des produits labellisés bio ?
    ☐jamais ☐occasionnellement ☐régulièrement

23. Participez-vous à des activités de quartier ? ☐oui ☐non
24. Si oui lesquelles/autres activités ? _____

25. Depuis combien de temps avez-vous la carte Sortir ? ___ ans
26. Depuis combien de temps vivez-vous à Rennes ? ____ ans Comptez-vous rester ?_____
27. Quel âge avez-vous ? _____ chiffre / ☐femme ☐homme ☐autre
28. Dans quel quartier vivez-vous ? _____
29. Quel est votre niveau d'étude ? ☐niveau bac ☐CAP-BEP ☐Bac+2/BTS ☐>Bac+2 ☐bac+5 _____
30. Avez-vous un emploi en ce moment ? ☐oui ☐retraité ☐chômage ☐RSA ☐au foyer ☐autre _____
31. Quelle est votre situation professionnelle ? _____
32. Combien vous touchez d'argent par mois en général ?
33. Et les autres personnes vivant avec vous ?

• Aujourd'hui ce n'est pas du tout sûr, et ça n'arrivera peut-être jamais, mais s'il fallait mettre en place une carte sortir permettant de faciliter l'accès à l'alimentation, vous aimeriez que ça prenne quelle forme ? vous nous conseilleriez quoi ?

• S'il y avait une carte sortir qui donnait des réductions que pour des produits labellisés bio, vous en pensez quoi/ vous l'utiliseriez ?

Est-ce que vous seriez disponible pour qu'on se revoit pour que je vous pose d'autres questions afin de mieux comprendre vos modes d'accès à l'alimentation ?
Quand seriez-vous disponible par exemple ? C'est quoi qui vous arrange ?
Dans ce cas est-ce que je peux pendre votre contact ?
Numéro _____
Mail _____
Nom ou pseudonyme _____

N° question	Objectif
Q1	On veut savoir qui s'occupe de l'approvisionnement alimentaire dans le foyer pour voir comment est répartie cette tâche au sein du foyer et mesurer le degré de précision des réponses suivantes
Q2	On veut connaître les 3 endroits les plus communs d'approvisionnement en aliment pour savoir quels sont les lieux prioritaires d'approvisionnement : on utilise le terme "approvisionnement" au lieu "d'achat" pour laisser ouverte la possibilité de l'aide alimentaire, du don de proches, de l'autoproduction etc. Pour chaque lieu on demande en une phrase pourquoi cet endroit-là est choisi. Cela permet d'avoir une première vision sur les facteurs déterminant le choix d'un lieu d'approvisionnement
Q3-4-5-6	Il est demandé s'il y a autoproduction, s'il y a don ou échange de nourriture entre proches, s'il est fait appel à l'aide alimentaire, au cas où ça n'aurait pas été mentionné spontanément à la question précédente. Dans une démarche prospective, les lieux d'aide alimentaire seront demandés le cas échéant.
Q7	On veut mesurer le degré d'organisation de l'approvisionnement et des repas en demandant si une liste de course est préparée
Q8-9	On veut savoir comment les personnes se déplacent dans la vie quotidienne, s'ils ont une voiture, et comment ils se déplacent pour chaque lieu d'approvisionnement alimentaire cité.
Q10	On veut savoir avec combien de personnes est partagée l'alimentation au domicile, pour pouvoir comparer le budget alimentaire au nombre de personnes nourries. On distingue les enfants des adultes, avec l'hypothèse que les personnes ayant des enfants ont peut-être un rapport à l'alimentation durable différent.
Q11-12	On veut savoir comment est géré le budget alimentaire et quel est son montant
Q13-14-15-20	On veut mesurer le degré de privation alimentaire en posant la question «Est-ce que vous avez l'impression de vous priver en alimentation ? si vous aviez plus d'argent est-ce que vous amélioreriez votre alimentation ?» ; ainsi que les volontés d'amélioration de l'alimentation à travers une question ouverte. La privation alimentaire est mesurée une seconde fois à travers la question « les mois où c'est plus facile, est-ce qu'il y a des aliments que vous achetez que vous n'achetez pas d'habitude ? ».
Q16	On veut savoir quelle est la fréquence de la pratique de la cuisine, puisqu'elle peut beaucoup influencer les habitudes alimentaires, et le rapport à l'alimentation durable.
Q17	On veut savoir la fréquence de consommation de plats préparés, puisque la consommation de plats préparés peut être l'indicateur d'un certain type d'accès à l'alimentation.
Q18	On veut savoir la fréquence de prise de repas à l'extérieur car cela peut être un indicateur, en faisant l'hypothèse que des personnes à très faibles ressources ne vont jamais manger à l'extérieur, et que d'autres un peu plus.
Q19	On voulait savoir qu'elles étaient les préoccupations principales des interviewés pour comprendre dans quelle situation ils étaient, mais cette question n'a pas bien fonctionnée.
Q21-22	On veut mesurer la distance à l'alimentation durable, celle-ci étant une notion complexe on choisit d'utiliser les aliments bio comme symbole de l'alimentation durable, pour traiter de la question. La question «connaissez-vous les aliments biologiques ?» permet de voir si l'alimentation bio est une notion connue. Ensuite est demandé la fréquence de consommation de produits labellisés bio.
Q23-24	On veut savoir si la personne participe à des activités de quartier, ou à des activités car la précarité peut être définit par un isolement social.
Q25-26	De même, est demandé depuis combien de temps l'interviewé-e à la carte Sortir ! pour mesure depuis combien de temps il/elle est ancré-e dans cette situation de précarité. Il est demandé depuis combien de temps ils vivent à Rennes, car le fait d'être nouvel arrivant peut influencer le mode d'accès à l'alimentation, le temps de trouver ses repères. Il est également demandé si la personne compte rester à Rennes les prochaines années, car cela peut orienter la réflexion d'une politique publique.
Q27-28-29-30-31	le profil de l'interviewé est recueilli : âge, sexe, niveau d'étude, emploi ou pas, le cas échéant plus de détail sur la situation professionnelle
Q32-33	On veut savoir quel est le revenu des membres du foyer, pour pouvoir calculer quel est la part du budget alloué à l'alimentation

Annexe VII – Justification des hypothèses testées par les variables illustratives dans l'ACM

Tableau : Hypothèses testées par les variables illustratives

Variable illustrative	Hypothèse testée
Sexe	Le sexe pourrait avoir une influence dans la variabilité des réponses
CodeAge	On sait que l'alimentation est liée au cycle de vie, et qu'elle peut changer selon l'âge. À partir d'un certain âge on peut être limité dans ses déplacements et acheter au plus proche. Quand on est très jeune on a peut-être moins envie de faire la cuisine. Peut-être que certaines catégories d'âge sont plus consommatrices d'aliments bio
CodeNivEtu	Plusieurs travaux ont montré que l'alimentation pouvait être liée au niveau d'étude. Ici, il est fait l'hypothèse qu'un très bas niveau d'étude stimule la pratique de la cuisine, un niveau d'étude moyen non, et que les personnes ayant fait des longues études ont également une pratique plus fréquente de la cuisine. Le niveau d'étude serait également lié à la consommation d'aliments bio ce qu'on cherche à tester ici.
CodeEmploi	Le statut de l'emploi n'est pas toujours lié au niveau d'étude. Le rapport au temps d'une personne avec emploi est différent d'une personne sans emploi. Or, la temporalité peut être fortement liée au modes d'accès à l'alimentation. Le fait d'avoir un emploi est aussi lié au niveau de revenu. Peut-être que certaines catégories de rapport à l'emploi peuvent expliquer un mode d'accès à l'alimentation spécifique
Nenfants	On sait qu'avoir des enfants peu influencer son rapport à l'alimentation. Avoir un enfant pourrait augmenter la sensibilité à l'alimentation bio par exemple, ou bien augmenter la prise de repas à l'extérieur pour faire plaisir aux enfants en allant au fastfood. Avoir beaucoup d'enfants pourraient aussi bien stimuler la pratique de la cuisine pour baisser le budget, ou bien avoir plus recours aux plats préparés pour répondre à la contrainte temps. Avoir des enfants en bas âge avec nul part où le faire garder peut inciter à faire des achats à pied en bas de chez soi fréquemment pour éviter de prendre les transports en commun en poussette
Nfoyer	Le nombre de personnes à nourrir pourrait influencer l'accès à l'alimentation à partir d'un certain seuil. Peut-être qu'un foyer très nombreux, dans ce public à faible revenus, est totalement incompatible avec l'accès à l'alimentation bio et la prise de repas hors-domicile. L'achat en supermarché serait privilégié par raison de praticité pour les quantités nécessaires. Peut-être qu'en vivant seul on serait moins enclin à faire la cuisine, car on ne cuisine pas que pour soi mais aussi pour les autres. Seul, les quantités sont peut-être également plus difficiles à gérer
Autoprod	Peut-être que les gens qui autoproduisent certains de leurs aliments sont plus enclins à faire la cuisine ou à consommer bio. Peut-être que ceux qui autoproduisent ont une entrée d'aliments qui leur évite d'aller à l'aide alimentaire.
Activites	On sait que la routine et les déplacements quotidiens peuvent structurer le mode d'accès à l'alimentation. Peut-être que la participation à des activités influence les lieux d'achats. Peut-être que la participation à des activités témoigne d'un réseau social et donc d'une plus grande prise de repas à l'extérieur, ou de la pratique de la cuisine pour inviter des gens chez soi.
Privation	Ceux qui ont le sentiment de se priver en alimentation ont-ils une structure de réponse particulière à ces 6 variables ? Le sentiment de privation est-il corrélé au revenu, au montant du budget alimentaire, ou à la part du revenu alloué à l'alimentation, ou à la pratique de la cuisine ? Ceux qui sentent se priver en alimentation y accorde-t-elle un montant haut ou bas ? Ceux-qui consomment bio ont-ils plus l'impression de se priver ? Le sentiment de privation dépend-il surtout du % alloué ou plutôt du montant réel ?
CodeRevenuid	Peut-être que les catégories de revenus plus élevés (au sein du public précaire) iraient s'approvisionner dans les épiceries, les marchés, les magasins bio. Peut-être que les personnes à revenu élevés pourraient consommer bio "régulièrement" alors que des revenus plus faible qu'"occasionnellement". Le niveau de revenu est sûrement corrélé au recours à l'aide alimentaire. Les catégories de revenus moyens (du public précaire) consommeraient plus de plats préparés, car ceux qui ont très peu d'argent ne peuvent pas se le permettre.
CodeBudget alim-id	Le montant d'argent alloué à l'alimentation peut-être un indicateur de l'importance qui est donnée à l'alimentation, ou bien d'une certaine organisation. Peut-être que les gens qui accordent très peu d'argent à l'alimentation sont des personnes qui cuisinent tous les jours et ne mangent jamais dehors. Peut-être que les personnes qui accordent très peu d'argent à l'alimentation sont des personnes qui recherchent constamment les promotions, et qui se déplacent donc en bus au lieu d'aller à pied en bas de chez soi
CodePource Budget	Peut-être que le pourcentage du revenu alloué à l'alimentation est plus explicatif d'un sentiment de privation que le montant en tant que tel.

Annexe VIII – Détail du choix du codage des variables de l'ACM

° Sexe : Le sexe est codé H pour homme et F pour femme

° CodeAge : L'âge a été codé selon les catégories d'âge habituelles.

° CodeNivEtu : Le niveau d'étude a été codé comme suit : →

Code	Modalités de départ
<lycee	College / primaire / pas ecole
CAP-BEP	CAP-BEP
lycee	lycee
Bac+2+3	BTS/bac+2/bac+3
Bac+5	Bac+5

° CodeEmploi/EmploiOuiNon : Le rapport à l'emploi a été codé de 2 façons[1]

Code	Modalités de départ
OuiEmploi	Emploi
NonEmploi	Recherche_emploi/RSA/AH/autre

Code	Modalités de départ
Recherche_emploi	Chômage/ARE allocation retour à l'emploi/ASS allocation de solidarité spécifique /recherche formation
AH	AH allocation adulte handicapé/arrêt maladie
RSA	RSA revenu de solidarité active
Autre	Etudiant/service civique/au foyer/retraite/pas de papiers
Emploi	Emploi oui

° Nenfants : Le nombre d'enfants a été codé enf0 pour 0 enfants, enf1, enf2 … enf456 représente des foyers contenant 4, 5 ou 6 enfants.

° Nfoyer : Le nombre de personnes dans un foyer a été codé foy1 pour 1 personne vivant seule, foy2 … foy5678 représente les foyers de plus de quatre personnes.

° Autoprod : L'autoproduction correspond aux réponses oui ou non.

° Activites : La réponses "non" concerne les personnes qui affirment vraiment ne faire aucune activité, ni de quartier, ni autre. La réponse "oui" regroupe des personnes participant à des activités de quartier, ou du sport et des loisirs à l'extérieur du quartier, ou participant aux activités des enfants.

° Privation : distingue les réponses "oui " ou "non" au sentiment de privation alimentaire

° CodeRevenuid : c'est le montant du revenu global du foyer divisé par le nombre d'individus constituant le foyer. Dans ce calcul les enfants prennent la même place que les adultes. On rappelle que c'est une donnée déclarative, qui peut parfois être approximative, et le questionnaire ne prend pas le temps de savoir si le revenu déclaré correspond juste au salaire, ou comprend aussi les aides au logement etc. En tout cas presque tous les enquêtés entrent dans le barème du dispositif Sortir ! ou de la gratuité des transports. Il a été choisi de découper par tranche de 200€, en estimant qu'un revenu par individu supérieur à 1000€ était une catégorie en tant que telle. Il existe également la catégorie "ne sait pas".

° CodeBudgetalim.id : c'est le montant du budget alloué à l'alimentation par mois pour le foyer divisé par le nombre de personnes constituant le foyer. Les montants sont déclarés sur la semaine ou sur le mois ou sur deux mois, mais sont ramenés par mois et par individu pour pouvoir comparer les foyers entre eux. On rappelle que la donnée de départ est déclarative et donc parfois approximative : il souvent très difficile de connaître son budget alimentaire[2]. On rappelle que la plupart du temps les gens font référence à leurs courses de supermarché qui peuvent aussi comprendre des produits non alimentaires (produits d'entretiens etc.), détail que nous ne prendrons pas en compte. Les entretiens permettront de préciser ces données. On décide arbitrairement de couper par tranche de 50€, considérant que les montants supérieurs à 200€ sont une catégorie à part entière. Il existe également une catégorie "ne sait pas" pour les personnes qui ne savent vraiment pas.

° CodePourceBudget : c'est le pourcentage du montant alloué à l'alimentation par rapport au revenu global. Choisir une catégorisation a été difficile pour cette variable. La bibliographie indique qu'un ouvrier alloue 17% de son budget à l'alimentation, et un cadre 13%. D'autres sources indiquent que la moyenne en France est de 20%. Or nos chiffres vont de 0% à 89% dans certains cas extrêmes. Nous choisissons de couper à 15% pour marquer une éventuelle différence entre le 13% et 17%. Nous choisissons de couper à 20%. La catégorie 0-15% serait donc une catégorie basse par rapport

[1] En se disant que l'emploi Oui-Non pouvait peut être faire ressortir plus de choses que la diversité des catégories de non emploi

[2] D'habitude les enquêtes de consommation ne demandent pas de déclarer le budget, mais le calcul à partir de tout un panel d'autres questions. Pour avoir des données fiables certaines études comme BioNutrinet ou le Défi Famille alimentation positive demande d'entrer systématiquement les tickets d'achats

à la moyenne. La catégorie 15-20% serait celle représentant une dépense haute dans la moyenne. La catégorie 20-30% seraient les personnes déjà bien au-dessus de la moyenne. La catégorie au-delà de 30% seraient les personnes considérées excessivement au-dessus de la moyenne, que ce soit 35% ou 85%. La modalité "ne sait pas" regroupe ceux qui ne connaissaient par leur revenu ou leur budget[3].

Le codage des variables actives est encore plus important car elles construisent les axes et expliquent les différences de réponses entre les individus.

°Cuisine : Représente la fréquence de la pratique de la cuisine, directement tiré des réponses au questionnaire.
La variable "Plats préparés" a été enlevée de l'ACM, car elle correspondait exactement à l'inverse de la variable "Cuisine" et n'apportait donc pas d'information supplémentaire.

Code	Modalités
Jamais	Jamais
Rarement	Rarement
Souvent	Souvent
Tout le temps	Tout le temps

°

CRepasExt :

Code	Modalités
Jamais	Jamais
< une fois par mois	Pas souvent / rare / va pas trop / 1fois an /
Plusieurs fois par mois	Parfois/ 3fois mois/ 2fois mois/ 1fois mois / dépend des revenus/ pas tous les jours / 1fois semaine
Plusieurs fois par semaine	Souvent / tous/ de temps en temps / tous les deux jours / très souvent / ça m'arrive/ 3fois semaine / 2 fois semaine

°ConsoBio: les modalités "jamais", "occasionnellement", "régulièrement" sont directement tirés du questionnaire. La modalité "rare" a été ajoutée pour ceux qui souhaitaient exprimer qu'ils consommaient des aliments bio, mais très très peu souvent.

Code	Modalités
Jamais	Consomme bio vraiment jamais
Rare	A pu consommer bio quelques fois
Occasionnellement	Cherche à consommer bio mais pas tout le temps
Régulièrement	Consomme bio dès que possible

° CodeDepla : Mode de déplacement pour les courses. "a_pied" / "transports"/ "voiture". Rarement, pour une même personne, différents modes de déplacements étaient utilisés selon le lieu d'approvisionnement. Dans ce cas a été choisi de garder le mode de déplacement utilisé pour se rendre au lieu d'approvisionnement principal. L'Id 43 prenait une modalité très originale "velo" qui contribuait beaucoup à la construction des axes de l'ACM et ne permettait pas de bien voir la variabilité chez le reste des individus. Il a donc été choisi d'enlever l'Id43, considérant qu'il représentait un comportement original et déjà bien identifié, qui sera décrit dans les résultats.

° C2lieuachat : Pour les lieux d'approvisionnement l'enquêté citait les trois les plus utilisés. La plupart du temps trois noms de supermarchés sont cités. Les gens qui ne citent que des supermarchés ou des discounts ont été codés "Que GMS/Discount". Si d'autres lieux étaient cités ceux-ci étaient spécifiés. Ensuite trois modalités ont été choisies pour l'ACM : ceux qui ne s'approvisionnent qu'en GMS, ceux qui ne s'approvisionnent pas qu'en GMS dont des magasins spécialisés en bio, et ceux qui ne s'approvisionnent pas qu'en GMS mais ne vont pas en magasin spécialisé bio[4].

Code	Modalités de départ
Que_GMS	Que GMS/Discount
GMS/bio (GMS+ autres dont mag bio)	GMS+magasin bio / GMS + marche + magasin bio/
GMS+autres (GMS+ autres sans mag bio)	GMS+epicerie / GMS+marche/ GMS+recup

° AideAlim : Les nuances concernant la fréquence d'accès à l'aide alimentaire s'étant révélés peu pertinentes, il a été choisi de les regrouper au sein de la catégorie "oui".

Code	Modalité de départ
Oui	Exceptionnellement/régulièrement/beaucoup
Avant	Ça m'est arrivé par le passé

[3] Lors d'une première ACM ces trois variables budgétaires contribuaient énormément à la construction des axes avec la modalité originale "ne sait pas" et il était difficile d'étudier la variabilité sur les autres aspects. Il a donc été choisi de mettre ses variables en illustratives. D'autre part, l'individu 60 –jeune mineur non accompagné recevant 2 tickets restos de 7€50 par jour- ayant un profil très spécifique sur l'aspect alimentaire a été enlevé de l'ACM car il est choisi de le décrire comme constituant une classe à part entière.

[4] Sur cette variable l'individu 51 (Id51) prenait une modalité très originale "non_achat" qui contribuait beaucoup trop à la construction de l'ACM. Pour mieux visualiser la variabilité entre les autres individus il a été choisi d'enlever l'Id51 considérant qu'il pouvait former une classe en tant que telle.

Annexe IX - Tableau du jeu de données des 56 individus utilisés pour l'ACM et des 3 supplémentaires

Variables actives

1	ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
2	1	tout le temps	jamais	regulierement	a_pied	que_GMS	non
3	2	tout le temps	plus-fois-sem	occasionnellement	transports	que_GMS	avant
4	3	rarement	jamais	jamais	transports	que_GMS	non
5	4	souvent	<une-fois-mois	occasionnellement	a_pied	GMS/bio	oui
6	5	souvent	plus-fois-mois	regulierement	a_pied	que_GMS	non
7	6	jamais	<une-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non
8	7	souvent	plus-fois-mois	regulierement	voiture	GMS/bio	non
9	8	souvent	plus-fois-sem	regulierement	a_pied	GMS/bio	non
10	9	rarement	<une-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non
11	10	souvent	<une-fois-mois	occasionnellement	voiture	que_GMS	non
12	11	souvent	jamais	jamais	voiture	que_GMS	avant
13	12	tout le temps	plus-fois-sem	occasionnellement	a_pied	GMS/bio	non
14	13	tout le temps	plus-fois-mois	rare	a_pied	que_GMS	oui
15	14	tout le temps	plus-fois-mois	jamais	transports	GMS/autres	oui
16	15	tout le temps	<une-fois-mois	jamais	a_pied	que_GMS	oui
17	16	souvent	plus-fois-sem	rare	transports	que_GMS	oui
18	17	tout le temps	jamais	occasionnellement	transports	que_GMS	oui
19	18	tout le temps	plus-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	avant
20	19	souvent	<une-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non
21	20	souvent	plus-fois-sem	occasionnellement	transports	que_GMS	non
22	21	souvent	plus-fois-mois	occasionnellement	transports	que_GMS	oui
23	22	tout le temps	jamais	jamais	a_pied	que_GMS	avant
24	23	tout le temps	jamais	jamais	transports	que_GMS	non
25	24	tout le temps	<une-fois-mois	occasionnellement	a_pied	que_GMS	avant
26	25	rarement	plus-fois-mois	occasionnellement	a_pied	que_GMS	oui
27	26	tout le temps	plus-fois-mois	rare	voiture	que_GMS	avant
28	27	tout le temps	plus-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non
29	28	souvent	plus-fois-sem	regulierement	transports	que_GMS	non
30	29	souvent	plus-fois-mois	occasionnellement	voiture	que_GMS	non
31	30	tout le temps	plus-fois-mois	regulierement	transports	que_GMS	non
1	ID	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
32	31	souvent	plus-fois-mois	regulierement	voiture	GMS/autres	non
33	32	tout le temps	<une-fois-mois	occasionnellement	voiture	que_GMS	avant
34	33	tout le temps	plus-fois-sem	regulierement	voiture	GMS/autres	non
35	34	tout le temps	<une-fois-mois	regulierement	transports	que_GMS	non
36	35	tout le temps	jamais	occasionnellement	voiture	que_GMS	oui
37	36	tout le temps	plus-fois-mois	jamais	voiture	que_GMS	non
38	37	tout le temps	plus-fois-sem	occasionnellement	voiture	que_GMS	non
39	38	tout le temps	jamais	jamais	transports	que_GMS	non
40	39	tout le temps	<une-fois-mois	occasionnellement	transports	que_GMS	avant
41	40	jamais	plus-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	non
42	41	tout le temps	jamais	regulierement	voiture	GMS/bio	oui
43	42	tout le temps	plus-fois-mois	occasionnellement	a_pied	que_GMS	avant
44	44	tout le temps	plus-fois-sem	jamais	a_pied	que_GMS	non
45	45	souvent	plus-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	avant
46	46	souvent	plus-fois-mois	jamais	voiture	que_GMS	non
47	47	tout le temps	jamais	occasionnellement	transports	que_GMS	non
48	48	tout le temps	jamais	jamais	a_pied	que_GMS	non
49	49	souvent	plus-fois-mois	rare	voiture	que_GMS	non
50	50	tout le temps	plus-fois-mois	jamais	voiture	GMS/autres	avant
51	52	tout le temps	plus-fois-mois	jamais	transports	que_GMS	avant
52	54	rarement	plus-fois-sem	occasionnellement	transports	que_GMS	avant
53	55	tout le temps	plus-fois-sem	jamais	voiture	que_GMS	oui
54	56	tout le temps	plus-fois-mois	occasionnellement	voiture	que_GMS	non
55	57	tout le temps	plus-fois-mois	occasionnellement	transports	que_GMS	non
56	58	souvent	plus-fois-mois	occasionnellement	transports	que_GMS	non
57	59	tout le temps	plus-fois-mois	occasionnellement	voiture	GMS/autres	non

Variables illustratives

1	ID	Sexe	CodeAge	CodeNivEt	CodeEmploi	EmploiOuiNor	Nenfants	Nfoyer	Autoprod	activites	Privation	CodeRevenuid	CodeBudgetalim-id	CodePourceBudge
2	1	H	55-64	CAP-BEP	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	non	rim600-800	bai150-200	pour20-30
3	2	H	25-39	CAP-BEP	emploi	OuiEmploi	enf1	foy3	non	non	non	rim800-1000	0-50	pour0-15
4	3	H	25-39	CAP-BEP	AH	OuiEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim800-1000	bai150-200	pour20-30
5	4	F	25-39	lycee	emploi	OuiEmploi	enf0	foy1	non	non	oui	rim400-600	bai100-150	pour20-30
6	5	F	25-39	bac+2+3	autre	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	oui	rim400-600	bai150-200	pour>30
7	6	H	40-54	bac+5	emploi	OuiEmploi	enf0	foy2	non	oui	oui	rim800-1000	bai150-200	pour15-20
8	7	F	18-24	bac+5	autre	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	oui	rim400-600	bai50-100	pour15-20
9	8	H	25-39	lycee	RSA	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	oui	rim400-600	bai>200	pour>30
10	9	H	25-39	bac+2+3	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	non	rim>1000	bai150-200	pour0-15
11	10	F	18-24	lycee	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy2	non	non	non	rim600-800	bai100-150	pour20-30
12	11	F	55-64	<lycee	AH	NonEmploi	enf0	foy3	non	non	oui	rim400-600	bai50-100	pour0-15
13	12	F	18-24	bac+5	autre	NonEmploi	enf0	foy2	oui	oui	oui	rim>1000	bai50-100	pour0-15
14	13	F	25-39	lycee	RSA	NonEmploi	enf3	foy5678	non	non	oui	rim200-400	bai50-100	pour>30
15	14	F	40-54	lycee	RSA	NonEmploi	enf456	foy5678	non	oui	oui	rim0-200	bai50-100	pour>30
16	15	F	40-54	CAP-BEP	RSA	NonEmploi	enf456	foy5678	non	oui	oui	rim200-400	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
17	16	F	55-64	bac+5	recherche_emploi	NonEmploi	enf1	foy2	non	oui	oui	rim400-600	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
18	17	F	40-54	bac+2+3	RSA	NonEmploi	enf2	foy3	non	non	oui	rim200-400	bai50-100	pour>30
19	18	F	25-39	CAP-BEP	autre	NonEmploi	enf456	foy5678	non	oui	oui	rim200-400	bai100-150	pour>30
20	19	F	40-54	<lycee	autre	NonEmploi	enf456	foy5678	non	non	oui	rimnesaitpas	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
21	20	F	18-24	lycee	recherche_emploi	NonEmploi	enf2	foy4	non	non	non	rim400-600	bai150-200	pour>30
22	21	H	25-39	<lycee	RSA	NonEmploi	enf0	foy1	oui	non	oui	rim600-800	bai>200	pour>30
23	22	F	18-24	lycee	emploi	OuiEmploi	enf2	foy4	non	non	oui	rim0-200	0-50	pour>30
24	23	F	65-79	<lycee	autre	NonEmploi	enf0	foy2	non	non	oui	rim200-400	bai50-100	pour>30
25	24	H	40-54	lycee	RSA	NonEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim400-600	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
26	25	F	25-39	bac+2+3	RSA	NonEmploi	enf3	foy4	non	non	non	rim200-400	bai50-100	pour20-30
27	26	H	40-54	CAP-BEP	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim>1000	bai150-200	pour0-15
28	27	F	25-39	lycee	recherche_emploi	NonEmploi	enf3	foy4	non	non	oui	rim0-200	bai50-100	pour>30
29	28	H	0-18	CAP-BEP	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	oui	rim200-400	bai150-200	pour>30
30	29	H	25-39	lycee	recherche_emploi	NonEmploi	enf3	foy4	oui	non	oui	rim200-400	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
31	30	F	55-64	bac+2+3	emploi	OuiEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim800-1000	bai100-150	pour0-15
1	ID	Sexe	CodeAge	CodeNivEt	CodeEmploi	EmploiOuiNor	Nenfants	Nfoyer	Autoprod	activites	Privation	CodeRevenuid	CodeBudgetalim-id	CodePourceBudge
32	31	F	25-39	bac+5	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy1	oui	oui	oui	rim>1000	bai150-200	pour15-20
33	32	H	40-54	bac+2+3	AH	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	oui	rim800-1000	bai50-100	pour0-15
34	33	F	18-24	CAP-BEP	emploi	OuiEmploi	enf1	foy2	non	oui	non	rim600-800	bai100-150	pour20-30
35	34	F	40-54	lycee	AH	NonEmploi	enf2	foy4	non	oui	non	rim400-600	bai50-100	pour15-20
36	35	F	25-39	CAP-BEP	AH	NonEmploi	enf1	foy2	non	oui	oui	rim400-600	bai100-150	pour20-30
37	36	F	40-54	CAP-BEP	recherche_emploi	NonEmploi	enf456	foy5678	non	non	non	rim200-400	bai50-100	pour15-20
38	37	H	18-24	lycee	emploi	OuiEmploi	enf1	foy3	non	non	non	rim400-600	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
39	38	F	40-54	<lycee	recherche_emploi	NonEmploi	enf1	foy2	non	oui	oui	rim200-400	bai100-150	pour>30
40	39	F	25-39	bac+2+3	RSA	NonEmploi	enf1	foy3	non	non	oui	rim200-400	0-50	pour20-30
41	40	F	18-24	CAP-BEP	emploi	OuiEmploi	enf0	foy1	non	non	oui	rim600-800	bai50-100	pour0-15
42	41	F	25-39	lycee	recherche_emploi	NonEmploi	enf0	foy2	non	non	oui	rim0-200	0-50	pour>30
43	42	H	40-54	bac+2+3	emploi	OuiEmploi	enf0	foy1	oui	oui	non	rim600-800	bai150-200	pour20-30
44	44	F	18-24	CAP-BEP	emploi	OuiEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim>1000	bai150-200	pour0-15
45	45	H	40-54	<lycee	AH	NonEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim800-1000	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
46	46	F	18-24	<lycee	RSA	NonEmploi	enf1	foy2	non	non	non	rim400-600	bai50-100	pour20-30
47	47	H	18-24	lycee	autre	NonEmploi	enf456	foy5678	non	oui	non	rimnesaitpas	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
48	48	H	25-39	lycee	autre	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	oui	rim200-400	bai_nesaitpas	pour_nesaitpas
49	49	F	40-54	lycee	AH	NonEmploi	enf456	foy5678	non	non	non	rim200-400	0-50	pour15-20
50	50	H	25-39	<lycee	autre	NonEmploi	enf3	foy4	non	non	oui	rim0-200	bai50-100	pour>30
51	52	F	25-39	bac+2+3	RSA	NonEmploi	enf1	foy2	non	oui	oui	rim200-400	bai100-150	pour>30
52	54	F	25-39	lycee	AH	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	non	rim>1000	bai150-200	pour0-15
53	55	F	25-39	bac+5	RSA	NonEmploi	enf2	foy4	non	non	non	rim400-600	bai50-100	pour15-20
54	56	F	25-39	bac+2+3	emploi	OuiEmploi	enf2	foy4	oui	oui	non	rim600-800	bai50-100	pour15-20
55	57	H	25-39	lycee	AH	NonEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim>1000	bai>200	pour>30
56	58	H	25-39	CAP-BEP	emploi	OuiEmploi	enf0	foy2	non	non	oui	rim600-800	bai100-150	pour15-20
57	59	H	40-54	CAP-BEP	recherche_emploi	NonEmploi	enf2	foy3	oui	oui	non	rim200-400	bai50-100	pour20-30

Détail des 3 individus supplémentaires

ID	Sexe	CodeAge	CodeNivEt	CodeEmploi	EmploiOuiNon	Nenfants	Nfoyer	Autoprod	activites	Privation	CodeRevenuid
43	H	25-39	bac+2+3	emploi	OuiEmploi	enf0	foy1	oui	oui	non	rim600-800
51	H	40-54	bac+5	RSA	NonEmploi	enf0	foy1	non	oui	non	rim400-600
60	H	0-18	lycee	autre	NonEmploi	enf0	foy1	non	non	non	rim0-200

ID	CodeBudgetalim-id	CodePourceBudget	Cuisine	CRepasExt	ConsoBio	CodeDepla	C2lieuachat	AideAlim
43	bai>200	pour>30	tout le temps	plus-fois-sem	regulierement	a_pied	GMS/bio	non
51	0-50	pour0-15	tout le temps	jamais	occasionnellement	a_pied	non_achat	non
60	bai>200	pour_nesaitpas	jamais	plus-fois-sem	occasionnellement	transports	que_GMS	non

Annexe X- Détail des figures et des sorties de l'ACM

Fig : Résumé du jeu de données utilisé pour l'ACM

```
> summary(Dataset)
 Sexe     CodeAge      CodeNivEtu            CodeEmploi     EmploiOuiNon
 F:35   0-18 : 1   <lycee : 8   AH                : 9   NonEmploi:43
 H:21   18-24:11   bac+2+3:10   autre             : 9   OuiEmploi:13
        25-39:24   bac+5  : 6   emploi            :12
        40-54:15   CAP-BEP:14   recherche_emploi:14
        55-64: 4   lycee  :18   RSA               :12
        65-79: 1

   Nenfants      Nfoyer    Autoprod activites Privation      CodeRevenuid
 enf0  :28   foy1   :21   non:49   non:31    non:25    rim200-400 :15
 enf1  : 9   foy2   :12   oui: 7   oui:25    oui:31    rim400-600 :13
 enf2  : 7   foy3   : 6                                rim600-800 : 8
 enf3  : 5   foy4   : 9                                rim>1000   : 7
 enf456: 7   foy5678: 8                                rim800-1000: 6
                                                       rim0-200   : 4
                                                       (Other)    : 3
     CodeBudgetalim.id        CodePourceBudget          Cuisine
 0-50          : 5      pour_nesaitpas: 9      jamais       : 2
 bai_nesaitpas: 9       pour>30       :17      rarement     : 4
 bai>200       : 3      pour0-15      :10      souvent      :17
 bai100-150    : 9      pour15-20     : 9      tout le temps:33
 bai150-200    :12      pour20-30     :11
 bai50-100     :18

          CRepasExt                ConsoBio        CodeDepla       C2lieuachat
 <une-fois-mois:10   jamais            :21   a_pied    :13   GMS/autres: 5
 jamais         :11   occasionnellement:21   transports:25   GMS/bio   : 5
 plus-fois-mois:24   rare              : 4   voiture   :18   que_GMS   :46
 plus-fois-sem :11   regulierement     :10


 AideAlim
 avant:13
 non  :32
 oui  :11
```

Fig : Graphique des modalités des variables actives et des individus sur les dimensions 1 et 2

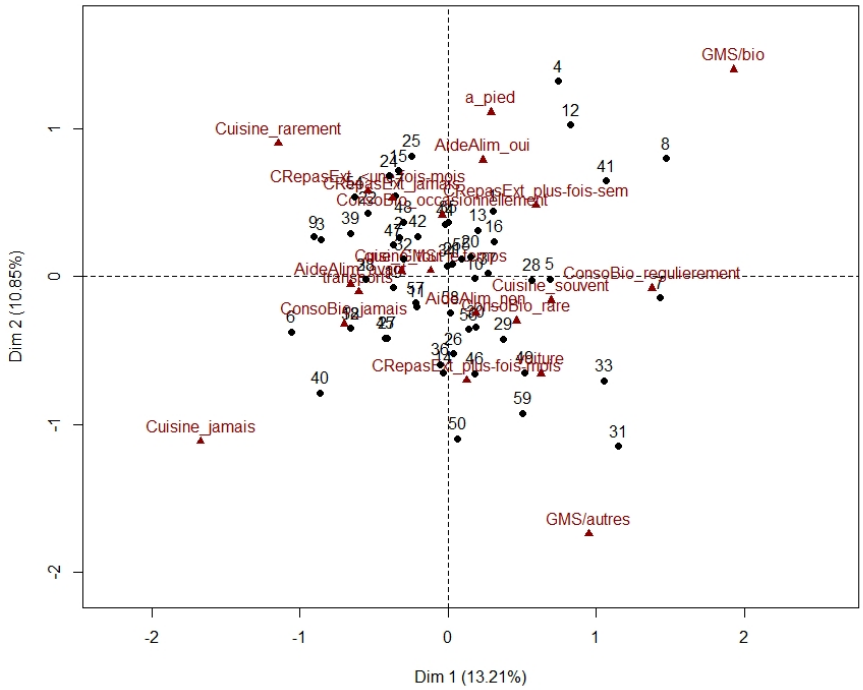
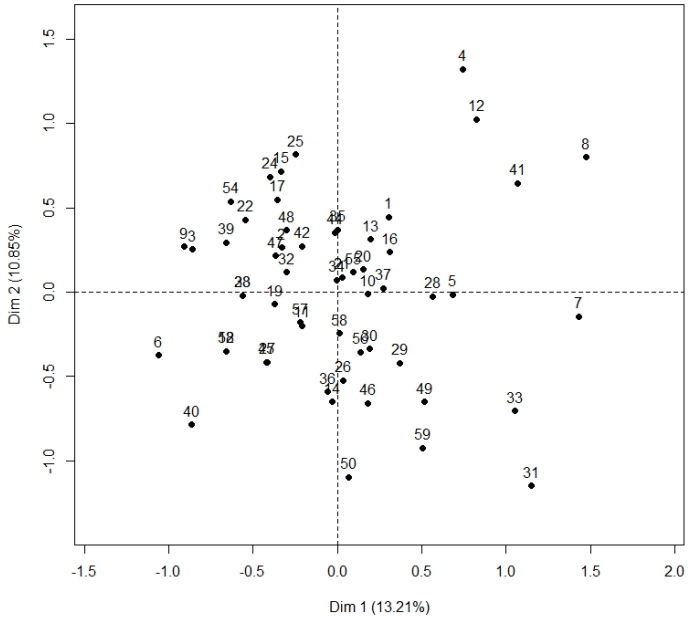


Fig : Graphique des individus sur les dimensions 1 et 2



Le premier plan factoriel comporte 24,06% de l'information. Le premier axe avec une inertie de 13,21% explique plus la répartition des individus que le deuxième avec 10,85%. Il y a 6 variables, 1/n°variables est donc égal 16,7%. En règle général on évite d'interpréter les dimensions avec une inertie inférieure à 1/n°variables puisque qu'elles agrègeraient trop peu d'informations, mais ici nous le ferons quand même. Nous choisissions de ne pas interpréter les dimensions 3 (10,03%) et 4 (8,85%) ni les suivantes. Étudier les liaisons au carré des variables permet de comprendre quelles variables contribuent à construire les axes, pour savoir ensuite comment interpréter le graphique des individus. Pour plus de précisions seront utilisés les chiffres des tableaux qui précisent la liaison des modalités par rapport aux axes. Fig : Graphique du carré des liaisons

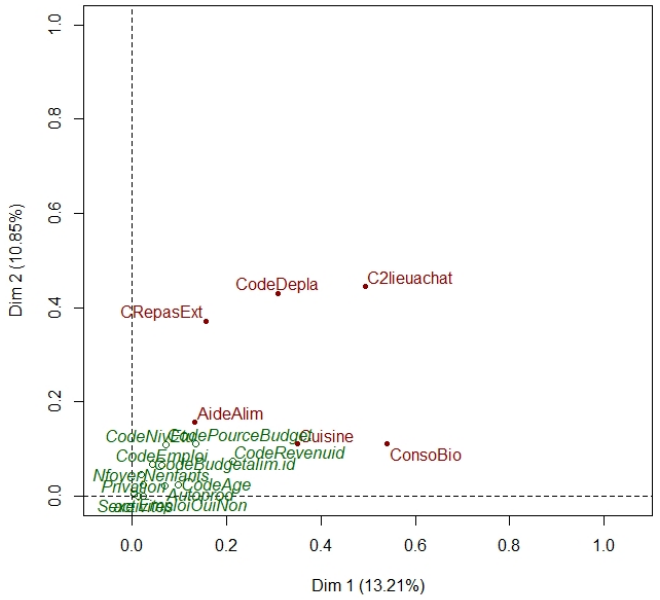


Tableau : Variables servant à construire l'axe 1

```
$`Dim 1`$quali
                  R2           p.value
ConsoBio     0.54011691 0.000000007377342
C2lieuachat  0.49402679 0.000000014433756
Cuisine      0.34945153 0.000049816111896
CodeDepla    0.30881307 0.000056141138688
AideAlim     0.13199938 0.023484477727166
CRepasExt    0.15638468 0.030288345999616
Autoprod     0.06961662 0.049424766041429

$`Dim 1`$category
                          Estimate          p.value
ConsoBio_regulierement   0.63398716 0.00000009587542
GMS/bio                  0.61686622 0.00000081807509
Cuisine_souvent          0.72216804 0.00036682939337
voiture                  0.29973693 0.00089841291369
rim400-600               0.46143085 0.00848692848297
GMS/autres               0.05505071 0.02565989314625
CRepasExt_plus-fois-sem  0.37025930 0.02771816195699
bac+5                    0.44643845 0.03883250132553
Autoprod_oui             0.22919825 0.04942476604143
Autoprod_non            -0.22919825 0.04942476604143
rim800-1000             -0.36652478 0.03687333368893
Cuisine_rarement        -0.33773938 0.01671251783585
Cuisine_jamais          -0.63889955 0.01553886987216
AideAlim_avant          -0.33357313 0.00598315639372
transports              -0.40726933 0.00001603066426
ConsoBio_jamais         -0.56149758 0.00001415151200
que_GMS                 -0.67191694 0.00000001440789
```

L'axe 1 va surtout séparer

A droite : des individus qui vont en magasin bio en plus des supermarchés, et qui cuisinent souvent, et qui consomment bio régulièrement,

A gauche : des individus qui ne vont qu'en GMS, qui ne cuisinent jamais, qui ne consomment jamais de bio.

- ConsoBio (0,540)
- CodeLieud'achat (0,494)
- Cuisine (0,359
- CodeDepla (0,308)

Tableau: Variables servant à construire l'axe 2

```
$`Dim 2`$quali
                  R2          p.value
C2lieuachat 0.4459014 0.0000001603458
CodeDepla   0.4298727 0.0000003413927
CRepasExt   0.3713800 0.0000209973173
AideAlim    0.1582539 0.0104063608934

$`Dim 2`$category
                            Estimate          p.value
a_pied                     0.5176330 0.0000005917939
GMS/bio                    0.7814901 0.0007300146604
AideAlim_oui               0.3258947 0.0030034068784
ConsoBio_occasionnellement 0.2541579 0.0152852860372
CRepasExt_<une-fois-mois   0.1857571 0.0448138049556
AideAlim_non              -0.2147146 0.0309454618433
pour15-20                 -0.3640549 0.0198152077412
voiture                   -0.4031663 0.0004592839277
GMS/autres                -0.8531477 0.0000144437306
CRepasExt_plus-fois-mois  -0.4811097 0.0000006453735
```

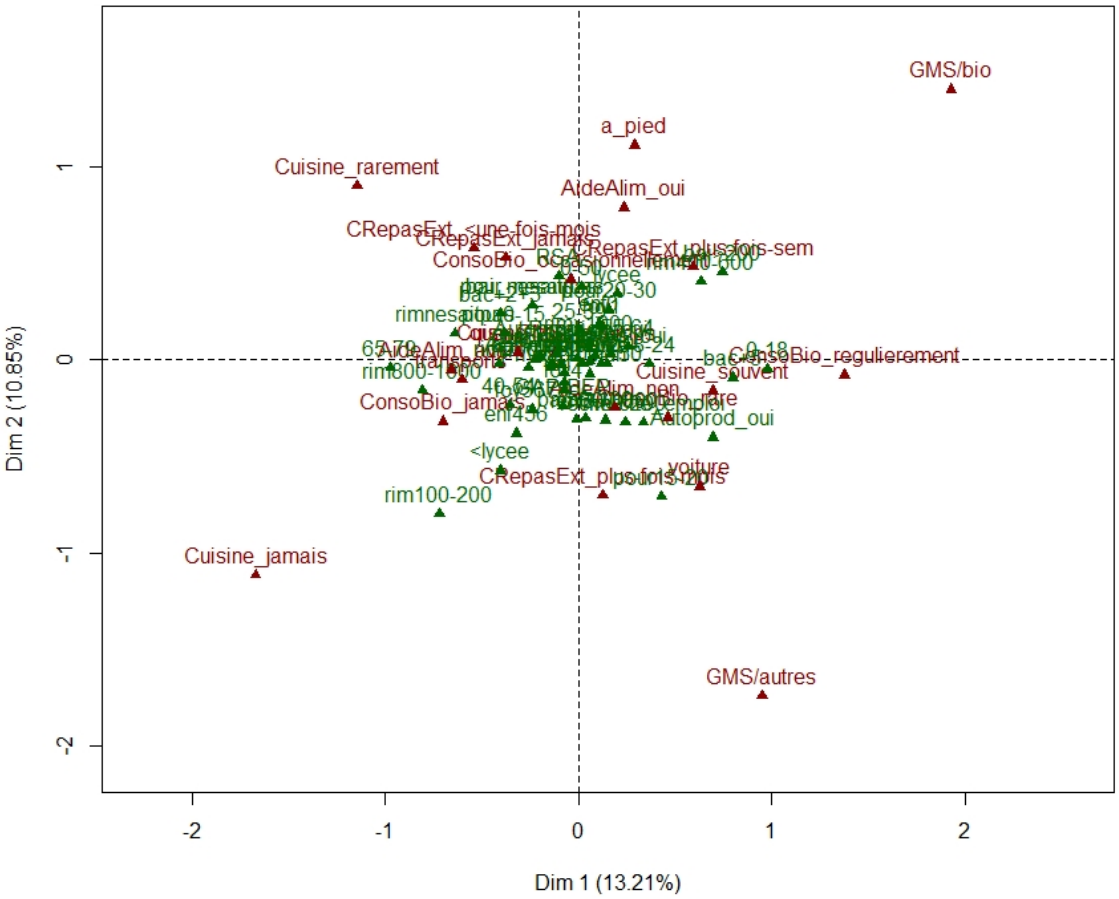
L'axe 2 va surtout séparer :

En haut : les individus qui achètent en magasin bio en plus d'autres lieux d'achats et qui se déplacent à pied pour faire leurs courses

En bas : les individus qui achètent en épicerie et en marché en plus des GMS, qui mangent hors domicile plus d'une fois par mois et qui utilisent leur voiture pour faire leurs courses.

- Diversité des lieux d'achat : 0,446
- Mode de déplacement pour faire les courses : 0,430

Fig : Graphique des modalités actives et illustrative



La figure X, présente les modalités actives et illustratives sur le même plan, et montre également que presque toutes les modalités illustratives sont concentrées au centre du nuage. Il ne semble pas y avoir de corrélation évidente entre les modalités illustratives et la diversité des réponses aux six questions concernant l'accès à l'alimentation.

Annexe XII – Présentation des 5 idéaux types synthétisant les différents modes d'accès à l'alimentation et distances à l'alimentation en fonction du profil socio-économique

Type 1 : Le travailleur pauvre pragmatique et bio-utilitaire

« Je suis un travailleur pauvre. J'ai un travail et un petit salaire mais du coup j'ai peu de temps et je suis surmené. Mes revenus sont corrects donc je consomme beaucoup de plats préparés, parce que je n'ai pas le temps et que c'est plus simple. Oui c'est vrai, le midi je mange aussi des sandwichs au travail. Mes courses ? c'est en fonction de l'offre en fait, vu que je n'ai pas le temps j'achète sur mes trajets habituels. Oui parce que j'ai des activités par-ci par-là, je vais au sport par exemple, ou alors je vais chercher les enfants à l'école et j'achète sur le retour. Oui, on a une voiture, mais on essaye de l'utiliser le moins possible. Donc les courses c'est plutôt 1 fois par semaine quoi, presque toujours en supermarché, mais parfois à la boucherie pour avoir de la meilleure viande. Ah oui, la viande c'est important chez nous, on aime bien en manger tous les jours. Après j'ai un peu d'argent mais j'ai aussi beaucoup de dépenses, plus que quand j'avais moins d'argent. J'ai l'impression que j'étais plus riche au RSA. Ba oui, j'accumule les contraintes, j'ai des prêts à rembourser, je dois aider des proches en difficulté, j'ai l'assurance de la voiture et mes enfants ils vont peut-être faire des études alors je mets de l'argent de côté…J'aime bien partir en vacances même si c'est pour peu de temps, et aller au restaurant de temps en temps.

Le bio ? j'en consomme occasionnellement. Oui en supermarché, le bio là-bas c'est un peu moins cher. J'achète surtout bio pour ma santé, et pour celle de mes enfants, moi je m'en fiche que ça vienne de loin. La carte Sortir ! je l'ai mais je l'utilise jamais, j'ai pas le temps quoi. Ah si, pour inscrire mes gamins aux activités en début d'année c'est pas mal »

LEVIERS :

« Tu pourrais apporter de **l'alimentation durable dans les endroits où j'ai déjà l'habitude d'aller**, parce que je vais pas changer mes habitudes pour ça quoi, surtout si c'est plus cher. J'aime bien les aliments pratiques à utiliser, ou un peu innovants, tu pourrais jouer sur ça. C'est sûr **qu'une réduction tarifaire** ça pourrait plus m'inciter à en prendre, je suis quelqu'un de très pragmatique moi, le rapport qualité/prix ça me parle, si c'est meilleur au même prix, pourquoi pas. Je suis également très exposé à la publicité : dans mon quartier pauvre c'est là où il y a le plus de **publicité** pour des aliments gras sur les murs – c'est peut être **possible de contrôler** ça non ? Parce que sinon c'est vraiment dur de dire non aux enfants qui réclament »

Type 2 : Le précarisé en ascension sociale pour qui le bio est trop cher

« Moi je ne travaille pas. J'ai été au chômage et maintenant je suis au RSA / ou en arrêt maladie et maintenant en allocation adulte handicapé. En tout cas, même si avant j'ai pu travailler, aujourd'hui je ne travaille plus. Je vis plutôt seul, ou seul avec des enfants. J'accumule les problèmes. J'ai des problèmes de santé qui peuvent être assez graves, parfois je peux être un peu isolé socialement. En plus je fume, et donc les fins de mois c'est dur. Je suis donc un multi-activateur de l'aide alimentaire : je demande aux proches, je vais aux structures d'aides alimentaires, et parfois je demande les aides d'urgences du CCAS et du CDAS, parce que franchement, parfois, l'aide alimentaire j'en ai un peu marre, je préfèrerais acheter moi-même mes trucs. Ils nous donnent des aliments périmés, c'est parce qu'ils pensent que nous aussi on est périmés, plus personne ne veut de nous. Oui c'est vrai, parfois j'ai peu d'estime de moi, donc ça peut jouer sur mon alimentation, parfois je ne mange pas, pas parce que j'ai pas d'argent, mais parce que j'ai juste pas la tête à ça. Mais bon j'ai quand même un peu d'argent, puisque mon logement je ne le paye pas trop cher grâce aux APL. Donc du coup je fais le tour des supermarchés et des discounts pour chercher les promotions. Souvent c'est dans le rayon date limite à 50%. Tous les supermarchés font ça maintenant. Oui c'est vrai que j'utilise beaucoup les cartes fidélités, ça me permet de gagner 20€ en fin de mois : c'est pas négligeable, ça soulage un peu. Parfois j'utilise l'application smartphone qui permet de jouer pour gagner des bons de réductions : c'est vrai que c'est presque toujours sur des produits gras et sucrés, mais c'est bien parce que ça fait plaisir à mes enfants. Mon alimentation n'est pas très organisée ; mais je cuisine quand même tous les jours, bah oui parce que j'ai très peu d'argent, ça revient à moins cher de cuisiner. Même pour mes enfants, ça revient à moins cher de cuisiner à la maison donc j'les mets qu'une fois par semaine à la cantine. »

LEVIERS

« Si tu veux me faire aller vers l'alimentation durable il faudrait commencer par des **choses simples,** peut être juste parler d'alimentation en fait. Les cours de cuisine ça peut être bien, j'aurais peut-être le temps pour les faire. D'un autre côté, moi le bio, je peux avoir envie d'en manger, parce que ça peut être un symbole **d'ascension sociale**, et ça me permet aussi de mettre de la distance par rapport à ma propre situation compliquée que j'ai pu connaître par le passé. En plus, bien que j'ai envie, c'est quand même beaucoup trop cher, il faudrait que tu mettes en place une **politique d'accessibilité par le prix.** Mais honnêtement ça va être très dur, c'est pas avec une petite réduction que tu vas lutter contre les GMS qui me donnent des produits à bas prix et même gratuits toutes les semaines. En plus leur jeu de loto pour gagner des bons d'achat est hyper addictif, bonne chance. »

Type 3 : L'exclu sans contrôle sur son alimentation

« Moi j'ai presque aucun contrôle sur mon alimentation. Certains pourraient dire que je suis marginal ou exclu.

Je suis un migrant en attente de mes papiers. Je peux aussi être là depuis longtemps, j'ai des papiers depuis plusieurs années, mais je ne parle pas parfaitement le français, alors c'est très dur de trouver un travail. Du coup je mange que par l'aide alimentaire. Même l'épicerie sociale j'y vais plus, parce qu'il faut contribuer un petit peu, et c'est de l'argent que je n'ai pas. Si je suis mineur, je mange avec les aides du CDAS. Le bio ? j'ai entendu parler, mais je ne sais pas trop ce que c'est. Pour moi bio c'est ce qui pousse dans la terre quoi, nous, au pays tout est bio. La carte sortir je l'ai, mais en vrai je l'utilise jamais. Je reçois déjà de l'aide, je ne me sens pas légitime de faire des sorties ni de demander mieux en alimentation, je me contente de ce qu'on me donne, c'est déjà très bien. Bourdieu dirait que je suis exclu et qu'à force je finis par m'auto-exclure. »

LEVIERS

« Après si tu veux me faire aller vers l'alimentation durable, tu pourrais aussi te baser sur ma **proximité avec le monde agricole**, parce que moi j'ai connu l'agriculture avec mes parents ou mes grands-parents au pays.

Oui les jardins ça m'intéresserait, mais il faut me prendre un peu par la main parce que **si tu me proposes juste je vais pas y aller** quoi, alors que ça pourrait vraiment m'intéresser.

Par contre les jardins partagés, c'est comme les Amap, c'est pas trop mon truc quoi, il faut comprendre qu'il y a une certaine teinte culturelle qui fait que je ne me sens pas trop à l'aise et que j'ai pas envie d'y aller, ou alors il me faudra du temps pour m'habituer.

Par contre les **jardins familiaux ça peut m'intéresser**, ce qui m'intéresse moi c'est de produire quoi, j'ai pas d'argent, je te rappelle : tu peux m'aider à trouver un jardin familial ? »

Je suis SDF et ça fait longtemps que je vis dans la rue. Presque toute mon alimentation vient des foyers d'hébergements. Le midi parfois je mange avec l'argent que j'ai récupéré quand je fais la manche. Oui parce que parfois j'ai le RSA, mais parfois je l'ai plus, parce que j'ai arrêté de faire la demande. Je sais me débrouiller tout seul, j'en ai marre d'être assisté, on me demande tout le temps de me justifier. En plus, aux Resto du Cœur, on a le droit à moins que les autres parce qu'on a pas de logement : c'est pas normal ça m'énerve. Manger ? à quoi bon ? pour quoi faire ? mes chiens mangent mieux que moi et c'est très bien comme ça. Si j'avais plus d'argent je l'utiliserai plutôt pour régler des problèmes de santé qui traînent depuis longtemps, en plus je suis endetté et je dois de l'argent à plein de monde. Le bio ? tu me fais bien rire. Au début c'était intéressant mais ça été récupéré par le système ça. Par contre des bons aliments qui viennent du producteur d'à côté ça m'intéresse, je suis même prêt à donner un coup de main en échange. »

LEVIERS

« Si tu veux que j'aille vers l'alimentation durable, ton histoire de réductions, ça ne me servira pas vraiment quoi, j'ai même pas où cuisiner. Il faudrait plutôt que tu **amènes des produits durables dans les endroits où on va d'habitude**, c'est à dire dans les structures d'aide alimentaire, ou au restaurant social Leperdit du CCAS.

Ah oui, par contre on a oublié de te dire, notre ami qui n'est pas là, lui tu ne le verras jamais. Il reste tout le temps enfermé chez lui, il regarde beaucoup la télé, c'est quelqu'un de très isolé. Lui il ne sait même pas que la carte sortir existe, et peut-être bien qu'il ne fait même plus la demande de RSA, parce que c'est trop compliqué administrativement. C'est quelqu'un qui a été sorti de la rue, mais qui n'a plus aucune existence sociale depuis qu'il est enfermé chez lui. D'ailleurs on ne sait pas trop comment il mange. Il faudrait que tu **arrives à le trouver**. »

Type 4 : Le précarisable dans l'évitement du bio

« Moi ça va j'ai un peu d'argent, donc je ne vais jamais à l'aide alimentaire. Par contre je fais toutes mes courses au supermarché, et c'est souvent une fois par mois. Souvent j'y vais en transports en commun, pour aller dans les endroits moins chers de la périphérie. J'ai une voiture, mais mon mari l'utilise pour aller au travail, donc moi je vais faire les courses la journée. Après quand j'ai besoin d'un truc, je vais à pied à côté. On a aussi des enfants à la maison, donc les courses c'est des grosses courses. Le bio ? je connais, mais c'est franchement c'est un peu un truc de bobos . Et puis en fait j'ai tout plein d'arguments contre le bio : le goût c'est pas vraiment meilleur, le prix c'est plus cher on sait pas trop pourquoi. Il y a même du bio au discount maintenant, pour te dire que c'est vendeur, à mon avis ils se font des énormes marges sur notre dos. C'est de l 'arnaque. C'est de l'arnaque parce qu'en plus on n'est même pas sûr qu'ils mettent pas des produits, j'ai vu une émission là-dessus à la télé. Donc le bio d'Espagne c'est pas du bio. Non, moi ce que je veux si j'ai plus d'argent c'est : m'acheter des marques de meilleure qualité, me faire plus souvent plaisir. Ba oui, par exemple on va très peu manger dehors, peut être 1 fois par mois maximum, on va au fast-food pour faire plaisir aux enfants. Oui, non, étonnamment on va jamais au Drive, c'est peut-être parce que je suis pas à l'aise avec les outils numériques en fait, et que c'est pas mon mari qui s'occupe des courses. Et puis faire les courses c'est sympa, je flâne, il y a d'autres boutiques dans le centre commercial, j'aime bien acheter des vêtements pour moi ou pour mes enfants, ils sont contents après. »

LEVIERS

« Si tu veux me faire aller vers l'alimentation durable, vu que je me méfie du bio, il vaudrait peut-être mieux insister sur le côté **qualité gustative des aliments**, sur le **local et la confiance dans le producteu**r. Tu pourrais peut-être aussi **m'apporter plus d'information**s sur l'alimentation durable, m'expliquer **pourquoi c'est plus cher**, comment fonctionne la certification. En vrai, au lieu de me parler d'alimentation bio ou d'alimentation durable, au début, parle-moi d'aliments sans pesticides, ça marchera peut-être beaucoup mieux »

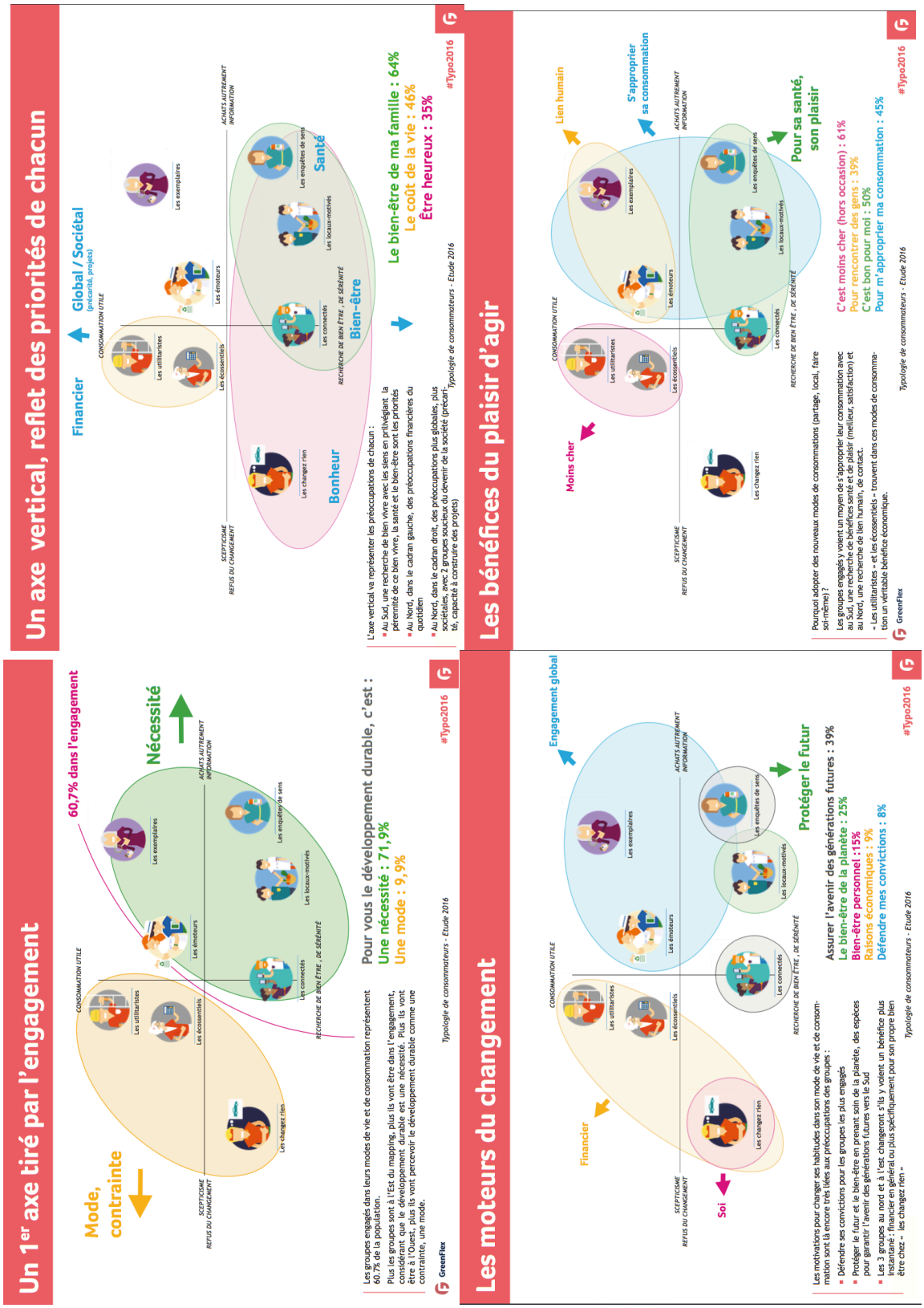
Type 5 : Le jeune précaire éduqué et engagé

« Moi je suis plutôt jeune, seul, et éduqué. J'ai pas trop d'argent mais c'est pas grave parce que l'alimentation est tellement une priorité que je me débrouille pour bien manger. Oui en fait je suis un consommateur engagé : pour l'alimentation je consomme au maximum en bio, et je l'achète surtout en magasin spécialisé, au marché, et en Amap : jamais au supermarché. Parce que oui, je suis arrivé au bio par la politique : c'est tous les enjeux qui me concernent, l'environnement, le développement local, la solidarité internationale, et finalement ma santé aussi quoi. Idéalement j'aimerais produire moi-même mes aliments. Finalement c'est peut-être le mode de vie urbain le vrai problème. Mais le paradoxe c'est que je ne supporte pas conduire la voiture, et en ville je peux tout faire en vélo. Aller vivre à la campagne c'est sympa, mais je passerai beaucoup de temps en voiture. En tout cas je me prive sur d'autres postes de dépenses, pour pouvoir être libre dans mon alimentation sans limite de budget, et avoir le sentiment de consommer dans mes valeurs. Et puis finalement, c'est même pas de la privation, parce que ça fait tellement longtemps que je me suis habitué quoi : c'est un véritable mode de vie. Ça peut m'arriver de manger à l'extérieur parce que j'ai une vie sociale assez dense, et dans ce cas je mange ce qu'il y a. Enfin pas complètement, parce que j'ai quand même tendance à être végétarien, même si je peux manger de la bonne viande quand je sais d'où elle vient. Je gagne entre 400 et 600euros par mois : je suis au milieu de la gamme de revenu du public ciblé. Donc tu vois c'est pas beaucoup d'argent, mais par contre j'ai un niveau d'étude élevé, souvent bac+5. »

LEVIERS

« Si tu veux m'amener vers l'alimentation durable tu n'as rien à faire parce que je suis déjà dedans. Et oui, **même dans un public précaire tu peux avoir des gens qui veulent manger bio**. En fait, si tu mettais en place une **réduction tarifaire sur des aliments durables**, moi ça me soulagerait, parce que mon budget est quand même sous d'énormes contraintes : ça me permettrait de faire plus de choses dans ma vie. D'ailleurs la carte Sortir je l'ai déjà, et je l'utilise plus pour les spectacles que pour les activités de début d'année. »

Annexe XIII– Typologie des différents formes d'engagement des consommateurs (Green Flex, 2016)



Les « changez rien » - 14,7 %

Ce groupe plutôt jeune, ne veut pas intégrer les enjeux développement durable, perçus comme une contrainte ou une mode. Pour lui, la consommation responsable est réduite à un consommer moins. Pas de gestes au quotidien qui vont être perçus comme des efforts. Levier : lui parler innovation

Les « écossentiels » - 12,7 %

Ce groupe est le plus âgé. Très contraint financièrement, leur préoccupation principale va être la gestion du quotidien. S'ils ne souhaitent pas avoir d'informations, ils vont malgré tout avoir des gestes responsables, toujours orientés vers l'économie d'argent : maitriser sa consommation d'eau ou d'énergie, manger moins riche ou moins transformé. Un produit doit être robuste, économique à l'usage. Levier : expliquer concrètement l'avantage financier

Les « émoteurs » - 7,7%

Aux extrêmes de la pyramide des âges, soit moins de 25 ans, soit plus de 50 ans, ce groupe, en prise de recul sur la société de consommation est très demandeur d'informations. Il va se renseigner sur les engagements des marques. Agissant par conviction, il va être très vigilant sur les produits qu'il achète. Il est préoccupé par les enjeux environnementaux, mais la recherche de lien social va être dominante. « Echanger, troquer, partager, acheter aux producteurs » sont motivés par la rencontre des autres. Convaincu du rôle de chacun et de lui-même pour faire évoluer les choses, on le retrouve dans les associations, dans les financements entre particuliers, les projets collaboratifs. Levier : le lien social, la transparence, la répartition de la valeur

Les « exemplaires » - 10.3%

Ce groupe a une vision globale du développement durable, comprenant parfaitement les interactions entre les 3 piliers. Tout est important : l'information, les gestes au quotidien, les nouveaux modes de consommation. Actif pour mener une vie saine en consommant moins de viande, plus de bio, moins de produits mais du mieux ; il va aussi être très engagé, à la fois dans sa consommation et son soutien en temps, en argent dans l'éthique et le solidaire. Vérifiant les engagements des marques, curieux des nouveautés, il va influencer son entourage. Levier : lieu de proximité physique ou virtuel pour l'engager

Les « enquêtes de sens » - 14,9%

La consommation est leur moyen de s'impliquer. Préoccupées par le réchauffement climatique, la pollution, les personnes de ce groupe vont être dans l'exigence du sain et du mieux, pas uniquement sur les produits alimentaires mais sur l'ensemble des catégories de produits (tout ce qui va être en contact avec le corps et la maison). En forte attente vis-à-vis des marques, ils apprécient toute collaboration avec les ONG, le caritatif. L'information va être rassurante pour cette cible à fort pouvoir d'achat. Levier : qualité produit et valeurs

Les « utilitaristes » - 11,9%

Ce groupe majoritairement masculin et vivant dans les agglo <20 000 est assez peu sensible aux sujets liés à l'environnement en dehors des sujets de biodiversité : déforestation et extinction des espèces. Préoccupé par l'emploi et son pouvoir d'achat, sa solution est de faire de plus en plus de choses par lui-même : jardiner, bricoler, faire sa décoration. Distant vis-à-vis de la course à l'innovation, il est en attente de produits simples et accessibles à tous. Levier : parler utilité, usages, vrai

Les « locaux-motivés » - 14,5%

Soucieux de l'avenir pour les générations futures, préoccupé par la santé de sa famille et l'emploi autour de lui, ce groupe concentre ses moyens d'actions sur le local. Avec un bon pouvoir d'achat, il va agir par sa consommation plutôt que par des gestes économiques (économie d'energie,...). Il recrée son modèle autour de l'économie circulaire de proximité, en privilégiant les produits locaux, les produits de saison. Levier : innovation et développement local.

Les « connectés » - 13,3%

ce groupe majoritairement jeune (<35 ans) est demandeur d'informations principalement sur les sujets de réchauffement climatique, de pollution et de bien-être animal. Très influencé par l'information mais aussi vecteur de partage de cette information, il va trouver dans les moyens digitaux une solution simple et rapide pour mieux consommer. Soucieux de construire son avenir, de donner vie à ses projets, il va attendre des marques une forte implication. Levier : outils de repères et de partage (application, comparateur...)

Annexe XIV - Évolution des idéologies de l'aide alimentaire de 1500 à nos jours, état des lieux de l'aide alimentaire à Rennes, et paradoxes de l'aide alimentaire

 # L'histoire des politiques alimentaires depuis le 16ème siècle

L'histoire des politiques alimentaires rejoint l'histoire des politiques sociales puisque celles-ci sont historiquement très liées. Dans son article « Faut-il nourrir les pauvres ? » Clément 2008 revient sur l'histoire de la prise en charge des pauvres à travers les politiques alimentaires en Europe. Il montre comment l'obligation alimentaire à l'égard des pauvres est au départ une obligation morale du souverain à l'égard du peuple, et qu'au fil du temps de plus en plus de contreparties sont exigées jusqu'à déresponsabiliser l'État nourricier au 18ème siècle. Ensuite l'État providence fait son retour, avant d'être peu à peu rattraper par l'idéologie du 'mauvais pauvre'. Pour l'économiste, depuis le 16ème siècle, l'idéologie dominante est que 'les pauvres doivent se prendre en charge'. Les pauvres sont considérés comment étant des pauvres par calcul, par imprudence, par oisiveté. Les causes économiques de la pauvreté sont minorées jusqu'à la fin du 19ème siècle. « La pauvreté est donc considérée comme étant liée au comportement des individus et secourir les pauvres amplifierait le phénomène » (Clément, 2008). Alors souvent ce sont des politiques punitives qui sont mises en place pour tester la réalité des besoins. Il existe en parallèle les politiques de pain à bon marché, plus rarement des mesures économiques généreuses, très souvent un encouragement à la charité privée, et des politiques de mise en place de structures destinées à apporter un secours alimentaire épisodique mais stigmatisant (Clément, 2008). Pour l'auteur, si les facteurs économiques de l'explication de la pauvreté émergent fin 19ème, la thématique du chômage volontaire qui revient aujourd'hui montre comment l'idée du 'mauvais pauvre' persiste. Le tableau suivant présente l'évolution des idéologies de l'aide alimentaire en Europe de 1500 à nos jours.

Tableau : Évolution des idéologies de l'aide alimentaire et de la gestion de la pauvreté en Europe depuis 1500

Période	Idéologie dominante
1500-1600	Le **principe de charité** demeure mais fait progressivement l'objet de critiques. Le nombre de pauvres augmente au 16ème siècle : il passe de 4000 à 18000 en 1827 à Paris ; et les solutions traditionnelles d'assistance reposant sur la charité privée et publique ne suffisent plus. Le flot de pauvres devient une menace pour les pouvoirs en place et la fonction charitable du Roi trouve ses limites. Une **ébauche de politique sociale consiste donc à opérer une distinction entre bons et mauvais pauvres**, en réservant les secours traditionnels aux pauvres invalides ou ecclésiastiques. Les pauvres valident devront désormais se prendre en charge individuellement. S'ils n'arrivent pas à travailler par leurs moyens, ils sont contraints de le faire dans des **maisons de travail où ils sont enfermés**, pour contribuer ainsi à l'enrichissement de la nation (Montchrétien, 1889 cité par Clément, 2008). L'organisation du secours prend partout en Europe la forme d'ateliers de travail, qui doivent financer l'entretien des pauvres : c'est l'idée que les **pauvres doivent être utiles et ne pas représenter un coût économique**.
1650 - 1700	Le **concept du pauvre s'élargit** et englobe les mendiants, vagabonds et invalides, mais aussi les travailleurs qui ne gagnent pas assez pour vivre, soit 24% de la population britannique par exemple : les pauvres qui étaient marginaux deviennent une catégorie à part entière. Un profond changement de raisonnement a lieu : **au lieu d'éradiquer la pauvreté il faut saisir ses avantages, elle devient la richesse potentielle des nation**s… Il y a l'idée que la faim pousse les individus au travail, et que les salaires peu élevés amènent des économies de coût de production. Des économistes (Petty 1690) propose de maintenir les individus au niveau de vie minimum pour les inciter à augmenter la durée du travail. Mandeville en 1714 dit « **la seule chose qui rende un ouvrier travailleur c'est de l'argent en quantité modérée** ; car trop peu d'argent, selon son tempérament l'abattra ou le poussera aux extrémités et trop d'argent le rendra insolent et paresseux » (Clément, 2008). En résumé, à cette période la **politique d'assistance aux pauvres sert à l'enrichissement de la nation.**
1700-1800	Les auteurs classiques rejettent les politiques d'assistance aux pauvres car ils pensent que la société peut **régler harmonieusement le problème par les mécanismes autorégulateurs du marché.** Quesnay commence à proposer la **théorie du ruissellement** de l'argent des riches vers les pauvres, qu'il vaut mieux créer des emplois productifs, que **l'amélioration des salaires doit permettre aux pauvres de consommer**

	plus et de sortir de leur condition. Adam Smith partagerait cette approche du ruissellement en disant que le riche sert l'intérêt social sans même le savoir (Clément, 2008). À cette approche grandissante vient s'adjoindre **les politiques sociales normatives qui visent à écarter du secours les plus aptes au travail**. Le **secours au domicile** est la grande nouveauté du 18ème, reposant principalement sur la distribution de nourriture. Les ateliers de charité permettent de donner du travail aux pauvres et les **sociétés philanthropiques commencent à s'or**ganiser. La société philanthropique de Paris est par exemple créée en 1780. Avec l'instauration des 'poorhouses' en Angleterre, **l'obligation de rester enfermé dans les maisons de travail est abandonnée** : les familles vivent en dehors de la maison de travail, et l'administrateur leurs reverse une pension monétaire ou alimentaire : c'est le début d'une **obligation alimentaire familiale**, qui sera ensuite systématisée. C'est la **première version moderne de l'aide sociale** (Clément, 2008).
1800-1900	L'idéologie du travail obligatoire comme forme de secours aux plus démunis n'est plus dominante. C'est maintenant la **libéralisation du travail avec l'abolition des règlementations qui doit mettre à l'abri les plus pauvres**. Mais la pauvreté reste un phénomène massif, et connaît du chômage par épisodes et des salaires très faibles. Le **secours apporté aux pauvres devient très contesté**, la responsabilité étant de plus en plus incombée aux pauvres eux-mêmes. La **pauvreté devient le résultat d'un comportement fautif.** Des économistes de l'époque comme Eden en Angleterre ou Bastiat et Dunoyer en France **expliquent la pauvreté par une absence de prévision, d'économie, et de savoir dépenser** : « l'état de ces classes a aussi sa racine dans les vices qui leur sont propres, dans leur apathie, leur insouciance, leur défaut d'économie » (Dunoyer 1830 cité par Clément 2008). L'attitude du pauvre serait donc confortée par un soutien trop généreux de la part des autres. Malthus considère par exemple les **aides publiques comme une politique d'encouragement à la paresse**. Le pauvre comparerait une situation de non travail avec revenu de substitution à une situation d'emploi mal payé. D'après Clément (2008), Bentham, Longfield et Ricardo partagent cette analyse.
1834 - 1880	C'est la **fin de mécanismes d'obligation alimentaire** en Angleterre. Le secours se réorganise dans les maisons de travail, où les **pauvres sont de nouveau enfermés**, et où le fonctionnement s'approche de celui d'une prison (Clément, 2008). L'objectif est de **décourager les pauvres de demander des aides**, en introduisant des conditions de vie très dures dans les maisons de travail, pour qu'ils trouvent des solutions individuelles. Cette politique fonctionne et en 1890 l'aide ne concerne plus que 25% des exclus en Angleterre (Saly in Clément, 2008). La **charité privée prend donc de l'ampleur** avec la création d'institutions financées par les classes moyennes et par l'aristocratie. En 1899 il existe à Londres plusieurs centaines d'institutions portées par la religion (Barret-Ducrocq in Clément, 2008). En France ce sont les **bureaux de bienfaisance qui reçoivent les fonds publics (1/3) et les dons privés (2/3)**. L'assistance est gérée localement par les communes. Il y a 13367 bureaux en 1871, avec 70% des secours distribués sous forme de nourriture. Les maisons de secours achètent les produits de base qu'elles préparent et distribuent sous forme de repas (Legros 1997 in Clément, 2008). Ce type de secours concerne 6,5% de la population française en 1914, soit deux fois plus qu'en 1857. **L'aide devient donc avant tout une activité locale basée sur le bénévolat où les initiatives publiques et privées se croisent sur le terrain** (Clément, 2008). Le désengagement de l'État au début du 19ème aboutit donc à l'éclosion d'institutions privées charitables très diverses[1]. Il existe tout de même des liens très étroits entre les œuvres caritatives et la puissance publique (Gueslin 1998 in Clément, 2008). Pour avoir un ordre d'idée, la Société Philanthropique distribuait peu, en moyenne 300 000 repas par an, et 4millions lors de l'année de disette de 1812 (Duprat 1996 in Clément, 2008). L'ignorance des pauvres comme cause de l'imprévoyance a longtemps été utilisé comme cadre d'analyse, pour justifier des politiques d'éducation à la gestion de budget, et d'instaurer un désir d'épargne chez ces personnes.
1880-1900's	Le pauvre n'est plus jugé totalement responsable de sa situation, et émerge en France une **politique d'assurance sociale et de solidarité**. C'est l'idée de la **réciprocité entre la collectivité et les citoyens**. C'est la naissance des **systèmes d'assurance** pour mutualiser les risques, avec la première loi sur l'assistance médicale gratuite et l'assistance aux vieillards en 1893, puis aux infirmes en 1905. Le diagnostic de la pauvreté n'est plus le même, considérant que celle-ci ne découle plus uniquement de l'absence de sens moral. Alors l'État organise l'assistance en tant que droit, sur le **modèle de l'État providence.**

[1] Dont la Société de Saint-Vincent de Paul, l'Armée du Salut, la Société Philantrhopique, la Société de Charité Maternelle, la Bouchée de Pain, la Mie de Pain etc.

1980	L'État français décide de **déléguer complètement l'aide alimentaire au secteur caritatif** (Paturel, 2014) C'est le secteur caritatif structuré derrière une masse de bénévole qui permet de faire vivre ce système.
2005	2 nouveaux acteurs apparaissent en France : l'association nationale des épiceries sociales ANDES et la fédération des paniers de la mer.
2014	Les fonds de l'aide alimentaire passent des fonds de la politique agricole commune, du Programme Européen d'Aide aux plus Démunis, au fond de la **politique sociale européenne**. En effet, il n'y a plus de surplus agricoles, qui avaient été remplacés par une enveloppe budgétaire, qui représentait 500millions d'euros en UE en 2010. L'Allemagne et l'Angleterre avaient donc porté plainte contre ce dispositif au titre de l'entrave au commerce et de la distorsion de marché, contraire au Traité de Lisbonne. La gestion de l'enveloppe de l'aide alimentaire est donc renvoyée à chaque pays, puisqu'il n'y a pas de politique commune sociale en Union Européenne. En France il y a aujourd'hui une situation de **concurrence entre les différents acteurs de l'aide alimentaire pour accéder aux financements et s'approvisionner en aliments de récupération**. L'échiquier de l'aide alimentaire se diversifie depuis 2014.

Il y a donc actuellement une évolution du rôle de l'État providence vers plus de libéralisme. En tout cas, en 2018, on applique encore des techniques 'assistantielles' et dissuasives destinées à tester la réalité des besoins des personnes, avec la mise au travail des personnes, inscrit dans une logique d'éducation et de moralisation. Pour Clément (2008), l'aide alimentaire est aujourd'hui incontournable, mais elle est aussi stigmatisante et accentue la vision libérale des techniques 'assistantielles'. Paturel (2012) partage cette analyse quand elle expose les paradoxes de l'aide alimentaire.

Clément (2008) a permis de retracer la longue histoire des politiques sociales qui ont été très liées aux politiques alimentaires. Avec l'ouvrage « *Une solidarité en miettes, socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours* » Retière (2018) permet de comprendre les évolutions récentes de l'aide alimentaire.

En résumé : Jean-Noël Retière retrace l'histoire de l'aide alimentaire en France à partir de l'étude de cas de la région nantaise. Aujourd'hui les politiques alimentaires font partie des politiques sociales de l'État français mais au début du 20ème siècle l'intervention de l'État en matière de politique sociale est encore embryonnaire : la majorité de l'aide alimentaire est assurée par les 'œuvres', comme Saint-Vincent de Paul à Nantes. Après la seconde guerre mondiale, il y a une prise en charge de l'État des politiques sociales incluant le champ alimentaire. Il existe un tournant dans les années 1980, où la pauvreté ne concerne plus que les personnes âgées, mais aussi des jeunes au chômage. On parle de "nouveaux pauvres", la pauvreté devient de plus en plus visible, l'aide alimentaire n'est plus qu'une aide d'urgence mais devient structurelle, la sécurité sociale n'ayant été pensée que pour protéger les travailleurs. Les Banques Alimentaires et les Restaurants du Cœur sont mis en place dans les années 1980. En 1984 les compagnons d'Emaüs remettent en place les Soupes Populaires comme après la guerre. Il existe également une diversification des aides, visant à soulager les dettes de loyer et de factures d'électricité et de gaz. Depuis les années 2000, le logement prend une place considérable dans le budget des ménages, et l'alimentation devient de plus en plus une variable d'ajustement des dépenses. En 1986 le programme européen d'aide au plus démunis PEAD est mis en place pour soutenir les associations porteuses de l'aide alimentaire. Aujourd'hui en France il n'y a donc différentes entrées pour répondre aux problématiques de pauvreté, et l'État délègue une partie de ses missions de service public aux associations d'aide alimentaire. Il faut retenir que les différentes structures d'aide alimentaire ont des visions différentes, puisqu'il y a une dimension morale à toute logique d'aide. Les 4 grandes structures de l'aide alimentaire de 1987 et encore présentes aujourd'hui sont : le Secours Populaire, les Restos du Cœur, la Fédération des banques alimentaires, et la Croix-Rouge (Paturel, 2012).

L'aide alimentaire aujourd'hui à Rennes

Les 4 acteurs historiques de l'aide alimentaire sont la Banque Alimentaire, les Restos du Cœur, le Secours Populaire et la Croix Rouge (Paturel,2012). Ils sont présents à Rennes, mais d'autres initiatives existent aussi comme le montre le tableau suivant :

Tableau : Aides alimentaires existantes à Rennes ayant émergées au cours de l'enquête de terrain

	Public	**Justificatifs demandés**	**Fonctionnement**	**Temporalité**	**Type d'aliments**
Secours Populaire	Moins de 5,5 euros de reste à vivre par jour	Oui Exception : résidents Coallia qui ont une fiche préparé par les référents Coallia	Gratuit Chèques à points, pour le sec et pour le frais, valable 3 mois. Rejustifier sa situation au bout de 3 mois	Chèques pour 3 mois, si prend pas tout d'un coup 1 mois d'attente pour le prochain passage. Ne peut pas louper le rdv	Sec et frais, à ramener chez soi
Resto du Coeur	Hiver : seuil de reste à vivre 5,5 euros/jour ? Été : seuil de reste à vivre plus bas	Oui	Gratuit	1 fois par semaine	Sec et frais, à ramener chez soi
Cœurs résistants	Tout public Pas d'instruction de dossier Les bénéficiaires sont aussi souvent les bénévoles	Non	Gratuit	Repas tous les jours au local Maraudes le vendredi et le dimanche soir	À partir des invendus de supermarchés (partenariats): plat chaud préparé, ou à ramener chez soi
Croix rouge	Personnes dormant dans la rue	Non	Gratuit Maraude et distribution le soir	Maraude 3 soirs dans la semaine	Sandwich froids
Association Don de Cœur	Sur inscription,	Oui à partir de septembre 2018, orientation à travers travailleurs sociaux Accepte quand même les gens n'ayant pas accès aux travailleurs sociaux	Gratuit Association chrétienne et culturelle, Inscriptions les lundis	Distributions Lundi et Samedi	Frais Sec
Secours catholique aide d'urgence en effectif	Sur demande Aide aussi des sans-papiers, ce qui est moins souvent le cas chez les restos du cœur ou le secours pop ou des justificatifs sont nécessaires	Non systématique	Fait la demande, rencontre membre de l'association, et attribue l'aide ou pas. Aide en effectif	Sur demande	Effectif à dépenser où l'on souhaite
Secours Catholique Maurepas « Etal solidaire » fruits et légumes 50% carte sortir	Tous, avec 50% pour détenteurs carte sortir	Oui	Contribution	6 distributions dans l'année	Fruits et légumes
Restaurant social Leperdit/Le Fourneau	Personnes en errance ou au 115, >18 ans pas d'enfants Pas ou peu de revenus	/	Gratuit Lieu d'écoute Lieu structurant Lieu d'accès au droit Agir avec les usagers et non pas pour eux	Repas le matin Repas le midi	Repas préparés prêts à manger. Peut prendre aliments à emporter si ne veut pas rester

	Principalement sans domicile fixe				
50€ par semaine CDAS	Mineur isolé avec situation régularisée	Via l'accompagnateur	Bon d'achat de 50€ que pour l'alimentaire à dépenser en une seule fois	Un bon par semaine	Achat en supermarché
Deux tickets restos pas jour MNA	Mineur isolé en attente de régularisation	Via l'accompagnateur	2 tickets restauration de 7€50 par jour	2 tickets restauration de 7€50 par jour	Lieux acceptants les tickets restauration
Aide en attente de régularisation pour personne majeure	340€ par mois	Via personne référente	Versement sur compte bancaire	Versement 1 fois par mois	Libre choix
Aide d'urgence CDAS	Public ayant fin de mois difficile, ayant des enfants à charge	Via assistante sociale	Calcul selon le nombre de jours restant dans le mois et le nombre de personnes dans la famille, argent en espèce normalement destiné à l'alimentation	Exceptionnel sur demande	Libre choix
Bon alimentaire via CCAS	Public à fin de mois difficile	Via assistante sociale	Bon alimentaire à dépenser dans structure partenaire	Exceptionnel sur demande	Libre choix dans les structures proposées (souvent GMS)
Epicerie sociale et solidaire Ty Sol du centre social Ty Blosne	Réservé aux habitants du Blosne	Accès via l'assistante sociale	Contribution Prix 10% du prix habituel Pas une simple distribution d'aide alimentaire d'urgence mais c'est un lieu de rencontre, d'échange et d'accompagnement	1 an maximum. Accès à l'épicerie 1 fois par semaine	Sec et frais, à ramener chez soi
Épicerie sociale et solidaire Le P'tit Marché (ASFAD)	Familles des quartiers 3 et 6 de Rennes	Accès via travailleurs sociaux	Ouverture mi-octobre 2018 20 familles	1fois/semaine 3 mois renouvelables	Sec et frais à ramener chez soi
AUTRES ASSOCIATIONS HABILITEES A RENNES					
ARCS					
AIS 35					
Equipe Saint Vincent de Paul					
Les petits sœurs des pauvres					
Réseau Louis Guilloux					
Benoît Labre					
Espoir 35					Colis alimentaires
Amicale des étudiants de l'INSA					
Cleunay Amitié Solidarité					
La demeure des sources 35					
Le Village d'Alphonse					
DUM					
Gloire Divine					
Le conseil des migrants					
ASFAD					
La Cantine Mobile	Ouvert à tous	Non	Cantine végane et militante	Aléatoire	Repas cuisinés
Food's not bombs	Ouvert à tous	Non	Préparation de repas vegan sur l'espace public ouvert à tous	Premier dimanche de chaque mois	Repas cuisinés

Disco soups	Ouvert à tous	Non	Préparation de repas sur l'espace public ouvert à tous	Aléatoire	Fruits et légumes
Epiceries sociales et solidaires de la métropole	Public en difficulté	Accès via l'assistante sociale		1 fois par semaine	Sec et frais
Aide interpersonnelle	Tous		L'entre aide est peu quantifiable, mais très présente dans certains réseaux		De tout
Cartes fidélités GMS	Tous		20€ par mois pour certaines familles		Produits de supermarchés

En résumé : il existe les structures historiques, des structures émergentes proposant une autre gouvernance, des structures émergentes liées à des églises, une trentaine d'épiceries sociales et solidaires dans l'aire rennaise, l'aide entre habitants, les aides d'urgence des CCAS et CDAS, des distributions informelles. Chaque structure peut porter une philosophie différente quant à sa posture vis à vis des bénéficiaires et de l'aide alimentaire. Chaque groupe local peut aussi avoir un fonctionnement légèrement différent par rapport au réseau national. En effet, la dynamique d'un groupe local dépend beaucoup des acteurs qui le constitue. Les structures les plus cités dans l'enquête de terrain sont le Secours Populaire et les Restos du Cœur. Ces deux structures instruisent elles-mêmes les dossiers, à l'exception des personnes migrantes accompagnées par l'association Coallia, où leur dossier est préparé à l'avance. Le secours populaire par exemple autorise l'aide alimentaire quand le reste à vivre calculé est inférieur à 5,5€ par jour et par personne. Des exceptions peuvent être accordés par le bénévole selon le contexte et la situation. Les Restos du Cœur fonctionnent avec le même système de reste à vivre, mais les barèmes sont plus bas en été. Au Secours Populaire un carnet de points est attribué après le calcul selon la situation du foyer. Ce carnet est valable 3 mois, les tickets bleus permettent d'avoir accès à des produits frais, les tickets roses à des produits secs. Si le bénéficiaire n'utilise pas tous ses points le jour même, il peut revenir, mais que en prenant un rendez-vous 1 moi plus tard, car il y a une longue liste d'attente. Théoriquement il faut obligatoirement avoir un rendez-vous pour avoir accès à l'aide. Si le rendez-vous est loupé, la situation peut très vite se compliquer pour le bénéficiaire. Le fonctionnement de l'aide alimentaire a largement été décrit par plusieurs travaux (Pannassie 2012 ; Serres 2014 ; FORS 2016). Les paradoxes et insuffisances de l'aide alimentaire ont également été abordés par plusieurs chercheurs.

Les paradoxes et questionnements que posent l'aide alimentaire

En 2014, Dominique Paturel rappelle qu'elle respecte le travail des bénévoles de l'aide alimentaire qui est essentiel, mais montre que l'aide alimentaire capte et occulte le débat public sur l'accès à l'alimentation pour tous, à partir des territoires où l'on vit. Elle souhaite réfléchir autrement qu'à travers des dispositifs spécialisés par les pauvres. Les 4 critiques adressées à l'aide alimentaire sont les suivantes :

- Sur le plan politique : disant que la pauvreté a été laissée à l'humanitaire et que les pouvoirs publics pourraient davantage s'emparer de cette question
- Sur le plan économique : visant à dire que l'aide alimentaire vit d'un système qu'elle entretien sans le questionner.
- Sur le plan éthique : posant la question de savoir s'il est normal que les plus riches se dédouanent de leur responsabilité par le don alimentaire, avec cette question gênante du gaspillage qui peut être considérée comme les surplus des riches allant aux pauvres.
- Sur la santé publique : posant la question de savoir si l'aide alimentaire pensée comme un dispositif ponctuel est capable de répondre aux besoins nutritionnels des personnes qui ne mangent qu'à travers l'aide.

Pour Paturel 2014, le **cœur du débat réside dans le fait de savoir comment on peut arriver à parler librement de ces questions-là** en dépassant un certain nombre de justifications morales empêchant de se poser les bonnes questions. Pour elle l'argument d'autorité qui tend à dire que 'les gens ont faim alors on leur donne à manger' n'est pas forcément recevable.

L'aide alimentaire en France est basée sur des circuits longs, avec l'achat des surplus du système productiviste agroalimentaire, et la récupération des produits en date limite de consommation des supermarchés. Il est rappelé que l'aide alimentaire telle qu'on la connaît aujourd'hui émerge dans les années 1980 avec le transfert des surplus agricoles européens vers l'aide alimentaire. Pour Paturel, **la délégation de l'aide alimentaire au secteur caritatif empêche de poser la question de l'accès à l'alimentation**. Pour Paturel, les structures deviennent des grosses organisations qui sont désormais capables de faire valoir leur point de vue au niveau des institutions européennes. Pour Paturel, les vraies questions de l'accès à l'alimentation sont que : la France n'est pas un pays qui ne produit pas, la France a les infrastructures nécessaires pour assurer la distribution, il y a les ressources suffisantes sur le territoire. Pour Paturel la vision de l'aide alimentaire qu'a le travailleur social est l'opportunité d'une baisse de dépense qui pourra être injectée pour payer le logement ou régler les factures. L'aide alimentaire est donc une variable d'ajustement de la pauvreté. Le paradoxe constitué par le fait que des personnes ont du mal à se nourrir, que des agriculteurs soient en grande difficulté pour vendre leur produit, et que l'aide alimentaire s'approvisionne en circuit long avait incité le réseau ANDES à rapprocher les bénéficiaires des agriculteurs en difficulté au sein des épiceries sociales et solidaires. La question de l'accès à l'alimentation pour tous ne concerne pas que les pauvres, et concerne tout le monde, sur le fait d'accepter d'allouer une plus grande partie de son budget pour soutenir des productions vertueuses. Pour Paturel il faut **repenser la question de l'accès à l'alimentation, non pas par l'aide alimentaire, mais à l'accès pour tous à l'échelle d'un territoire, en arrêtant de penser uniquement à travers des dispositifs pour les pauvres**. La non connaissance de la façon dont est produite notre nourriture serait l'affaire de tous.

Les questionnements qui reviennent le plus souvent au sein de l'aide alimentaire sont liés au sentiment de stigmatisation des bénéficiaires provoqué par la distribution de produits en date limite, du non choix des aliments, et du manque de produits frais. (FORS 2014 ; ATD 2016 ; Noel et Darrot, 2016 ; Clément 2008 ; Caillavet et al 2006)[2]. **Repenser le système organisationnel de l'aide alimentaire peut être une voie pour penser l'accès l'alimentation durable pour tous**.

[2] Ces questionnements relatifs à la stigmatisation et au non-choix des aliments ont aussi pu être à l'origine de la commande du stage : la proposition d'un dispositif d'accès à l'alimentation aurait être complémentaire de l'aide alimentaire traditionnelle, pour répondre aux enjeux de non-stigmatisation et de libre-choix des aliments

Annexe XV – Typologie de la gestion de la contrainte alimentaire (Brunet et al., 2015)

- **Type 1 - « L'autogestion » de la contrainte alimentaire : une stratégie limitée à la rationalisation des dépenses et au recours à la solidarité familiale**

Le premier type identifié est celui des « autogestionnaires ». Il s'agit de ménages ayant connu une baisse de ressources importante (liée à un « accident de la vie », une perte d'emploi, au passage à la retraite, etc.), qui ont essentiellement recours à la solidarité familiale et sociale et ne mobilisent pas l'aide alimentaire en raison d'une méconnaissance des dispositifs, de représentations négatives à l'égard de ces derniers ou parce qu'ils estiment que ces types d'aide ne les concernent pas, par exemple lorsque leurs difficultés leur apparaissent comme transitoires.

La baisse de revenus survient dans un contexte budgétaire où les ménages doivent par ailleurs faire face à d'importantes charges « incompressibles » (loyer ou traites d'emprunt bancaire, frais de transports, etc.), parfois cumulées avec d'autres types de dépenses (frais médicaux, pension alimentaire à régler à leur ex-conjoint, dettes ou crédits à rembourser, etc.).

Confrontés au brutal décalage entre leurs revenus et leurs dépenses mensuelles, les ménages concernés réagissent en modifiant leurs modalités de consommation et en s'efforçant d'économiser sur les postes de dépenses pouvant faire l'objet d'un réajustement immédiat, tels que l'alimentation, les frais d'habillement, les loisirs, etc. Malgré les difficultés financières, un certain nombre de charges incompressibles continuent à être réglées, notamment les loyers ou traites d'emprunt qui font partie des dépenses jugées prioritaires. D'autres postes de dépenses sont également maintenus : les frais de transport ou de téléphone (jugés nécessaires par les ménages qui cherchent un emploi), les dépenses de santé le cas échéant, etc.

Portrait 1 - Mme J., retraitée peu mobile et éloignée des services sociaux

Madame J., 72 ans, perçoit actuellement une retraite mensuelle de 1 600 euros nets et est locataire du même appartement depuis 1963 pour un loyer de 600 euros mensuels. En 2006, le décès de son mari a provoqué une baisse de revenus (revenus mensuels passant d'environ 3 000 euros à 1 600 euros), et a nécessité que Mme J. se charge de la gestion budgétaire du foyer. Ce changement n'a pas été sans difficulté puisque cette tâche revenait depuis de nombreuses années à son époux : *« C'est pas moi qui m'occupait de tout ça, c'était René qui gérait tout. Après sa mort, je me suis retrouvée complément perdue, je ne savais même pas de combien était le loyer. »* Bien que les frais liés au logement de Mme J. soient élevés et représentent la moitié de ses revenus (600 euros de loyer et 200 euros mensuels de frais énergétiques), cette dernière est très attachée à l'appartement familial et ne souhaite pas déménager. Par ailleurs, Mme J. a contracté une dette importante de 50 000 euros, qui nécessite un remboursement mensuel de près de 300 euros pendant 10 ans.

Âgée et malade, Mme J. éprouve de grandes difficultés à faire face à ses dépenses notamment en raison de frais médicaux importants (arthrose, maladie de la hanche, diabète, cholestérol), et se retrouve contrainte de limiter son poste de dépenses alimentaires à moins de 100 euros par mois. Pour cela, elle saute des repas : *« J'essaie souvent de faire des économies sur les repas. Je prends un café sans sucre et je ne mange pas, c'est toujours ça de gagné. Ce n'est pas bien pour moi, il faut manger à heure fixe surtout quand on fait du diabète »*. Peu mobile, Mme J. peut compter sur son petit-fils qui se charge de faire ses commissions et respecte ses directives, c'est à dire d'aller au moins cher : *« j'envoie mon petit fils faire les courses dans les magasins les moins chers ou je lui demande de prendre les sous-marques à Cora parce que je suis obligée »*. Par ailleurs, une voisine, au courant de sa situation, est un véritable soutien et lui apporte très régulièrement des petits plats mijotés.

Peu habituée à recourir aux services sociaux, Mme J. a cependant contacté le CCAS de sa ville il y 2 ans, suite à une information publiée dans le journal municipal indiquant la possibilité pour les personnes âgées de bénéficier de *« personnes de compagnie »*. Par ce biais, Mme J. a eu un rendez-vous avec une assistante sociale, ce qui lui a permis d'accéder à une aide financière exceptionnelle de 100 euros, début 2013.

Pour autant, peu de solutions s'offrent à Mme J. pour faire évoluer sa situation. Effectivement, après une vie de dur labeur, Mme J. ne souhaite pas demander de l'aide à des associations caritatives d'aide alimentaire, auxquelles, d'après son assistante sociale, ses revenus ne lui permettraient pas d'accéder ; *« Ça me gêne de demander pour avoir de la nourriture, j'ai l'impression d'être une mendiante, je ne veux pas aller aux Restaurants du Cœur. Et puis elle m'en a parlé un peu une fois Mme S. (assistante sociale) mais elle a dit que je gagnais trop. C'est pas grave, je veux pas de toute façon »*.

En outre, cette solution est peu compatible avec les difficultés qu'éprouve Mme J. à se déplacer.

Le « raccrochage » de ces ménages aux services sociaux et leur recours à l'aide alimentaire peut être le fruit de plusieurs dynamiques. L'origine peut se trouver dans la prise de conscience d'une installation de la situation de précarité, voire d'une dégradation de la situation, qui les incite à se rapprocher des services du CCAS de leur commune, pour des aides financières ou liées au paiement des factures. Il peut aussi s'opérer de façon indirecte, les ménages sollicitant un service qui n'est pas « étiqueté » comme un service d'action sociale en tant que tel, mais qui va servir de passerelle vers l'aide alimentaire.

Pour autant, parmi les ménages qui passent le cap d'activer les aides sociales, certains peuvent se voir exclus des dispositifs d'aide alimentaire car ne répondant pas aux critères d'attribution.

- **Type 2 - L'aide alimentaire comme levier de gestion indirecte du budget pour des ménages aux ressources instables et peu élevées**

  Le deuxième type est celui des « gestionnaires indirects ». Il s'agit de travailleurs pauvres, au parcours dans l'emploi fragile et chaotique. Leurs ressources sont peu élevées et instables, mais sont néanmoins trop élevées pour leur permettre d'accéder à un certain nombre d'aides sociales, réservées aux bénéficiaires de minima sociaux ou aux personnes sans ressources. Parallèlement, leurs charges mensuelles incompressibles représentent une part importante de leurs revenus. Astreints à une gestion très serrée de leur budget, ces ménages ont peu de marges de manœuvre pour faire face aux imprévus et aux dépenses exceptionnelles. Leur épargne quasi inexistante les rend par ailleurs très sensibles au moindre écart financier : la réparation d'un véhicule, l'achat d'électroménager, un rappel de charges, des frais de santé, etc.

  Les ménages de cette catégorie ont franchi le pas et pris contact avec les services sociaux afin d'être aidés. Le recours à l'aide sociale n'est cependant pas motivé par l'insécurité alimentaire stricto sensu : à l'origine, les ménages concernés se sont le plus souvent adressés aux travailleurs sociaux afin d'obtenir une aide pour régler des factures impayées.

  Ils mobilisent l'aide alimentaire de façon discontinue, comme variable d'ajustement budgétaire afin d'apurer une dette ou de faire face à une dépense imprévue. Elle leur fournit des denrées de base qu'ils complètent par des achats au sein des commerces classiques, et leur permet ainsi de dégager une marge de manœuvre budgétaire pour d'autres postes de dépense et de maintenir, dans une certaine mesure, leurs pratiques alimentaires habituelles. Le recours de ces ménages à l'aide alimentaire est alors ponctué d'allers-retours dans le dispositif pour des durées relativement courtes.

Portrait 2 - Mme H., employée à temps partiel et bénéficiaire d'une épicerie sociale dans le cadre d'un apurement de ses dettes

Madame H., 64 ans, exerce à temps partiel en tant qu'aide à domicile, et perçoit un salaire mensuel net de 587 €. Divorcée depuis un an, elle a acquis un petit pavillon grâce à la revente de son ancien domicile, acheté en commun avec son ex-conjoint. Elle est aujourd'hui confrontée à des frais énergétiques très élevés, de l'ordre de 220 € par mois, qui grèvent très lourdement son budget, représentant près du tiers de celui-ci.

Au-delà de ces frais énergétiques, Madame H. éprouve des difficultés à faire face à l'ensemble de ses dépenses, sa séparation ayant considérablement déstabilisé et fragilisé sa situation financière. Elle a d'ailleurs contracté une dette fiscale (taxe foncière et habitation) estimée à 1 154 €. Dans ce cadre, Madame H. s'est vue contrainte, il y a plusieurs mois, de se rapprocher des services sociaux de sa commune, qu'elle n'avait jusqu'alors jamais contactés. L'assistante sociale qui suit sa situation a demandé un diagnostic énergétique afin de faire le point sur les possibilités de réduction de sa consommation d'énergie. Celui-ci n'a finalement pas pu être réalisé, l'organisme chargé du diagnostic ayant vu ses subventions subitement coupées.

Dans ce contexte, l'assistante sociale a orienté Madame H. vers l'épicerie sociale, motivant son orientation par *« la demande d'un soutien financier en attente de l'obtention de la retraite, dans l'objectif d'un apurement des dettes »*. Madame H. a obtenu un accès à l'épicerie sociale pour 6 mois, récemment renouvelé.

Madame H. bénéficie d'un panier de 60 €/mois (montant peu élevé en raison de sa situation de célibataire et de son reste-à-vivre[13] relativement important), sur lequel elle participe à hauteur de 12 € par mois. Elle consomme peu en dehors de l'épicerie sociale, par le biais de laquelle elle acquiert des *« pâtes, des conserves, des légumes, et un peu de viande »*. Ses courses dans les supermarchés concernent surtout l'achat de produits d'hygiène.

À l'égard des dispositifs d'aide, ces ménages expriment un vécu relativement positif, leurs attentes portant essentiellement sur l'accessibilité des structures, dont les horaires ne concordent pas toujours avec leurs contraintes professionnelles.

Type 3 - Les « multi-activateurs » : des ménages ancrés dans la précarité et qui mobilisent simultanément, et dans la durée, différents dispositifs d'aide alimentaire

Le troisième type est celui des ménages « multi-activateurs », ménages aux ressources peu élevées, ancrés durablement dans la précarité, qui combinent différents leviers et types d'aide alimentaire dans la durée.

Les ménages de ce type sont installés dans la précarité depuis plusieurs années, leurs revenus reposant largement sur les aides sociales (bénéficiaires du RSA, parents isolés sans emploi, chômeurs en fin de droits, etc.). Leurs ressources sont stables, mais structurellement peu élevées au regard de leurs charges courantes. Ces ménages peinent à faire face au « coût de la vie » de manière générale, et ont développé des pratiques et des savoir-faire spécifiques en matière d'économie ménagère. Orientés par les services sociaux, ils ont franchi le cap du recours à l'aide alimentaire et ce recours s'est progressivement inscrit dans la durée et « routinisé » : ils peuvent ainsi passer d'une structure à l'autre, voire fréquenter simultanément plusieurs structures d'aide alimentaire.

Portrait 3 - **Mme K. 35 ans, multi-activatrice de l'aide alimentaire en raison d'un déficit budgétaire structurel**

Mme K., 35 ans, vit seule avec ses deux enfants (13 et 10 ans) depuis le décès de son conjoint, survenu brutalement l'an dernier. Bénéficiaire des aides sociales depuis de nombreuses années, elle perçoit le RSA auquel s'ajoutent environ 200 euros mensuels de prestations sociales. Locataire d'un T3 depuis douze ans au sein du parc social, Mme K. doit s'acquitter de 100 euros de loyer mensuels – APL déduites – auxquels s'ajoutent environ 150 euros de charges (gaz et électricité).

Malgré l'absence de dettes et la mise en œuvre de multiples stratégies afin de limiter ses dépenses, Mme K. explique être en déficit budgétaire structurel : *« Je n'ai pas de factures en retard, je me fais prélever dès que le RSA et les allocations tombent. En début de mois, je tire 300 euros, puis je donne ma carte bleue à ma mère pour être sûre de ne pas céder jusqu'à la fin du mois. Pourtant je finis toujours le mois dans le rouge, pas énormément, mais de 50 euros ».*

Face à ce constat, Mme K. n'a pas d'autre choix que de solliciter l'aide alimentaire sous ses différentes formes. Elle fréquente ainsi de manière hebdomadaire deux associations de distributions de paniers, et demande ponctuellement l'aide de l'assistante sociale afin d'avoir accès à des bons alimentaires ; *« comment vous voulez que je fasse autrement ? En faisant comme cela je suis déjà à zéro à la fin du mois, il ne me reste plus rien du tout, alors sans les distributions... ».* Au fil des ans et de l'accumulation de difficultés, Mme K. s'est peu à peu coupée de son réseau social. Elle a aujourd'hui très peu de contact avec l'extérieur, hormis sa mère, elle aussi bénéficiaire de l'aide alimentaire : *« J'ai plus d'amis, je me suis faite avoir trop de fois dans le passé. Lorsque j'ai eu des difficultés, personne n'a été là pour moi. J'ai seulement ma mère qui elle aussi est en difficulté financière. Avant, on allait manger chez elle, elle nous invitait avec mes enfants, mais aujourd'hui ce n'est plus possible. Ce n'est pas de sa faute ».*

Les contacts entretenus avec les bénévoles des associations fréquentées importent beaucoup pour Mme K. qui trouve une forme de réconfort dans ses échanges qui participent à déculpabiliser son recours ; *« les bénévoles sont très gentils aux restaurants du cœur comme au secours populaire. On parle un peu, ils demandent comment ça va. On peut leur raconter parce que de toute façon ils savent bien que si l'on est ici, c'est que l'on est en difficulté ».* À l'inverse, les rapports avec les services sociaux sont plus complexes. Cette tension prend naissance dans le sentiment de Mme K. d'être insuffisamment soutenue par son assistante sociale. *« Je me débrouille pour payer toutes mes factures, et cela, même s'il faut que je me prive sur la nourriture. Alors évidemment, comme je n'ai pas d'impayé, elle pense que tout va bien. Mais ce n'est pas vrai, on ne mange pas assez, on ne mange pas de tout. Mon fils Thomas a 10 ans et fait de l'anémie parce que l'on ne mange pas assez de viande, vous trouvez ça normal ? Les assistantes sociales, il faut les supplier pour avoir un bon, à tel point que j'y vais de moins en moins ».*

Mme K. éprouve un fort sentiment d'impuissance vis-à-vis de sa situation, conséquence d'une précarité installée qui n'arrive pas à être dépassée malgré de nombreux efforts fournis. Cette situation sclérosée impacte directement le moral de Mme K. et son rapport à l'alimentation. *« Je suis complètement déprimée. Trop de soucis, et je vois pas comment je vais m'en sortir. Avec mes enfants on n'arrive plus à profiter de la vie, on n'a pas assez d'argent pour faire autre chose que galérer. Même au niveau de l'alimentation, je le ressens, je n'ai plus d'appétit, je mange de moins en moins, d'un côté parce que je préfère donner à mes enfants, et de l'autre côté parce que j'ai l'appétit coupé ».*

Les ménages de ce type expriment un ressenti plus mitigé à l'égard des structures d'aide alimentaire : s'ils y trouvent un réconfort social, ils regrettent néanmoins l'absence de diversité des produits proposés, leur faible qualité gustative, ainsi que les rapports parfois culpabilisants ou infantilisants entretenus avec les intervenants des dispositifs.

Type 4 - Les ménages « mono-gestionnaires », qui n'ont d'autre levier à activer que le recours à l'aide alimentaire

Enfin, le quatrième type est celui des « mono-gestionnaires », des ménages aux ressources très faibles voire inexistantes, qui conjuguent diverses difficultés (administratives, liées au logement, sociales, etc.) et dont l'alimentation est presque entièrement dépendante de la seule aide alimentaire.

Cette catégorie de ménages regroupe des personnes qui vivent un parcours « de galère », caractérisé par les difficultés généralisées, tant sociales qu'économiques, administratives ou résidentielles, qui se cumulent et se renforcent. Dans le cadre de notre échantillon, la figure caractéristique de cette catégorie est celle du ménage sans papiers logé à l'hôtel, et ne bénéficiant d'aucune ressource financière. L'alimentation est une préoccupation forte, qui s'appréhende au jour le jour : l'impératif est de pouvoir se nourrir afin de répondre à des besoins vitaux. Les préoccupations liées au logement sont également très présentes.

Parmi ces ménages, nombreux sont ceux qui ne sont pas intégrés aux circuits de l'action sociale : leur situation administrative les place hors cadre, hors critères. Les aides financières qu'ils mobilisent sont des aides ponctuelles et non pérennes, qui n'assurent pas un minimum de ressources stables. Leur réseau d'entraide est peu étendu et difficile à mobiliser : pour les personnes immigrées, il s'agit d'un réseau communautaire parfois éloigné géographiquement. Les autres ménages de cette catégorie ont peu de ressources familiales et sont relativement désocialisés.

L'aide alimentaire représente parfois leur seule et unique source d'alimentation. Ces ménages n'étant pas en mesure de compléter les denrées distribuées à l'aide alimentaire en s'appuyant sur d'autres sources d'approvisionnement, leurs apports nutritionnels en dépendent largement. De ce fait, dans la mesure où les dispositifs d'aide alimentaire ne sont pas conçus pour fournir l'intégralité des repas, ils subissent une forme de sous-alimentation chronique.

Portrait 4 - **Madame S., sans-papier et sans ressources, dont l'accès à l'alimentation est subordonné aux distributions de colis des Restaurants du Cœur**

Madame S., 40 ans, vit seule avec son fils de 10 ans et est hébergée depuis un an dans un hôtel d'Aubervilliers. Anciennement résidente aux États-Unis, Mme S. a préféré quitter son pays d'adoption à la suite de son divorce suite à des violences conjugales. De nationalité marocaine, Mme S. a, par la suite, choisi de s'installer en France de manière à s'abstraire des pressions familiales, et cela, bien qu'elle ne dispose pas de titre de séjour.

Sa situation administrative engendre l'impossibilité d'accéder à un emploi légal ainsi qu'aux aides sociales de droit commun. Ainsi, Mme S., hormis quelques heures de ménages rémunérées au noir, est actuellement dépourvue de ressources et dispose uniquement d'aides ponctuelles du Conseil Général mobilisées au titre de la protection de l'enfance, et de quelques revenus ponctuels ; *« J'ai deux heures de ménages toutes les deux semaines, ça fait un peu près 40 euros par mois, sinon je n'ai rien ! De temps en temps, l'assistance sociale me fait un bon pour payer la cantine de mon fils. Mais c'est tout »*

En conséquence, l'aide alimentaire constitue pour Mme S. le seul levier d'approvisionnement possible afin d'accéder à des denrées alimentaires. En outre, comme Mme S. n'est pas domiciliée, elle ne peut accéder à l'épicerie sociale de sa commune et dépend uniquement des paniers distribués par les Restaurants du Cœur. Cette dépendance constitue une angoisse importante pour Mme S. qui explique être très inquiète lors de l'arrivée de la période estivale qui est synonyme de la fermeture des Restaurants du Cœur ; *« L'arrivée de l'été ça m'angoisse, il n'y a plus les restaurants du cœur. L'an dernier, l'assistante sociale m'a fait un mot exceptionnellement pour que j'aille dans une autre association. J'espère que cette année on pourra faire la même chose. Sinon je ne sais pas comment on va manger. Je n'ai que ça ! »*. Ces tensions au regard de l'alimentation poussent Mme S. à sauter très régulièrement des repas et à privilégier l'apport en aliments énergétiques qui parviennent davantage à combler la sensation de faim.

Par ailleurs, Mme S. apparaît peu mobile et très contrainte dans ses déplacements, faute de ressources : *« Je fais tout à pieds. J'ai trop peur de payer une amende dans les transports. Alors il y a plein d'endroits où je ne peux pas aller, comme l'association où ils donnent des repas chauds gratuitement. Je sais qu'elle existe, mais c'est trop risqué d'y aller »*. En outre, Madame M. explique ne pouvoir compter que sur un réseau familial très réduit (une tante), dont les liens se distendent en raison de la faible capacité de Madame M. à être mobile. *« Toute ma famille est au Maroc, sauf une de mes tantes qui a un petit pavillon dans le 93. Elle a un potager et lorsque j'y vais elle me donne quelques fruits et légumes. Mais on y va que deux fois dans l'année, parce que il faut prendre le RER et on n'a pas l'argent pour le payer »*.

Hébergée à l'hôtel avec son fils, Mme S. éprouve de grandes difficultés logistiques à gérer la préparation et le stockage des aliments. *« Pour faire la cuisine, ce n'est vraiment pas pratique. Dans la cuisine commune, il y a un tout petit réfrigérateur, deux petites plaques et un micro-onde, mais ça ne marche pas très bien et les gens volent, alors je ne les utilise pas. En plus, en général, c'est très sale. Moi, même si c'est interdit, j'ai dans ma chambre, une plaque, et un four micro-onde, je prépare comme cela. Le problème est pour stocker les aliments au frais, en hiver ça va mais l'été, c'est compliqué. Et puis, les odeurs aussi, parce que l'on cuisine dans la pièce où l'on mange, où l'on dort, où l'on fait tout »*.

Les attentes de ces ménages portent alors à la fois sur la quantité des aliments proposés, dans la mesure où l'aide n'est pas conçue pour assurer l'intégralité des repas, et sur l'adaptation des aliments délivrés à leurs capacités matérielles (stockage et préparation) et à leurs pratiques alimentaires de référence.

Diplôme : Ingénieur en Agronomie

Spécialité : Génie de l'Environnement

Spécialisation / option : Agricultures Durables et Développement Territorial

Enseignant référent : Catherine Darrot

Auteur(s) : Amadis GUILLOREL-OBREGON

Date de naissance : 24/11/1993

Nb pages : 92 Annexe(s) : 15

Année de soutenance : 2018

Organisme d'accueil 1 : Ville de Rennes

Adresse : 170 rue Eugène Pottier, 35 000, Rennes

Maître de stage : Typhaine Herré-Barailler

Organisme d'accueil 2 : UMR ESO Rennes

Adresse : 65 rue de Saint Brieuc, 35 000, Rennes

Maître de stage : Catherine Darrot

Titre français : Accessibilité sociale à l'alimentation durable. État des lieux des pratiques alimentaires d'un public en situation de précarité à Rennes

Titre anglais : Social accessibility to sustainable food. Establishing a picture of eating practices in a precarious population in the city of Rennes.

Résumé (1600 caractères maximum) :

La Ville de Rennes s'est interrogée sur l'accessibilité à l'alimentation durable des personnes en situation économique difficile. Ce mémoire montre comment s'alimente le public cible, quelle est sa distance à l'alimentation durable et quels seraient les parallèles possibles avec le dispositif d'accès à la culture déjà existant sur l'aire rennaise. À cet effet 60 questionnaires ont été réalisés ayant donné lieu à une analyse mono-variée jugée représentative, et a une analyse multivariée par ACM suivie d'un Classification. 15 entretiens semi-directifs ont permis d'expliciter la distance à l'alimentation durable ainsi que les leviers potentiels permettant d'aller vers celle-ci. Des idéaux-types ont permis de faire ressortir les principaux traits de l'accès à l'alimentation par rapport à la proximité à l'alimentation durable et au profil socio-économique. N'ayant pas pu conclure sur la forme que pourrait prendre une telle politique publique, des indications ont été apportées sur différentes approches éventuellement complémentaires.

Abstract (1600 caractères maximum) :

The city of Rennes starts a reflexion about sustainable food accessibility for poor people. This thesis shows how the targeted population eats, what's the existing 'distance' to sustainable food, and to what extent would it be relevant to take inspiration from the preexisting cultural accessibility public policy of the Rennes area. For this, 60 questionnairs brought to : a single variable analysis considered representative, and a Multi Correspondance Analysis linked to a Classification. 15 interviews enabled to clarify the proximity to sustainable food and the potential levers to go toward it. Ideal-types permit to emphasize the principal characteristics relative to food accessibility, distance to sustainable food, and socio-economic profile. We didn't conlcude regarding the shape that could take a sustainable food accessibility public policy, but indications were given on different approaches that could be complementary.

Mots-clés : alimentation durable ; accessibilité sociale ; précarité ; comportement alimentaire ; politique publique alimentaire

Key Words: sustainable food ; social accessibility ; precarity ; eating beaviour ; food public policy